SOUS LA DIRECTION DE
Claude Beauregard, Robert Comeau et Jean-Pierre Gagnon

(2007)

Le Canada français et les conflits contemporains

Actes du colloque tenu à l'UQAM
le 27 août 1995

Sous la direction de Claude Beauregard, Robert Comeau
et Jean-Pierre Gagnon

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec
[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

à partir du livre de :

**Sous la direction de
Claude Beauregard, Robert COMEAU et Jean-Pierre Gagnon**

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

La Société historique du Canada ; l'Association québécoise; d'histoire politique ; Le Service historique, Ministère de la Défense du Canada.
Cahiers d'histoire politique, no 2, hiver 1996, 288 pp.

[Autorisation formelle accordée par Robert Comeau le 4 novembre 2010 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : comeau.robert@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11'',

Édition numérique réalisée le 23 avril 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Sous la direction de
Claude Beauregard, Robert Comeau et Jean-Pierre Gagnon

Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.

La Société historique du Canada ; l'Association québécoise; d'histoire politique ; Le Service historique, Ministère de la Défense du Canada.

Cahiers d'histoire politique, no 2, hiver 1996, 288 pp.

[3]

Table des matières

PROGRAMME DU COLLOQUE [6]

PRÉSENTATION [9]

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Bernard DANSEREAU, “Le mouvement ouvrier montréalais et la Première Guerre mondiale.” [13]

Paul LEMIEUX, “La 5e brigade du Corps expéditionnaire canadien : Éléments de comparaison entre francophones et anglophones - décoration, promotion, maladie, blessure et décès.” [42]

* * *

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Gaston POULIN, “Ma participation à la prise de la Ligne Gothique.” [57]

Beatrice RICHARD, “Grandeur et misère de la littérature de guerre québécoise : Trois vétérans, leurs romans et la critique.” [60]

Claude BEAUREGARD, Jérôme COUTARD, Isabelle DORNIC, “L’Amérique en guerre : un journal de propagande destiné à la France.” [72]

* * *

LA GUERRE DU GOLFE ET L’AIDE MILITAIRE AU POUVOIR CIVIL

Jean MORIN, “L’historien officiel des Forces armées, son rôle et sa perspective perçus à travers la guerre du Golfe.” [93]

Guy LACHAPELLE, Jean NOISEUX, “[L’opinion publique et la guerre du Golfe : Son influence dans le processus de décision.](#)” [99]

Jean PARISEAU, “[L’aide militaire au pouvoir civil 1968-1999.](#)” [121]

* * *

LES OPÉRATIONS DE PAIX DES NATIONS UNIES

Jocelyn COULON, “[La participation des Canadiens français dans les opérations de maintien de la paix.](#)” [135]

Albert LEGAULT, “[Vers une réorganisation des opérations de maintien de la paix ?](#)” [140]

Catherine SAOUTER, Yvon LAPLANTE, “[Oka et Rwanda : La mise en média de l’image du soldat.](#)” [160]

André CORVISIER. “[ALLOCUTION DE CLÔTURE.](#)” [176]

* * *

DOCUMENT

Claude BEAUREGARD, Jérôme COUTARD et Isabelle DORNIC, “[Présentation du rapport de censure de la presse.](#)” [181]

[Rapport sur le service de la censure de la presse canadienne](#) : Première Guerre mondiale. [185]

[6]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

PROGRAMME DU COLLOQUE

[Retour à la table des matières](#)

LE CANADA FRANÇAIS ET LES CONFLITS CONTEMPORAINS

Lieu : Université du Québec à Montréal (Pavillon Hubert-Aquin)

Date : dimanche, 27 août 1995

Sociétés responsables : Association québécoise d'histoire politique en collaboration avec la Société historique du Canada.

Organisateurs : Claude Beauregard, Service historique de la Défense nationale, Robert Comeau, Université du Québec à Montréal, Jean-Pierre Gagnon, Collège militaire royal du Canada.

Mot d'ouverture : Robert Comeau, Université du Québec à Montréal.

* * *

8 h 30 – **1^{re} session : La Première Guerre mondiale**

Président : Réal Bélanger, professeur au département d'histoire à l'Université Laval.

Commentateur : Desmond Morton, directeur du Centre d'études canadiennes à l'Université McGill.

1. Bernard Dansereau, étudiant au doctorat en histoire à l'Université de Montréal, « Le mouvement ouvrier montréalais et la Première Guerre mondiale ».

2. Marcel Bellavance, professeur au Collège militaire royal de Saint-Jean, « La crise de la conscription de 1917 à travers les caricatures ».

3. Paul Lemieux, historien aux Archives nationales du Canada, « La 5e brigade du Corps expéditionnaire canadien : Éléments de comparaison entre francophones et anglophones - décoration, promotion, maladie, blessures et décès ».

* * *

[7]

10 h 30 – **2e session** : **La Deuxième Guerre mondiale**

Président : Major-général (retraité) Roland Reid, ancien colonel honoraire du Royal 22e Régiment.

Commentateur : Jean-Pierre Gagnon, professeur au Collège militaire royal du Canada.

1. Colonel (retraité) Gaston Poulin, Royal 22e Régiment et vétéran de la campagne d'Italie, « Ma participation à la prise de la Ligne Gothique ».

2. Béatrice Richard, étudiante au doctorat en histoire à l'Université du Québec à Montréal, « Grandeur et misère de la littérature de guerre québécoise : Trois vétérans, leurs romans et la critique ».

3. Claude Beauregard, Service historique de la Défense nationale, Jérôme Coutard et Isabelle Dornic, étudiants au doctorat en histoire à l'Université Laval, « **L'Amérique en guerre** : un journal de propagande destiné à la France ».

* * *

12 h 30 – **3e session** : **La guerre du Golfe et l'aide militaire au pouvoir civil**

Président : André Donneur, professeur au département de science politique à l'Université du Québec à Montréal.

Commentateur : Charles David, professeur au Collège militaire royal de Saint-Jean.

1. Jean Morin, historien au Centre canadien international L.B. Pearson pour la formation en maintien de la paix, « L'historien officiel des Forces armées, son rôle et sa perspective perçus à travers la guerre du Golfe ».

2. Guy Lachapelle, professeur à l'Université Concordia, Jean Noisieux, BBDS Recherches-Conseils et président de l'institut de sondage SONDAGEM Inc., « L'opinion publique et la guerre du Golfe : Son influence dans le processus de décision ».

3. Jean Pariseau, historien et ancien responsable de la section francophone du Service historique de la Défense nationale, « L'aide militaire au pouvoir civil 1968 - 1995 ».

* * *

[8]

14 h 30 – **4e session** : **Les opérations de paix des Nations unies**

Président : Robert Comeau, professeur au département d'histoire à l'Université du Québec à Montréal.

Commentateur : Michel Fortmann, professeur au département de science politique à l'Université de Montréal.

1. Jocelyn Coulon, journaliste au *Devoir*, « La participation des Canadiens français dans les opérations de maintien de la paix »

2. Albert Legault, professeur au département de science politique à l'Université Laval, « Vers une réorganisation des opérations de maintien de la paix ? ».

3. Catherine Saouter, professeure au département des communications à l'Université du Québec à Montréal, Yvon Laplante, étudiant au doctorat en sémiologie à l'Université du Québec à Montréal, « Oka et Rwanda : La mise-en-média de l'image du soldat ».

Allocution de clôture : André Corvisier, professeur émérite, Université de Paris-Sorbonne, et président d'honneur de la Commission internationale d'histoire militaire.

[9]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

PRÉSENTATION

LE CANADA FRANÇAIS ET LES CONFLITS CONTEMPORAINS

[Retour à la table des matières](#)

Suite au succès remporté en automne 1994 par le premier colloque sur « la participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale », colloque que nous avons tenu à l'Université du Québec à Montréal et au Collège militaire royal de Saint-Jean, nous voulions continuer à faire connaître les travaux d'histoire militaire et à développer les recherches dans ce domaine, au Québec.

Lorsque la Société historique du Canada nous offrit la possibilité d'organiser le programme d'une journée portant sur l'histoire militaire dans le cadre de sa conférence annuelle qui se tenait à Montréal, nous de l'AQHP et du Service historique avons profité de l'occasion d'autant plus que Montréal était aussi l'hôte du 18e Congrès international des sciences historiques. Sous le thème « le Canada français et les conflits contemporains », nous avons réuni une quinzaine de chercheurs à l'intérieur des quatre séances qui se sont tenues le 27 août 1995 à l'UQAM.

Les sessions ont porté sur les Canadiens français et les deux conflits mondiaux, la guerre du Golfe, l'aide militaire au pouvoir civil et les opérations de paix des Nations unies. Ces quatre séances ont suscité beaucoup d'intérêt et ont attiré des auditoires parmi les plus nombreux de la conférence. La diversité des approches du phénomène socio-militaire a retenu l'attention. Les chercheurs ont abordé

l'histoire militaire sous l'angle de l'histoire syndicale, la caricature de journaux, l'analyse statistique, l'histoire orale, le roman, la propagande, l'analyse des médias, etc. L'historien André Corvisier, professeur émérite de l'Université de Paris (Sorbonne) et président d'honneur de la Commission internationale d'histoire militaire a souligné ce renouveau de l'histoire militaire et la diversité des approches dans son discours de clôture. Ce colloque intéressait visiblement non seulement les historiens, mais aussi les politologues, les journalistes et les spécialistes des communications.

Rappelons que se tiendra à l'UQAM, les 29 et 30 mars 1996, un colloque sur les conflits contemporains et les médias (approches historiques, politiques et communicationnelles). De la guerre des [10] Boers à la guerre en ex-Yougoslavie, les médias figurent comme protagonistes et comme outils des très nombreux conflits du XXe siècle, que ce soit à travers leur diffusion de l'information (reportages et traitement de l'actualité), à travers leur contribution à l'effort de guerre (propagande et désinformation), ou encore à travers leur discours de remise en question (contestation et critiques des belligérants). Ce colloque est organisé par Catherine Saouter, professeure au département des communications de l'UQAM et par Claude Beauregard du Service historique. L'AQHP et la SHC collaboreront également à ce colloque.

Le Comité organisateur

[11]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

[Retour à la table des matières](#)

[13]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

1

“Le mouvement ouvrier montréalais et la Première Guerre mondiale.”

Par Bernard Dansereau

[Retour à la table des matières](#)

Le 4 août 1914, le Canada entre dans ce qui est convenu d'appeler la Grande Guerre. Une guerre qui ne devait durer que quelques jours mais qui va s'enliser dans les tranchées fera plus de 8 millions de morts, 20 millions de blessés, sans compter la dévastation de régions entières et tout le lot de problèmes économiques et humains.

Alors que dans la majorité des pays en guerre on a procédé à la mobilisation générale, le gouvernement canadien mise sur l'enrôlement volontaire. L'entrée en guerre du Canada s'est faite sans trop de récriminations. La population y est généralement favorable.

LA GUERRE

L'attitude à adopter face à un conflit armé a depuis longtemps intéressé les ouvriers canadiens. Le climat effervescent du début de la décennie est propice à ce genre de réflexion. Conscients des dangers de la guerre, les ouvriers s'interrogent sur les conséquences d'un conflit armé. Ils tentent de trouver tous les moyens possibles pour l'éviter. Partout à travers le monde, la question de la guerre est à l'ordre du jour. Les ouvriers de tous les pays, de toutes les organisations ouvrières se penchent sur cette question.

Lors de l'entrée en guerre du Canada, le mouvement syndical canadien est constitué de plusieurs groupes distincts. Les syndicats internationaux de métier dont la majorité est regroupée dans le Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC) constituant, et de loin, l'organisation syndicale la plus importante du Canada. Concentrés dans les villes, ils sont les plus importants tant par le nombre de leurs adhérents que par l'impact social qu'ils créent. Leur influence augmentera au cours de la guerre. À Montréal, le Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM) représente la force syndicale la plus importante.

Les syndicats nationaux de métier représentent la seconde force syndicale au Canada mais leur influence est restreinte. Ils tirent leur origine d'une scission à l'intérieur du CMTC. En 1902, les délégués [14] au congrès du CMTC adoptent des résolutions accordant la primauté aux syndicats internationaux lors de litiges de juridiction opposant deux syndicats¹. Cependant, la majorité des syndiqués canadiens demeurent fidèles à leur syndicat, ce qui explique la faiblesse numérique des syndicats nationaux. Peu combatifs et sectaires, les syndicats nationaux subsistent, mais leur attrait sur les ouvriers canadiens ainsi que leur travail d'organisation semblent jusqu'à la guerre donner peu de résultats.

Un autre groupe syndical, The Industrial Workers of the World (IWW), recrute principalement ses adhérents dans l'Ouest canadien. Ce syndicat qui n'a pas de

¹ Sur le congrès de 1902, on consultera avec intérêt Jacques Rouillard, *Les syndicats nationaux au Québec de 1900 à 1930*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, *Les cahiers d'histoire de l'Université Laval*, n° 24, 1979, p. 74-78 et « Le Québec et le congrès de Berlin, 1902 », *Labour/Le Travailleur*, Volume 1, 1976, p. 69- 91.

base au Québec, dénonce avec véhémence le syndicalisme de métier qu'il associe à du syndicalisme d'affaires et à la collaboration de classes.

Finalement, un nouveau type d'organisation de travailleurs apparaît à cette époque : le syndicalisme catholique. Ces syndicats vont connaître un essor relativement important au Québec, particulièrement à partir de la fin de la guerre. Durant la guerre, malgré certaines tentatives d'organisation, ils sont presque inexistant à Montréal.

La place du Canada dans l'Empire britannique et les menaces de guerre ont incité les ouvriers canadiens à se pencher sur les questions de la guerre et du militarisme. Dès 1901, les délégués au Congrès du CMTC adoptent une résolution recommandant l'abstention des syndiqués de toute opération militaire, sauf en cas d'invasion du Canada. En 1906, le congrès demande l'arrêt de la course aux armements ².

Dans les années qui précèdent la guerre, le mouvement syndical se prononce en faveur de propositions fortement antimilitaristes. Aux congrès du CMTC de 1907, 1908 et 1909, les militants syndicaux reconnaissent le caractère capitaliste de la guerre. Ils affirment « that as the capitalists of the world create war, they should do their own fighting... » ³. Lors du congrès de Calgary en 1911, les délégués font un pas de plus dans leur opposition au militarisme grandissant. Ils approuvent une résolution préconisant l'organisation d'une grève générale comme moyen de prévenir la guerre ⁴. Cette proposition est confirmée l'année suivante ⁵.

En 1913, les délégués au congrès syndical nuancent leur analyse de la guerre. On assiste à un premier glissement d'une position irrémédiablement antimilitariste vers une position d'union sacrée. On introduit une distinction entre la nation ⁶ qui agresse et celle qui est agressée. Suivant le cas hypothétique où l'Angleterre serait victime d'une agression militaire, elle serait justifiée d'y résister par tous les [15]

² Charles Lipton, *Histoire du syndicalisme*, Montréal, Éditions Parti pris, 1976, p. 240.

³ J. Masters, *Canadian Labour Press Opinion, 10-1914. A Study in Theoretical Radicalism and Political Conservatism*, M.A. Thesis, London, University of Western Ontario, 1970, p. 159.

⁴ Martin Robin, *Radical Politics and Canadian Labour, 1880-1930*, Kingston, Queen's University, Industrial Relations Center, 1968, p. 60.

⁵ Ibid., p. 61.

⁶ Le concept de nation est utilisé ici dans le sens d'État souverain et non dans le sens de communauté nationale reposant sur des critères ethnolinguistiques ou culturels.

moyens. Dans la même logique, la classe ouvrière canadienne serait justifiée de se ranger derrière la bourgeoisie si le Canada ou l'Empire britannique était attaqué. La direction syndicale fait de la lutte contre le despotisme européen la préoccupation principale. L'effort de guerre devrait être consenti pour « mighty endeavour to secure early and final victory for the cause of freedom and democracy ».

Le déclenchement des hostilités rend caduques toutes ces hypothèses car ni l'Angleterre ni le Canada ne sont agressés alors que le gouvernement canadien envoie des troupes en Europe. Le mouvement ouvrier doit alors appliquer les positions adoptées en congrès.

À Montréal, le président du Conseil des métiers et du travail, J.T. Foster ⁷, représente certainement l'opinion majoritaire des ouvriers lorsqu'il déclare en entrevue : « Je n'ai jamais été, et je ne serai jamais en faveur de la guerre. Je ne puis comprendre qu'en plein siècle des lumières, le 20ème siècle, les gouvernements ne puissent pas arriver à régler leurs différends autrement que par la guerre, la guerre qui fait les orphelins et sème partout la misère » ⁸. Interrogés sur l'attitude que devraient prendre les ouvriers, Foster déclare que ces derniers n'avaient pas à intervenir dans un conflit qui lui semblait avoir été soulevé par des passions de domination et des calculs capitalistes ⁹.

Plusieurs leaders syndicaux ne sont pas de cet avis et se lancent dans une propagande militariste. Quelques jours après le début des hostilités s'ouvre le congrès du CMTC, les dirigeants syndicaux, analysant la situation, reprennent les arguments invoqués par le gouvernement. Ils affirment que les Alliés sont entrés en guerre contre la tyrannie. Cette guerre est une noble croisade qui servirait les intérêts des ouvriers. Ceux-ci, en retour, doivent donc tout mettre en œuvre pour supporter les efforts des troupes qui livreront bataille en sol étranger pour la défense de la liberté et de la démocratie :

⁷ John Thomas Foster (1874-1934). Membre de l'Association internationale des machinistes, Foster occupe le poste d'agent d'affaires de 1914 à 1922. Il est aussi président du CMTM de 1912 à 1932, sauf pour l'année 1921.

⁸ *La Presse*, 4 août 1914, p. 12.

⁹ Ibid.

La Grande Bretagne et la France luttent ensemble comme elles doivent toujours être unies, pour soutenir les forces de la démocratie contre l'autocratie. Les ouvriers, dit-il, ne sont pas disposés pour un moment à échanger les institutions actuelles contre le despotisme allemand, et désirent que le peuple allemand trouve devant lui la voie ouverte vers la liberté ¹⁰.

La direction du CMTC a donc transformé son analyse de la guerre. Elle se range derrière la défense de la bourgeoisie nationale, arguant la lutte contre « l'autocratie allemande ». Les capitalistes qui étaient perçus comme responsables de la guerre sont maintenant exonérés de tout blâme. Les formules de solidarité internationale prolétarienne font maintenant place à des exposés à saveur patriotique.

[16]

Pour la direction syndicale, il est hors de question de profiter de la guerre pour renverser le capitalisme. Au contraire, la direction syndicale parle de communauté d'intérêts entre les travailleurs et la bourgeoisie. Elle engage les ouvriers dans l'effort de guerre. La grève générale est reléguée aux oubliettes, bien que des congrès antérieurs aient recommandé son utilisation en cas de guerre.

La direction syndicale, consciente des intérêts immédiats des travailleurs, constate une baisse du chômage avec l'industrie de guerre. Négligeant les intérêts à long terme de la classe ouvrière et les horreurs qu'entraînent les combats, la direction syndicale s'efforce à promouvoir l'effort de guerre. Tout au plus, décrie-t-elle les abus des profiteurs de guerre.

Le congrès du CMTC adopte en 1915 une résolution recommandant la participation des ouvriers à l'effort de guerre :

¹⁰ Trades and Labor Congress of Canada, *Report of Proceedings of the 30th Annual Convention*, Ottawa, 1914, p. 17. Cité dans la *Gazette du travail*, octobre 1914, p. 519.

Dans les circonstances présentes, il est du devoir du monde ouvrier de donner toute l'assistance possible aux Alliés de la Grande-Bretagne, et pour nous du Canada, en particulier, de donner toute l'aide possible à l'empire dont nous faisons partie, dans une puissante tentative d'obtenir une victoire prompte et définitive pour la cause de la liberté et de la démocratie ¹¹.

Cet appui à l'effort de guerre est réaffirmé en 1916. Le mouvement syndical n'entend pas se mobiliser pour s'opposer à la guerre impérialiste. Chair à canon des bourgeoisies impérialistes, la classe ouvrière est embrigadée dans une politique d'union sacrée.

Toutefois la question du recrutement militaire touche une corde sensible chez les travailleurs et les dirigeants. Dès le début de la guerre, la direction du CMTC favorise exclusivement le recrutement volontaire. De nombreuses résolutions sont adoptées pour s'opposer le plus fermement possible à toute possibilité de conscription militaire. En 1916, alors que des demandes de conscription se font de plus en plus pressantes dans certaines sphères de la société canadienne, les délégués syndicaux réaffirment leur totale opposition.

Du côté des syndicats nationaux, la Fédération canadienne du travail s'oppose elle aussi à la conscription, notamment lors de son congrès de 1916 ¹².

Les problèmes de la guerre ne touchent pas les ouvriers américains de la même façon que les travailleurs européens, les États-Unis d'Amérique n'entrant en guerre qu'à l'été 1917. Pour beaucoup de travailleurs américains, la guerre signifie plus une baisse du chômage et une hausse des salaires que la misère, la souffrance et la mort.

[17]

Cela n'empêche pas les centrales syndicales d'évaluer différemment l'attitude à adopter devant cette situation. Les Industrial Workers of the World (IWW) ¹³

¹¹ Ministère du Travail du Canada, *Labour Organization in Canada*, 1915, p. 22, et *Gazette du travail* octobre 1915, p. 497.

¹² Proceedings of the CFL, 1916, p. 5. Cité par Jacques Rouillard, *Les syndicats nationaux au Québec de 1900 à 1930*, p. 151.

adoptent une attitude fataliste devant l'entrée en guerre des États-Unis. Les Wobblies ¹⁴ accusent l'impérialisme américain d'être responsable du conflit. Ils soulignent cependant que ce n'est pas aux ouvriers américains d'arrêter la progression inévitable vers l'entrée en guerre des États-Unis. Ils veulent plutôt organiser la grande lutte de classes qui suivra le conflit. « Organize now in the One Big Union for the postwar struggle should be the watchword » ¹⁵. La mobilisation ouvrière contre la guerre n'est possible que si les ouvriers sont fortement regroupés dans des organisations combatives. Or, les Wobblies évaluent que cette situation ne prévaut pas aux États-Unis durant la guerre. Ils ne mobilisent donc pas leurs militants contre celle-ci. Tout au plus dénoncent-ils violemment le militarisme, sans toutefois se mobiliser contre l'entrée en guerre des États-Unis.

L'American Federation of Labour (AFL) ¹⁶, dans son analyse des causes de la guerre, ne met pas en cause le rôle de la bourgeoisie américaine. Elle reprend l'analyse de la guerre comme une lutte entre l'autocratie et la démocratie. Le despotisme germanique est alors opposé à la démocratie américaine. Les puissants syndicats de métier se rangent entièrement derrière la position de la bourgeoisie impérialiste américaine et contribuent à son expansion. Ils donnent un appui total à l'effort de guerre. La position des leaders syndicaux de l'AFL se veut attentiste. Le congrès de 1914 adopte la résolution suivante :

Il est résolu que le présent congrès de la Fédération américaine du travail, en prévision du congrès général de la paix qui, sans aucun doute, se tiendra après la guerre afin de régler réclamations et différends, se tienne lui-même prêt et autorise le conseil exécutif à convoquer une assemblée regroupant les délégués des organismes ouvriers des diverses nations, ré-

¹³ Industrial Workers of the World. Centrale syndicale américaine basée sur les syndicats industriels. Fondés en 1905, les IWW veulent renverser le capitalisme en favorisant l'action directe, notamment les grèves et le sabotage. Les IWW organisent les non-organisés, les non-qualifiés et les immigrants laissés pour compte par les syndicats de métier.

¹⁴ Autre appellation donnée aux militants des IWW.

¹⁵ *Solidarity*, Oct. 16, 1915, cité par P.S. Foner, *The Industrial Workers of the World, 1905-1917*, History of the Labour Movement in the United States, vol. 4, New York, New York Paperbacks, International Publishers, 1965, p. 555.

¹⁶ American Federation of Labour. Centrale syndicale américaine qui regroupe des syndicats de métier. Traditionnellement opposée à l'action politique ouvrière, l'AFL devient très tôt conservatrice et opportuniste. Les syndicats affiliés à l'AFL, sauf de très rares exceptions, ne regroupent que des travailleurs qualifiés. Les travailleurs et travailleuses des industries sont généralement exclus de l'AFL.

unis en un même lieu, en vue de formuler des suggestions et de prendre des mesures susceptibles de rétablir des liens fraternels, de protéger les intérêts des travailleurs et, par le fait même, de collaborer à l'édification d'une paix durable ¹⁷.

Le gouvernement américain comprend rapidement le profit qu'il peut tirer de l'attitude des dirigeants de l'AFL. Il les fait entrer au gouvernement. Samuel Gompers ¹⁸ est nommé au Conseil national de la défense (Council of National Defense). Cette tactique permet aux dirigeants syndicaux de justifier la politique qu'ils pratiquent depuis longtemps, c'est-à-dire d'occuper des postes où, d'après eux, les ouvriers peuvent influencer les décisions. Elle a, pour le gouvernement, [18] l'avantage de lier de plus en plus les dirigeants syndicaux aux politiques gouvernementales.

La direction collaborationniste intervient même dans les décisions des syndicats locaux. Le président Gompers vient au Canada défendre l'effort de guerre et appuyer les manoeuvres du gouvernement Borden.

Cette position se démarque de celle de la majorité des groupes socialistes qui, tout en dénonçant le militarisme, s'opposent à l'entrée en guerre des États-Unis. Elle est, par ailleurs, plus radicale que l'attitude adoptée par la puissante centrale syndicale, l'AFL, dont l'influence au Canada est énorme.

Le déclenchement des hostilités chambarde le cours normal des activités des syndicalistes britanniques. La direction réformiste du mouvement ouvrier anglais évolue très rapidement vers la collaboration totale avec le gouvernement britannique. Dès le 5 août, au lendemain de la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne à l'Allemagne, une conférence des organisations ouvrières est convoquée d'urgence. La conférence se borne à proposer des mesures destinées à soulager la misère inévitable qu'engendrera la guerre. Rien sur une mobilisation pour s'opposer à la guerre. L'assemblée annuelle du Trade Union Congress (TUC) ¹⁹

¹⁷ Lipton, Charles, *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec, 1827-1959*, Montréal, Éditions Parti pris, 1976. p. 251.

¹⁸ Samuel Gompers (1850-1924). Président-fondateur de l'AFL, dont il sera président jusqu'à sa mort. Gompers est l'artisan d'une conception du syndicalisme, d'où le nom de gompérisme, qui prône l'organisation des seuls ouvriers qualifiés.

¹⁹ Trade Union Congress (TUC). Centrale syndicale anglaise fondée sur les syndicats de métier.

est annulée. En lieu et place, un congrès spécial est organisé pour étudier les problèmes causés par la guerre. Aucune opposition à la guerre n'y est formulée.

Le 24 août, la direction du TUC et l'aile parlementaire du British Labour Party (BLP) ²⁰ déclarent une « trêve industrielle ». Quelques jours plus tard, la Commission exécutive du BLP s'associe aux autres partis politiques dans une campagne de recrutement militaire. Le leader travailliste Arthur Henderson ²¹ devient président du comité parlementaire de recrutement avec le Premier ministre et le leader de l'opposition. Le BLP entre au gouvernement en mai 1915, abandonnant les principes de l'internationalisme. La marée du chauvinisme national, après avoir conquis l'Europe continentale, atteint les Îles britanniques.

Une opposition, dirigée par l'Independent Labour Party (ILP) ²², se développe à l'intérieur des organisations politiques et syndicales. Fruit d'un long et patient travail contre la guerre, le mouvement contestataire gagne la majorité des membres du British Socialist Party (BSP) ²³. Celui-ci s'était déclaré favorable à l'effort gouvernemental au début de la guerre. Or, au printemps 1915, le comité exécutif est mis en minorité, les sections du parti désirent se joindre à la Commission de l'Internationale socialiste créée à la conférence de Zimmerwald (voir plus loin). Le BSP se détache du groupe syndical et du BLP, pour revenir aux principes internationalistes, et s'oppose à la guerre. Les [19] directions syndicales et travaillistes, au contraire, poursuivent leur adhésion aux intérêts de la bourgeoisie.

²⁰ British Labour Party (BLP). Organisation formée en 1900 dans le but de faire élire au Parlement des représentants ouvriers. En 1906, il prend le nom de British Labour Party. Composé à l'origine essentiellement d'ouvriers, il permet par la suite l'adhésion de militants de la petite bourgeoisie.

²¹ Arthur Henderson (1863-1935). Ouvrier fondeur, Henderson devient secrétaire du BLP en 1911, poste qu'il gardera jusqu'en 1934. En 1915, à la formation du gouvernement d'union nationale, il entre au Cabinet comme ministre de l'éducation. Il devient ensuite conseiller du Cabinet pour les problèmes de travail. En 1916, il accède au Cabinet de guerre restreint.

²² Independent Labour Party (ILP). Fondé en 1903, l'ILP se veut indépendant au point de vue politique des partis bourgeois. Au cours de la guerre impérialiste, il commence par publier un manifeste contre la guerre, puis en 1915, il s'associe à la position social-chauvine qu'il camoufle sous des phrases pacifistes.

²³ British Socialist Party (BSP). Fondé en 1911, il résulte de la fusion du Parti social-démocrate et des groupes socialistes. Propagateur du marxisme en Angleterre, il développe très tôt des attitudes sectaires aggravées par son petit nombre d'adhérents et sa faible implantation. Durant la guerre, une tendance internationaliste et une tendance social-chauvine cohabitent en son sein.

Le mouvement travailliste montréalais qui remonte à la fin du XIXe siècle est dans une situation difficile. Son seul député Alphonse Verville ²⁴, élu depuis 1906, est de plus en plus près du parti de Wilfrid Laurier. Le Parti Ouvrier (PO) s'est aussi affaibli par une scission interne lorsqu'un groupe de militants quitte la barque du PO, en 1912, pour fonder la Fédération des clubs ouvriers municipaux (FCOM). Le litige porte sur l'importance à accorder à la politique municipale. Les tenants de la FCOM y voient la raison principale d'un regroupement politique ouvrier à Montréal. Ils veulent délaissé les scènes fédérale et provinciale, d'autant plus que les succès électoraux sont plus importants au municipal. Les militants du PO s'objectent à cette vision qu'ils jugent limitative et maintiennent la nécessité de lutter sur les trois fronts politiques. Sur le plan organisationnel, la FCOM reprend la structure du PO ainsi que son programme sauf pour les revendications relevant des juridictions fédérale ou provinciale qui sont éliminées. Les deux organisations travaillistes vont coexister jusqu'à la fin de la guerre.

Au Canada, l'impact de la social-démocratie varie considérablement d'une région à l'autre. C'est dans les provinces de l'Ouest que les socialistes sont les mieux organisés et où leur influence est la plus grande. Le Socialist Party of Canada (SPC) est le premier groupe socialiste d'envergure au Canada. Le SPC se fixe comme objectif la conquête du pouvoir d'État dans le but de renverser le capitalisme et d'instaurer le socialisme. Dans cette optique, il propose un programme en trois points : premièrement, la transformation aussi rapide que possible de la propriété capitaliste des moyens de production en propriété collective de la classe ouvrière ; en second lieu, le SPC prône l'organisation et la gestion démocratique des industries par les ouvriers et enfin l'établissement aussi rapide que possible de la production à des fins utilitaires remplaçant celle axée sur le profit.

Mais des attitudes sectaires se développent peu à peu à l'intérieur du SPC. L'intransigeance politique des dirigeants du SPC, qui se manifeste par l'abstention de tout soutien aux mouvements de grève et le refus de toute participation aux élections municipales, incite des groupes de militants à quitter ses rangs pour former de nouvelles organisations.

²⁴ Alphonse Verville est élu avec 4 887 voix contre 3 830 pour son adversaire le manufacturier L.-O. Grothé, dans Maisonneuve, le 23 février 1906.

Un groupe de militants organise le Social Democratic Party of Canada (SDP). Le SDP se situe dans la lignée des partis sociaux-démocrates internationaux affiliés à l'Internationale socialiste et [20] ouvrière (ISO) ²⁵. Le SDP est composé principalement d'immigrants européens.

Les ouvriers montréalais participent au mouvement socialiste. Le Socialist Party of Canada (SPC) tente une percée à Montréal au début de l'année 1906. Des militants du SPC organisent une manifestation pour protester contre la brutale répression qui sévit en Russie. Cette même année, ils organisent la Fête internationale des travailleurs, le Premier Mai. À partir de cette date et de façon constante, le Premier Mai sera fêté à Montréal. Il est régulièrement organisé par des militants socialistes qui proviennent du SPC ou du Social Democratic Party (SDP) ²⁶.

La présence des socialistes se fait sentir durant toute la période de la guerre. Peu nombreux, les socialistes manifestent par contre leur présence de façon constante et leurs interventions sont particulièrement remarquées. Ils organisent des assemblées de chômeurs pour lesquels ils revendiquent du travail. Les socialistes profitent des assemblées et « parades » qu'ils organisent le Premier Mai pour dénoncer la guerre et populariser le socialisme ²⁷.

Les socialistes maintiennent des positions anti-impérialistes et internationalistes dans la tradition des socialistes européens. Dès le 28 août 1914, le Parti social-démocrate (PSD) s'oppose à la guerre dont il dénonce le caractère capitaliste :

²⁵ L'Internationale socialiste et ouvrière ou Deuxième Internationale est fondée en août 18 au Congrès de Paris. Les thèses marxistes l'emportent sur les thèses anarchistes. La Deuxième Internationale exerce une influence profonde sur le caractère et l'orientation de l'activité socialiste dans le monde entier. La guerre va mettre pratiquement fin aux activités de l'ISO, divisée sur cette question et finalement combattue par les révolutionnaires qui se regroupent dans l'Internationale communiste (1919-1943).

²⁶ À l'avenir nous utiliserons les appellations françaises. Le Socialist Party of Canada sera le Parti socialiste du Canada (PSC) et le Social Democratic Party, le Parti social-démocrate (PSD).

²⁷ Sur le travail des socialistes voir Claude Larivière, *Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde (1865-1947)*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, p. 109-121 et du même auteur, *Le 1er Mai. Fête internationale des travailleurs*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1975, p. 33 à 38.

Nous désirons rappeler le fait que cette guerre, comme toutes les guerres modernes, est engagée entre des États capitalistes internationaux, et représente donc une lutte pour s'assurer des marchés où l'on pourra disposer des fruits du profit volés aux ouvriers. Conséquemment, la guerre n'a aucun intérêt réel pour la classe ouvrière... laisser les patrons faire leurs propres batailles... ²⁸

Les organisateurs de la manifestation du Premier Mai 1915 à Montréal dénoncent la guerre. L'un des orateurs termine son discours en affirmant le principe de l'internationalisme prolétarien et invoque la nécessité de l'unité ouvrière :

Je ne vous parle pas comme canadien, mais comme ouvrier. Je n'ai pas de pays à défendre contre aucun ouvrier d'une nationalité quelconque. Je représente l'humanité toute entière et je vous supplie d'embrasser la cause de la fraternité universelle et de vous convaincre qu'il serait votre ennemi, le Kaiser allemand ou le Roi anglais ou bien le Czar russe qui vous lancerait dans la bataille pour massacrer vos frères ²⁹.

Pour marquer leur internationalisme, les socialistes organisent la manifestation du Premier Mai 1917 en célébrant la Révolution russe [21] de février qui marque le triomphe de la « démocratie sur l'autocratie des Czars » ³⁰. Pour eux, cette révolution ne signifie pas seulement l'écrasement de la monarchie mais aussi « la détermination d'un peuple de ne pas continuer la guerre et d'accorder à toutes les nationalités le droit à la vie et à la liberté » ³¹.

Les militants socialistes canadiens sont en lien avec leurs camarades américains mais se réfèrent à la Deuxième Internationale dont les positions et les manifestations contre la guerre ont fait d'elle la principale force politique antimilitariste d'Europe. Officiellement, la position à prendre devant la montée du danger de guerre n'avait jamais posé de problèmes majeurs dans le mouvement socialiste international. Dès 1866, lors des congrès de l'Association internationale des tra-

²⁸ Cité par Claude Larivière, *Albert Saint-Martin*, p. 119.

²⁹ *La Patrie*, 3 mai 1915, p. 3.

³⁰ *La Patrie*, 2 mai 1917, p. 8.

³¹ *Le Devoir*, 1er mai 1917, p. 2.

vailleurs, et à partir de 18 lors de ceux de la Deuxième Internationale, les délégués adoptent des résolutions qui condamnent violemment le militarisme et traduisent le désir de la social-démocratie de s'opposer à une guerre éventuelle. Le congrès de Stuttgart en 1907, adopte une résolution qui appelle les partis membres de l'Internationale à « exploiter la crise économique et politique causée par la guerre pour soulever le peuple et accélérer ainsi la fin de la domination de la classe capitaliste » ³².

Trois années plus tard, à Copenhague, les délégués de la Deuxième Internationale constatent l'accélération de la course aux armements. Ils misent sur l'action parlementaire pour contrer une telle politique. Les députés socialistes ont reçu mandat de combattre de toutes leurs forces la politique d'armement et de refuser au gouvernement tout crédit allant dans ce sens.

Les dirigeants socialistes convoquent un congrès à Bâle, en 1912, lorsqu'ils constatent l'aggravation de la situation internationale. La résolution de Bâle, connue sous le nom de *Manifeste de Bâle*, condense les thèses des congrès antérieurs sur la guerre. Elle expose les principes d'une politique extérieure socialiste et affirme qu'une guerre future ne pourra être qu'impérialiste. Aussi le congrès avertit-il les classes dirigeantes qu'une guerre entraînerait « l'indignation et la colère du prolétariat de tous les pays » et provoquerait une explosion révolutionnaire ³³.

Dans les faits, l'organisation socialiste est divisée. Si les militants socialistes sont unanimes à reconnaître les causes capitalistes de la guerre, ils ne s'entendent pas sur les moyens d'action. La IIe Internationale n'est pas une organisation centralisée. Elle a beau s'être dotée d'une armature administrative (Bureau socialiste international, comité exécutif, secrétariat), elle reste essentiellement le regroupement de partis sociaux-démocrates nationaux. Au sein des [22] divers partis de profondes divergences existent quant aux moyens d'action. Le courant de droite, particulièrement important en Allemagne mais présent dans tous les pays, propose l'adoption d'une politique internationale visant à empêcher le déclenchement de la

³² W. Abendroth, *Histoire du mouvement ouvrier en Europe*, Paris, François Maspéro, Petite collection Maspéro, n° 15. 1967, p. 72.

³³ Georges Haupt, *Le congrès manqué*, l'internationale à la veille de la Première Guerre mondiale, étude et documents, Paris, François Maspéro, Bibliothèque socialiste, n° 3, 1965, p. 48.

guerre. Celui de gauche, jugeant la guerre inévitable, entend préparer la révolution qu'engendrera la guerre capitaliste. Il est surtout composé de groupes minoritaires et hétérogènes de plusieurs pays.

Le déclenchement des hostilités étale au grand jour cette divergence. Plusieurs leaders sociaux-démocrates n'ont pas perçu l'imminence du conflit ³⁴. Au matin des hostilités, les interventions internationalistes des leaders parlementaires de la social-démocratie font place à la politique de collaboration avec les bourgeoisies nationales. L'aile parlementaire de la social-démocratie au Reichstag allemand vote pour la première fois de son histoire les crédits de guerre. Emile Vandervelde ³⁵, président de l'Internationale, entre au gouvernement belge et en France, l'Union sacrée triomphe. Le profond sentiment national présent dans la classe ouvrière se fait aussi sentir chez les dirigeants sociaux-démocrates.

Les militants révolutionnaires, bien que minoritaires, s'opposent à la politique collaboratrice de la direction de l'Internationale par une politique internationaliste. Des conférences internationales sont organisées dans le but de regrouper les forces de résistance socialiste aux visées impérialistes des diverses bourgeoisies. À Zimmerwald ³⁶ et à Kienthal ³⁷, la politique d'union sacrée avec la bourgeoisie est condamnée.

À partir de ce moment, le dialogue entre les militants révolutionnaires et les réformistes est rompu. Les analyses de Lénine (un des principaux ténors révolutionnaires) sur la faillite de la Seconde Internationale se concrétiseront par la créa-

³⁴ De nombreux signes annonciateurs permettaient de prévoir l'approche de la guerre : la guerre entre l'Espagne et les États-Unis (18-19), l'intervention en Chine au moment de la révolte des Boxers (1900), la guerre des Boers (19-1902), le conflit franco-allemand en Afrique du Nord (1905-1906), la guerre entre la Russie et le Japon (1905), la guerre des Balkans (1912-1913).

³⁵ Emile Vandervelde (1866-1938). Député de Charleroi puis de Bruxelles jusqu'à sa mort et professeur à l'Université Libre de Bruxelles. Il fut membre et président du Comité exécutif du Bureau socialiste international. Pendant la guerre il fut ministre d'État du Cabinet royal.

³⁶ Zimmerwald. Petit village suisse où se tient, du 5 au 8 septembre 1915, une conférence regroupant 38 délégués de 11 pays. Une proposition prévoyant la création d'une commission socialiste internationale est adoptée. Cette commission a pour rôle de préparer une future réunion internationale. La conduite des directions sociales-démocrates qui appuient l'effort de guerre est fustigée. C'est la première réunion internationale révolutionnaire depuis le début de la guerre.

³⁷ Kienthal Petit village de Suisse où se tient la seconde conférence socialiste internationale en avril 1916, Les militants y réaffirment la complicité de l'ISO dans la guerre et dénoncent l'Union sacrée.

tion de l'Internationale communiste (IC)³⁸ en 1919 et consacreront la rupture entre les deux groupes. Lors de son congrès de fondation, l'IC qualifie la IIe Internationale de traître à la classe ouvrière :

Dès le premier coup de canon tombé sur le champ de la boucherie impérialiste, les principaux partis de la Deuxième Internationale trahirent la classe ouvrière et passèrent, sous le couvert de la « défense nationale » chacun du côté de « sa » bourgeoisie. (...) Ils (les leaders collaborationnistes) exhortent le prolétariat à une « trêve » avec la bourgeoisie de « leur » pays, à renoncer à la guerre contre la guerre, et à devenir en fait de la chair à canon pour les impérialistes.

Ce fut à ce moment que la Deuxième Internationale fit définitivement faillite et périt³⁹.

[23]

Ce jugement démarquera à l'avenir les révolutionnaires communistes des sociaux-démocrates sur la question de la guerre.

Les ouvriers canadiens ont donc devant eux un large éventail de positions allant de la participation sans conditions à la guerre à l'organisation de la lutte révolutionnaire pour abattre le capitalisme.

CONSCRIPTION

Rappelons-nous les images de l'époque montrant l'enthousiasme, voire l'euphorie des populations au déclenchement du conflit en 1914. La guerre devait durer de deux à trois semaines, tout au plus un mois. Le « À Berlin » retentissant à Paris avait son pendant à Berlin, « Natch Paris ». Ce conflit débutait somme

³⁸ Internationale communiste (1919-1943). Fondée en mars 1919, à l'invitation du Parti communiste allemand, dans le but explicite de fournir une direction révolutionnaire mondiale après la faillite de l'ISO. L'IC dirigera l'activité des partis communistes jusqu'à sa dissolution en 1943.

³⁹ « Résolution sur la position envers les courants socialistes et la conférence de Berne », Premier congrès de l'Internationale Communiste, dans *Manifestes, Thèses et Résolutions des Quatre Premiers Congrès de l'Internationale Communiste, 1919-1943*. Paris, François Maspéro, Réimpression en fac-similé, 1971, p. 14.

toute sur une note joyeuse et personne, même les plus farouches opposants à la guerre, ne prévoyait toutes les horreurs qui allaient suivre.

À l'automne 1916, la guerre dure depuis maintenant deux ans. Les tentatives de l'axe Vienne-Berlin de s'assurer une victoire rapide se soldent par un échec. Les forces allemandes sont incapables de forcer le front occidental. À Verdun, la bataille se termine par une hécatombe. Les deux parties y perdent chacune environ 350 000 hommes. À ce moment, les forces de l'axe se replient sur la défensive. Certes, la guerre n'est pas encore perdue mais elle s'enlise dans les tranchées ; l'axe Vienne-Berlin ne peut se le permettre, le blocus économique des Alliés aurait raison, à la longue, de sa résistance.

Les Alliés prennent l'offensive. Les troupes anglo-françaises attaquent sur la Somme. À l'est, les armées russes percent le front autrichien. Gorizia est prise par les Italiens. Le gouvernement roumain juge la situation favorable et déclare, à l'été, la guerre à l'Autriche. Après des débuts difficiles, la situation militaire se rétablit du côté des Alliés, pas assez cependant pour laisser entrevoir un règlement à brève échéance.

Cette situation force le gouvernement canadien à réexaminer la situation. L'armée canadienne est constituée de volontaires dont le premier contingent se compose principalement d'immigrants britanniques. Sur les 36 267 soldats de ce premier contingent, 23 000 sont nés dans les Îles britanniques⁴⁰. Beaucoup d'immigrants de fraîche date s'enrôlent dès les premiers mois de la guerre. Tous ceux qu'un appel patriotique pouvait atteindre s'engagent tôt dans l'armée. Le recrutement est satisfaisant durant les premiers mois. Il diminue ensuite sensiblement à mesure que la guerre se prolonge et qu'elle semble vouloir durer.

[24]

En janvier 1916, le premier ministre Robert Borden lance un appel demandant aux Canadiens de porter le corps expéditionnaire à 500 000 hommes. À cet appel, 30 000 hommes répondent en janvier⁴¹. En mars, il y en aura 35 000 autres⁴².

⁴⁰ J.L. Granatstein, *Conscription in the Second World War*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson Limited, The Frontenac Library No. 1, 1969, p. 1.

⁴¹ R.C. Brown et R. Cook, *Canada 16-1921. A Nation Transformed*, Toronto, McClelland and Steward Limited, 1974, p. 22.

⁴² Ibid.

Cet enthousiasme décline rapidement. Après des débuts prometteurs, les volontaires ne sont plus que 8 000 en juillet et 6 000 en décembre de la même année ⁴³. Au Canada à la fin de l'année 1916, environ 385 000 hommes se sont déjà enrôlés volontairement. Mais à l'enthousiasme du début succèdent les dures réalités du conflit armé. Les troupes sont face à face. De part et d'autre, elles s'enlissent dans des combats stériles. Toute tentative pour gagner du terrain se solde généralement par de lourdes pertes.

La baisse du recrutement coïncide avec la hausse vertigineuse des pertes subies au front. Ce qui n'est pas pour apaiser les craintes du Haut commandement militaire. Pour maintenir le Mont Sorrel ⁴⁴, 8 000 Canadiens sont laissés sur le champ de bataille ; pour le cratère Saint-Éloi, 1 400 morts. Les pertes lors de la bataille de la Somme se chiffrent à 24 000 hommes ⁴⁵.

Les volontaires ne suffisent plus. Le recrutement volontaire est inadéquat pour atteindre l'objectif de 500 000 hommes fixé par le premier ministre Borden. Pour le gouvernement la situation est grave. Il doit solutionner le problème que constitue le recrutement militaire. Ce ne sera toutefois chose facile puisque le Canada se trouvera divisé sur la question de la guerre. Une partie de la population, principalement les francophones, est farouchement opposée à une participation à la guerre qui est perçue comme une guerre pour l'Empire britannique et non comme une guerre canadienne.

Le gouvernement canadien se préoccupe au plus haut point de la question du recrutement militaire. Le gouvernement ne veut plus laisser le recrutement entre les mains d'officiers et de citoyens bien intentionnés. Pour élaborer des solutions, le gouvernement désire connaître toutes les données du problème. Par le Haut commandement militaire, il connaît la situation militaire. L'inconnue demeure les ressources humaines et physiques dont dispose le pays. Il met alors sur pied une

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Mont Sorrel (juin 1916). Attaqué par les troupes allemandes, le corps expéditionnaire canadien subit des pertes plus élevées lors de cette bataille de 15 jours que dans les six mois précédents.

⁴⁵ Bataille de la Somme (juillet-septembre 1916). L'offensive de la Somme devait être un effort conjugué franco-britannique, mais dans les faits elle est une affaire essentiellement britannique. L'attaque surprise s'enlise dans les tranchées. En septembre, on dénombre les pertes suivantes : un demi-million d'Allemands, 410 000 Anglais et 190 000 Français, pour une progression réelle d'à peine quelques kilomètres.

commission d'enquête ; la Commission du service national (CSN) ⁴⁶, dont il confie la direction à Richard B. Bennett ⁴⁷.

L'objectif premier de la CSN est d'informer le gouvernement sur la nature et l'importance de l'ensemble des activités économiques canadiennes. Elle doit se pencher sur toutes les composantes de l'économie - agriculture, pêcheries, mines, forêt et industrie manufacturière.

[25]

Le recrutement militaire demeurera la principale préoccupation de la Commission. Elle doit promouvoir l'enrôlement des soldats. La Commission est tenue de remettre les renseignements qu'elle obtient aux officiers militaires.

Afin d'enrôler le plus fort effectif militaire possible dans la présente guerre, les directeurs doivent coopérer avec les autorités militaires qui font le recrutement dans leur district et leur fournir tous les renseignements possibles ⁴⁸.

Pour effectuer son travail, la CSN possède des pouvoirs étendus. Elle peut intervenir dans la gestion des différentes entreprises lorsqu'elle le juge nécessaire. Le troisième alinéa du décret gouvernemental décrit la latitude que possède la Commission :

Afin de maintenir et continuer l'exploitation de toutes les industries importantes et pour donner au plus grand nombre d'hommes possible l'occasion de s'enrôler pour le service militaire, les directeurs peuvent prendre telles mesures qu'ils jugent opportunes pour assurer l'utilisation, au meilleur avantage, de toute la main-d'œuvre disponible du Dominion, et, à cette fin faire une évaluation de telle main-d'œuvre disponible. ⁴⁹

⁴⁶ La Commission du service national est créée par l'arrêté-en-conseil, C.P 2351, le 5 octobre 1916.

⁴⁷ Richard Bedford Bennett (1870-1947). Le député de Calgary-Est prend la direction de la Commission, le 14 octobre, après la démission de son premier directeur général, Sir Thomas Tait.

⁴⁸ Arrêté-en-conseil, numéro C.P. 2351.

⁴⁹ Ibid.

Cette mesure permettrait de libérer une partie de la main-d'œuvre masculine des tâches de production pour la rendre disponible aux fonctions militaires. Pour solutionner les problèmes que pourrait causer une telle libération de la main-d'œuvre, la Commission propose aux entreprises l'emploi de la main-d'œuvre féminine dans l'industrie, notamment dans l'industrie de guerre.

Les organisations ouvrières canadiennes refusent de donner automatiquement leur approbation lorsqu'elles prennent connaissance de l'initiative du gouvernement. Une question préoccupe toutes les organisations : la Commission du service national prélude-t-elle à la conscription ?

À Montréal, les délégués du CMTM prennent position à leur assemblée régulière du 2 novembre 1916. J.T. Foster, président du Conseil, expose et appuie l'attitude de la section de Montréal de l'Association internationale des machinistes, dont il est membre. Les Machinistes rejettent vigoureusement tout recensement qui, selon eux, est un premier pas fatal vers la conscription. La conscription, disent-ils, est contraire aux intérêts des ouvriers et favorise la classe dirigeante au détriment du travail organisé ⁵⁰.

Par ailleurs, Gustave Francq ⁵¹, secrétaire du CMTM, déclare lors de l'assemblée suivante qu'il votera contre la motion des Machinistes même si son geste entraîne son exclusion du CMTM. Pour G. Francq, [26] la proposition des Machinistes est un argument en faveur de l'enrôlement forcé : « Ils prétendent que l'enregistrement leur appliquerait une part disproportionnée du fardeau de la guerre. Alors, la conscription est le seul moyen de faire une distribution équitable des responsabilités » ⁵².

La prise de position de Gustave Francq reçoit peu d'appui. De nombreux leaders syndicaux accusent alors le gouvernement de vouloir imposer la conscription. Ils accusent aussi les employeurs de se servir de cette enquête pour intervenir dans les affaires syndicales et établir l'atelier ouvert. Cette situation pourrait pro-

⁵⁰ *Le Devoir*, 3 novembre 1916, p. 3.

⁵¹ Gustave Francq (1871-1952). Typographe de métier né en Belgique, Francq adhère très tôt à l'Union typographique internationale. Il fonde la Mercantile Printing Ltd en 1900 et édite *Le Monde ouvrier/The Labour World* à partir de 1916. Il est secrétaire-correspondant du CMTM.

⁵² *Le Devoir*, 17 décembre 1916, p. 6.

voquer un affaiblissement du mouvement syndical. Or, il n'est pas question pour les syndiqués du Canada d'affaiblir leurs organisations même au profit de l'effort de guerre.

Voulant en savoir plus sur la question de la conscription, les dirigeants du CMTC rencontrent le premier ministre Sir Robert Borden à Ottawa, le lendemain de Noël. Le premier ministre réaffirme que le travail de recensement de la CSN n'a pas pour objectif d'établir la conscription.

À Montréal, *Le Monde Ouvrier/The Labour World* ⁵³ se prononçait en faveur de la participation des travailleurs au travail de la CSN. Le journal dirigé par Gustave Francq minimise les risques de conscription dont il nie l'éventualité. Le mouvement ouvrier doit donc soutenir l'effort de guerre. D'autre part, le journal sous-estime beaucoup les pouvoirs de la Commission.

Lors de sa réunion du 4 janvier, le CMTM prend officiellement position sur la question du service national. La discussion est animée. Gustave Francq réaffirme son appui à la Commission. Celui-ci provoque une vive réaction du président Foster qui accuse les représentants à Ottawa de faire volte-face sans donner d'explications. Foster s'insurge contre ces derniers qui d'après lui n'accordent ni le droit ni le temps aux ouvriers d'en discuter. Foster reprend de plus certains arguments invoqués par la British Columbia Federation of Labour. Il rappelle notamment que la décision de l'exécutif va à l'encontre des résolutions prises aux derniers congrès du CMTC. Le conseil adopte en terminant deux propositions du président J.T. Foster. La première s'oppose à la signature des cartes alors que la seconde proposition condamne le comité exécutif du CMTC ⁵⁴.

Interrogés au sujet de la signature des cartes du Service national, les dirigeants ouvriers de Montréal sont presque unanimes. Seul Gustave Francq réitère son appui à l'initiative gouvernementale ⁵⁵. Le président du CMTM, J.T. Foster, rappelle la position anticonscriptionniste prise par de nombreuses associations ouvrières ⁵⁶. Un autre [27] membre de l'exécutif du CMTM, Alphétius Mathieu ⁵⁷,

⁵³ *Le Monde ouvrier/The Labour World*, 30 décembre 1916, p. 1. L'organe officieux du CMTM est dirigé par Gustave Francq dont les positions conscriptionnistes sont connues.

⁵⁴ *Le Devoir*, 5 janvier 1917, p. 2 et *La Presse*, 5 janvier 1917, p. 13.

⁵⁵ *La Presse*, 3 janvier 1917, p. 1.

⁵⁶ *La Presse*, 3 janvier 1917, p. 1.

appuie la position de J.T. Foster ⁵⁸. Gédéon Martel ⁵⁹, président général de la Fédération des clubs ouvriers municipaux (FCOM), reprend à son tour l'idée que les ouvriers sont les plus durement touchés par le travail de la CSN ⁶⁰.

Les militants socialistes montréalais prennent aussi position sur la question. Dans un communiqué remis au journal *La Presse*, la section locale n° 4 du Social Democratic Party of Canada dénonce l'attitude du gouvernement qui, selon elle, mène à la conscription. Le SDP appelle le peuple canadien à la plus grande vigilance. Il se prononce contre la signature des cartes d'enregistrement ⁶¹.

Cependant, à travers le pays plusieurs groupes conscriptionnistes tentent d'influencer le gouvernement pour qu'il adopte des mesures plus radicales tendant à renforcer le recrutement. Bien que ce mouvement soit particulièrement fort en Ontario, il est perceptible à travers tout le pays. À Montréal, le Montreal Women's Club et surtout le Board of Trade incitent le gouvernement à adopter la conscription ⁶².

Ces prises de position attisent l'opposition ouvrière à la conscription. Le 19 mars, le Club ouvrier Mont-Royal proteste énergiquement contre toute idée de conscription et d'enrôlement militaire. Il argue que le Canada a déjà fourni tout l'effort raisonnable possible. Il soutient de plus que l'agriculture et l'industrie manufacturière manquent de main-d'œuvre. Cette situation permet aux magnats du Board of Trade de proposer le recours au travail des immigrants d'Europe centrale que le gouvernement canadien garde dans des camps de concentration. Cela permettrait aux industries d'employer des travailleurs à bon marché ⁶³. Le même jour, la Fédération des clubs ouvriers municipaux (FCOM) dénonce à son tour le Board of Trade ⁶⁴.

⁵⁷ Alphéus Mathieu (1879-1949). Il est le secrétaire de la section locale numéro 1 de l'Union des employés civils de Montréal. Il remplacera Gustave Francq au poste de secrétaire-correspondant du CMTM, à l'automne 1917.

⁵⁸ *La Presse*, 3 janvier 1917, p. 1.

⁵⁹ Gédéon Martel. Organisateur de la Boot and Shoe Workers Union et président de la Fédération des clubs ouvriers de Montréal.

⁶⁰ *La Presse*, 4 janvier 1917, p. 1.

⁶¹ *La Presse*, 4 janvier 1917, p. 7.

⁶² *Le Devoir*, 13 mars 1917, p. 2 et 14 mars 1917, p. 2.

⁶³ *Le Devoir*, 19 mars 1917, p. 3.

⁶⁴ *La Patrie*, 20 mars 1917, p. 2.

Lors d'une réunion organisée le 20 mars par le Club ouvrier St-Denis Nord, Alphonse Verville ⁶⁵, Narcisse Arcand ⁶⁶ et Alphétus Mathieu se prononcent contre la conscription tant et aussi longtemps que le peuple ne sera pas consulté sur cette question ⁶⁷.

Pendant ce temps, l'attitude du Board of Trade continue d'amplifier les craintes au sujet de la conscription. Ce dernier se prononce encore une fois en faveur de la Loi de la milice. Le 3 avril, le Club ouvrier du Parc Molson dénonce la position des industriels anglophones de Montréal ⁶⁸.

Le gouvernement sent qu'il n'a pas la situation ouvrière bien en main. Il va tenter d'amadouer les directions syndicales. Pour ce faire, il nomme Gideon Robertson ⁶⁹ représentant des travailleurs au Sénat. G. Robertson est à cette époque vice-président de l'Ordre des télégraphistes [28] de chemins de fer d'Amérique du nord. En mai, à l'annonce du projet de conscription, G. Robertson, entrera au Cabinet à titre de ministre sans portefeuille. Le choix de G. Robertson s'explique aisément. Il est un farouche partisan de la politique gouvernementale.

Cette manœuvre ne semble pas émouvoir les socialistes qui organisent la commémoration du Premier Mai dans la tradition qui prévaut depuis 1906. Près de 3 000 personnes défilent dans les rues du centre-ville, principalement les rues St-Laurent, Ste-Catherine et St-Denis, drapeau rouge en tête. Ils se réunissent ensuite à la salle Prince Arthur où de nombreux discours sont prononcés ⁷⁰.

Les différents orateurs, s'exprimant tour à tour en français, en anglais, en russe, en italien, en yiddish, etc., réclament la paix immédiate. Ils mettent l'accent sur les événements qui viennent de se passer en Russie : la révolution de février et la

⁶⁵ Alphonse Verville (1864-1937). Verville est membre de la section locale 144 de l'United Association of Plumbers and Gas-Fitters of America, ancien président du CMTM et du CMTC et député à la législature fédérale depuis 1906.

⁶⁶ Narcisse Arcand (1871-1927) Arcand est vice-président québécois du CMTC et organisateur de la Fraternité unie des charpentiers-menuisiers d'Amérique.

⁶⁷ *La Patrie*, 20 mars 1917, p. 2.

⁶⁸ *La Patrie*, 4 avril 1917, p. 4.

⁶⁹ Gideon Decker Robertson (1874-1933). Télégraphiste de métier de Winnipeg, il devient un des principaux responsables de l'Ordre des télégraphistes de chemin de fer. Il sera deux fois ministre du Travail, de 1918 à 1921 et plus tard de 1930 à 1933.

⁷⁰ *La Patrie*, 2 mai 1917, p. 8 ; *La Presse*, 2 mai 1917, p. 7 ; *Le Devoir*, 2 mai 1917, p. 2.

chute du Tzar. Aux yeux des socialistes, ces événements tracent la voie au peuple canadien dans sa lutte contre la guerre.

Au printemps 1917, le premier ministre Sir Robert Borden participe à la conférence impériale qui se tient à Londres. Revenu au Canada le 15 mai, il annonce le 18 à la Chambre des communes son intention de recourir à la conscription.

Le projet de loi intitulé *Loi concernant le Service militaire, 1917*, stipule qu'il est nécessaire d'assurer des renforts pour le corps expéditionnaire canadien et qu'il ne se présente plus suffisamment de volontaires pour assurer les dits renforts. Le gouvernement propose donc de se procurer les hommes encore requis, non pas par tirage au sort tel que stipulé dans la *Loi de Milice*, mais par levée sélective ⁷¹. C'est en termes clairs la conscription des hommes.

Cette annonce provoque un émoi à travers tout le Canada. Au Québec, l'opposition populaire éclate. Le 23 mai, des assemblées massives se tiennent au Champ-de-Mars et au Parc Lafontaine. « À bas la conscription » y est le cri de ralliement. Les vitres des bureaux de *La Patrie* sont saccagées et celles de *La Presse* le sont le lendemain. Partout ailleurs au Québec, des manifestations populaires s'organisent.

L'exécutif du Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC), qui jusqu'ici louvoyait, ne peut plus reculer. Le mandat obtenu des différents congrès est très clair sur la question de la conscription. Le 23 mai, le président J.C. Watters affirme son intention de s'opposer à la conscription ⁷².

Du 18 juin au 6 juillet, date du vote en seconde lecture, 99 orateurs vont se prononcer sur la conscription, dont 40 Canadiens français. La majorité des députés canadiens-anglais appuient le projet de loi. Tous [29] les députés canadiens français, sauf trois (Sévigny, Blondin et Rainville), conservateurs comme libéraux, s'y opposent. Le député ouvrier de Maisonneuve, Alphonse Verville, prend la parole le 31 mai. Il se dit le porte-parole des syndicats ouvriers, refusant d'être identifié uniquement aux francophones québécois. Verville dénonce catégoriquement l'éventuelle conscription.

⁷¹ Loi concernant le Service militaire. 7-8 George V. Chap. 19, p. 2.

⁷² *La Patrie*, 23 mai 1917, p. 9.

L'intervention de Verville en Chambre résume la position de la direction du mouvement syndical canadien. Celui-ci s'oppose à la conscription, premièrement parce que le gouvernement n'a pas démontré qu'elle est absolument nécessaire et deuxièmement parce que le peuple canadien n'a pas été consulté, pas plus d'ailleurs que la direction syndicale. Le député ouvrier indique le chemin que le gouvernement doit suivre s'il veut bénéficier de l'appui du mouvement syndical : un référendum et une consultation des dirigeants syndicaux.

Au lendemain de l'intervention d'Alphonse Verville s'ouvre à Ottawa un congrès spécial regroupant des représentants de quatre-vingts syndicats affiliés au CMTC. Ce congrès est l'aboutissement des pressions et des demandes répétées des nombreuses organisations syndicales. Après avoir rencontré le premier ministre au lendemain du dépôt du projet de loi, une réunion des représentants syndicaux nationaux est convoquée le 7 mai. C'est à cette rencontre que les délégués décident d'un congrès spécial pour le premier juin.

Le CMTC convoque les délégués à Ottawa dans le but d'établir une stratégie commune sur la conduite de la guerre. Durant quatre jours, les délégués critiquent le gouvernement sur sa conduite de la guerre et s'opposent à la conscription.

Des résolutions demandent aux ouvriers organisés du pays de s'opposer à la conscription par tous les moyens en leur pouvoir. Le congrès se prononce aussi en faveur de la nationalisation des chemins de fer au Canada et de toutes les mines de charbon, de la nomination d'un contrôleur des vivres, de la propriété publique de tous les réfrigérateurs, des abattoirs, des établissements de conserves et il préconise une modification à la loi donnant aux municipalités le droit de mettre en opération les mines de charbon et les approvisionnements de bois ⁷³. Seulement cinq délégués votent contre la résolution, dont trois réclament que la conscription des richesses soit liée à la conscription des hommes.

Le mouvement syndical prend donc à Ottawa une position officielle sur la conduite de la guerre et la conscription. Le congrès spécial réitère l'opposition du mouvement syndical à la conscription et critique le gouvernement sur plusieurs aspects de la conduite de la [30] guerre. Le mouvement syndical ne va pas cependant jusqu'à retirer son appui total à l'effort de guerre.

⁷³ *La Patrie*, 4 juin 1917, p. 1.

Les résolutions de ce congrès remplacent les positions de principe votées lors des précédents congrès et les nombreuses interventions des Conseils des métiers et du travail. Le CMTC se dote donc d'une position ferme et précise et ce, deux semaines seulement après l'annonce du projet de loi par le premier ministre Borden.

Dans les rues de Montréal, des rassemblements se forment presque tous les soirs de l'été. Les foules protestent contre la conscription au cri de « À bas Borden » et de « Vive la révolution » ⁷⁴. Les socialistes organisent une assemblée de protestation au marché Saint-Jacques à Montréal le 27 mai. De quatre à cinq mille personnes se retrouvent pour entendre Albert Saint-Martin demander à l'auditoire de refuser de prendre les armes ⁷⁵.

Les résolutions du congrès spécial, tenu à Ottawa, sont entérinées par le CMTM. Lors de la réunion régulière du 7 juin, les délégués au CMTM endossent en plus une résolution dénonçant toute mesure visant à conduire au militarisme ⁷⁶.

Finalement, le 24 juillet, la conscription militaire est adoptée en troisième lecture. Par un vote de 102 voix contre 44, les députés donnent une confortable majorité au gouvernement. Toutefois, les députés québécois s'opposent presque unanimement à la conscription, alors que la position est inversée pour les députés des provinces anglophones ⁷⁷. Ce vote démontre clairement la division du pays sur cette question.

L'attitude du Parlement attise encore plus le mécontentement. Les manifestations continuent de plus belle à Montréal. La FCOM est des plus active. Le 29 juillet, elle organise un rassemblement à l'angle des rues Henri-Julien et Des Carrières. Elle demande au Sénat de refuser son appui au projet de conscription ⁷⁸.

⁷⁴ Mason Wade, *Les Canadiens français, de 1760 à nos jours*, Tome II, Ottawa, Le cercle du livre de France, p. 157.

⁷⁵ *Le Devoir*, 28 mai 1917, p. 4 et 7.

⁷⁶ *Le Devoir*, 8 juin 1917, p. 4 et *La Presse*, 8 juin 1917, p. 17.

⁷⁷ Elizabeth Armstrong, *The Crisis of Quebec, 1914-1918*, Toronto, McClelland and Stewart Limited, The Carleton Library N° 74, 1974 (First Edition 1937 by Columbia University Press), p. 178-179.

⁷⁸ *La Patrie*, 30 juillet 1917, p. 5.

Lors d'une assemblée à Maisonneuve, le 5 août, un des orateurs annonce son intention de résister s'il devait être conscrit : « si l'on vient afin de tirer sur nous, nous tirerons les premiers » ⁷⁹. Cette attitude est sûrement plus redevable au climat bouillant de l'été 1917 qu'à une position réfléchie de la FCOM qui, jusqu'ici, n'a toujours adopté que des positions légalistes.

La situation à Montréal devient préoccupante. Le climat est à l'effervescence. Des vols de dynamite ont lieu. Un attentat à la somptueuse résidence d'été de Sir Hugh Graham fait quelques dégâts mais reçoit beaucoup d'échos dans la presse. Sir Hugh Graham, Lord Althelstan de Huntingdon, est propriétaire du *Montreal Star* et un farouche partisan de la conscription.

[31]

La sanction royale de la Loi concernant le service militaire, le 29 août, change le caractère de la lutte contre la conscription. Les manifestations et les menaces de grève générale n'ont pas empêché le gouvernement d'imposer la Loi concernant le service militaire. Les anticonscriptionnistes, tant à l'intérieur du mouvement ouvrier qu'à l'extérieur, doivent réévaluer leurs tactiques de lutte dans le cadre de leur stratégie d'opposition à la conscription militaire. Dorénavant, toute résistance aux dispositions de la loi devient illégale aux yeux du gouvernement. Celui-ci se sent alors légitimé d'employer tout l'appareil répressif dont il dispose pour faire respecter la loi.

La commémoration de la Fête du travail pourrait offrir aux ouvriers montréalais la première occasion de marquer leur opposition à la nouvelle loi. Les dirigeants du Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM) sont cependant soucieux de ne pas envenimer le débat sur la conscription. Ils émettent un communiqué dans lequel ils interdisent toute allusion à la question de la conscription lors de la manifestation ⁸⁰.

L'absence de toute référence à la conscription lors de cette manifestation est certainement le premier indice de l'évolution de l'attitude de plusieurs leaders syndicaux devant la conscription. Évolution qui tend à délaisser la lutte contre le service militaire obligatoire pour se cantonner dans une attitude légaliste.

⁷⁹ *Le Devoir*, 6 août 1917, p. 3.

⁸⁰ *La Patrie*, 1 septembre 1917, p. 1.

L'opposition ouvrière à la conscription n'est pas morte pour autant. Pour plusieurs organisations ouvrières, la lutte anticonscriptionniste doit déboucher sur la lutte électorale. Cette nouvelle perspective se reflète dans les assemblées publiques qu'organisent les groupes politiques ouvriers. La Fédération des clubs ouvriers municipaux (FCOM) réunit quelques milliers de personnes, le 7 septembre, au marché Saint-Jean-Baptiste ⁸¹. L'assemblée désigne son président, Gédéon Martel, et son secrétaire, Émile Perreault ⁸², respectivement candidats dans les circonscriptions électorales fédérales de Laurier et de Jacques-Cartier ⁸³.

Le Parti social-démocrate (PSD) suit la même voie. Le 9 septembre, devant un auditoire de cinq à six cent personnes, Michael Buhay ⁸⁴, candidat pressenti dans George-Étienne-Cartier, déclare que le meilleur moyen de freiner la conscription, c'est d'élire des socialistes ⁸⁵.

La lutte contre la conscription prend donc un nouvel aspect. Le début de mobilisation générale qui avait marqué le printemps et le début de l'été 1917 est arrêté. Il laisse place à l'organisation de campagnes électorales. La lutte électorale ne vient pas se juxtaposer à la mobilisation populaire, elle la remplace. Au Québec, la perspective d'une grève générale ne semble pas trouver beaucoup d'adeptes.

[32]

La tenue d'élections a des répercussions sur les organismes syndicaux. Les délégués du CMTM sont partagés sur la question politique. Lors de leur assemblée du 6 septembre 1917, réunion préparatoire au congrès du CMTC, les délégués débattent de la question de l'appartenance politique du CMTM. Le Parti ouvrier est au centre de la discussion. Un groupe de délégués, où l'on retrouve bon nombre de socialistes, veulent le retrait du CMTM du Parti ouvrier ou tout au moins la réforme de ce dernier. Ils affirment que le PO n'a rien fait pour la cause ouvrière

⁸¹ *Le Devoir*, 8 septembre 1917, p. 3.

⁸² Emile Perrault, membre de la section locale 66 de l'Union internationale des travailleurs en fourrure ne sera finalement pas candidat.

⁸³ Collaboration (Groupe de recherche sur le mouvement ouvrier politique de l'UQAM), *Chronologie des mouvements politiques ouvriers au Québec de la fin du XIXe siècle à 1919*, Montréal et Rimouski, Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs québécois, cahier n° 1, 1976, p. 226.

⁸⁴ Michael Buhay (10-1947). Militant socialiste, orateur lors des rassemblements du Premier Mai, Michael Buhay sera candidat dans la circonscription de Georges-Étienne-Cartier en décembre 1917.

⁸⁵ *Le Devoir*, 10 septembre 1917, p. 2 et *La Presse*, 10 septembre 1917, p. 3.

depuis quinze ans. Cette position attire l'ire des antisocialistes qui demandent au CMTM de maintenir l'adhésion au PO existant, du moins jusqu'à ce que le congrès du CMTC statue sur cette question. Leur position peut s'expliquer par le fait que les socialistes sont automatiquement exclus du PO depuis 1907.

Le congrès du CMTC s'ouvre à Ottawa dans une atmosphère tendue ⁸⁶. Depuis la Convention nationale ouvrière de juin les événements se sont précipités. La promulgation de la Loi concernant le service militaire change les données du problème.

Au moment où s'ouvre le congrès, les conscriptionnistes viennent de recevoir un appui important du président de l'AFL. Samuel Gompers fait parvenir au début de septembre une lettre aux sections locales canadiennes des syndicats internationaux leur demandant de souscrire à l'emprunt de guerre ⁸⁷. C'est en termes clairs un appui à la politique du gouvernement Borden. La forte majorité anti-conscriptionniste des derniers congrès pourrait être sérieusement diminuée.

Le rapport du comité exécutif réaffirme l'opposition du CMTC au principe même de la conscription mais il reconnaît le devoir du mouvement ouvrier de ne pas s'opposer à cette loi. En conséquence, le rapport ne prévoit aucune mobilisation ni aucune pression du mouvement syndical pour forcer le gouvernement à retirer la Loi concernant le service militaire.

Lors d'un vote symbolique, le congrès réaffirme son opposition à la conscription dans une proportion de deux cent voix contre six. Ce vote se tient uniquement sur le principe de la conscription. C'est sur les modalités d'action que le débat se cristallisera.

Gustave Francq, délégué du CMTM, maintient son appui à la conscription. Il fustige les délégués qui parlent de liberté au Canada alors que le but même de cette guerre est précisément cette question de liberté, notamment pour le peuple belge qui a perdu soixante-cinq mille citoyens dans les cinq semaines qui ont suivi l'agression allemande en Belgique. Gustave Francq s'en prend aussi aux inégalités dans l'enrôlement ; il s'appuie sur le fait que les fils de riches ont [33] certains privilèges pour renforcer sa position conscriptionniste. Avec la conscription,

⁸⁶ Le 23e congrès du CMTC se tient du 17 au 22 septembre 1917.

⁸⁷ Collaboration, *Chronologie*, p. 225.

prétend-il, l'égalité sociale sera établie dans l'enrôlement. En terminant, il enjoint les délégués de respecter la loi : « Je vous dis ceci : quand une loi est passée, obéissez » ⁸⁸.

Reprenant cette idée l'exécutif du CMTC propose ensuite une motion à l'effet de respecter la loi de la conscription. Alors que le premier vote n'impliquait aucune action concrète, la proposition de l'exécutif pose la question de l'attitude que doit prendre le mouvement syndical. La motion est adoptée à cent trente-six voix contre cent six. L'opposition vient surtout des délégués de l'Ouest et du Québec.

Deux avenues sont proposées aux délégués pour s'opposer à la conscription : l'action directe et l'action politique parlementaire. Les tenants de l'action directe, principalement les délégués de l'Ouest canadien, soutiennent la nécessité d'organiser une grève générale de l'ensemble des travailleurs canadiens pour forcer le gouvernement à retirer la loi. Proposant la paralysie de toute l'activité économique du pays, cette position se situe dans la continuité des résolutions votées antérieurement par plusieurs organisations syndicales canadiennes.

En toute logique, en acceptant de respecter la loi, plusieurs délégués devaient rejeter le recours à la grève générale. Tout mouvement de ce type serait forcément déclaré illégal par le gouvernement canadien. Ils ne pouvaient souscrire à une telle action. Ne leur restait qu'une arme, l'action politique parlementaire. Un long débat a quand même lieu sur la question de la tactique à adopter face à la conscription, au terme duquel les délégués votent le principe de la création d'un parti politique ouvrier canadien.

Le 20 septembre, pendant la tenue du congrès du CMTC, le premier ministre annonce la tenue des élections générales le 17 décembre. Ces élections générales donnent l'occasion au CMTC de concrétiser son opposition à la conscription. Leur annonce s'est faite au milieu de son congrès. Borden donne immédiatement la possibilité au futur parti travailliste de se manifester et de défendre réellement les intérêts des travailleurs canadiens.

La direction du CMTC presse les dirigeants provinciaux de se mettre à l'œuvre. Le 12 octobre, J.C. Watters, président du CMTC, adresse une lettre à Narcisse Arcand, membre du comité exécutif provincial, lui demandant d'inviter le co-

⁸⁸ *La Patrie*, 21 septembre 1917, p. 1.

mite exécutif provincial du CMTC à mettre sur pied la section provinciale du nouveau parti. La consigne est d'inviter à participer à ce nouveau parti toutes les organisations ouvrières existantes, incluant les groupes socialistes et les regroupements de fermiers ⁸⁹. Le congrès de fondation du nouveau [34] parti est fixé au 3 et au 4 novembre, après qu'une large consultation ait été menée.

Le secrétaire du CMTM, Gustave Francq, est pris à parti pour son attitude lors du dernier congrès du CMTC lorsque des délégués de la section locale 134 des charpentiers-menuisiers blâment Gustave Francq pour s'être prononcé en faveur de la conscription. Les délégués rejettent la résolution demandant la destitution de Gustave Francq qui est à ce moment exonéré de tout blâme ⁹⁰.

La question de l'attitude du secrétaire du CMTM refait surface à la section locale 145, Jacques-Cartier, de l'Union typographique, syndicat représenté par Gustave Francq au CMTM. Les typographes désapprouvent officiellement la conduite de leur représentant sur la question de la conscription. Ils lui retirent son mandat de délégué au CMTM. Perdant son mandat de délégué, Gustave Francq perd du même coup le poste de secrétaire de l'organisation syndicale montréalaise ⁹¹.

Le travail d'organisation des élections se poursuit. Le Parti social-démocrate (PSD) continue sa campagne électorale à Montréal. Le 8 octobre, il organise une assemblée regroupant environ cinq cents personnes. La conscription est au centre des discours. Becky Buhay ⁹²,

sœur de Michael, dénonce l'attitude du gouvernement. Pour elle, le gouvernement trahit les intérêts du peuple canadien qui réproouve la conscription. « La conscription n'a pas été demandée par le peuple qui, au contraire, n'en veut pas ». Les militants socialistes n'entendent pas reculer sur la question de la conscription ⁹³.

Le congrès de fondation du Parti ouvrier du Canada, section de la Province de Québec, se tient à Montréal le 3 et le 4 novembre, tel que prévu. Deux cent huit

⁸⁹ *La Presse*, 12 octobre 1917, p. 16.

⁹⁰ *Le Devoir*, 5 octobre 1917, p. 6 et *La Patrie*, 5 octobre 1917, p. 7.

⁹¹ *Le Devoir*, 9 octobre 1917, p. 5.

⁹² Rebecca Buhay (16-1953). Militante socialiste née en Angleterre, Becky Buhay est particulièrement active dans l'industrie du vêtement.

⁹³ *La Presse*, 8 octobre 1917, p. 2.

délégués représentant cent dix organisations principalement ouvrières, mais aussi des groupes socialistes, agricoles et des coopératives venant de tout le Québec participent au congrès. L'unanimité est cependant loin de régner à l'intérieur du congrès. Les différentes organisations s'opposent sur plusieurs questions, particulièrement sur l'opportunité de fonder le parti à ce moment. Plusieurs délégués croient que la création de ce parti risque de diviser le vote lors des élections de décembre.

C'est le cas de nombreux délégués des clubs ouvriers, dont le président de la FCOM, qui s'opposent à la fondation immédiate du Parti, estimant le moment mal choisi. Martel propose de repousser la formation du nouveau parti de trois mois. La majorité des délégués rejette cette attitude et, fidèle à la résolution du CMTC, appuie la proposition de créer la section du Québec du Parti ouvrier du Canada ⁹⁴. [35] Le machiniste Richard Kerrigan ⁹⁵ exprime l'opinion de la majorité des délégués lorsqu'il fustige les partis traditionnels et émet l'opinion que le parti ouvrier aurait dû être formé il y a longtemps.

La question des élections demeure le point central des discussions. Bien que le parti dût être créé à cette fin, les délégués décident de ne pas se lancer dans la campagne électorale. Les tenants de cette décision invoquent le manque d'argent ainsi que l'impossibilité qu'ils ont de parfaire l'organisation en si peu de temps ⁹⁶. Cette position reçoit un appui majoritaire. La section du Québec du Parti ouvrier canadien ne prendra aucune part active aux élections du 17 décembre et officiellement n'appuiera aucun candidat.

La direction syndicale recule une fois de plus devant ses responsabilités. Au congrès de septembre du CMTC, les délégués avaient entériné l'option de former un parti de type travailliste plutôt que de s'engager dans un mouvement de grève générale pour contrer la conscription. En invoquant des raisons techniques pour justifier leur décision, les responsables syndicaux montréalais renoncent à l'action précisément au moment où le gouvernement déclenche des élections sur le sujet de la conscription.

⁹⁴ Le Monde ouvrier/The Labor World, 10 novembre 1917, p. 1.

⁹⁵ Richard John Kerrigan (1884-1932). Ouvrier machiniste, Richard Kerrigan représentera longtemps l'option socialiste au CMTM.

⁹⁶ Le Monde ouvrier/The Labor World, 10 novembre 1917, p. 1.

À Montréal, la lutte contre la conscription par un parti travailliste est abandonnée. Les syndicats, principales organisations de la classe ouvrière, renoncent dans les faits à la direction de la lutte contre la conscription. Peut-être croyaient-ils que le Parti libéral était en meilleure position pour la mener.

Finalement, les délégués adoptent le programme et la constitution du Parti ouvrier du Canada, section de la province de Québec ⁹⁷. Ils élisent aussi le premier comité exécutif du parti. La présidence est confiée à Jos Ainey. Douze vice-présidents régionaux sont élus, le secrétariat revient à l'organisateur syndical Alcée Bastien et la trésorerie au socialiste Joseph Schubert ⁹⁸.

La lutte n'est pas terminée pour autant. Quelques candidats ouvriers sont en lice le 17 décembre à Montréal : Michael Buhay du PSD dans George-Étienne-Cartier et Gédéon Martel dans Hochelaga. Le député ouvrier sortant Alphonse Verville rejoint les rangs du Parti libéral et se porte candidat dans Saint-Denis.

Le lendemain du 17 décembre, le Canada présente l'aspect d'un pays profondément divisé. Le gouvernement d'Union de Borden remporte les élections. Cent quinze (115) Conservateurs sont élus, ce qui avec les trente-huit (38) Libéraux-unionistes confère au gouvernement d'Union de Borden une majorité de soixante et onze sièges. Au Québec cependant, les résultats sont différents. Seulement trois [36] candidats représentent la majorité gouvernementale. Laurier et le Parti libéral y remportent une éclatante victoire, faisant élire 62 députés. Le peuple québécois exprime unanimement son sentiment anticonscriptionniste.

Deux des trois candidats ouvriers montréalais subissent d'écrasantes défaites. Michael Buhay perd par plus de cinq mille votes alors que plus de neuf mille voix séparent Gédéon Martel du candidat élu. Alphonse Verville est pour sa part élu dans Saint-Denis, sous sa nouvelle bannière libérale, par une très forte majorité de neuf mille voix. À noter toutefois que chacun des trois candidats a obtenu plus de voix que son adversaire unioniste.

Pour la direction réformiste, les résultats des élections sont clairs. Le peuple canadien s'est prononcé en faveur du respect de la Loi du service militaire. Les

⁹⁷ Voir le texte du Programme et de la Constitution dans *L'action politique des ouvriers québécois (fin du XIXe siècle à 1919). Recueil de documents*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1976, p. 98- 101.

⁹⁸ Ibid.

leaders du CMTC mettent alors fin à leur opposition à la conscription en négligeant cependant d'analyser leur part de responsabilité dans la défaite de la lutte anticonscriptionniste. Ils déclarent que « la décision exprimée par l'électorat leur interdisait de rien faire contre la conscription » ⁹⁹.

CONCLUSION

Pour analyser l'attitude du mouvement ouvrier lors de la Première Guerre mondiale il faut au départ distinguer deux situations : la guerre elle-même et la conscription qui survient en 1917.

Devant la guerre, le mouvement ouvrier suit dans ses grandes lignes le mouvement ouvrier international. Farouchement hostile à tout conflit arme dans les années qui précèdent le déclenchement de la Première Guerre mondiale, il se rallie assez facilement aux visées militaires du gouvernement canadien. Seule une minorité maintient de fermes positions antimilitaristes et internationalistes. Cette situation se perçoit aussi à Montréal. Bien sûr, l'enrôlement volontaire permet de maintenir le débat dans un cadre pas trop émotif Seul Gustave Francq prend vigoureusement parti pour le plus grand effort de guerre possible.

C'est avec la conscription que le débat va s'envenimer. L'énergique opposition à toute forme d'enrôlement forcé, constamment répétée depuis 1914, se butera à une politique ultra légaliste le moment d'agir venu. Le sentiment anticonscriptionniste qui anime manifestement la majeure partie des travailleurs montréalais, toutes origines ethniques confondues, ne se traduira pas dans des gestes concrets.

[37]

L'explication de cette situation, on la trouve sûrement dans la domination du mouvement syndical canadien par le syndicalisme américain qui entraînera sur ses positions les principaux leaders syndicaux, dont plusieurs dirigeants montréalais. Une partie de l'explication se trouve aussi dans la faiblesse chronique de l'opposition politique ouvrière qui n'a pas pu galvaniser le sentiment populaire.

⁹⁹ Charles Lipton, *Histoire du syndicalisme*, p. 276.

Finalement, le mouvement ouvrier montréalais, si l'on peut dépasser les particularités locales et régionales, se situe dans la perspective générale du mouvement ouvrier canadien et du mouvement ouvrier international.

[42]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

2

**“La 5e brigade du corps expéditionnaire
canadien : éléments de comparaison
entre francophones et anglophones –
décoration, promotion, maladie,
blessure et décès.”**

Par Paul Lemieux

[Retour à la table des matières](#)

La participation canadienne à la première guerre mondiale, ce conflit qui marqua la pénible naissance du vingtième siècle et qui ordonna dans une large mesure la suite des événements, a fait l'objet de plusieurs ouvrages d'envergure. Les historiens ont su décrire le déroulement des opérations militaires avec un luxe de détails et ils ont su interpréter les tensions politiques et sociales qu'a vécues le Canada dans ces heures difficiles. Cependant, si l'on trouve ici et là de brillantes pages sur le soldat anonyme, ce domaine demeure largement inexploré.

Avec en toile de fond une recrudescence des vieilles tensions interculturelles au Canada, dont la crise de la conscription fut sans doute la manifestation la plus exacerbée, il semble pertinent de chercher dans le Corps expéditionnaire canadien

la trace de comportements qui en seraient l'écho. Ce texte ne reverra donc pas les causes profondes des malaises de la société en général mais il tentera d'en saisir certains effets sur le devenir des soldats. Cette communication, originellement issue de la nécessité d'éprouver la souplesse d'une banque de données jusque là inexploitée, comparera les chances des soldats de remporter une décoration, de monter en grade, de subir une maladie ou une blessure ou de décéder selon leur origine linguistique, leur religion, leur état civil, leur expérience militaire ou leur grade à l'enrôlement.

La banque de données est le résultat de travaux menés sous les auspices du Service Historique du ministère de la Défense nationale et sous la direction de Jean-Pierre Gagnon. Elle porte sur un échantillon de 1 127 hommes sur les quelque 21 000 qui ont servi dans la 5^e brigade du CEC entre 1914 et 1919. En deux mots, la banque de données comprend une quinzaine de fichiers retraçant la carrière des soldats à l'aide de plus de 200 variables, dont certaines permettent des réponses multiples et cumulatives. Les renseignements ont été tirés de dossiers personnels conservés aux Archives nationales du Canada, [43] fonds RG 150. Quelques dizaines de variables supplémentaires ont été créées lors des opérations de codage et d'exploitation des données, y inclus celle, essentielle, de la langue maternelle. ¹⁰⁰

Si l'on ne peut prétendre faire de cet échantillon un microcosme du Corps expéditionnaire canadien, il faut toutefois souligner qu'il possède l'avantage capital de comprendre un nombre de francophones suffisant pour faire des comparaisons valables. Il permet aussi de comparer des hommes soumis à des conditions de vie identiques, partageant depuis le 15 septembre 1915 les mêmes secteurs du front et littéralement exposés aux mêmes bombes.

Pour bien voir si un des groupes que j'ai identifiés est avantagé par rapport à un autre, il ne suffit pas de comparer des pourcentages. Idéalement, l'intervalle moyen entre le moment de l'enrôlement et celui d'un événement fournirait un indicateur plus efficace de faveur ou de son contraire. Cependant, dans son état actuel, la banque de données ne permet pas de calculer facilement ces intervalles.

¹⁰⁰ Aucun formulaire des dossiers personnels ne s'enquiert de la langue maternelle du soldat. L'identité linguistique a donc été inférée d'après une foule de critères dont les plus importants sont la consonance des noms et prénoms alliée à la religion des individus et à leur lieu de naissance.

J'ai donc préféré mesurer l'incidence d'un type d'événement en effectuant les simples calculs suivants : j'ai fait pour chaque groupe précis la somme de la durée de service de tous ses membres, j'ai ensuite divisé ce total par le nombre d'incidents dont je désire obtenir l'indice. Voici un exemple concret : l'ensemble des soldats de l'échantillon servent un total de 164 091 semaines, ce total divisé par les 111 décorations relevées donne un indice d'une décoration par 1 478 semaines de service.

Le Tableau I rapporte les résultats bruts des comparaisons entre les variables choisies tandis que le Tableau II illustre une tentative d'ajouter une troisième dimension à ces comparaisons, celle de la langue maternelle.

En général, le soldat a fort peu de contrôle sur les événements qui font l'objet de ce texte. Il lui appartient dans une certaine mesure de dominer sa peur et de poser un geste courageux et, tout autant, il revient au meneur d'hommes de prendre les décisions qui le rendent efficace. Cependant, la reconnaissance du courage et de l'efficacité et leur traduction en décoration ou en avancement dépende de tiers. La maladie, par contre, toutes conditions égales, s'attaquera d'abord aux faibles. Mais voilà, les conditions sont-elles égales pour tous ? De même pour la blessure et le décès durant le service : en principe les innovations techniques permettent de réduire instantanément un soldat en charpie, peu importe son origine, son grade ou son expérience. Cependant, du principe à la réalité, les choses se sont-elles passées ainsi ?

TABLEAU 1
Nombre moyen de semaines de service par événement selon l'origine socio-professionnelle

				DÉCORÉS		DÉCORATIONS		PROMUS		MALADIES		DÉCÉDÉS	
population	serv moyen	nb cas	serv total	nb cas	sem serv	nb cas	sem serv	nb cas	sem serv	nb cas	sem serv	nb cas	sem serv
Totale	145,6	1 127	164 091	85	1 931	111	1 478	374	439	2258	73	254	646
anglophone	150,6	792	119 275	64	1 864	88	1 355	283	421	1643	73	178	670
francophone	134,7	317	42 700	21	2 033	23	1 857	91	469	578	74	71	601
allophone	128,4	18	2 311	0		0			0	37	63	5	462
anglican	159,1	215	34 040	16	2 128	18	1 1	79	431	455	75	50	681
baptiste	152,1	132	20 077	8	2 510	9	2 231	46	437	296	68	24	837
méthodiste	146,6	91	13 342	7	1 906	9	1 482	30	445	184	73	19	702
presbytérie	155,0	179	27 745	23	1 206	33	841	77	360	384	72	37	750
catholique	134,8	474	63 903	27	2 367	32	1 997	132	484	883	73	114	561
divers	125,4	28	3 511	1	3 511	1	3 511	5	702	44	80	7	502
inconnu	163,7	8	1310	3	437	9	146	5	262	12	109	3	437
célibataire	144,1	920	132 552	70	1 4	95	1 395	292	454	1857	71	214	619
marié	154,4	190	29 336	15	1 956	16	1 834	79	371	365	80	36	815
séparé	78,0	1	78	0	-	0	-	0	-	1	78	1	78
veuf	134,8	16	2 156	0	-	0	-	3	719	35	62	3	719
expérimenté	154,9	435	67 399	49	1 376	68	991	203	332	969	70	82	822
inexpérimenté	139,2	692	96 326	36	2 676	43	2 240	171	563	12	75	172	560
non-gradé	144,8	1 083	156 775	70	2 240	81	1 935	345	454	2177	72	245	640
gradé	166,9	44	7 344	15	490	30	245	29	253	81	91	9	816

TABLEAU II
Nombre moyen de semaines de service par événement selon l'origine socio-professionnelle et la langue maternelle

				DÉCORÉS		DÉCORATIONS		PROMUS		MALADIES		DÉCÉDÉS	
population	serv moyen	nb cas	serv total	nb cas	sem serv	nb cas	sem serv	nb cas	sem serv	nb cas	sem serv	nb cas	sem serv
Totale	145,6	1 127	164 091	85	1931	111	1478	374	439	2 258	73	254	646
scatholique	135,2	155	20 956	7	2994	10	2096	42	439	296	71	41	511
fcatholique	134,5	313	42 098	20	2105	22	1914	90	468	570	74	71	593
acélibataire	149,5	640	95 698	57	1 679	81	1 181	223	429	1 342	71	150	638
fcélibataire	132,0	264	34 846	13	2 681	14	2 4	69	505	480	73	59	591
amarié	153,7	145	22 287	7	3 184	7	3 183	59	378	286	78	26	857
fmarié	150,1	43	4 653	8	807	9	517	20	233	77	60	10	645
aséparé	78,0	1	78	0	-	0	-	0	-	1	78	1	78
aveuf	127,5	6	765	0	-	0	-	0	-	14	55	1	765
fveuf	139,1	10	1 391	0	-	0	-	0	-	21	66	2	696
aexpérimenté	160,0	352	56 311	39	1 444	58	971	163	345	751	75	85	662
fexpérimenté	139,6	107	14 934	10	1 493	10	1 493	40	373	214	70	26	574
ainexpérimenté	142,7	440	62 806	25	2 512	30	2 094	120	523	2	70	93	675
finexpérimenté	132,2	210	27 756	11	2 523	13	2 135	51	44	364	76	45	617
ânon-gradé	149,5	760	113 640	53	2 144	62	1 833	261	435	1 580	72	170	669
fnon-gradé	133,8	305	40 823	17	2 401	19	2 401	84	486	560	73	70	583
agradé	171,2	32	5 477	11	498	26	211	22	249	63	87	8	685
fgradé	155,6	12	1 867	4	467	4	467	7	267	18	104	1	1 867

LÉGENDE :

Sem serv : semaines de service préfixes : a= anglophone ; f= francophone

[46]

LA DÉCORATION

Il sera question en premier lieu de deux types d'incidents qui dépendent d'un choix arbitraire, en général indépendant de la volonté de l'intéressé, soit la décoration et l'avancement.

En gros, la décoration veut souligner les actions d'éclat et récompenser la bravoure et l'efficacité sur le champ de bataille. Du fait de sa grande rareté, elle confère à ses récipiendaires un certain prestige et doit idéalement encourager l'émulation. Parmi les 1 127 hommes de l'échantillon, 85 seulement (7,5% du total) ont remporté un total de 111 décorations diverses.

D'emblée, je préciserai que la récompense honorifique vient un peu plus aisément aux anglophones, ils sont 75,3% des décorés mais seulement 70,3% des enrôlés, les francophones sont 24,7% des décorés alors qu'ils sont 28% des enrôlés ¹⁰¹. L'avantage des anglophones est encore plus évident lorsqu'on considère le nombre total de décorations décernées. Ils en reçoivent 79,3% et les francophones recueillent le reste. L'indice de la décoration donne une meilleure mesure de l'écart qui sépare les deux groupes : ils ont mérité une décoration par 1 354 semaines de service et une par 1 857 semaines respectivement.

Il faut ajouter que la décoration sert aussi à donner du prestige aux chefs, surtout dans le contexte où, les pertes aidant, ils sont tirés rapidement des rangs et leur autorité n'est pas solidement assise. Un important bloc de décorations est d'ailleurs réservé aux cadres supérieurs, les gradés reçoivent 27% des décorations alors qu'ils sont 3,9% des enrôlés ¹⁰². Les enrôlés non-gradés remportent 81 décorations (73% du total) mais la majorité, 67,4%, furent attribuées à des hommes récemment promus ou appelés à monter en grade avant leur libération. Seules 26

¹⁰¹ Les allophones, 2% des enrôlés, ne remportent aucune décoration, (ce sont souvent des sujets de l'empire russe, en majorité retirés du front après la révolution bolchévique, et donc moins en mesure d'attirer l'attention). Leur nombre est cependant si faible, 18 cas, que j'ai choisi de ne pas les inclure dans les comparaisons.

¹⁰² Plus précisément, les officiers à l'enrôlement reçoivent 20,7% des décorations, alors qu'ils ne sont que 3,2% des enrôlés, et les sous-officiers à l'enrôlement en méritent 6,3%, alors qu'ils ne sont que 0,7% des enrôlés.

décorations ont été attribuées à des hommes qui demeurèrent non-gradés du début à la fin de leur période de service.

En vérité, la chance qu'a un soldat de mériter une décoration semble davantage tributaire de sa religion que de sa langue maternelle. Les calculs à cet égard ne sont hélas pas fondés sur un nombre important de cas puisque trois religions seulement comptent plus de 10 décorés. Néanmoins, à titre indicatif, l'indice est d'une décoration par 841 semaines de service pour les presbytériens, une décoration par 1 111 semaines pour les anglicans et une par 1 997 semaines pour les catholiques.

[47]

Ces écarts s'expliquent *peut-être en partie* par le fait que 43,3% des anglophones et 53,1% des presbytériens ont une *expérience militaire* quelconque *antérieure* à leur enrôlement contre 28,4% des francophones et 36,3% des catholiques. La durée du *service compte* aussi, les anglophones et presbytériens servent un peu plus longtemps, 150,6 et 155 semaines respectivement, tandis que les francophones servent 134,7 semaines et les catholiques 134,8. Les presbytériens sont également légèrement plus jeunes : 85,5% sont célibataires contre 80,5% des anglicans et 82% des catholiques. Il est de plus assez curieux de constater que les catholiques francophones semblent avantagés par rapport à leurs coreligionnaires anglophones, les catholiques francophones reçoivent une décoration par 1 914 semaines de service et les catholiques anglophones en reçoivent une par 2 096 semaines. Il faut dire que la grande majorité des francophones de l'échantillon sont commandés par des officiers catholiques comme eux et sont donc moins aptes à faire l'objet de préjugés fondés sur la religion.

Même sommairement expliqués, les écarts que je viens de décrire sont surprenants lorsqu'on sait que le nombre de décorations attribué à chaque unité au lendemain d'une opération importante est théoriquement égal et que les candidats à la décoration étaient proposés par le commandant de leur unité qui comprenait pourtant bien la nécessité de maintenir un certain équilibre parmi ses hommes.

Je rappellerai cependant que la décision ultime demeurerait entre les mains des cadres supérieurs de l'armée, pour *l'essentiel des* non-canadiens, non-

francophones et non-catholiques, plus représentatifs de l'aristocratie britannique et de ses valeurs ¹⁰³.

Il semble toutefois que la possession d'expérience militaire ou d'un grade à l'enrôlement, deux qualités qui vont souvent de pair, accroît singulièrement les chances d'être décoré. Ces militaires de « carrière » reçoivent une décoration deux fois plus rapidement que les inexpérimentés. L'indice est d'une décoration par 1 376 semaines de service et d'une par 2 676 semaines respectivement. L'expérience militaire rend-elle plus habile ou zèle, ou ne sont-ce pas plutôt les chefs intermédiaires qui choisissent les candidats à la décoration parmi les visages qu'ils ont côtoyés avant le déclenchement des hostilités ? Une nuance s'impose : l'indice de décoration des gradés, une par 245 semaines, ne doit pas être pris comme un signe de favoritisme caché, celui-ci est au contraire très ouvert et transparent puisque les grades (entendez les officiers) disposent d'un bloc important de décorations qui leur est exclusif

[48]

L'AVANCEMENT

Pour des impératifs d'ordre et d'efficacité, la société militaire, en temps de guerre comme en temps de paix, doit être strictement hiérarchisée et sous le commandement d'un nombre limité d'individus. Ainsi, seulement 3,9% des hommes de l'échantillon s'enrôlent avec un grade. Cependant, les énormes pertes subies par les forces en présence obligèrent les états-majors à procéder à des nominations et promotions sur le champ afin de combler les nombreux vides. En tout j'ai identifié 374 individus qui changent de grade à un moment donné, soit près du tiers de l'échantillon.

Une bien moins grande proportion de francophones que d'anglophones ont été promus, soit 19,2% et 35,7% respectivement. Les pertes étant pourtant semblables, chez les deux groupes linguistiques et les besoins immédiats en cadres étant

¹⁰³ Un indice supplémentaire de ces préjugés pourrait bien être la faveur que reçoivent les soldats de naissance britannique : ils sont 23,7% des enrôlés mais reçoivent 28,2% des décorations.

identiques, la différence paraît injustifiée. Le fait que les francophones s'enrôlent un peu plus tard que les anglophones aura forcément comme conséquence de décaler quelque peu le moment où ils recevront de l'avancement. La fin des combats et la baisse de la mortalité qui en résulte rendront moins urgentes les nominations et promotions de sorte que les derniers enrôlés vivront une bonne partie de leur service militaire sans espoir véritable d'avancer en grade. Les francophones, les catholiques et les célibataires sont dans ce cas.

Il faut aussi dire que l'anglais est la *lingua franca* de l'armée britannique. Ceux qui parlent bien cette langue ont plus souvent été appelés à occuper des fonctions aux divers quartiers généraux. Les francophones, peu nombreux, sont demeurés là où la combinaison de leur expérience et de leur langue les rendait indispensables. Comme ils étaient au départ moins expérimentés, la milice ne leur ouvrait pas la voie d'une carrière avantageuse.

Malgré le besoin criant de combler le manque de cadres francophones, l'indice de l'avancement désavantage ces derniers, il est d'une promotion par 469 semaines de service tandis qu'il baisse à une promotion par 421 semaines pour les anglophones. L'écart est toutefois moins grand que dans le cas de la décoration car, s'il est bien que le soldat ait un exemple à imiter, il est essentiel qu'il ait un chef dont il comprenne les ordres.

Comme pour la décoration, d'autres variables jouent pour ou contre l'avancement du candidat potentiel : sa religion, son état civil et son expérience antérieure à l'enrôlement.

[49]

Les presbytériens sont promus plus rapidement que la moyenne, un promu par 360 semaines de service contre un par 431 semaines pour les anglicans et un par 484 semaines pour les catholiques. Cette distribution est semblable à celle des décorations mais l'ampleur des écarts est moins prononcée sans doute parce qu'il s'agit surtout de nominations à des postes subalternes confirmées au niveau du commandement du bataillon, et non plus par le haut commandement de l'armée.

Pour les autorités, les hommes mariés sont mieux préparés à commander et sont donc promus plus rapidement que les célibataires. Leur âge leur confère peut-être un air de maturité mais, aussi, 45% d'entre eux jouissent d'une expérience militaire antérieure à leur enrôlement contre près de 40% des célibataires. Un

homme marié est promu par 371 semaines de service contre un célibataire par 454 semaines. Le degré de prudence des mariés s'exprime aussi dans le fait qu'ils sont moins prompts à faire une action d'éclat et par là mériter une décoration, laquelle vient plus rapidement au célibataire, plus jeune et peut-être aussi plus casse-cou ; l'indice est d'une décoration par 1 834 semaines de service pour les mariés et d'une par 1 395 semaines pour les célibataires.

Tranchée de démonstration à Toronto avec sa girouette, son écritoire et son râtelier à fusils, le tout propre et bien ordonné, presque coquet (ANC PA-110424).

[50]

Le facteur qui semble le plus important pour l'avancement des hommes est sans contredit l'expérience militaire antérieure à l'enrôlement. Un soldat inexpérimenté est promu par 563 semaines de service contre un soldat expérimenté par 332 semaines, et ce malgré la pertinence relative de l'entraînement reçu dans les camps d'été de la milice ou même dans le CEC.

Vraie tranchée en France, un peu plus chaotique, montrant qu'expérience et entraînement pouvaient manquer de pertinence (ANC PA-742).

LA MALADIE ET LA BLESSURE

La maladie, en principe, attaque les organismes affaiblis et la blessure, en théorie, frappe sans distinction dans les tranchées. Bien que l'état actuel de la banque de données ne permette pas de distinguer facilement les maladies des blessures, il semble que les données de l'échantillon permettent de nuancer ces idées reçues. Les chiffres qui suivent sont tirés d'une donnée peu raffinée mais exacte, soit le nombre de déclarations distinctes de problèmes médicaux.

En tout, 82% des soldats ont déclaré au moins un problème médical, soit un total de 2258 maladies ou blessures, ou un incident par 73 semaines de service, indice qui demeure sensiblement inchangé selon la langue maternelle. Bien entendu ces données ne tiennent pas [51] compte de la gravité des maladies et blessures, renseignement encore à l'état brut dans la banque de données. Le Tableau 1

montre aussi que l'indice de la maladie ou blessure ne varie pas considérablement selon la religion des hommes.

Période de repos en avril 1917, soldats jouant aux cartes là où ils le peuvent (ANC PA- 1181).

Par contre l'état civil, l'expérience et le grade à l'enrôlement occasionnent de légères différences dont la portée réelle est difficile à évaluer. Les célibataires sont blessés ou malades un peu plus fréquemment que les mariés, autre illustration de la plus grande prudence des mariés. Étrangement, si l'on croit que l'expérience militaire est un atout dans la manche du combattant, les soldats expérimentés déclarent une maladie ou blessure un peu plus souvent que les inexpérimentés, un incident par 70 semaines de service et un par 75 semaines respectivement. Il est vrai que, enrôlés un peu plus tôt, les célibataires et les expérimentés ont servi dans des conditions plus difficiles (protection inadéquate contre les gaz, absence de casques d'acier, tactiques inadaptées). La différence la plus notable se situe entre les gradés qui déclarent un incident par 91 semaines de service et les non-gradés qui en déclarent un par 72 semaines, indice de l'influence bénéfique de meilleures conditions de vie.

[52]

Officiers au mess. Si lors des combats les soldats et leurs commandants immédiats connaissent des conditions assez semblables, au repos les seconds ont de bien meilleures chances de mieux conserver leur santé (ANC PA-2613).

LE DÉCÈS

Assuré que ses qualités personnelles et sa cause sont supérieures à celles de l'ennemi vilipendé par la propagande, le soldat en s'enrôlant perçoit sans doute la mort comme une éventualité bien peu probable. Or, malheur pour lui, dans le contexte d'un conflit hautement mécanisé, les qualités individuelles, force et habileté, comptent fort peu lorsqu'un obus de mitraille éclate ou qu'une mine saute. Pour 22,5% des soldats de l'échantillon, c'est la mort, parfois instantanée pour les chanceux, longue et agonisante pour les autres, qui vient terminer l'aventure ¹⁰⁴.

¹⁰⁴ Une proportion sans commune mesure avec les quelque 9,6% de décès dans l'ensemble du CEC. Cette dernière statistique est cependant fondée sur des totaux qui incluent des dizaines de milliers de soldats qui n'ont connu de pires conditions de vie que celles des mauvais camps en Angleterre ou au Canada.

La mort a-t-elle fauché au hasard dans les tranchées comme notre bon sens démocratique nous porte à le croire ou s'est-elle embarrassée de distinctions que les êtres nomment langue maternelle, religion ou grade à l'enrôlement ?

Une proportion identique d'anglophones et de francophones décèdent. Les anglophones meurent en moyenne après 93 semaines et les francophones après 91, un bilan en apparence tout à fait semblable. [53] Cependant, l'indice calculé sur le groupe entier est d'un décès par 669 semaines de service chez les anglophones et d'un décès par 601 semaines pour les francophones. Moins souvent promu ou appelé à servir dans les quartiers-généraux, il est possible que le francophone moyen passe plus de temps dans les tranchées et soit exposé de plus près au tir de l'ennemi.

On meurt aussi plus ou moins vite selon la religion que l'on pratique. Parmi les catholiques un soldat meurt par 561 semaines de service contre 1 presbytérien par 750 semaines.

Les célibataires ont plus de chances de mourir que les mariés : l'indice est d'un décès par 619 semaines de service et d'un par 815 semaines respectivement. Les hommes mariés ont peut-être mieux protégé leur vie sachant que d'autres dépendaient d'eux tandis que les jeunes, par goût du risque ou par défi, ont plus souvent exposé leur vie, ce qui leur a toutefois mérité d'être décoré plus rapidement comme on l'a vu. Les célibataires, il faut cependant le rappeler, se sont enrôlés plus tôt et ont servi dans des conditions plus difficiles.

Le facteur qui semble assurer la plus grande longévité au soldat est son expérience antérieure à l'enrôlement, peu importe la pertinence de celle-ci. Un soldat expérimenté meurt par 822 semaines de service contre un soldat inexpérimenté par 560 semaines. Il faut dire que même si les soldats expérimentés s'enrôlent tôt, comme les célibataires, ils se trouvent plus souvent à l'arrière où ils travaillent aux divers quartiers généraux et où ils soignent leurs maladies et blessures.

EN GUISE DE CONCLUSION

Les quelques données qui précèdent, bien que ne jouissant pas de la caution de tests statistiques formels, laissent entrevoir l'influence du facteur linguistique sur l'attribution de décorations et sur l'avancement des hommes et même sur leur propension à subir une maladie blessure ou à décéder. Elles mettent aussi en évidence l'importance manifeste d'autres variables comme le grade ou l'expérience.

Dans le cas des événements influencés par des tiers, attribution de décoration et avancement, les anglophones ont de meilleures chances de succès que les francophones, et les presbytériens paraissent nettement avantagés par rapport aux catholiques.

Dans le cas des événements théoriquement aveugles cependant, le déterminisme de la langue et de la religion est atténué. C'est l'expérience antérieure à l'enrôlement qui paraît assurer une survie plus longue et c'est le grade qui offre les meilleures garanties de santé.

[54]

Bien sûr, les données qui précèdent ne peuvent s'appliquer intégralement qu'à la 5e brigade puisque la présence du 22e bataillon, la seule unité exclusivement francophone sur 48 dans les tranchées à la fin du conflit, exagère grandement l'importance numérique des Canadiens français. Toutefois, l'exemple pourrait être imité avec beaucoup de pertinence en utilisant d'autres échantillons qui compareraient par exemple les anglophones nés au Canada aux autres ou encore les francophones du Québec à ceux du reste du Canada.

[55]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

[Retour à la table des matières](#)

[57]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

3

“Ma participation à la prise de la ligne gothique.”

Par Colonel (retraité) J.G. Poulin

[Retour à la table des matières](#)

Le colonel J.G. Poulin, DSO, CD, a présenté de vive voix sa communication sur l'attaque du point 131 dans le cadre de la prise de la Ligne Gothique, en Italie en 1944. Nous lui avons demandé d'écrire un court résumé pour permettre au lecteur d'avoir une idée de sa communication. Le lecteur intéressé trouvera dans le livre du colonel Poulin, *696 heures et enfer avec le Royal 22^e Régiment*, le récit complet et vivant de ce haut fait d'armes de ce régiment.

Description de la Ligne Gothique

La dernière ligne de défense majeure de l'ennemi en Italie centrale, la Ligne Gothique, s'étendait de la Méditerranée à l'ouest jusqu'à l'Adriatique à l'est, en passant par Florence et les monts Appenins pour se terminer à Pesaro sur la côte est.

La défense de la Ligne Gothique

D'une profondeur d'environ dix milles, la Ligne Gothique consistait en de nombreuses montagnes ou collines fortifiées ; les systèmes de défense étaient disposés de façon à permettre à ces collines de s'appuyer mutuellement par des feux croisés.

Au milieu des montagnes ou des collines se trouvaient des casemates en béton arme, des tourelles de chars d'assaut partiellement enfouies dans le sol, des tranchées et autres ouvrages défensifs hérissés de mitrailleuses habilement appuyées par les obusiers et les canons de 88mm de l'ennemi.

Notre objectif et son importance

Le point 131 était un pivot de toute première importance ; il contrôlait la vallée de la rivière Foglia ainsi qu'une autre petite vallée allant du sud au nord, qui une fois entre nos mains, permettrait une percée de plusieurs milles à l'intérieur des défenses ennemies.

[58]

Les premiers contacts

Notre avant-garde se trouve sur les hauteurs qui dominent la rivière Foglia. Les patrouilles ont décelé l'existence d'un champ de mines d'une profondeur d'environ 400 mètres sur toute la longueur du front de notre brigade, soit à peu près 5 000 mètres.

Le plan d'attaque initial

La 3e brigade attaquera dès le lendemain, 31 août 1944. Le West Nova Scotia Regiment traversera le champ de mines à pied pour aller établir une tête de pont. Le Royal 22e Régiment suivra pour aller capturer les points 105 et 131, plus loin au nord.

Échec du West Nova Scotia Regiment

Aucune mesure n'ayant été prise pour faire des brèches dans le champ de mines antipersonnel, 88 officiers, sous-officiers et hommes de troupe y laissent un pied, une jambe ou la vie en moins de 15 minutes. Ceux qui survivent font volte-face. Il n'est plus question de donner suite au plan initial et nous passons la journée, tapis dans nos petits trous de fortune, à attendre les ordres. Il fait très chaud ; nous n'avons pas d'eau ni de vivres. Le moral s'en ressent et les boches nous harcèlent avec leurs mitrailleuses et leurs mortiers.

Le nouveau plan

Les troupes du Génie feront trois brèches dans le champ de mines dans la nuit du 31 août au 1er septembre. Le 22e y passera dès 5 heures, le 1er septembre, et s'attaquera à ses objectifs, soit les points 105 et 131. Ce dernier point est confié à ma compagnie (la compagnie D).

L'attaque

La compagnie B me précède, prend le point 105 sans opposition et se dirige vers le village de Borgo Santa Maria qu'elle capture avec quelques pertes. Ma compagnie passe par-dessus le point 105 et dévale la pente en direction du point

131. Dès les premiers pas, nous sommes criblés du feu provenant de tous les niveaux de la montagne. Il s'ensuivra onze heures de combats acharnés qui aboutiront à la capture ou la destruction des emplacements ennemis. Des actes de courages indicibles sont posés par les hommes de la « D ». À un moment, le [59] commandant de compagnie fait même porter sur lui-même (et sa compagnie) le feu de ses propres canons dans un effort futile pour réduire les deux dernières casemates. Enfin, vers 17 heures, la position est prise. Il s'agit maintenant de la consolider pour pouvoir résister à une contre-attaque qui heureusement ne vient pas.

Bilan

Notre succès fut dû sans contredit au leadership des officiers et sous-officiers et au courage des hommes. Bilan : une trentaine de morts et de blessés, dont deux officiers.

En épilogue, le conférencier aborde un moment plutôt pénible où il disparaît dans un nuage de feu et de poussière et est rapporté tué au combat... Il compare aussi la vie du fantassin avec celle des autres armes au combat, mettant l'emphasis sur la continuité des engagements et le manque de répit accordé à l'infanterie où les renforts manquent et où l'on subit tous les inconvénients de la nature, en hiver comme en été, 24 heures par jour, sans oublier, bien entendu, tous les ennuis du combat avec les ennemis.

[60]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

4

“Grandeur et misère de la littérature de guerre québécoise : trois vétérans, leurs romans et la critique.”

Par Béatrice Richard

[Retour à la table des matières](#)

En dépit de la participation de dizaines de milliers de Québécois aux opérations militaires de la Deuxième Guerre mondiale, force est de constater la quasi absence de ce thème dans notre littérature. Comme le fait remarquer Madeleine Ducroq-Poirier dans *Le Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec* : « *Dans le roman québécois, l'inspiration guerrière est exceptionnelle* » ¹⁰⁵. Les romans de guerre ne font donc pas partie de notre patrimoine culturel, ne font partie ni de notre mémoire populaire, ni de notre mémoire savante. Comment expliquer ce phénomène ? Et quels en sont les enjeux pour aujourd'hui ?

¹⁰⁵ Ducroq-Poirier, Madeleine, « *Deux Portes... une adresse*, roman de Bertrand Vac (pseudonyme d'Aimé Pelletier) », *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, t. III, Montréal, Fides, 1983, p. 283.

Trois romans québécois et la critique

Vu la complexité du problème, je me bornerai ici à essayer de trouver des éléments de réponse dans l'étude de la critique québécoise face à ce genre de littérature. Pour mener à bien l'entreprise, j'ai étudié les critiques de trois romans de guerre canadiens d'expression française, édités au Québec, les seuls romans québécois qui traitent directement de la Deuxième Guerre mondiale. Leur intrigue se déroule au front et leurs auteurs sont des vétérans originaires du Québec. Il s'agit de *Neuf jours de haine*, de Jean-Jules Richard (1948), de *Deux portes... une adresse* (1952) de Bertrand Vac, et du livre de Jean Vaillancourt *Les Canadiens errants* (1954) ¹⁰⁶.

Pourquoi l'étude de la critique ? Parce que, si la littérature est l'âme d'un peuple, les critiques sont ses directeurs de conscience. Ils ont le pouvoir de relier l'artiste et son œuvre à la société ou de les marginaliser, voire de les exclure. Contribuant à façonner l'identité collective, ils définissent la culture « officielle » d'une société donnée. Cette critique légitime les œuvres et filtre les images qu'une communauté - ou du moins sa classe dominante - entend se donner d'elle-même.

¹⁰⁶ Richard, Jean-Jules, *Neuf jours de haine*, Montréal, Éditions de l'Arbre, 1948, 352 p. ; Le Cercle du livre de France, 1968, 361 p. ; Vac, Bertrand (pseudonyme d'André Pelletier), *Deux portes... une adresse*, Cercle du livre de France, Montréal, 1952, 240 p. ; Jean Vaillancourt, *Les Canadiens errants*, Montréal, Cercle du livre de France, 1954, 250 p., 1970, 217 p. ; Éd. Pierre Tisseyre, 1994.

Pour une bibliographie exhaustive de la littérature guerrière franco-canadienne ou mettant en scène des Canadiens français pendant la Deuxième Guerre mondiale, voir Gilbert Drolet, « La littérature de guerre au Canada français », actes du colloque, « La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale, mythes et réalité », *Bulletin d'histoire politique*, printemps/été 1995, vol 3, Nos 3/4, p. 344-340.

[61]

Hommes de guerre et hommes de lettres

Avant d'entrer dans le vif du sujet, la critique littéraire et le roman de guerre québécois, je comparerai les destins personnels des auteurs de notre trilogie guerrière. À de multiples égards, ces hommes sont en effet inséparables de leurs œuvres et partagent plusieurs traits communs.

Jean-Jules Richard

Issu d'une famille modeste, Jean-jules Richard, auteur de *Neuf jours de haine*, est né en 1911 à Saint-Raphaël dans le comté de Bellechasse. Sa jeunesse a pour toile de fond la crise des années trente. Après avoir abandonné des études classiques entamées à Ottawa, il collabore à divers journaux et revues, signant des poèmes, contes et articles sur la poésie contemporaine. Pendant ces années noires, il exerce mille métiers, subit mille misères : il est tour à tour voyageur de commerce, débardeur et « hobo ». En 1940, à 29 ans, il s'enrôle dans le Black Watch de Montréal et part pour le front. Blessé et rapatrié en 1946, il publie *Neuf jours de haine* deux ans plus tard. Il aura par la suite une longue carrière littéraire, quoique celle-ci soit encore relativement méconnue - *Le feu dans l'amiante* (1956), *Journal d'un Hobo* (1965), *Le Voyage en rond* (1973), etc. Jean-jules Richard meurt en 1975.

Jean Vaillancourt

Bien que de douze ans son cadet, Jean Vaillancourt, auteur des *Canadiens errants*, connaît un cheminement personnel très proche de celui de son confrère, fait d'études cahoteuses, de « jobines » et, bien sur, marqué par la guerre. Né à Montréal en 1923, il interrompt ses études très tôt pour exercer plusieurs métiers, notamment ceux de mineur et de bûcheron. Engagé volontaire aux Fusiliers Mont-Royal en 1942, à 19 ans, il fait la campagne de Normandie, puis devient brancar-

dier en Belgique. De retour au Québec, il semble se raccrocher plus difficilement à la vie civile que son aîné, Richard. Il suit des cours d'art graphique puis signe quelques articles dans les journaux, notamment dans *La Presse* et finalement s'installe comme garde forestier à Sorel. C'est là qu'il rédige *Les Canadiens errants*, roman qui lui vaudra le Prix du cercle du livre de France en 1954. Ce sera sa seule œuvre connue. Boursier du Conseil des Arts du Canada en 1960, il part pour l'Espagne et la France. Il y mourra prématurément un an après, en 1961.

[62]

Bertrand Vac - Aime Pelletier

Le parcours de Bertrand Vac - de son vrai nom Aimé Pelletier auteur de *Deux portes... une adresse*, est légèrement différent de ceux de ses deux confrères. Parallèlement à sa carrière militaire, l'auteur jouit d'un statut social et professionnel plus stable que Richard et Vaillancourt : chirurgien montréalais, il s'engage dans les services de santé de l'armée canadienne en 1942. C'est à ce titre qu'il débarque en Normandie en 1944, puis participe à la libération de la Belgique et de la Hollande. Il a alors 30 ans. Après la guerre, il est nommé chirurgien à l'hôpital général de Verdun. Son travail d'écrivain semble ne pas trop en souffrir puisqu'il remporte à trois reprises le prix du Cercle du livre de France : en 1950 pour le roman *Louise Genest*, en 1952 pour *Deux portes... une adresse* et en 1965 pour *Histoires galantes*. Puis, ses publications se font sporadiques jusqu'en 1988, date de parution de sa dernière œuvre connue, *Bizarres*, un recueil de nouvelles. En dépit de son statut social confortable, Bertrand Vac était cependant un homme en rupture de ban avec la morale religieuse de la société de son époque ¹⁰⁷.

Les trois auteurs ont en commun d'avoir été militaires, de s'être engagés parce qu'ils voulaient quitter un monde devenu trop étiqué pour eux, d'avoir connu le baptême du feu, la guerre, et d'en être revenus profondément transformés. Passés au tordeur de la tragédie humaine, ils sont devenus étrangers à eux-mêmes et dans leur propre pays. Cette trame commune, bien qu'exprimée à travers des intrigues

¹⁰⁷ Voir à cet effet, Claude Laneuville, *Étude de la femme et du comique dans l'œuvre de Bertrand Vac*, précédé d'une biographie, M. A. Études Littéraires, Université du Québec à Trois-Rivières, mars 1987.

différentes, ressort à des degrés divers de leurs trois romans, tous empreints de réalisme. Nous verrons également que la critique réagit en conséquence à cette « étrangeté ». Voyons ce qu'il en est.

Les œuvres et leurs critiques

Deux portes... une adresse

Sur le plan de l'intrigue, l'œuvre de Bertrand Vac tranche avec celles de Richard et de Vaillancourt. Alors que *Neuf jours de haine* et *Les Canadiens errants* peuvent être considérés comme les seuls romans québécois exclusivement consacrés à l'analyse de la guerre vue de la ligne de feu et de ses répercussions sur la conscience du combattant, l'intrigue de *Deux portes... une adresse* est plutôt centrée sur l'impossible histoire d'amour entre le personnage central, le capitaine Jacques Grenon et une jeune Française, Françoise Clair. Ici, les horreurs du front servent plutôt de caisse de résonance aux tourments shake-speariens du héros. Divorcer ou ne pas divorcer ? Telle est la question [63] lancinante du bel officier qui a laissé Berthe, son épouse, au Québec. Sa rencontre avec la belle Françoise, plus cultivée que Berthe, ne fait qu'attiser son besoin de liberté et de bien-être individuel. La guerre lui fait prendre conscience de la vacuité de la « petite vie » qu'il a laissée derrière lui. Démobilisé et de retour au Québec, il se résout toutefois à renoncer au divorce libérateur et à rentrer dans le rang de la vie civile.

La critique accueille l'œuvre sans enthousiasme. Elle lui reproche surtout sa faiblesse littéraire et l'ennui qui s'en dégage, avec raison à certains égards. Ce roman n'en pose pas moins crument pour l'époque, mais avec pertinence, le problème de la désadaptation des militaires de retour au Québec d'avant la Révolution tranquille. Mais la critique semble avoir mal compris cet aspect.

Jean-Marc Poliquin, du *Droit*, réserve à l'œuvre le jugement le plus sévère de tous : « *Du point de vue moral, il s'agit d'un livre de quatrième zone ; sur le plan littéraire, c'est un poncif.* ¹⁰⁸ » Bref, c'est une blquette de bas-étage.

¹⁰⁸ Jean-Marc Poliquin, « Littérature canadienne : Rentrée romanesque 1952. *Deux portes... une adresse*, par Bertrand Vac », *Le Droit*, 10 janvier 1953, p. 2.

Gérard Gingras, du *Canada*, traite plutôt avec mépris cette histoire du « triomphe de la vertu » qu'il banalise en ces termes : « (...) *ce livre n'est pas pire que les autres, mais ce n'est pas un idéal très élevé à proposer à nos jeunes écrivains* ¹⁰⁹ ».

C'est Guy Robert, de *La Revue Dominicaine*, qui fait preuve de la plus grande humanité dans sa critique. Saluant ce « *drame intérieur, lourd, écrasant qui a désagrégé plus d'une personnalité de militaires...* », ce « *document humain* », il conclut : « *Miroir d'une époque tragique et tourmentée, ce roman n'est pas de trop. (...) Ce n'est ni si dur, ni si âpre que l'angoissant document de J.J. Richard : Neuf jours de haine ; c'est un autre aspect de la guerre, tendant à en montrer les conséquences chez des gens différents et au-delà des champs de bataille* ¹¹⁰ ».

Neuf jours de haine

De fait, *Neuf jours de haine* et *Les Canadiens errants* semblent avoir beaucoup plus frappé l'imagination des contemporains. Cette fascination, parfois morbide, tient aux descriptions d'un réalisme parfois insoutenable des combats.

Prenons l'exemple de *Neuf jours de haine*, l'aîné de nos trois romans, puisque publié dès 1948. Débarquement, combats de tranchées, prise de prisonniers, libération des villages, histoire d'amour qui tourne mal, bombardements, hécatombe, cour martiale, occupation des territoires libérés, *Neuf jours de haine* décrit les variations d'un [64] même thème : la haine. Vécue par une compagnie de soldats originaires des quatre coins du Canada pendant la campagne de France, elle plonge Frisé, Noiraud, Martedale, Prairie et les autres dans cette « cinquième dimension » qui rend l'homme semblable à la bête. Dans ce monde bouleversé, les valeurs se déforment. Noiraud, véritable héros de l'intrigue l'apprendra à ses dépens.

¹⁰⁹ Gérard Gingras, « Le prix du Cercle du livre de France. *Deux portes... une adresse* », *Le Canada*, 22 novembre 1952, p. 19.

¹¹⁰ Guy Robert, « Trois livres de Bertrand Vac », *Revue Dominicaine*, Janvier-février 1956, p. 34-40.

Il finira en prison non pour avoir « fraternisé » trop brutalement avec l'ennemie, une Allemande, mais pour avoir été pris sur le fait.

Il s'agit ici du roman de guerre le plus cru et parfois le plus insoutenable des trois que j'ai étudiés. Dans cette histoire, l'atroce destin du sergent Martedale qui, cédant à une pulsion suicidaire – sa femme est infidèle – va au-devant d'un lance-flamme ennemi, reste un morceau d'anthologie : « *La figure est un bloc de charbon presque sans forme humaine. Excepté pour le creux de ses yeux d'où coule un liquide gluant, plus épais que des larmes. Les dents ressortent avec une grimace plus triste que terrifiante* ¹¹¹. »

La critique de l'époque a réservé un accueil plutôt partagé à l'œuvre. Si des admirateurs nombreux, comme Georges-Henri Daigneau dans la revue *Culture*, ont su y reconnaître « *le témoignage le plus proche qui soit de la réalité* », « *l'un des premiers (livres) de la littérature canadienne* », de même qu'un livre « *merveilleux* » « *pour faire haïr la guerre* ¹¹² » ; d'autres, comme la critique Julia Richer de *Notre Temps* n'ont su que déplorer le « *style mitraillette* » de l'auteur et la brutalité du propos : « (...) *M. Richard ne nous fait grâce d'aucun mélodrame guerrier : blessé au ventre ouvert, viol ou tondage de petites femmes à la collaboration facile, et tout et tout* », écrit la sainte femme pour qui « *Il est d'ailleurs tout à fait impossible de considérer comme un roman l'œuvre de Jean-Jules Richard* ¹¹³. »

Parfait exemple d'incompréhension et de non-communication entre les « retour du front » et ceux qui étaient restés : Mme Richer parle de mélodrame là où se noue la tragédie. Pour elle il s'agit d'un journal de guerre ennuyeux, « *un récit détaillé des opérations militaires des derniers jours de la tuerie universelle, des précisions techniques qui auront probablement leur utilité dans la relation des faits historiques vécus à un moment tragique de l'existence de milliers d'hommes* ¹¹⁴. »

¹¹¹ Richard, Jean-Jules, *Ibid.*, p. 290-291.

¹¹² George-Henri Daigneau, « Les livres canadiens. Richard, Jean-Jules, *Neuf jours de haine* », *Culture*, 1948, p. 212-213.

¹¹³ Julia Richer, « Les livres et leurs auteurs, *Neuf jours de haine* », *Notre Temps*, 21 février 1948, p. 4.

¹¹⁴ Julia Richer, *Ibid.*

Les Canadiens errants

« Avec *Neuf jours de haine*, de Jean-Jules Richard, et *Deux portes... une adresse*, [Les Canadiens errants] compose la trilogie des romans de guerre canadiens-français, qui n'est pas du tout méprisable ¹¹⁵. » C'est en ces termes [65] que le critique Gilles Marcotte salue dans *Le Devoir* la publication du roman de Vaillancourt.

Dans une Normandie en flammes, un bataillon canadien-français découvre les affres de la guerre. L'auteur met en scène de simples soldats. Ceux qui n'ont pas grand gloire ni médaille à espérer. Avant d'être soldats en Europe, ils étaient bûcheron, lutteur, orphelin... « *tous des tramps* » dit Richard Lanoue, le héros de l'intrigue. Sans feu ni loi, cet orphelin qui espère trouver dans la guerre la mort ou une renaissance, sait de quoi il parle. Inscrit au séminaire grâce à la sollicitude d'un prêtre, il a fui l'institution religieuse pour s'enrôler. Aptes avoir bravement combattu jusqu'en Hollande, il est gravement blessé et rapatrié. Comme dans *Deux portes... une adresse* l'intrigue se referme sur ce même sentiment d'inadaptation à la vie civile.

De retour à Montréal, Lanoue, se trouvant trop brutal, trop grossier, trop « tramp », n'ose même pas aborder les « *vraies jeunes filles canadiennes-françaises* » qu'il rencontre sur sa route. Le « retour du front », qui vient de se faire interdire l'accès à l'université, consolera ses peines dans les bras d'une prostituée. Et lui qui voulait devenir poète...

L'accueil réservé à *Canadiens errants*, selon moi le plus « québécois » des trois romans, tant à cause de ses personnages que par le langage joual utilisé dans les dialogues, est tout à fait significatif. Cette œuvre est sans doute celle des trois qui déstabilise le plus la critique. Cette dernière, quoique généralement sympathique au destin de Lanoue, s'est montrée quasi unanime à dénoncer la vulgarité du langage utilisé par les protagonistes de l'histoire, le joual, de même que la vulgarité de certaines anecdotes à caractère sexuel. Surtout l'épilogue.

¹¹⁵ Gilles Marcotte, « Le terrain de vérité. *Les Canadiens errants* par Jean Vaillancourt », *Le Devoir*, 16 octobre 1954, p. 8.

Un des jugements les plus sévères reste celui de Jean-Charles Tanguay qui écrit dans *L'Action Nationale* en 1955 : « *En plus de déformer les mots, le soi-disant « canayen » truffe son langage de jurons, ils abondent dans le texte. Ce n'est pas tant le point de vue moral que le point de vue esthétique qui est en souffrance. C'est un roman populacier, non dépourvu d'observations justes sur un milieu donné, mais nous ne pardons pas grand chose à ne pas le lire* ¹¹⁶. »

Quant à la chroniqueuse Rita Leclerc de *Notre temps*, elle y va de sa comparaison entre Ti-Coq et Lanoue qui partagent selon elle la « *même crudité dans un langage dont le vérisme n'est pas toujours de bon aloi* ». Malheureusement pour Richard Lanoue, sa personnalité n'a pas la densité spirituelle de Ti-Coq : « *Si Lanoue est un homme de devoir, écrit-elle, il n'a pas comme Ti-Coq le sens de la propriété morale et le respect des sources de la vie* ¹¹⁷ », sermonne Mme Leclerc.

[66]

Dans la *Revue Dominicaine*, Guy Robert exprime un chagrin et une pitié qui frôle le dégoût à l'endroit de Canadiens errants qu'il décrit en ces termes : « *Ces hommes ont fait « cette chose du diable qu'on appelait la guerre » et on les accepte tels qu'ils sont : devenus plutôt primitifs et vulgaires (..)* ». Il conclut sur ces « *retour-du-front, ces loques humaines qui reviennent dans un pays qui ne veut plus les reconnaître* » par une note quelque peu misérabiliste : « *Fondamentalement, ils sont à la fois des héros et des martyrs : ne l'oublions pas !* ¹¹⁸ »

Jean Dufresne se montre plus humain, plus nuancé. Signant son article dans *La Presse* sous le nom de Marcel Valois, il déclare : « *Dans ce livre il y a en effet des mots grossiers, nulle image sale ; de l'indécence, pas l'Ombre de vice. Sous le blasphème de tous les instants, on sent palpiter la Foi et derrière l'expression cynique, le sens de l'honneur.* » Plus loin il ajoute envers et contre tous les autres : « *Toute la fin du roman, dans sa crudité même, est très émouvante* ¹¹⁹. »

¹¹⁶ Jean-Charles Tanguay, « Notre littérature. *Les Canadiens errants* de Jean Vaillancourt », *L'Action Nationale*, février 1955, p. 532-533.

¹¹⁷ Rita Leclerc, « Littérature, Vaillancourt (Jean), les Canadiens errants », *Notre Temps*, 6 novembre 1954, p. 6.

¹¹⁸ Guy Robert, « Prix du Cercle du livre de France, 1949-1955 », *Revue Dominicaine*, mai 1956, p. 213-215.

¹¹⁹ Marcel Valois (Jean Dufresne), « *Les Canadiens errants* », *La Presse*, 16 octobre 1954, p. 74.

L'évacuation de la thématique guerrière

L'accueil mitigé que réserve la critique aux romans de guerre de Vac, Richard et Vaillancourt, puis le désintéressement rapide de l'intelligentsia à leur égard, sont à mon avis autant d'indices de l'ambivalence profonde de la société québécoise de l'époque à l'égard de ses soldats et de la culture militaire en général.

Dans l'ensemble, la critique exprime compassion, voire apitoiement à l'endroit des héros de ces œuvres, mais de la répulsion pour tout ce qui est perçu comme associé à la « culture militaire » : combats, jurons, sexualité illicite. La critique ne s'identifie ni aux héros de ces romans, ni à leur propos. La guerre lui reste résolument lointaine et étrangère. Ce cocktail de sentiments, bons ou mauvais, malgré la couverture de presse importante dont ont bénéficié nos trois romans de guerre québécois, ne semble en tout cas pas avoir beaucoup marqué les lecteurs potentiels de la Belle Province. Vite oubliées, ces œuvres sont restées en marge de notre patrimoine littéraire.

Pourtant, la littérature québécoise a produit d'autres romans, dont l'action se situe pendant le deuxième conflit mondial, qui font intimement partie de notre mémoire collective et elle rallie les gens de « bon goût » : *Ti-coq*, de Gratien Gélinas, *La Famille Plouffe* de Roger Lemelin, *Bonheur d'occasion*, de Gabrielle Roy ou *La guerre, yes sir !*, de Roch Carrier. Quand ils ne sont pas étudiés au Cégep ou à l'université, ces titres sont adaptés pour la télévision ou le cinéma. Toutefois, leur intrigue se déroule loin du front. C'est la guerre vue d'ici. L'identification du lecteur au héros doit s'en trouver facilitée.

[67]

Nos trois romans guerriers ne semblent en fait jamais avoir été étudiés et exploités depuis pour ce qu'ils étaient : les cris de vétérans qui cherchaient à communiquer leur expérience intime de la guerre à la population civile. Manifeste-

ment, le courant n'a pas passé. Quant aux tenants de la culture « savante », ils ont ignoré ces œuvres ¹²⁰.

Cela n'empêche pas les critiques actuels de reconnaître officiellement leur valeur littéraire.

À propos de *Canadiens errants*, Michel Lord rend justice à la richesse du style de l'auteur en ces termes : « *Jean Vaillancourt utilise une langue sobre ou trois niveaux s'entremêlent : un premier qui sert à conduire l'action dans les temps forts ; un deuxième niveau ou par jeu de contraste et d'ellipse le récit se fait poétique ; enfin le dernier niveau réservé aux dialogues ; la langue reproduit fidèlement les anglicismes, les sacres et le ton habituel que prend une conversation entre gens qui ne se soucient ni de diction, ni de bon usage, surtout au front* ¹²¹. »

Neuf jours de haine de Jean-Jules Richard a droit pour sa part à ce rétablissement sous la plume de Paul-André Bourque : « *Ce premier roman de l'auteur aurait dû connaître une tout autre fortune, comme l'ensemble de son œuvre d'ailleurs. En effet, ce remarquable roman de guerre, l'un des rares romans du genre à avoir été écrit au Québec et qui rappelle par plusieurs traits, les meilleurs romans de guerre de la littérature universelle, mérite relecture et reconsidération parce qu'il recèle ce que seront les principaux axes de la production littéraire de Jean-Jules Richard* ¹²². »

Quant à *Deux portes... une adresse*, peut-être le roman le plus décrié des trois sur le plan littéraire, Madeleine Ducrocq-Poirier le défend malgré tout en affirmant que dans cette œuvre « *l'intérêt du fond l'emporte sur une forme indéniablement dépourvue de style* ¹²³. »

¹²⁰ Seule la thèse de Claude Laneuville consacrée à Bertrand Vac, *Étude de la femme et du comique dans l'œuvre de Bertrand Vac...* effleure la question en consacrant un chapitre à *Deux portes... une adresse*. Toutefois l'étude se concentre sur le thème de la femme et du comique dans l'œuvre de Vac. Dans l'état actuel de nos recherches, les deux autres œuvres citées, ne font pas l'objet d'étude systématique.

¹²¹ Michel Lord, « *Les Canadiens errants*, roman de Jean Vaillancourt », *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, t. III.... p. 151-152.

¹²² Paul-André Bourque, « *Neuf jours de haine*, roman de Jean-Jules Richard », *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, t. III.... p. 671-672.

¹²³ Madeleine Ducrocq-Poirier, *Ibid.*, p. 283-284.

Conclusion

Ce rapide tour d'horizon de la critique me permet de poser provisoirement la conclusion suivante : puisque ce n'est ni leur valeur de témoignage, ni leur qualité humaine ou littéraire qui bloquent la reconnaissance sociale de ces trois romans, qu'est-ce qui peut déranger ici, sinon leur thématique guerrière ?

Sous l'impact de l'après-Hiroshima et avec l'influence croissante des mouvements pacifistes nés dans les années soixante, l'ambivalence que l'on observe chez les critiques québécois des années 50 face à la thématique guerrière s'est muée aujourd'hui en un rejet quasi généralisé et viscéral de tout ce qui touche de près ou de loin à la problématique [68] du conflit armé. Ce rejet, qui n'est pas spécifique au Québec, se veut moralement édifiant, politiquement correct. Il me semble pour ma part intellectuellement injustifiable. Une telle attitude nous empêche d'aborder la question des conflits contemporains autrement que sur le mode émotionnel et moralisateur, ce qui obscurcit les débats et gêne leur solution.

À l'adresse des pédagogues alarmés par la violence télévisuelle, cinématographique, artistique et littéraire, j'ajouterai que des romans comme *Neuf jours de haine* et *Les Canadiens errants*, loin de nous inciter à participer à la folie meurtrière - à moins d'être des détraqués - nous font prendre conscience de la fragilité des remparts de la « civilisation » contre la haine, éternellement présente au cœur de l'homme - et de sa douce moitié.

L'éclairage cru que projettent ces œuvres sur les chairs et les consciences déchirées par les combats, la télévision nous en a hélas rendu le spectacle familier. Toutefois, ces romans guerriers remuent beaucoup plus profondément nos consciences, parce qu'ils rendent cohérent et intellectualisent le propos. Ils introduisent la réflexion qui manque si cruellement à nos médias et aux divers groupes de pression bien pensants, plus portés sur le sensationnalisme et le prêchi-prêcha lorsqu'il est question des turpitudes de la guerre. Or, cette réflexion, si douloureusement nécessaire face aux conflits de notre siècle, sommes nous prêts à l'entreprendre ?

Critiques et articles consultes ¹²⁴

Deux portes... une adresse

Anonyme, « *Deux portes... une adresse* », *Le Droit*, 18 octobre 1952, p. 2.

Paul Dessouchères, « Bertrand Vac frappe deux fois à la même adresse et deux fois la porte s'ouvre », *Le Haut-Parleur*, 20 septembre 1952, p. 4-5.

Charles Doyon, « *Deux portes... une adresse* », *Le Haut-Parleur*, 27 septembre 1952, p. 2.

Gérard Gingras, « Le prix du Cercle du livre de France. *Deux portes... une adresse* », *Le Canada*, 22 novembre 1952, p. 19.

[70]

Jean Hamelin, « En littérature canadienne, *Deux portes... une adresse* [...] », *La Presse*, 20 septembre 1952, p. 52.

Jean-Marc Poliquin, « Littérature canadienne : Rentrée romanesque 1952. *Deux portes... une adresse*, par Bertrand Vac », *Le Droit*, 10 janvier 1953, p. 2.

Paul-Émile Racicot, « Romans canadiens de 1952 », *Relations*, février 1953, P. 47.

Guy Robert, « Trois livres de Bertrand Vac », *Revue Dominicaine*, Janvier-février 1956, p. 34-40.

Lucette Robert, « Littérature. *Deux portes... une adresse* par Bertrand Vac », *La Revue Populaire*, novembre 1952, p. 6, 70.

Michel Roy, « *Deux portes... une adresse*, Bertrand Vac remporte le prix du Cercle du livre de France », *Le Canada*, 9 septembre 1952, p. 3.

¹²⁴ Cette liste n'est pas exhaustive. Pour des références plus complètes, consulter le Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec.

Neuf jours de haine

Victor Barbeau, « Les livres. *Neuf jours de haine* - Jean-Jules Richard », *Liaison*, mars 1948, p. 171.

Émile Bégin, « Notes de lecture. *Neuf jours de haine* », *L'enseignement secondaire au Canada*, octobre 1948, p. 65-67.

Théophile Bertrand, « La culture par la lecture. Le Canada français et les tendances littéraires contemporaines », *Nos cours*, 5 janvier 1951, p. 3-4.

Henri-Marie Braudel, « L'esprit des livres. Jean-Jules Richard – *Neuf jours de haine* », *Revue Dominicaine*, mai 1948, p. 349.

Solange Chaput-Rolland, « La critique des livres. Jean-Jules Richard : *Neuf jours de haine* », *Amérique française*, 1948-1949, p. 91.

George-Henri Daigneau, « Les livres canadiens. Richard, Jean-Jules, *Neuf jours de haine* », *Culture*, 1948, p. 212-213.

Paul Gay, « Bibliographie. Jean-Jules Richard, *Neuf jours de haine* », *RUO*, juillet-septembre 1948, p. 386-387.

Jean-Pierre Houle, « Littérature canadienne. *Neuf jours de haine* », *Le Devoir*, 14 février 1948, p. 8.

L'illettré [pseudonyme de Harry Bernard], « Les lettres. Jean-Jules Richard, conteur et poète », *Le Droit*, 28 avril 1950, p. 3.

Guy Jasmin, « La vie des livres. Les conquérants canadiens. *Neuf jours de haine* », *Le Canada*, 15 mars 1948, p. 4.

Jean Luce, « *Neuf jours de haine* », *La Presse*, 14 février 1948, p. 43.

Réginald Martel, « Jean-Jules Richard au présent », *Liberté*, N° 3, 1972, p. 40-52.

[71]

Julia Richer, « Les livres et leurs auteurs, *Neuf jours de haine* », *Notre Temps*, 21 février 1948, p. 4.

Henri Tranquille, « Les livres, *Neuf jours de haine* », *La Revue populaire*, février 1948, p. 61-62.

Les Canadiens errants

Anonyme, « *Les Canadiens errants* ont été édités en un temps record », *La Presse*, 2 octobre 1954, p. 67.

Anonyme, « *Les Canadiens errants* en librairie », *La Patrie*, 11 octobre 1954, p. 8.

Rita Leclerc, « Littérature, Vaillancourt (Jean), *Les Canadiens errants* », *Notre Temps*, 6 novembre 1954, p. 6.

Wilfrid Lemoyne, « Le prix du cercle du livre. Les deux Vaillancourt nous font aimer *Les Canadiens errants* », *L'Autorité*, 16 octobre 1954, p. 5.

Andrée Maillet, « La revue des livres. *Les Canadiens errants* - Jean Vaillancourt », *Amérique française*, novembre-décembre 1954, p. 353.

Gilles Marcotte, « Le terrain de vérité. *Les Canadiens errants* par Jean Vaillancourt », *Le Devoir*, 16 octobre 1954, p. 8.

Gaston Miron, « Rendez-vous à l'Étoile », *La Presse*, 29 juillet 1961, p. 30.

Paul-Émile Racicot, « Nos romans de 1954. *Les Canadiens errants* », *Relations*, août 1955, p. 215.

Guy Robert, « Prix du Cercle du livre de France, 1949-1955 », *Revue Dominicaine*, mai 1956, p. 213-215.

Jean-Charles Tanguay, « Notre littérature. *Les Canadiens errants* de Jean Vaillancourt », *L'Action Nationale*, février 1955, p. 532-533.

Marcel Valois (Jean Dufresne), « *Les Canadiens errants* », *La Presse*, 16 octobre 1954, p. 74.

[72]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

5

“L'Amérique en guerre : un journal de propagande destiné à la France.”

**Par Claude Beauregard, Jérôme Coutart
et Isabelle Dornic**

[Retour à la table des matières](#)

Le Service historique du ministère de la Défense nationale possède dans ses archives quelques numéros d'un tract de la Seconde Guerre mondiale intitulé *L'Amérique en guerre*. Ce journal de 4 pages, largué par avion ¹²⁵, était publié par l'Office of War Information (OWI) américain. Ce bureau coopérait avec l'armée sur les théâtres militaires dans des opérations dites de propagande blanche, c'est-à-dire ouverte, directe, facilement identifiable et basée sur des faits véridi-

¹²⁵ Grâce à une aviation supérieure en nombre, les États-Unis peuvent se permettre de posséder une escadrille de Forteresses volantes strictement réservée à la distribution des tracts. Ainsi, lors du débarquement en Normandie, le 6 juin 1944, 7 millions d'exemplaires de *L'Amérique en Guerre* étaient largués chaque semaine au dessus de la France. Voir Anthony Rhodes, *Histoire mondiale de la propagande de 1933 à 1945*, Paris/ Bruxelles, Elsevier Séquoia, 1980, p. 147.

ques ¹²⁶. *L'Amérique en guerre* vise donc à donner des nouvelles générales et des informations sur l'évolution militaire, diplomatique, économique du conflit ; mais dans la mesure où il s'agit de propagande, nous dirons qu'elle tente de propager certaines représentations ou images de la guerre aux Français ¹²⁷. Par conséquent, quelles représentations ou images *L'Amérique en guerre* va-t-elle propager durant cette année charnière 1942-1943 ? Nous avons opéré un dépouillement des numéros de novembre 1942 à décembre 1943 et intégré les données recueillies dans une base de données informatiques permettant ainsi un traitement qualitatif et quantitatif de ces dernières.

Nous montrerons dans un premier temps que la propagande de *L'Amérique en guerre* était systématique, propageant des représentations simples, redondantes et évolutives des Alliés et des ennemis. Dans un second temps, nous verrons que ce tract propageait également des représentations davantage spécifiques des Français, des États-Unis et de leurs relations (voir graphique 1).

I - ALLIÉS ET ENNEMIS : UNE PROPAGANDE SYSTÉMATIQUE

1 - Des représentations simples et répétées.

Plus de la moitié (55,2%) des représentations propagées concernent les Alliés et les ennemis ¹²⁸. Quinze représentations des Alliés sont véhiculées dans ce tract (voir graphique 2) ; 4 principales constituent 80,2% des représentations alliées. Il s'agit de la **puissance** (34,3% des [73] occurrences), de la **coopération** (26,5% des occurrences), de la **victoire** (10% des occurrences) et de **l'avance** (9,4% des

¹²⁶ *L'Office of Strategic Service*, l'ancêtre de la CIA, était quant à lui chargé de la propagande noire, c'est-à-dire subversive et clandestine. Ce n'est qu'en mars 1943 que les deux bureaux sont assignés à des rôles spécifiques de propagande en raison des litiges qui les opposaient.

¹²⁷ L'expression « propager des représentations » est utilisée par Guy Durandin dans *Les mensonges en propagande et en publicité*, Collection Le Psychologue, Paris, Presses universitaires de France, 1982, p. 242.

¹²⁸ Soit 33,9 % pour les Alliés et 21,3 % pour les ennemis.

occurrences) ¹²⁹. Pour les ennemis, nous dénombrons 10 représentations différentes dont 6 principales qui constituent 92,7% des occurrences (voir graphique 3). Il s'agit de la **mauvaise posture** (40,2% des occurrences), de **l'ennemi vaincu** (15,9% des occurrences), de la **barbarie** (10,8% des occurrences), du **pessimisme** (9,8% des occurrences), du ridicule (9,8% des occurrences) et de la **capitulation sans conditions** (6,2% des occurrences) ¹³⁰.

Ces représentations sont étroitement liées et interagissent : on parle de puissance et avance alliée en même temps que de mauvaise posture ennemie, de victoire alliée en même temps que des ennemis vaincus.

Un certain nombre de moyens sont employés par les propagandistes pour insister sur ces représentations. C'est pourquoi les chiffres sont légions dans ce tract. En outre, un nombre substantiel de supports visuels accompagnent les articles. En fait les photographies, les cartes, les caricatures et les illustrations diverses constituent près de 25% du tract. Ainsi, un dessin qui représente 200 navires où un seul est coulé démontre que l'Axe est en train de perdre la bataille de l'Atlantique ¹³¹. De même, des photos de bombardements aériens illustrent régulièrement la puissance de frappe de l'aviation alliée et soulignent que « rien dans le Reich n'est à l'abri » ¹³². La coopération entre les Alliés peut, quant à elle, être illustrée par l'addition de symboles représentant les différents chefs alliés comme par exemple la pipe de Staline, la cigarette de Roosevelt et le cigare de Churchill ¹³³.

Nous avons donc des représentations simples qui peuvent être classées selon différents leviers psychologiques de propagande élaborés par Clyde Miller ¹³⁴. Chacun de ces leviers a pour objectif de faire **accepter** ou **rejeter**, à celui à qui est destiné la propagande, une idée, un symbole, un produit ou encore un groupe humain (voir tableau 1). Le premier, appelé levier d'adhésion, est constitué de

¹²⁹ Les autres représentations des Alliés sont la résistance, la fermeté, divers conseils, la confiance, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la reconstruction, la démocratie, la paix, l'aide, les sauveurs, l'amitié et divers.

¹³⁰ Les autres représentations des ennemis sont la résistance, le mensonge, l'épuration et la différence existant entre le peuple et les dirigeants ennemis.

¹³¹ *L'Amérique en guerre*, 26 mai 1943, n° 50.

¹³² *L'Amérique en guerre*, 13 octobre 1943, n° 71.

¹³³ *L'Amérique en guerre*, 20 octobre 1943, n° 72.

¹³⁴ Clyde Miller, cité sans référence dans André Miroir et Charles Picqué, dit, *Guerre et propagande ou comment armer les esprits*, Bruxelles, Crédit communal de Belgique, 1983, p. 13 ; Clyde Miller *The Process of Persuasion*, New York, Crown Publishers, 1946, 234 p.

concepts très valorisés dans les esprits, tels la liberté, l'honneur, la patrie. Dans ce cas, l'objectif des propagandistes est d'associer ces termes positifs à la lutte. Ainsi, il faut lutter pour la démocratie, pour la liberté et pour la patrie. On indique que 14,9% des représentations des Alliés et des ennemis se classent dans le levier d'adhésion ¹³⁵. Ce levier d'adhésion concerne les représentations **de la victoire, de l'avance militaire, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la démocratie et de la paix.**

Le deuxième levier est celui de rejet. Il associe l'ennemi à des mots et des idées négatifs comme le mensonge et la barbarie. Ainsi, 4,9% des [74] représentations se classent dans ce levier de rejet qui, bien entendu, s'adresse strictement aux forces ennemies ¹³⁶. Ce faible pourcentage peut s'expliquer par le fait que les propagandistes de *L'Amérique en guerre* souhaitent éviter de réitérer ce que leurs confrères britanniques avaient fait durant le premier conflit mondial, c'est-à-dire des campagnes d'atrocités trop véhémentes vécues alors comme un véritable bourrage de crâne par les populations alliées. Les propagandistes préfèrent donc tourner l'ennemi en ridicule grâce à des caricatures.

Le troisième levier, ou levier d'autorité, qui tente de montrer à la population qu'elle est « gouvernée par des gens valables et efficaces » ¹³⁷, est trop diffus pour être quantifié dans cette catégorie (voir tableau 1). En outre, il ne concerne pas des représentations à proprement parler mais plutôt des éléments participant à élaborer ces représentations. Ainsi, montrer Eisenhower en compagnie d'un général britannique contribue à appuyer la vision de coopération entre les différentes forces armées alliées et l'unité des alliés et non à renforcer l'image de ces deux hommes. Cependant, nous verrons plus loin que des représentations propagées des États-Unis et de la France peuvent être classées dans ce levier de propagande.

Le dernier levier est dit de conformisation et joue un rôle de catalyseur. Le levier de conformisation fait appel à des notions de rapprochement entre les individus et cherche à créer l'unité, l'unanimité et l'engagement dans la lutte. Ce levier est le plus important puisque que 80,2% des représentations des Alliés et des ennemis peuvent y être classés. Pour résumer, le premier levier, l'adhésion, vise à

¹³⁵ 24,3% des représentations des Alliés se classent dans le levier d'adhésion contre 0 % pour les ennemis.

¹³⁶ Avec 12,9 % des occurrences des ennemis.

¹³⁷ André Miroir et Charles Picqué, *op.cit.*, p. 14.

valoriser les Alliés, le deuxième levier, le rejet, présente une image négative des forces ennemies et le levier de conformisation s'assure que le message des propagandistes se traduise dans les émotions et l'action. C'est pourquoi, contrairement aux deux premiers leviers mentionnés, il est utilisé pour les deux camps : 75,7% des occurrences des Alliés et 87,1% des occurrences des ennemis se classent dans cette catégorie (voir tableau 1). Certaines représentations des ennemis telles **la mauvaise posture** ou **l'ennemi vaincu** appartiennent à ce levier de conformisation dans la mesure où elles contribuent à canaliser les énergies des combattants français.

Pour cette partie, traitant des représentations propagées dans *L'Amérique en guerre* des Alliés et des ennemis, nous sommes donc face à une propagande de conformisation. Au risque de simplifier, nous pouvons dire que les propagandistes de l'OWI tentent de regrouper et de stimuler les lecteurs français autour de représentations simples des [75] Alliés et des ennemis (voir graphique 4). En fait la propagande de *L'Amérique en guerre* est peu manichéenne ; elle encourage et stimule son lectorat par des représentations de puissance, de coopération, d'unité et de résistance mais fait relativement peu appel à la notion de Bien et de Mal. Ainsi, seuls 19,8% des représentations (adhésion et rejet) s'axent autour de la lutte du Bien contre le Mal.

2 - Des représentations évolutives

Il est possible, non seulement d'établir une hiérarchie dans les représentations des Alliés et des ennemis, mais également de répéter, sur des courbes, l'évolution de ces différentes représentations au fil des événements.

Il n'est pas question ici de s'attacher aux détails de chaque courbe, mais plutôt de montrer que les événements ¹³⁸, comme les batailles décisives, les conférences au sommet, etc., sont de manière quasi systématique intégrés par les propagandistes dans leurs discours de *L'Amérique en guerre*.

¹³⁸ Selon Pierre Grégoire, un événement est une situation qui se dégage de l'ensemble des répétitions et des régularités qui constituent la trame de la vie quotidienne. Voir Pierre Grégoire, « L'événement-référence », dans Claire Dolan, dit, *Événement, identité, histoire*, Québec, Éditions du Septentrion, p. 171.

Ainsi, nous pouvons remarquer que certaines des courbes mises en évidence sont très élevées au mois de juillet 1943. C'est le cas pour les indicateurs militaires tels que la **puissance** et **l'avance** des Alliés (voir graphique 5), et la **mauvaise posture** de l'ennemi (voir graphique 6). Ceci correspond à un ensemble d'événements marquants se produisant à ce moment de la guerre : bataille pour la reconquête de la Nouvelle-Guinée à partir du 30 juin (jusqu'au 26 décembre), débarquement en Sicile le 10 juillet (jusqu'au 16 août), défaite allemande sur le front russe à Koursk, appelé le « tombeau des blindés allemands », chute de Mussolini, etc. De même, nous pouvons constater que la représentation de la **coopération** des Alliés connaît des hausses lors des conférences, comme c'est le cas au moment de la Conférence de Casablanca en janvier 1943 (voir graphique 7). Les événements font donc partie intégrante de la stratégie des propagandistes de *L'Amérique en guerre*.

Il arrive parfois que certains événements posent des problèmes aux propagandistes, comme la conférence de Casablanca au terme de laquelle Roosevelt met de l'avant, pour la première fois, l'idée de « reddition sans conditions » ¹³⁹. En effet, si cette déclaration redonne espoir aux populations des pays occupés, elle bouleverse les stratégies propagandistes de la section extraterritoriale de l'*OWI* qui s'évertuait à développer une propagande de l'espoir dans les pays ennemis. L'utilisation de l'expression **Capitulation sans conditions** va à l'encontre de cette

[76]

stratégie dans la mesure où elle donne la possibilité à Goebbels, qui applique la stratégie de la « guerre jusqu'au bout » en Allemagne, de montrer à la population allemande qu'elle n'a rien à perdre à poursuivre la lutte et rien à attendre des Alliés. La formule **Capitulation sans conditions** issue de Casablanca sert donc quelque peu les intérêts de la propagande ennemie. C'est pourquoi cette représentation de la **capitulation sans conditions** des ennemis n'est utilisée qu'une seule fois de janvier à avril 1943, pour réapparaître de façon assez discrète à partir du mois de mai 1943 (voir graphique 8) ¹⁴⁰. Les propagandistes, qui suivent les évé-

¹³⁹ Il est à noter que c'est l'expression capitulation sans conditions qui est utilisée dans *L'Amérique en guerre*.

¹⁴⁰ De janvier à décembre 1943, cette expression n'est utilisée que 12 fois.

nements, sont donc parfois obligés de tempérer des propos qui pourraient aller à l'encontre de leur stratégie initiale.

Si les propagandistes de *L'Amérique en guerre* s'adaptent aux événements (militaires comme diplomatiques), ils doivent également tenir compte de directives provenant des bureaux centraux de l'OWI. Par exemple, une directive du 23 au 30 avril 1943 envoyée par l'OWI informe les propagandistes qu'il existe actuellement une grande lassitude chez les Allemands ¹⁴¹. Or, sur la courbe de l'évolution du pessimisme chez les ennemis, on remarque une augmentation à partir d'avril 1943 (voir graphique 9). On discerne donc un changement dans le ton employé par les propagandistes de *L'Amérique en guerre* à partir de cette date.

De la même manière, une autre directive envoyée pour la semaine du 7 au 14 mai 1943 insiste sur la nécessité de reprendre l'offensive de la guerre psychologique menée contre l'Allemagne, cette dernière détenant encore l'initiative. On remarque alors, pour cette période, une augmentation des courbes montrant l'évolution des représentations des ennemis en **mauvaise posture** et des ennemis **vaincus**.

La propagande de *L'Amérique en guerre*, en s'exerçant dans les rangs des Français, tente donc de contrecarrer l'habile propagande allemande diffusée en France. La bataille pour reprendre l'offensive psychologique sur l'Allemagne est une des préoccupations de l'OWI durant le premier semestre 1943 ¹⁴².

Les représentations propagées par *L'Amérique en guerre* des Alliés et des ennemis sont donc simples, répétées, assez systématisées pour utiliser l'événement à son maximum.

Un autre volet de cette propagande de *L'Amérique en guerre* est la diffusion de représentation davantage spécifiques concernant la France (pays récepteur) et les États-Unis (pays émetteur).

¹⁴¹ Voir Jeanne Henriette Louis, *L'engrenage de la violence : La guerre psychologique aux États-Unis pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Payot, 1987, p. 251.

¹⁴² Jeanne Henriette Louis, *op. cit.*, p. 252.

[77]

II - FRANCE ET ÉTATS-UNIS : DES REPRÉSENTATIONS SPÉCIFIQUES

44,8% des représentations concernent la France, les États-Unis et les relations franco-américaines (voir graphique 1).

1 - Des représentations spécifiques de la France et des Français aux Français

Près de 45 % des représentations concernent la France, les États-Unis et les relations franco-américaines (voir graphique 1). Vingt pour cent des représentations concernent la France (voir graphique 10). Les représentations principales sont **l'unité de tous les Français** (26,1% des occurrences), la **coopération de la France a la lutte contre l'ennemi** (15,2% des occurrences), la **résistance** (14,1% des occurrences), le **droit du peuple français à disposer de lui-même** (10,9% des occurrences) et le **Français combattant** (9,2% des occurrences) ¹⁴³. Par conséquent, on veut propager l'image des Français utiles aux Alliés, qui participent et sont unis dans la bataille. Ainsi en témoignent les paroles de La Guardia, maire de New York, lors du défile des marins français dans cette ville :

Il n'existe qu'une sorte de Français qui, avant tout, aime son pays, le Français qui croit en la liberté, l'égalité et la fraternité - le Français qui rèpère un nazi à cent kilomètres, le Français qui préfère mourir libre que esclave, le Français qui se joint aux Nations Unies pour détruire l'union néfaste des nazis, des fascistes et des Japonais, afin de rendre la France à son peuple et de rétablir pour le monde une paix stable dans la démocratie ¹⁴⁴.

¹⁴³ Les autres représentations de la France sont la démocratie, la puissance, la victoire, l'épuration, la confiance, le patriotisme et Giraud en tant que chef.

¹⁴⁴ *L'Amérique en guerre*, 28 février 1943, n° 33.

Par ailleurs, *L'Amérique en guerre* tente de motiver les Français grâce à un appel fréquent aux événements passés touchant la mémoire collective française. En effet, 70% des références historiques contenues dans les articles du tract se réfèrent directement à des épisodes français. La Première Guerre mondiale et la défaite de 1940 constituent la majeure partie de ces références avec respectivement 27% et 33% des occurrences (voir graphique 11). Ces épisodes, utilisés comme catalyseurs d'émotions, sont complémentaires des représentations diffusées et cherchent, tout comme ces dernières, à créer l'unité et la coopération des Français. Ainsi, lorsque le général Giraud prend la parole devant le Conseil supérieur économique le 1er mars 1943 à Alger, il déclare :

[78]

C'est un soldat qui vous parle [...]. Un soldat qui est entré dans l'armée pour la revanche de 1870, qui sortira de l'armée après la revanche de 1940 ¹⁴⁵.

2 - Des représentations spécifiques des États-Unis et des Américains aux Français

Dans le tract, 15,1% des représentations concernent les États-Unis (voir graphique 1). Les représentations principales (voir graphique 12) sont la **puissance** (63,6% des occurrences), **l'aide américaine** (8,7% des occurrences) et **l'Amérique salvatrice** (8,7% des occurrences) ¹⁴⁶. Un des objectifs de ce tract est de montrer aux Français la puissance américaine mais également celle de l'économie de guerre des États-Unis. En témoignent les chiffres de production d'armements militaires de toutes sortes publiés régulièrement dans *L'Amérique en guerre*. Ainsi, des informations telles que « en 18 mois, l'Amérique a produit 26 milliards de chargeurs, de quoi tirer 2 000 projectiles contre chaque soldat ennemi » ¹⁴⁷ sont

¹⁴⁵ *L'Amérique en guerre*, 7 mars 1943, n° 35.

¹⁴⁶ Les autres représentations des États-Unis sont l'amitié, Roosevelt comme chef, l'unité, la coopération, la fermeté, le patriotisme, la victoire, l'avance, la démocratie, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'épuration.

¹⁴⁷ *L'Amérique en guerre*, 6 octobre 1943, n° 70.

fréquentes. De même, des illustrations sont fréquemment publiées et témoignent de cette puissance.

Ces représentations de puissance contribuent à véhiculer l'image de l'Amérique salvatrice, mais reflètent également les intentions politiques du gouvernement américain qui tient à jouer, dans la reconstruction du monde après-guerre, un rôle défini en fonction de sa puissance. Ainsi, le vice-président Wallace déclare, dans un discours intitulé « les États-Unis et la reconstruction mondiale », que son pays va assumer des responsabilités proportionnées à sa force et qu'il faut déjà « préparer soigneusement la reconstruction économique du monde pour éviter les orages de l'après-guerre » ¹⁴⁸.

Dans la même veine, la représentation de Roosevelt comme chef des Alliés témoigne de cette puissance américaine. En effet, le levier d'autorité, absent des représentations des Alliés et des ennemis et qui met de l'avant les qualités d'un leader, représente ici 3% des occurrences et concerne exclusivement le président américain. En outre, si l'on s'attache au nombre de mentions des principales personnalités, Roosevelt se place en tête avec 31,7% des occurrences devançant ainsi légèrement Giraud qui obtient 31,3% des occurrences (voir graphique 13). Cette constatation tend à justifier le reproche adressé à l'*OWI* par les opposants politiques du gouvernement américain, à la fin de 1943, de faire de la propagande politique en faveur de Roosevelt ¹⁴⁹.

[79]

Par ailleurs, si Roosevelt est largement mis de l'avant par les propagandistes dans *L'Amérique en guerre*, il en est de même quant à ses préférences, ces dernières constituant une part importante du contenu de ce tract.

¹⁴⁸ *L'Amérique en guerre*, 29 décembre 1942, n° 24.

¹⁴⁹ Jeanne Henriette Louis, *op.cit.*, p. 258.

3 - Des représentations spécifiques des relations entre la France et les États-Unis

Dans le tract, 9,5% des représentations concernent les relations franco-américaines (voir graphique un). Les principales (voir graphique 14) sont l'**amitié franco-américaine** (48,3% des occurrences), l'**aide américaine à la France** (25,3% des occurrences), la **coopération** (10,3%) et la **confiance entre les deux pays** (8%) ¹⁵⁰. Ces quatre représentations des relations franco-américaines sont fréquemment reprises dans le tract et abondamment illustrées.

Ces représentations servent non seulement à propager une vision des bonnes relations entre la France et les États-Unis, mais contribuent également à véhiculer une image de marque positive des États-Unis ¹⁵¹.

Toutefois, ces bonnes relations entre les deux pays n'occultent pas complètement la volonté de Roosevelt d'imposer ses préférences au peuple français. En effet, bien qu'à plusieurs reprises, *L'Amérique en guerre* tente d'amoindrir l'hostilité existant entre Giraud et De Gaulle, afin de propager l'image d'une France unie, le choix de Roosevelt pour Giraud est perceptible dans le tract. Ainsi, les propagandistes mentionnent Giraud (voir graphique 13) presque autant de fois que Roosevelt (avec 31,3% des mentions des principales personnalités), alors que De Gaulle est mentionné deux fois moins que Giraud (avec 14,2% des mentions).

Par ailleurs, cette préférence s'exprime également par le nombre de mentions des principaux couples : le couple Roosevelt-Giraud est mentionné 22 fois, contre 10 fois pour le couple Roosevelt-De Gaulle. Nous retrouvons en outre ici la notion de levier d'autorité élaboré par Clyde Miller. Il faut noter que 4,4% des représentations de la France sont classées dans ce levier et concernent exclusivement le général Henri Giraud.

Cette préférence de Roosevelt pour Giraud par rapport à De Gaulle s'explique essentiellement par le fait que Giraud, partisan d'une participation accrue de la

¹⁵⁰ Les autres représentations des relations franco-américaines sont les États-Unis sauveurs de la France, la résistance, le droit du peuple français à disposer de lui-même, l'union.

¹⁵¹ Comme s'attache également à le faire la revue *Victory*, issue du service des relations publiques de l'OWI. Voir Jeanne Henriette Louis, op.cit., p. 228.

France à la victoire alliée, était convaincu que seuls les Américains se trouvaient en mesure d'équiper l'armée française. Il était prêt à en payer le prix, même s'il devait pour cela faire [80] des concessions quant à la souveraineté française sur l'Empire ¹⁵². C'est précisément sur ce point que divergeaient Giraud et De Gaulle, ce dernier entendant plutôt rassembler toute la France derrière un gouvernement unitaire dirigeant le combat et ne consentant à aucun abandon de la souveraineté française.

Malgré les divergences entre les deux hommes, une entente est finalement conclue et aboutit à la formation du Comité français de libération nationale le 3 juin 1943, coprésidé par les deux généraux. Outre cette entente, Giraud reste le protégé des Américains. Les propagandistes le qualifient alors de « vrai chef » ¹⁵³, qui mérite la confiance de tous les Français ¹⁵⁴.

L'Amérique en guerre propage donc des représentations spécifiques des États-Unis et de la France aux Français. En outre, de même que pour les représentations des Alliés et des ennemis, les représentations de la France et des États-Unis peuvent être classées en très grande majorité dans le levier de conformisation (avec 85,5% des occurrences). Cette propagande cherche donc à nouveau à créer l'unité et l'engagement des Français dans la lutte et a la délicate tâche d'imposer un chef aux Français, tout en ménageant les sensibilités politiques de chacun.

CONCLUSION

Dans les limites de notre étude non exhaustive, faute d'avoir compulsé tous les numéros de *L'Amérique en guerre*, nous pouvons avancer que ce tract a exercé une propagande de guerre typique : en effet, les représentations propagées sont claires, simples, sans cesse répétées. Elles sont donc assimilables facilement à court ou moyen terme. Par ailleurs, ces représentations évoluent, marquant leur adaptation aux événements et aux directives reçues par les propagandistes. En outre, *L'Amérique en guerre* a su dans une certaine mesure cibler son lectorat,

¹⁵² Voir à ce sujet Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France. L'abîme*, 1939-1944, Paris, Imprimerie nationale, 1986, p. 527.

¹⁵³ *L'Amérique en guerre*, 21 juillet 1943, n° 59.

¹⁵⁴ *L'Amérique en guerre*, 11 août 1943, n° 62.

puisque près de 50% des représentations concernent la France, les États-Unis et leurs relations.

Enfin, point important, 80% des représentations propagées se rangent dans la catégorie du levier de conformisation qui encouragent l'unité et la coopération de tous dans la bataille.

[81]

Graphique 1 :
Répartition générale des représentations.
Novembre 1942 à décembre 1943.

Graphique 2 :
Répartition générale des représentations des Alliés.
Novembre 1942 à décembre 1943.

[82]

Graphique 3 :
Répartition générale des représentations des ennemis.
Novembre 1942 à décembre 1943.

Graphique 4 :
Répartition des représentations des Alliés et des ennemis selon les leviers psychologiques.
Novembre 1942 à décembre 1943.

[83]

Graphique 5 :
Évolution mensuelle des représentations de la puissance et de l'avance des Alliés.
Novembre 1942 à décembre 1943.

[84]

Graphique 6 :
Évolution mensuelle de la représentation de la mauvaise posture des ennemis.
Novembre 1942 à décembre 1943.

Graphique 7 :
Évolution mensuelle de la représentation de la coopération des Alliés.
Novembre 1942 à décembre 1943.

[85]

Graphique 8 :
Évolution mensuelle de la représentation de la capitulation sans conditions des ennemis.
Novembre 1942 à décembre 1943.

Graphique 9 :
Évolution mensuelle de la représentation du pessimisme des ennemis.
Novembre 1942 à décembre 1943.

[86]

Graphique 10 :
Répartition générale des représentations de la France.
Novembre 1942 à décembre 1943.

Graphique 11 :
Répartition générale des appels au passé.
Novembre 1942 à décembre 1943.

[87]

Graphique 12 :
Répartition générale des représentations des États-Unis.
Novembre 1942 à décembre 1943.

Graphique 13 :
Répartition générale des mentions des principales personnalités.
Novembre 1942 à décembre 1943.

[88]

Graphique 14 :
Répartition générale des représentations des relations franco-américaines.
Novembre 1942 à décembre 1943.

Tableau 1.

Répartition des représentations des Alliés et des ennemis selon les leviers psychologiques élaborés par Clyde Miller. Novembre 1942 à décembre 1943.

	Leviers d'adhésion	Leviers de rejet	Leviers d'autorité	Leviers de conformisation
ALLIÉS	24,30%	0%	0%	75,70%
ENNEMIS	0%	12,90%	0%	87,10%
TOTAL	14,90%	4,90%	0%	80,20%

[91]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

LA GUERRE DU GOLFE ET L'AIDE MILITAIRE AU POUVOIR CIVIL

[Retour à la table des matières](#)

[93]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

**LA GUERRE DU GOLFE
ET L'AIDE MILITAIRE AU POUVOIR CIVIL**

6

**“L'historien officiel des Forces armées,
son rôle et sa perspective perçus
à travers la Guerre du Golfe.”**

Par Jean Morin

[Retour à la table des matières](#)

Les Forces armées du Canada ont reconnu, au cours de la Deuxième Guerre mondiale, l'importance d'affecter à leurs formations opérationnelles des officiers chargés de consigner les événements afin que ceux-ci puissent être relatés dans une perspective historique. Le colonel Charles P. Stacey, chef du Service historique de l'Armée canadienne durant et après la guerre, s'est dépensé pendant près de trente années pour publier des livres faisant état des services rendus par les Canadiens lors de ce grand conflit. Sa carrière comme historien en chef des Forces armées canadiennes s'est terminée en 1970, mais l'impulsion qu'il a donnée au programme d'histoire officielle de la Défense nationale a eu des effets encore tout récemment, avec la publication du troisième volume de l'histoire de guerre de l'Aviation royale du Canada. La Marine du Canada, pour sa part, attend toujours la version finale de son histoire officielle, un projet qui prendra encore plusieurs

années, mais dont l'idée originelle peut être reliée aux initiatives lancées par le colonel Stacey et son équipe d'historiens militaires.

Le programme d'histoire officielle était axé sur la guerre. Ainsi, la guerre de Corée a été racontée par un historien en uniforme, un commandant d'unité qui s'est attaché, pendant plusieurs années, à mettre de l'ordre dans les multiples versions des événements de ce conflit.

Par ailleurs, les missions de maintien de la paix pour lesquelles le Canada offre sa participation à l'ONU depuis près de quarante ans n'ont jamais fait l'objet de recherches historiques de la part de la Défense nationale. Tout dernièrement, on a entrepris ce travail, mais en raison de compressions budgétaires, le Service historique de la Défense a été considérablement réduit et le projet a vu ses ressources diminuer. Au train où vont les choses, une histoire complète de l'œuvre du Canada dans ce domaine ne pourra donc voir le jour avant de nombreuses années.

La guerre du Golfe de 1990-1991 a toutefois mérité qu'un historien soit affecté à un projet d'histoire préliminaire. C'est donc de façon [94] inattendue que j'ai été nommé, faute d'officier plus expérimenté, historien officiel. Membre du Royal 22e Régiment depuis 1969 et arrivé tout récemment au Service historique à la suite d'un choix personnel, j'ai eu la responsabilité, que j'ai trouvée lourde, de suivre les forces dans la région du golfe Persique et de servir à titre d'historien au quartier général interarmées du Canada, dans la ville de Manama, au Bahreïn.

Les premières responsabilités de l'historien au sein de forces déployées consistent à conseiller le commandant sur toutes les questions se rapportant aux documentations ayant une importance historique. Or, les journaux de guerre sont les premiers documents d'importance qui doivent être produits par des forces déployées. Ils doivent relater les opérations au jour le jour et le faire d'une façon claire et systématique, ce qui est devenu extrêmement difficile avec l'augmentation foudroyante des moyens de communication électroniques et du volume d'information qui est géré en une journée normale, dans un quartier général. Il a donc fallu mettre des systèmes au point pour que cette information soit triée et réunie dans un sommaire quotidien, qui s'est souvent avéré très difficile à produire.

L'une des difficultés épineuses qui se présente aussi, c'est que ce volume d'information est assujéti à des lois et à des règlements qui classifient chaque document selon des niveaux de sécurité nationaux, internationaux ou particuliers aux

Nations unies, ce qui nécessite des procédures distinctes dans chaque cas. Ces documents ne peuvent être déclassifiés que par leur auteur, ce qui rend leur utilisation très difficile. Un compte rendu doit donc être fait par niveaux, chaque détail relaté devant être conservé au niveau de protection qui lui convient. Au fur et à mesure que l'historien obtient l'autorisation de déclassifier l'information, celle-ci peut être abaissée d'un niveau, jusqu'à ce qu'un récit public relativement complet puisse faire l'objet d'une publication préliminaire. Pour connaître les menus détails du compte rendu, il faut attendre que les règlements en vigueur permettent la divulgation complète de l'information, ce qui peut prendre de nombreuses décennies, surtout dans le cas de certaines informations protégées plus étroitement par les lois canadiennes ou étrangères sur les secrets officiels.

Puisqu'il travaille toujours avec de l'information classifiée, l'historien de la Défense n'est que rarement connu du public. Il ne peut pas se prononcer sur les questions de l'heure, d'abord parce qu'il est toujours considérablement en retard sur les événements, et ensuite parce que les lois sur les secrets officiels ne lui permettent pas de déclassifier [95] lui-même l'information qu'il traite. Il demeure donc, la plupart du temps, comme l'ont été les nombreux historiens officiels en uniforme qui ont travaillé dans des formations opérationnelles pour le colonel Stacey, un collaborateur anonyme.

Cet anonymat et ce secret ont évidemment tendance à faire naître le doute quant à la véracité des comptes rendus que la Défense produit sur ses propres activités. Un service historique comme celui du ministère de la Défense ne peut acquérir une réputation de crédibilité auprès de la communauté des historiens que s'il démontre à maintes reprises qu'il peut se distancer de son employeur et critiquer ses erreurs sans devoir subir de châtement. Les mécanismes mis en place par la Défense, au cours des décennies qui ont suivi la Première Guerre mondiale, ont servi à combler ce besoin. En fait, comme plusieurs le savent parmi vous, le dernier volume de l'histoire de l'Aviation royale du Canada a été très critique à l'égard de certaines politiques fédérales de la Défense. Le public a pensé, dans de nombreux cas, qu'il l'avait été plus que nécessaire. Les idées exprimées dans les livres du Service historique ont souvent suscité des controverses, mais les auteurs ont très rarement été accusés de suivre servilement les politiques de défense.

En outre, certains membres du public peuvent croire que les officiers en uniforme qui servent comme historiens n'ont peut-être pas reçu une formation adé-

quate pour remplir des fonctions normalement réservées à des personnes de formation libérale. Sans ouvrir ici une longue parenthèse, on peut soutenir que les Forces armées canadiennes se sont toujours distinguées parmi les autres pays pour la qualité de l'éducation libérale qui est non seulement tolérée, mais exigée de leurs officiers. Des institutions telles que le Collège militaire de Saint-Jean, qui ont été défendues avec beaucoup d'ardeur lorsqu'elles ont été fermées dernièrement par suite de décisions d'ordre financier, n'ont pas emporté avec elles le principe de l'éducation libérale des officiers. De nombreuses universités, comme celle-ci à Montréal et le Royal Military College de Kingston, sont toujours la principale source d'officiers éduqués dans la tradition profondément canadienne de libéralisme. C'est cette formation qui permet aux officiers choisis de poursuivre leurs travaux avec une grande honnêteté intellectuelle. C'est également une telle formation qui convainc, en bout de ligne, ceux qui sont étrangers à ce domaine d'état-major que le poste d'historien a sa place. Les événements survenus en Somalie ont rappelé à tous l'importance du regard de l'histoire et les conséquences de l'absence d'une perspective historique.

[96]

Les militaires en uniforme sont aussi des personnes capables d'intervenir dans le processus d'état-major et d'en comprendre les mécanismes. Leur métier opérationnel doit être appris dans des écoles d'état-major, au cours d'une longue carrière passée à participer à des manœuvres et à se familiariser avec ce qu'il convient d'appeler, en raison de sa profondeur, la culture militaire. Ils sont finalement très bien placés pour dégager du jargon militaire et des dédales procéduraux un fonds de faits adéquatement relatés. Ils ne doivent cependant jamais penser qu'ils sont les seuls à comprendre ce qu'ils font. Plusieurs civils qui n'ont aucun lien avec la Défense, mais qui se sont spécialisés dans les affaires militaires jouent un rôle primordial, surtout par la justesse des questions qu'ils posent. L'histoire militaire est trop importante pour être laissée entre les seules mains des militaires. Ces derniers peuvent toutefois grandement aider au processus s'ils s'attaquent tôt au problème de l'archivage de données éphémères et de la vulgarisation des techniques.

Un autre problème lié à l'archivage de l'information prend une importance accrue, surtout lorsqu'on parle de gestion de crise. Les moyens électroniques permettent de plus en plus de réduire l'information opérationnelle au niveau du briefing, soit la saisie de l'information dans sa forme la plus rapidement transmissible,

pour lui donner une malléabilité optimale. Les commandants sont aujourd'hui informés au moyen de briefings que leurs états-majors s'évertuent à rendre le plus concis et directs possible. Pour l'historien, il devient terriblement difficile de suivre l'évolution de ces briefings d'heure en heure, alors qu'ils passent à une forme où les versions sont modifiées, de détail en détail, et remaniées grâce au mouvement ininterrompu des traitements de texte et à l'utilisation continuelle de présentations graphiques qui ne laissent souvent aucune trace électronique des versions précédentes. Il est alors très difficile de savoir ce qui était connu à un moment donné, sans que des mesures très complexes, qui exigent parfois des ressources inexistantes, soient prises pour que de telles informations éphémères puissent être versées aux archives. Bien souvent, cela est impossible. Le papier, qui n'a certainement pas été réduit par l'emploi des ordinateurs, a constitué pendant la guerre du Golfe le seul matériel d'archive d'utilité réelle. L'information sous forme électronique, sauf dans le cas des enregistrements d'interviews, s'est en fait révélée peu utile.

Le travail que j'ai essayé, péniblement, de mener à bien, avec l'aide, par chance, d'un officier prêté par la Marine canadienne au Service historique, le capitaine de corvette Richard Gimblett, sera [97] publié sous peu par les presses Dundas, sous le titre « Une Contribution tangible ». Il s'agit d'une histoire préliminaire, qui va peut-être s'avérer suffisante pour une guerre qui n'a duré que 42 jours. Il me paraît certain que ce rapport va susciter des commentaires au sein de la Défense nationale. Nous serions aussi très heureux de voir un auditoire de l'extérieur s'y intéresser. Les affaires militaires ont malheureusement tendance à ne capter l'attention que lorsqu'il s'agit de scandale public ou de retombées économiques régionales. Notre livre devrait donner une idée juste du fonctionnement de la Défense et des Forces armées lorsqu'elles se préparent à la guerre. Plusieurs leçons pourront en être tirées.

En conclusion, l'historien officiel a pour but de procéder à une reconstitution des faits aussitôt que possible après qu'ils se sont produits. S'il ne peut pas publier, il doit au moins consigner ses recherches dans des documents qui pourront être consultés, à des fins éducatives, par les états-majors et les commandants, dans des institutions spécialisées telles que les écoles d'état-major. Les rapports historiques doivent aussi être préparés de façon à être accessibles aux chercheurs civils et aux médias, ou au public, plus tard.

En tant que professionnel de formation libérale, l'historien officiel est au service de sa société et reconnaît l'importance des mécanismes de la démocratie, grâce auxquels une société bien informée est plus apte à mieux se diriger. Son but n'est pas en fait d'écrire l'histoire, mais de préparer le terrain pour que d'autres le fassent, avec des perspectives différentes et selon leur expérience, sans qu'ils aient à se lancer dans des démarches trop laborieuses et coûteuses pour reconstituer les faits de base.

Il faut cependant que soit établi, dans la société, un équilibre judicieux entre les besoins légitimes des militaires, pour qui le secret constitue un des outils les plus importants de leur métier et auquel ils doivent se conformer, et les besoins légitimes de la société d'être informée.

Ces besoins peuvent malheureusement être confondus, d'une part, avec un abus de pouvoir et, d'autre part, avec un goût pour le divertissement qui peut devenir exagéré, surtout dans une société fortement axée sur les médias. La curiosité naturelle de l'humain pour la tragédie attire l'attention sur les éléments violents de la vie, parfois pour n'en retirer rien de plus que de l'excitation. Ce genre d'excitation est particulièrement recherché dans les sociétés où les lois sont contraignantes et où chacun tente de s'en libérer par le fantasme de la révolte violente et du pouvoir.

[98]

Les armes exercent dans ces circonstances une fascination indéniable. Le culte médiatique voué aux armes tend à déformer l'image des combattants d'un État, surtout celle de leurs chefs, qu'on dépeint trop facilement en personnages extraordinaires dont les traits sont exagérés au point de devenir caricaturaux (Schwarzkopf). Les généraux sont toujours perçus comme très puissants, alors que dans les sociétés vraiment démocratiques, leur formation les a justement habitués à n'user du pouvoir qu'avec circonspection.

À force de vouloir s'improviser stratège et d'exiger d'être écouté, sans toutefois partager le poids de responsabilités qui incombent, dans certaines circonstances de crise, aux militaires, le public s'expose à se faire clouer le bec, comme l'a fait le commandant des forces aériennes canadiennes à Doha, qui a été blâmé pour avoir exprimé la vérité en termes trop directs lorsqu'il a dit : « Ce n'est pas le public qui se bat ! »

L'historien en uniforme joue donc un rôle qui n'est pas nécessairement central ou indispensable, mais qui est bien réel dans ce débat sans cesse renouvelé pour que la société se dote d'institutions répondant à ses besoins. Il sert d'abord son pays et, par des moyens acceptés de toutes les parties en cause, il en protège les libertés, y compris la liberté d'agir et de savoir.

[99]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

**LA GUERRE DU GOLFE
ET L'AIDE MILITAIRE AU POUVOIR CIVIL**

7

**“L'opinion publique
et la Guerre du Golfe : son influence
dans le processus de décision.” ¹⁵⁵**

Par Guy Lachapelle, Jean Noiseux

[Retour à la table des matières](#)

Le rôle de l'opinion publique dans le processus de décision et son influence sur les politiques publiques demeurent des sujets où la science politique n'a pas de réponses définitives. Les gouvernements doivent tenir compte des demandes des citoyens. Dans un système politique de type fédéral, comme celui du Canada, divers systèmes de valeurs s'opposent rendant les décisions plus complexes. Le consensus est plus difficile à établir et le gouvernement fédéral doit être attentif aux opinions des régions. En matière de politique étrangère, la « modération » canadienne a souvent été le résultat de cette cohabitation entre un Québec plus pacifiste que les autres provinces et un Canada anglais plus enclin à suivre l'autorité des gouvernements. La guerre du Golfe, tout comme la Première et la

¹⁵⁵ [Voir les références à la fin du texte. JMT.]

Deuxième guerre mondiale, témoigne de *cette ambivalence* canadienne et du souci des dirigeants politiques d'être à l'écoute des demandes des citoyens.

Le lendemain de l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes, le 3 août 1990, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, Joe Clark, affirmait qu'il n'était pas question pour le Canada d'entreprendre toute action militaire contre l'Iraq (Globe and Mail, 4 août 1990). Pourtant, le Canada, six mois plus tard sera en guerre. S'il est difficile d'isoler le facteur déterminant qui a amené le gouvernement canadien à jouer un rôle accru dans le golfe Persique, nous croyons cependant que si la dynamique internationale a modifié l'agenda canadien, se sont surtout les **facteurs domestiques** qui ont guidé le processus de décision et en particulier l'opinion publique. Telle est notre hypothèse centrale.

Il ne s'agit toutefois pas de prétendre que la participation canadienne à la guerre du Golfe fut essentiellement déterminée par ce que les Québécois et Canadiens voulaient. Les intérêts du premier ministre Mulroney dans ses relations avec les États-Unis, son amitié avec le président Georges Bush, les négociations de libre-échange, ses liens avec la communauté juive et son analyse concernant la sécurité [100] d'Israël, sont certainement autant de facteurs qui ont sans doute influencé la position canadienne (David, 1991). Mais pour bien comprendre la stratégie canadienne, il ne faut pas négliger le fait que le pouvoir décisionnel était centralisé au sein du bureau du premier ministre et que le Parlement a joué un rôle relativement secondaire durant toute cette crise politique internationale.

Nous verrons donc quel rôle, d'un point de vue théorique, a joué et joue l'opinion publique dans la formulation de la politique étrangère canadienne. Puis, nous analyserons le rôle du groupe de travail sur l'opinion publique constitué par le gouvernement Mulroney durant la guerre du Golfe et comment celui-ci a pu influencer le processus de décision. Finalement, nous regarderons plus attentivement l'évolution de l'opinion québécoise et canadienne en regard de cette crise.

***1. Perspectives théoriques :
le processus de décision en matière de politiques étrangères***

Deux écoles de pensée s'affrontent concernant le processus de décision en matière de politiques étrangères au Canada. Tout d'abord, l'approche environnementale qui regarde du côté de la société civile pour expliquer le processus de décision et deuxièmement l'approche bureaucratique qui analyse les éléments structuraux entourant la décision à l'intérieur de l'État canadien. La première approche, qu'on peut aussi qualifier de libérale-pluraliste, suggère que le résultat des politiques publiques est fonction de la compétition entre individus et groupes qui cherchent à influencer les décisions gouvernementales (Nossal, 1983-84). Contrairement à l'un des postulats de cette école, il n'est pas toujours évident que les groupes jouissent des mêmes ressources et que leur capacité d'influence soit la même. Dans certaines situations, où la compétition entre individus et groupes est relativement intense, cela peut également mener à la non-décision (approche hyperpluraliste). Par contre, certains estiment que la distribution du pouvoir dans toute société demeure toujours inégale et que se sont surtout les groupes économiques qui exerceront l'influence la plus déterminante (approche néo-marxiste). Les gouvernements ne sont de ce point de vue que l'instrument de ces groupes et leurs politiques, y compris en matière de politiques étrangères, seront le miroir de l'opinion et de l'intense lobbying de ces groupes.

Malheureusement, aucune de ces deux approches n'examine directement la dynamique *interne* des gouvernements et évalue la [101] relation d'influence entre la société civile et l'État (Keating, 1985). C'est pourquoi une troisième école, l'approche « étatique », postule que l'État est relativement autonome et en mesure de prendre et d'imposer ses décisions : « the democratic state is frequently autonomous in translating its own preferences into authoritative actions » (Nordlinger, 1981, 201). James Eayrs a été au Canada le premier à analyser la marge de manœuvre à l'intérieur de laquelle le gouvernement canadien exerce son autorité dans le secteur de la politique étrangère (Eayrs, 1961). Même si Eayrs accorde un pouvoir d'influence important aux mandarins du ministère des Affaires extérieures, son analyse se concentre sur l'autonomie relative du premier ministre.

Suivant cette hypothèse, le premier ministre joue un rôle central et peut orienter à sa guise la politique étrangère. Ses ministres ont une influence très limitée. Aussi, la relation entre le premier ministre et les membres de son cabinet n'est pas une relation d'égal à égal. Quant au Parlement, surtout dans le système parlementaire canadien, il n'a qu'une influence limitée sur les décisions. Ce modèle, qu'on a ultérieurement présenté comme celui du « contrôle par l'exécutif », semble surtout applicable en temps de crise et fonction du leadership politique en place. Durant la Deuxième Guerre mondiale par exemple, le premier ministre MacKenzie King occupait à la fois les postes de premier ministre et de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Toutefois durant la crise des missiles à Cuba, les lacunes dans la structure du processus décisionnel du gouvernement Diefenbaker étaient si évidentes que cela a provoqué une remise en cause de la capacité du gouvernement à agir de manière autonome.

Par la suite, avec le rôle croissant du Canada dans les relations internationales et avec le leadership politique des Pearson et Trudeau, les recherches en matière de politiques étrangères ont davantage porté sur la structure décisionnelle et le processus bureaucratique au sein du ministère des Affaires extérieures. Il ne faut donc pas se surprendre qu'aujourd'hui l'interprétation généralement acceptée est que la politique étrangère canadienne est définie en grande partie par une bureaucratie semi-autonome dirigée par des hauts-fonctionnaires capables de percevoir et de définir ce que sont les « intérêts nationaux ». Ce point de vue trouve des appuis chez certains hauts-fonctionnaires, comme l'ancien sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, De Montigny Marchand qui écrivait : « We can listen and we can accomodate... but we cannot avoid overriding need for a policy which is a coherent synthesis of national interests and priorities » (De Montigny Marchand, 1983).

[102]

Certains chercheurs se sont d'ailleurs attardés à mieux définir la notion d'intérêt national dans le but d'identifier les principaux déterminants de la politique étrangère canadienne et afin de mieux préciser les liens tissés entre la société civile et cette bureaucratie semi-autonome. Cranford Pratt, par exemple, affirme que les décideurs sont influencés par divers facteurs qui traduisent les attitudes et valeurs des classes dominantes (Pratt, 1983-84). Dewitt et Kirton (1983) acceptent quant à eux l'idée que les hauts-fonctionnaires ont la capacité de déduire ce qui est

bon ou non pour l'intérêt national. Finalement, suivant les analyses de Denis Stairs et Kim Richard Nossal, l'opinion publique n'aurait qu'une influence marginale sur la formulation de la politique étrangère canadienne (Nossal, 1983-84 ; Stairs, 1977-78).

Aucune de ces approches ne peut cependant expliquer parfaitement pourquoi le Canada a décidé d'aller en guerre contre l'Iraq. Comme la gestion de cette crise est demeurée entièrement entre les mains du premier ministre Mulroney et de ses conseillers, plutôt qu'au sein du ministère des Affaires extérieures, ce dernier pouvant agir de manière relativement autonome, on peut difficilement proposer l'hypothèse qu'il y a eu concertation entre le gouvernement et le ministère des Affaires extérieures et que ce dernier a eu une quelconque influence sur les décisions. En fait, le modèle du contrôle par l'exécutif suggéré par James Eayrs semble mieux en mesure d'expliquer le processus décisionnel. De plus, aucune des approches mentionnées, incluant celle de Eayrs, suggère que le premier ministre du Canada a tenu compte de l'état de l'opinion publique dans sa décision de participer à la guerre du Golfe. Il nous faut donc chercher ailleurs un modèle pouvant expliquer la démarche canadienne durant cette crise tout en reconnaissant le rôle central de l'opinion publique dans le processus de décision.

2. Le rôle du premier ministre et de ses conseillers

Quand Brian Mulroney est devenu premier ministre du Canada en 1984, il a décidé de conserver sous sa responsabilité la politique étrangère canadienne ; il estimait que celle-ci avait besoin d'une direction plus politique et moins bureaucratique. Toutefois, il céda en août 1985 le poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures à Joe Clark. Mais au printemps de 1987, au moment où les négociations vers un accord de libre-échange avec les États-Unis étaient en cours, le premier ministre du Canada décida de s'adjoindre au sein de son cabinet un nombre accru de professionnels des services extérieurs, comme Derek Burney. Dès ce moment, M. Mulroney « relied more on spécial [103] negotiators, offices and cabinet committees to pursue his major initiatives in multilateral summitry and free trade » (Kirton, 19, 22). Le premier ministre avait donc décidé de gérer directement le dossier du libre-échange afin d'en maximiser les retombées politiques.

Après l'élection de 1988, qui a vu l'enjeu du libre-échange au centre de la campagne électorale, le rôle de M. Mulroney dans la détermination de la politique étrangère canadienne diminua, ce dernier se concentrant davantage sur l'agenda domestique et en particulier les négociations constitutionnelles (Kirton, 19, 33-34).

Cette mise en situation permet de mieux comprendre comment le gouvernement Mulroney a décidé de gérer la guerre du Golfe, le plus important conflit international auquel il a dû faire face durant ses deux mandats. Compte tenu du secret ministériel qui a entouré cette crise, l'information actuelle nous permet d'affirmer que le premier ministre, deux ou trois ministres importants et un petit groupe de hauts-fonctionnaires influents ont dirigé l'action stratégique canadienne du début de cette crise jusqu'à la fin (Paris, 1991).

Tout d'abord, il semble bien que le premier ministre du Canada ait choisi délibérément d'exclure la grande majorité des membres de son cabinet du processus de décision touchant l'intervention canadienne au sein de la coalition dans le golfe Persique. Au départ, la décision initiale d'engager les troupes canadiennes au Moyen-Orient fut prise par le premier ministre lui-même alors que le ministre de la Défense, Bill McKnight, était à l'extérieur du pays et que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Joe Clark, se trouvait dans sa circonscription électorale en Alberta. Malgré tout, ces deux ministres jouèrent un rôle décisif au sein du comité ad hoc du Cabinet sur les opérations dans le Golfe, de même que le ministre de l'énergie, Jake Epp, et le solliciteur général du Canada, Pierre Cadieux (Globe and Mail, 8 janvier 1991 ; St. John's Evening Telegram, 31 janvier 1991). Les autres membres du cabinet furent en grande partie exclus des discussions et les députés d'arrière-banc du Parti conservateur furent avisés de ne pas faire de commentaires sur les opérations dans le golfe Persique sans au préalable en informer le bureau du premier ministre.

Un « comité de guerre » devait approuver toutes les décisions concernant la guerre du Golfe, après que le premier ministre et ses conseillers eurent pris les premières décisions (Globe and Mail, 18 janvier 1991). De plus, « chaque fois que le gouvernement annonce l'envoi de nouvelles forces dans le Golfe, cette décision fait l'objet d'un rapport détaillé du général de Chastelain au premier ministre » (Coulon, 1992, 53). Suivant le témoignage de Joe Clark devant le [104] comité du Commerce international et des Affaires extérieures de la Chambre des communes, les décisions de ce comité étaient également analysées par un autre comité com-

posé de hauts-fonctionnaires issus des divers ministères représentés au sein du « comité de guerre » (Débats de la Chambre des communes, 25 octobre 1990 ; *Globe and Mail*, 25 janvier 1991). Selon le journaliste Jocelyn Coulon, cet autre groupe, sous la direction de Daniel Gagné qui dirigea le Centre d'information sur l'unité canadienne avant le référendum québécois de 1980, dont le mandat est de faire passer le message gouvernemental au sein de l'opinion publique : « les membres du groupe se réunissent quotidiennement pour analyser la couverture des médias, les sondages et les déclarations des ministres, des chefs de l'opposition et des groupes de pression » (Coulon, 1992, 108).

Il faut donc conclure que le processus de décision fut fortement centralisé au sein de l'exécutif durant la guerre du Golfe et que très peu de ministres participèrent aux discussions. De plus, il ne fait aucun doute que le gouvernement Mulroney fut à l'écoute de l'opinion publique québécoise et canadienne durant toute la crise. Dès le mois de novembre, alors que le gouvernement canadien s'interroge sur l'opportunité d'envoyer l'armée de terre, « McKnight, Clark et Mulroney examinent la question. Au-delà des problèmes logistiques, ils y voient des problèmes politiques pouvant avoir des incidences dans l'opinion publique... Le gouvernement sait qu'il ne peut risquer de voir des soldats tomber au combat. Déjà de larges segments de l'opinion publique accusent les Conservateurs d'être à la solde des Américains » (Coulon, 1992, 56-57).

Un autre facteur important qu'il faut mentionner et qui justifie une gestion plus étroite de l'opinion publique est l'impopularité du gouvernement Mulroney durant la crise. Comme le souligne fort pertinemment Jocelyn Coulon, « le gouvernement conservateur s'inquiète plus des états d'âme de l'opinion publique que des manifestations pacifistes. La population canadienne ne sera jamais totalement acquise aux actions gouvernementales pendant la crise du Golfe. Il est vrai que l'impopularité du premier ministre au moment de l'invasion iraquienne est telle que même une cause comme le soutien à l'intervention des Nations unies contre l'Iraq devient difficile à vendre » (Coulon, 1992, 108). C'est donc dans ce contexte que le « Comité de gestion de l'opinion publique » fera des sondages et suivra attentivement l'évolution de l'opinion publique québécoise et canadienne.

[105]

3. Le rôle du Parlement

Le deuxième élément important de la stratégie de communication du gouvernement conservateur a trait à son contrôle de l'action parlementaire. Ce contrôle s'est exercé de trois façons : sur les députés et sur les débats à la Chambre des communes, sur le libellé des motions présentées et sur l'information accessible aux membres du Parlement.

Le contrôle des députés et des débats s'est exercé de multiples façons. Tout d'abord, les ministres de second-rang et les députés conservateurs furent exclus des délibérations et ce fut aussi le cas de tous les membres du Parlement. Le législatif n'a historiquement que rarement joué un rôle déterminant dans la formulation de la politique étrangère canadienne même s'il jouit de certains pouvoirs d'influence via la période des questions et les discussions au sein des comités de la Chambre. Il est clair que le Parlement fédéral a été complètement absent des débats avant comme durant la guerre du Golfe. Le gouvernement a contrôlé à la fois la durée et le moment des débats parlementaires entourant la guerre du Golfe.

Même si les débats pouvaient avoir lieu suivant les « prérogatives de la Couronne », la *Loi sur la défense nationale* stipule cependant que tout enjeu relevant de la participation active des troupes au conflit constitue une exception et que le gouvernement peut surseoir à tout débat. Il faut cependant reconnaître que le gouvernement Mulroney, même s'il a cherché à limiter les débats, a probablement favorisé davantage la discussion au sein du Parlement que la loi le prescrit ; mais, il a aussi utilisé son pouvoir pour minimiser l'impact des critiques de l'opposition. Légalement, un gouvernement n'est pas tenu de consulter le Parlement avant d'envoyer les Canadiens à la guerre. Toutefois, suivant diverses interprétations et la tradition parlementaire, il n'est pas clair si le Parlement doit nécessairement approuver l'envoi à l'étranger des troupes canadiennes.

Le 6 août 1990, trois jours après la déclaration de Joe Clark, le premier ministre Brian Mulroney à sa sortie d'un dîner avec le Président Bush affirmait que le Canada était prêt à appuyer toute action appropriée afin de limiter toute agression ultérieure de l'Iraq. Dans les jours qui ont suivi, Brian Mulroney indiqua claire-

ment que les troupes canadiennes se préparaient pour une mission au Moyen-Orient. Le 10 août, il annonça que trois bateaux de guerre canadiens allaient rejoindre les forces internationales dans le Golfe. Un mois plus tard, le 10 septembre, Ottawa donna l'ordre aux navires qui était au large de la Sicile de lever l'ancre et d'attendre les ordres. Les [106] responsables du ministère de la Défense ne tardèrent pas à se plaindre que le rythme de croisière des navires étaient lié à la réouverture du Parlement. Comme le stipule la *Loi sur la défense nationale*, le Parlement devait être rappelé dans les dix jours afin de donner l'ordre aux équipages d'être en situation de combat. Il semble cependant que le gouvernement Mulroney ne voulait pas que le Parlement ouvre ses travaux avant le 24 septembre, tel que prévu. Aussi demanda-t-il aux navires de demeurer au large de la Sicile jusqu'au moment où il leur sera donné l'ordre d'entrer dans la mer Rouge.

La mission des navires canadiens ne fut précisée que le 14 septembre. En plus de jouer un rôle de dissuasion, ils auront pour tâche de maintenir le blocus économique contre l'Iraq en surveillant la partie sud du golfe Persique. Une escadrille de CF-18 devait également être transférée de sa base en Allemagne afin d'aider les navires dans leur mission. Le premier ministre canadien eut à se défendre que l'intervention des CF-18 ne constituait pas une escalade des opérations mais que leur rôle était essentiellement de protéger les troupes canadiennes. Joe Clark renchérisait dix jours plus tard lors d'un débat à la Chambre des communes en affirmant : « We are anticipating no offensive action... I do not contemplate circumstances under which our anticipation would change » (*Débats à la Chambre des communes*, 24 septembre 1990, 13249). La presse québécoise commença à questionner le rôle de plus en plus nébuleux des forces canadiennes dans le Golfe (*Le Devoir*, 25 septembre 1990).

Un débat orageux eut lieu à la Chambre des communes le 24 septembre 1990. Le débat se termina lorsque qu'un compromis fut atteint quand l'opposition accepta d'approuver la décision gouvernementale en échange de quoi ce dernier s'engageait à consulter le Parlement « in the event of the outbreak of hostilities involving Canadian forces in and around the Arabian Peninsula » (*Débats à la Chambre des communes*, 23 octobre 1990, 14612). Le 25 octobre, le secrétaire d'État Joe Clark affirmait à un comité de la Chambre que le gouvernement consulterait le Parlement s'il y avait un changement significatif dans la politique canadienne (*Débats de la Chambre des communes*, 25 octobre 1990, 24). Toutefois, le même

jour, le ministre de la défense, Bill McKnight affirmait que le Canada pourrait jouer un rôle offensif en dehors de la supervision des Nations unies. Ces commentaires ainsi que certains reportages suggérant que les CF-18 se préparaient à participer à l'invasion de l'Iraq, laissèrent planer un doute quant au véritable rôle du Canada, celui-ci ayant un rôle plus actif que simplement voir au maintien de l'embargo. La politique [107] canadienne demeura la même jusqu'au début des hostilités à la mi-janvier.

Le gouvernement Mulroney a sciemment décidé de ralentir la course des navires canadiens vers le Moyen-Orient afin de retarder le débat obligatoire à la Chambre des communes sur la participation canadienne de troupes aux opérations du golfe Persique. Il a menacé d'utiliser son pouvoir de clôture des débats vers la mi-octobre afin de forcer les Libéraux, qui étaient très divisés sur la participation canadienne, à négocier une résolution de compromis avec le gouvernement afin de préserver l'unité de leur propre caucus (*The Gazette*, 23 octobre et 10 octobre 1990). Le gouvernement Mulroney décida également de retarder le débat final sur le rôle du Canada dans le golfe Persique jusqu'au jour précédant le début des combats afin d'ajourner les travaux de la Chambre dès le lendemain du début des hostilités. Les députés de l'opposition furent donc places dans une position inconfortable, celle d'approuver une guerre qui avait déjà débuté. Cette manœuvre conservatrice s'attira d'ailleurs des critiques sévères tant de la part de l'opposition que de plusieurs journalistes (*Halifax Chronicle-Herald*, 12 janvier 1991 ; *Victoria Times-Colonist*, 15 janvier 1991 ; *Ottawa Citizen*, 21 janvier 1991 ; *Toronto Star*, 24 janvier 1991).

Deuxièmement, le gouvernement contrôla la formulation des résolutions adoptées par les parlementaires. Les motions du gouvernement à la Chambre de communes étaient ambiguës et ouvertes à toute sorte d'interprétation. Aucune des deux résolutions les plus importantes, soit celles du 29 novembre 1990 et du 22 janvier 1991, réfèrent directement à la possibilité d'envoyer une force d'intervention canadienne dans le golfe Persique. La résolution du 29 novembre approuve l'ensemble des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies sur la situation dans le golfe Persique, incluant celle octroyant aux membres du Conseil « tous les moyens nécessaires » pour mettre fin à l'invasion du Koweït par l'Iraq avant l'ultimatum du 15 janvier 1991 (*Débats de la Chambre des communes*, 29 novembre 1990, 15957). La résolution du 22 janvier affirme simplement que le

Chambre des communes réaffirme son appui aux Nations unies dans ses efforts pour mettre fin à l'invasion du Koweït par l'Iraq (*Débats à la Chambre des communes*, 15 janvier 1991, 16984).

Le libellé très vague de ces résolutions permit d'éviter et d'obscurcir d'autres enjeux, tels que le rôle des Nations unies, le lien entre le gouvernement du Canada et les Nations unies, la transformation du système politique international au lendemain de la guerre froide, la spécificité des opérations menées par les Américains dans les opérations [108] dans le golfe Persique et le rôle du Canada au sein de cette coalition. L'ambiguïté entourant les deux résolutions eut également pour effet d'accroître les divisions au sein du caucus libéral qui eurent tôt fait de circuler dans les corridors du Parlement et dans les médias ; cela eu pour effet de limiter l'efficacité du Parti libéral du Canada comme opposition. Jocelyn Coulon attribue en bonne partie « la tiédeur de l'opinion publique » au début de la crise envers toute la politique conservatrice au fait qu'il prenait la population par surprise chaque fois qu'un nouvel engagement militaire était annoncé (Coulon, 1992, 90).

Le chef libéral, Jean Chrétien, eut une attitude pour le moins contradictoire parlant d'abord contre la guerre et pour un retrait des troupes canadiennes du Moyen-Orient (*Débats de la Chambre des communes*, 15 janvier 1991, 16991-16995). Toutefois, dès que la guerre fut déclarée, il vota en faveur de la résolution du 28 janvier 1991 qui était de nature symbolique, endossant rétroactivement l'entrée du Canada en guerre. Il faut mentionner que suite à la déclaration du député libéral et ancien chef du PLC, John Turner, en faveur de la participation canadienne à l'effort de guerre, Jean Chrétien et le PLC décidèrent d'endosser la participation du Canada à la guerre du Golfe après s'y être opposé au cours des mois antérieurs. Quant au Nouveau parti démocratique, il interpréta la résolution comme une déclaration de guerre et vota contre.

Ce que les libéraux et le Nouveau parti démocratique perdaient en terme d'influence et de notoriété publique, le Parti conservateur le gagnait en liberté de manœuvre sur le plan de sa politique étrangère. La nature vague des diverses résolutions a permis au premier ministre d'affirmer qu'il avait consulté le Parlement et qu'il avait toute la liberté de définir le rôle du Canada dans cette crise sans avoir à consulter les membres de la Chambre des communes.

Troisièmement, le contrôle étroit du gouvernement sur l'information émanant sur les opérations dans le Golfe limita d'autant plus la capacité de l'opposition à remplir sa fonction de chien de garde durant la période quotidienne des questions ou durant les débats télévisés des comités lorsque le Parlement ne siège pas. D'ailleurs, les critiques de l'opposition manifestèrent davantage leur insatisfaction au fait qu'ils manquaient d'information plutôt que de chercher à questionner le gouvernement sur la légitimité et les raisons de sa démarche.

L'ensemble de ces facteurs permirent au premier ministre de jouir d'une certaine immunité en regard d'une opposition critique vigoureuse. Son autonomie relative, non seulement vis-à-vis du Parlement, mais également en regard de son cabinet, de son caucus et [109] de la bureaucratie du ministère des Affaires extérieures, va à l'encontre des divers modèles explicatifs de la politique étrangère canadienne qui mettent l'accent sur le type de politiques suivant la nature des enjeux ou l'influence des bureaucrates dans la formulation des politiques.

4. Le rôle de l'opinion publique

L'idée d'évaluer un conflit en tenant compte de paramètres ou critères de faisabilité, y compris l'opinion publique, peut être démontrée dans le cas de la guerre du Golfe. Comme nous l'avons vu précédemment, le « Comité de gestion de l'opinion publique » devait analyser méticuleusement chaque matin les sondages et les médias (*Globe and Mail*, 25 janvier 1991). Le gouvernement commandita au moins un groupe de discussion en novembre - il y en a probablement eu d'autres - afin de mesurer l'état de l'opinion. En fait, l'analyse détaillée de l'évolution de l'opinion publique durant toute la crise lui a sans doute permis d'établir certaines conditions à l'intérieur desquelles il pouvait mener sa politique sans être trop pointé du doigt. Cette hypothèse demeure à notre avis la seule pouvant expliquer le comportement du gouvernement Mulroney durant la crise.

Certains chercheurs ont tenté d'introduire l'opinion publique dans les modèles de décision en reconnaissant une certaine autonomie à l'État et en soulignant la capacité de l'État à tenir compte des demandes et des valeurs de la société (Best, 1973, 224-255). L'analyse la plus pertinente est sans doute celle de Denis Stairs qui démontre, dans le contexte canadien, comment les attitudes des citoyens peu-

vent limiter la liberté d'action des décideurs en matière de politique étrangère. Stairs suggère que l'opinion publique peut avoir pour effet ((of establishing certain limits on what the policy-makers are actually able to do - able, that is, within the range of what they regard as acceptable, or tolerable, political and other costs. Such opinions can serve, in short, to confine the policy community's range of politically workable choices » (Stairs, 1977-78, 131). Selon Stairs, ces divers facteurs ou paramètres permettent d'exclure certaines alternatives en matière de politiques étrangères plutôt que de forcer le gouvernement à suivre une ligne de conduite précise. Le modèle de Stairs n'est toutefois pas assez explicite pour pouvoir être applicable dans le cas de la guerre du Golfe et expliquer la retenue du gouvernement d'engager plus de forces dans la guerre ou d'accroître plus rapidement sa participation. Cela peut expliquer, par exemple, tous les efforts du gouvernement Mulroney de rassurer les Québécois et les Canadiens qu'il n'y aurait [110] pas de conscription durant la guerre du Golfe. La conscription représente au Canada un dernier recours et constitue un terrain miné politiquement.

Les sondages gouvernementaux ont certainement dépeint la même image que les sondages publics, soit l'ambivalence des Canadiens sur les enjeux de la guerre. De manière générale, de septembre 1990 à la mi-février 1991, la majorité des Canadiens sont demeurés en faveur d'envoyer des navires et des avions dans le Golfe afin de faire respecter les sanctions imposées par les Nations unies contre l'Iraq, mais généralement opposés à leur usage de manière offensive contre l'Iraq. Ainsi, les Canadiens répondaient de manière plus affirmative quand on leur demandait si le Canada devait agir au nom des Nations unies plutôt que de suivre ses directives.

Après le déclenchement des hostilités, le 17 janvier, les Canadiens appuyèrent fortement la décision américaine d'engager les hostilités contre l'Iraq mais désapprouvaient un rôle offensif pour les forces canadiennes. Comme on peut le noter à la figure 1, l'appui des Québécois à la guerre du Golfe n'a cessé de croître entre les mois d'octobre et février, passant de 36% à 53% même si une majorité s'oppose à une participation canadienne à la guerre contre l'Iraq. Le même phénomène s'observe dans les autres provinces canadiennes alors que l'appui, bien que majoritaire dès la mi-octobre à 50%, continue de croître jusqu'à la mi-février pour atteindre 64%. Bien qu'il faille noter que les Québécois ont été généralement moins enthousiastes à appuyer la démarche du gouvernement Mulroney que les autres Cana-

diens, il n'en demeure pas moins que leur appui à la guerre s'accroît constamment. Toutefois, nous croyons que le premier ministre Mulroney était au courant et sensible à l'état de l'opinion publique québécoise et voyant l'opposition importante des Québécois qu'il a choisi comme stratégie d'amener lentement mais sûrement ces derniers à endosser les initiatives du gouvernement. Au moment du début de l'opération terrestre, il faut noter que les Canadiens s'opposent de plus en plus à la participation canadienne à la guerre, l'appui chutant à 38 % (Toronto Star, 22 février 1991).

Dans un sondage CROP réalisé au début de janvier 1991, avant les frappes aériennes contre l'Iraq, 61% des Québécois affirmaient que le Canada devrait participer à une guerre contre l'Iraq et 81% se disaient préoccupé par ce conflit ; 79% estimaient une guerre dans le golfe Persique fort probable. Toutefois, 63% des Québécois estimaient que les États-Unis devaient attendre avant d'attaquer afin de voir si les sanctions économiques finiraient par faire fléchir l'Iraq et seulement [111] 19% estimaient que les américains devaient attaquer immédiatement les troupes irakiennes pour les forcer à quitter le Koweït. La majorité des Québécois estimaient que le scénario le plus plausible était une guerre « éclair » avec des pertes humaines relativement limitées.

Dans un sondage que nous avons réalisé au début de février, deux semaines après le déclenchement des hostilités, on pouvait observer que 37,3% des Québécois estimaient que le Canada devait se retirer des opérations militaires et que 11,7 % désiraient voir le Canada faire moins d'efforts. Seulement 42,9% étaient favorables à plus ou autant d'efforts. En d'autres termes, 48,9% des Québécois réclamaient un retrait partiel ou total des forces canadiennes dans le Golfe ; 52,4% des Québécois francophones étaient de cet avis contre seulement 28,9% chez les anglophones.

Figure 1.

L'appui des Québécois et des Canadiens à la participation canadienne
à la guerre du Golfe

[112]

Tableau 1.

Comme vous le savez, le Canada participe à la force de coalition anti-Iraq.
D'après vous, le Canada devrait-il faire plus d'efforts, autant d'efforts,
moins d'efforts ou même se retirer des opérations militaires de cette partie du monde ?

	Plus d'efforts		Autant d'efforts		Moins d'efforts		Se retirer		Ne sait pas	
	%	(N)	%	(N)	%	(N)	%	(N)	%	(N)
Total	7,0	(70)	35,9	(358)	11,7	(117)	37,3	(373)	8,1	(81)
Langue maternelle										
Français	6,2	(50)	34,7	(278)	12,1	(97)	40,3	(323)	6,7	(54)
Anglais	11,2	(13)	49,8	(59)	5,0	(6)	23,9	(28)	10,1	(12)
Français et anglais	14,5	(2)	18,3	(2)	21,2	(2)	24,5	(3)	21,5	(2)
Autre	8,1	(5)	29,6	(19)	16,5	(11)	28,4	(18)	17,3	(11)
Âge										
18-24	7,9	(9)	32,6	(39)	12,4	(15)	45,4	(54)	1,8	(2)
25-34	7,5	(24)	38,6	(122)	11,6	(37)	35,4	(112)	6,8	(22)
35-44	6,2	(17)	41,2	(112)	11,1	(30)	34,0	(92)	7,5	(20)
45-54	6,1	(7)	37,4	(40)	9,4	(10)	37,8	(41)	9,2	(10)
55-64	9,8	(9)	30,3	(27)	11,1	(10)	37,2	(33)	11,6	(10)
65 ans et +	5,1	(5)	19,3	(19)	16,0	(16)	42,6	(41)	17,0	(17)
Scolarité										
0-7 ans	8,7	(8)	17,3	(16)	12,8	(12)	38	(42,1)	19,1	(17)
8-9 ans	10,3	(11)	27,2	(29)	13,3	(14)	37,1	(39)	12,1	(13)
10-12 ans	6,7	(21)	31,5	(100)	12,7	(40)	41,7	(132)	7,3	(23)
13-15 ans	5,7	(15)	45,4	(118)	12,7	(33)	31,0	(81)	5,3	(14)
16 ans et +	7,1	(15)	44,0	(94)	7,9	(17)	37,6	(80)	3,4	(7)
Revenu										
moins de 10 000 \$	3,7	(2)	13,6	(6)	10,1	(5)	61,3	(28)	11,4	(5)
10 000 - 14 999 \$	4,7	(3)	32,9	(23)	11,9	(8)	42,6	(30)	7,9	(5)
15 000 - 19 999 \$	9,5	(8)	28,2	(23)	9,8	(8)	44,2	(35)	8,3	(7)
20 000 - 29 999 \$	8,4	(15)	31,0	(54)	11,6	(20)	39,7	(69)	9,3	(16)
30 000 - 39 999 \$	6,5	(12)	34,4	(62)	10,2	(19)	46,8	(85)	2,0	(4)
40 000 - 49 999 \$	6,5	(9)	34,5	(47)	14,8	(20)	36,9	(50)	7,4	(10)
50 000 - 59 999 \$	10,8	(8)	53,7	(39)	14,0	(10)	16,3	(12)	5,2	(4)
60 000 et plus	7,2	(8)	56,3	(61)	12,4	(13)	22,5	(24)	1,6	(2)
Souveraineté-association										
Favorable	5,8	(33)	37,1	(213)	13,3	(76)	39,8	(229)	4,0	(23)
Défavorable	11,2	(32)	39,1	(112)	10,3	(30)	33,1	(95)	6,2	(18)
Ne sait pas	3,8	(5)	21,8	(28)	8,4	(11)	36,0	(47)	29,9	(39)

Source : Sondage réalisé par Multi-Réso, entre le 1er et 11 février 1991, auprès de 1003 répondants pour le compte du quotidien Le Devoir et Guy Lachapelle.

[113]

Se sont surtout les jeunes de 18 à 24 ans et les personnes de 65 ans et plus qui favorisent un retrait du Canada des opérations militaires. Plus la scolarité augmente, plus on est favorable à une participation. De la même façon plus le revenu est faible, plus on se prononce en faveur du retrait des troupes canadiennes. On constate, par exemple, que 61,3% des personnes ayant un revenu de moins de 10 000 \$ se disent favorables au retrait des troupes. Finalement, les personnes qui affirmaient être favorables à la souveraineté-association pour le Québec se prononçaient davantage pour un retrait ou moins d'efforts que ceux qui s'y opposent.

Nous avons également demandé aux Québécois qui préconisaient un retrait partiel ou total des Canadiens aux opérations s'ils estimaient que le gouvernement du Québec avait le droit constitutionnel de se libérer de la décision prise par Ottawa de participer à la guerre contre l'Iraq - voir tableau 2. Une très forte majorité, 78,7%, le croit et les francophones (82,9%) davantage que les anglophones (51,1%). Ce sont surtout les personnes âgées, peu scolarisées, ayant un revenu entre 10 000 et 20 000 \$ qui estiment que le Québec n'a pas ce droit. Chose surprenante, les personnes défavorables à la souveraineté-association (83,6%) estiment davantage que ceux qui y sont favorables (79,8%) que le Québec possède ce droit.

La participation canadienne à la guerre s'accrut graduellement au cours de la crise. Après chaque décision, le gouvernement fédéral chercha à assurer les Canadiens qu'il n'y avait pas de changement dans sa politique de non-intervention et que toute participation canadienne se ferait sous l'égide des Nations unies, à la lumière du rôle traditionnel du Canada au maintien de la paix, et tout en minimisant le leadership diplomatique et militaire des États-Unis. Joe Clark, par exemple, expliquait le 21 janvier au Comité de la chambre : « The purpose of our participation in the conflict... is to implement the provisions of the twelve U.N. Security Council resolutions ; that is, to get Saddam Hussein out of Kuwait. Our purpose is no less and no more than tha ») (Débats de la Chambre des communes, 21 janvier, 5). Les Canadiens furent constamment réassurés que leurs avions et leurs bateaux étaient sous contrôle canadien, pas américain, malgré le fait qu'un Américain soit à la tête des troupes de la coalition. Le premier ministre insista fré-

quemment pour souligner le rôle non-offensif de la participation du Canada et que les avions canadiens accompagnaient seulement les bombardiers américains en mission au-dessus du Koweït et de l'Iraq. Joe Clark affirma que si le Canada n'avait pas accepté de participer à la guerre, cela aurait nui aux Nations unies ; toutefois, vers

[114]

Tableau 2.

Pensez-vous que le Québec devrait avoir le droit constitutionnel de se libérer
de la décision prise par Ottawa de participer à la guerre contre l'Iraq ?
(répondants qui ont affirmé moins d'efforts ou se retirer seulement)

	Oui		Non		Ne sait pas	
	%	(N)	%	(N)	%	(N)
Total	78,7	(385)	14,8	(72)	6,5	(32)
Moins d'efforts	61,6	(72)	29,8	(35)	8,6	(10)
Se retirer	84,0	(313)	10,1	(38)	5,9	(22)
Langue maternelle						
Français	82,9	(349)	12,1	(51)	5,0	(21)
Anglais	51,1	(18)	32,6	(11)	16,4	(6)
Français et anglais	53,6	(3)	9,0	(1)	37,4	(2)
Autre	56,4	(16)	34,6	(10)	9,0	(3)
Âge						
18-24	74,0	(50)	17,5	(12)	8,5	(6)
25-34	82,5	(123)	13,4	(20)	4,0	(6)
35-44	89,2	(109)	9,6	(12)	1,3	(2)
45-54	74,9	(38)	14,7	(7)	10,5	(5)
55-64	66,7	(29)	21,7	(9)	11,6	(5)
65 ans et +	64,1	(36)	21,3	(12)	14,6	(8)
Scolarité						
0-7 ans	66,3	(33)	23,6	(12)	10,1	(5)
8-9 ans	65,9	(35)	21,6	(11)	12,4	(7)
10-12 ans	84,8	(146)	10,5	(18)	4,7	(8)
13-15 ans	80,1	(91)	14,1	(16)	5,8	(7)
16 ans et +	80,9	(78)	15,4	(15)	3,8	(4)
Revenu						
Moins de 10 000 \$	81,7	(27)	11,2	(4)	7,1	(2)
10 000 - 14 999 \$	66,9	(25)	18,3	(7)	14,9	(6)
15 000 - 19 999 \$	71,2	(31)	18,1	(8)	10,8	(5)
20 000 - 29 999 \$	87,7	(78)	9,7	(9)	2,6	(2)
30 000 - 39 999 \$	82,1	(85)	13,2	(14)	4,7	(5)
40 000 - 49 999 \$	77,4	(54)	16,6	(12)	6,1	(4)
50 000 - 59 999 \$	91,9	(20)	8,1	(2)	-	
60 000 et plus	82,2	(31)	15,7	(6)	2,1	(1)
Souveraineté-association						
Favorable	79,8	(244)	15,6	(48)	4,6	(14)
Défavorable	83,6	(104)	13,1	(16)	3,3	(4)
Ne sait pas	62,6	(36)	14,9	(9)	22,5	(13)

Source : Sondage réalisé par Multi-Réso, entre le 1er et 11 février 1991, auprès de 1 003 répondants pour le compte du quotidien Le Devoir et Guy Lachapelle.

[115]

la fin de 1990, il a semblé très engagé à préparer l'opinion publique pour une bataille hors des auspices des Nations unies. Il insista à plus d'un moment pour affirmer que le Canada avait eu une influence modérée sur la politique américaine (Ottawa Citizen, 29 janvier 1991).

Il est également intéressant d'évaluer ce que le gouvernement n'a pas fait. Tout d'abord, au début de la frappe aérienne, il n'a pas envoyé les avions canadiens aux côtés des alliés américains, britanniques, français et autres. Il a décidé d'engager ses avions à appuyer les opérations terrestres, seulement au dernier moment, même quand l'absence d'une frappe aérienne irakienne a rendu son rôle d'escorte obsolète. Le gouvernement canadien n'a pas non plus envoyé de bataillons même si le premier ministre a toujours conservé cette prérogative. Brian Mulroney affirma à la Chambre des communes, le 18 janvier 1991 : ((We will play a full and, if need be, a growing role and commit the necessary resources to ensure justice is brought to that area of the world » (Ottawa Citizen, 23 janvier 1991).

Lorsqu'on demanda à Joe Clark si le Canada allait envoyer des bataillons terrestres, le ministre des Affaires extérieures répondait également que « the Government of Canada intends to continue to use all of the resources of Canada in a way that will lead to a peaceful solution to the situation in the gulf, including the withdrawal by Iraq from Kuwait » (Débats de la Chambre des communes, 9 octobre 1990, 13924). Le gouvernement semblait d'avis que c'était dans son mandat d'envoyer si nécessaire des troupes et que dans le contexte d'une escalade constante de l'engagement militaire du Canada, il fallait préparer l'ensemble des Canadiens à cette alternative. C'est en conformité avec cette stratégie d'intervention que la décision d'envoyer des bateaux et par la suite les CF-18 fut prise ainsi que la décision de ne pas envoyer de forces terrestres.

Jocelyn Coulon a bien résumé l'évolution de l'opinion publique canadienne durant cette période lorsqu'il écrit : « Jusqu'au 17 janvier 1991, l'appui des Canadiens à la politique gouvernementale varie entre 40 et 60%. Toutefois, le Québec se distingue du reste du Canada par une opposition constante jusqu'à la mi-février » (Coulon, 1992, 108). Mais il faut noter que le gouvernement Mulroney a malgré tout réussi à faire progresser suffisamment l'opinion publique pour rendre

crédible ses interventions. Mais il faut dire que l'appui qu'il a reçu est demeuré en deça des gouvernements américain, britannique et français.

[116]

5. Conclusion

L'un des objectifs de cette analyse était de démontrer l'incapacité des modèles existants à expliquer comment une politique est endossée par un gouvernement, mise de l'avant et présentée aux citoyens. De plus, la relation étroite entre l'action des gouvernements, y compris le contenu des politiques publiques, et l'attitude des citoyens, témoigne des lacunes de plusieurs de ces modèles. Cette analyse nous laisse donc dans un certain vide théorique car pour expliquer le processus décisionnel lors de la guerre du Golfe, il faut tenir compte à la fois du rôle personnel joué par le premier ministre Mulroney, du rôle du Parlement et de l'opposition, et du rôle de l'opinion publique dans la formulation tant de la politique gouvernementale que dans sa stratégie de relations publiques.

La corrélation apparente entre le comportement du gouvernement et sa décision d'agir ou de ne pas agir durant la guerre du Golfe, l'attention portée par les membres du cabinet à la participation du Canada et l'état général de l'opinion publique, demeure peut-être anecdotique. Cependant, elle nous paraît peu probable. Il semble que le gouvernement canadien ait déployé des efforts consciencieux et attentifs pour comprendre une opinion publique ambivalente et surtout pour chercher à amener l'opinion publique canadienne à appuyer le maintien et l'accroissement de la participation canadienne à la guerre du Golfe. Du fait que le gouvernement avait prévu de manière précise le coût de sa participation à l'effort de guerre, et ce dans ses prévisions budgétaires de novembre, peut nous laisser croire que le gouvernement avait déjà planifié sa participation à la force multinationale plusieurs mois avant le déclenchement des hostilités. Son objectif, pour une participation constante mais graduelle, était de faire en sorte que l'opinion publique canadienne l'accompagne dans sa démarche, comme ce fut d'ailleurs le cas.

Les données disponibles nous laissent donc croire que le rôle du premier ministre Mulroney a été celui d'une gestion directe et quotidienne de la crise. Ce

processus de décision centralisé excluait le Parlement, la plupart des membres du cabinet et le caucus conservateur des discussions. Il semble donc que la politique canadienne soit le résultat d'une analyse méticuleuse de sondages d'opinion et de l'évolution de l'opinion québécoise et canadienne. L'idée même d'une escalade constante de la présence canadienne dans le Golfe avait donc pour effet de modifier graduellement l'opinion publique canadienne afin de lui faire accepter l'idée d'une intervention militaire.

[117]

Si cette hypothèse est vraie, elle a des implications théoriques importantes. Tout d'abord, l'État n'est pas uniquement guidé par une bureaucratie semi-autonome mais par des individus, dont le premier ministre, qui jouissent d'une certaine liberté d'action malgré les contraintes étatiques. Toutefois, l'opinion publique québécoise et canadienne représente une contrainte environnementale de premier plan qui a permis de modifier les diverses étapes devant mener à la mise en place de la politique canadienne.

Ce cas démontre également qu'il existe un lien étroit entre les décideurs et la société. L'opinion des citoyens ne fut pas transmise via le Parlement, des groupes d'intérêts ou tout autre processus mystérieux qui façonnent l'intérêt national. L'opinion des citoyens n'a pas non plus été filtrée par une bureaucratie mal intentionnée. Les attitudes des citoyens ont eu un effet direct tant sur la formulation que sur les éléments la politique étrangère canadienne lors de la guerre du Golfe. La relation État-citoyen s'est donc faite dans les deux sens bien que certaines informations du gouvernement fussent tenues secrètes pour préserver la sécurité canadienne (Gauthier, 1992). Il ne s'agit peut-être pas d'un cas typique de la diplomatie canadienne et il traduit sans doute le type de leadership exercé par premier ministre canadien, Brian Mulroney, durant cette crise.

Chose certaine, cet épisode dans l'histoire de la diplomatie canadienne démontre que nos gouvernements sont de mieux en mieux équipés pour recueillir, analyser et contrôler l'information. Les enjeux de politiques étrangères, on peut penser également au cas du libre-échange, semblent être de plus en plus « gérés » avec des méthodes plus sophistiquées. Si tel est le cas, il faudra revoir un certain nombre de théories concernant le processus de décision canadien en matière de politiques étrangères.

Notes

_____, Canadians doubted war rationale, poll says », *Ottawa Citizen*, 18 avril 1991.

_____, « 83 p. 100 des Canadiens sont d'avis que Saddam Hussein devrait être jugé comme criminel de guerre », *La Presse*, 28 mars 1991.

_____, « Guerre du Golfe : les Québécois se méfient de l'information de l'armée », *La Presse*, 28 février 1991.

_____, « Most doubt war information accurate », *Toronto Star*, 22(28) février 1991.

_____, « L'appui à la présence dans le Golfe augmente sensiblement », *La Presse*, 22 février 1991.

[118]

_____, « War cabinet to meet more often as war continue, Crosbie says », 31 janvier 1991.

_____, « A war of principle », *Ottawa Citizen*, 29 janvier 1991.

_____, « Tory task force fights PR. war on home front », *Globe and Mail*, 25 janvier 1991.

_____, « War is no time to adjourn Parliament », *Toronto Star*, 24 janvier 1991.

_____, « What was said », *Ottawa Citizen*, 23 janvier 1991.

_____, « Limiting one who declares war », *Ottawa Citizen*, 21 janvier 1991.

_____, « Mulroney calls shots on Gulf policy », *Globe and Mail*, 18 janvier 1991.

v « Tories arrogance has stifled democracy », *Victoria Time-Colonist*, 15 janvier 1991.

_____, « The crisis and Parliament », *Halifax Chronicle-Herald*, 12 janvier 1991.

_____, « Cabinet committee to deal with crisis », *Globe and Mail*, 8 janvier 1991.

_____, « À peine la moitié des Américains d'accord avec Bush sur le Golfe », *Le Devoir*, 14 novembre 1990, A- 1 et A-4.

_____, « Le Québec est contre une participation armée à une éventuelle guerre du Golfe », *La Presse*, 31 octobre 1990.

_____, « M.P.s to get bigger say if Gulf war breaks out », *Montreal Gazette*, 23 octobre 1990.

_____, « Tories plan closure to force vote on Gulf », *Montreal Gazette*, 10 octobre 1990.

_____, « Les Canadiens approuvent l'envoi de militaires dans le golfe Persique », *La Presse*, 9 octobre 1990.

_____, « Le rôle du Canada dans le Golfe reste nébuleux », *Le Devoir*, 25 septembre 1990.

J.J. Best, *Public opinion : micro and macro*, Homewood, Ill., 1973.

François Brousseau, « Les Québécois approuvent de plus en plus la guerre du Golfe », *Le Devoir*, 19 février 1991, A-1.

Canada, Chambre des communes, *Comité sur les Affaires extérieures et le Commerce international*, no° 79, 21 janvier 1991.

Canada, *Débats de la Chambre des communes*, 15 janvier 1991.

Canada, *Débats de la Chambre des communes*, 29 novembre 1990.

Canada, Chambre des communes, *Standing Committee on External Affairs and International Trade*, n° 67, 25 octobre 1990, 24.

Canada, *Débats de la Chambre des communes*, 23 octobre 1990.

[119]

Canada, *Débats de la Chambre des communes*, 9 octobre 1990.

Canada, *Débats de la Chambre des communes*, 24 septembre 1990.

Jocelyn Coulon, *La dernière croisade - la guerre du Golfe et le rôle caché du Canada*, Montréal, Éditions du Méridien, 1992.

Charles-Philippe David, *La guerre du Golfe*, Montréal, Éditions Art Global, 1991.

David B. Dewitt et John J. Kirton, *Canada as a principal power : a study in foreign policy and international relations*, Toronto, John Wiley, 1983.

James Eayrs, *The art of the possible : government and foreign policy in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1961.

Tom Keating, « The state, the public, and the making of Canadian foreign policy », Communication présentée lors du congrès de l'Association canadienne de science politique, Montréal, 2 juin 1985.

Guy Lachapelle, « Le monde dans l'œil québécois », *Le Devoir*, 19 février 1991, B-1 et B-2.

Gilles Gauthier, « Entre tout dire et parler guerre. Approche sémiotique des stratégies discursives sur la guerre du Golfe », *Communication*, 13 : 1 (printemps, 1992).

John Kirton, « Foreign policy decision making in the Mulroney government », dans Brian Tomlin et Maureen Molot, éditeurs, *Canada Among Nations*, 1988, Toronto, Lorimer, 1989.

De Montigny Marchand, « Foreign policy and public interest », *International perspectives*, juillet-août 1983, 6-9.

Eric A. Nordlinger, *On the autonomy of the democratic state*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1981.

Kim Richard Nossal, « Analysing the domestic sources of Canadian foreign policy », *International Journal* 39 : 1 (Hiver 1983-84), 1-22.

Gilles Paquin, « 67% des Canadiens endossent le recours à la force contre l'Iraq », *La Presse*, 28 novembre 1990, A-1 et A-2.

Gilles Paquin, « La guerre du Golfe ne sort pas les Conservateurs de l'ornière », *La Presse*, 21 mars 1991.

Roland Paris, *The Prime Minister and the Persian Gulf War : A Study in the Making of Canadian Foreign Policy*. Mimeo, 1991.

Cranford Pratt, « Dominant class theory and Canadian foreign policy : the case of the counter-consensus », *International Journal*, 39 : 1, hiver 1983-84, 100.

Paul Roy, « Non à une participation à la guerre du Golfe - Une majorité de Québécois juge qu'il faut laisser agir les sanctions économiques », *La Presse*, 12 janvier 1991, A-1 et A-2.

[120]

Bruce Russett et Miroslav Nincic, « American Opinion and the Use of Military Force Abroad », *Political Science Quarterly* 91 : 3 (Automne 1976), 411-431.

Denis Stairs, « Public Opinion and external affairs : reflections on the domestication of foreign policy », *International Journal*, 33 : 1, hiver 1977-78, 128-149.

[121]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

**LA GUERRE DU GOLFE
ET L'AIDE MILITAIRE AU POUVOIR CIVIL**

8

**“L'aide militaire au pouvoir civil
au Canada 1968-1995.” ¹⁵⁶**

Par Jean Parizeau

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'à la fin de la guerre froide, le rôle premier du soldat canadien fut celui du **maintien de la paix** contre des ennemis externes, alors que son rôle secondaire consistait à aider au **maintien de l'ordre**, à l'intérieur du pays, advenant le cas où les policiers seraient débordés. C'est de ce rôle secondaire, pour la période de 1968 à 1995, dont je voudrais vous entretenir. Cette étude vous est donc offerte en guise de supplément à ma thèse de doctorat soutenue à l'université Paul Valéry III de Montpellier (France), en 1981, et dont on peut trouver un exemplaire à la bibliothèque de l'UQAM.

¹⁵⁶ [Voir les références à la fin du texte. JMT.]

Voici le plan de mon exposé :

- Rappel historique ;
- Situation des forces de l'ordre depuis 1967 ;
- Les Forces armées canadiennes : unification et réorganisation ;
- Aspects spéciaux ;
- Recours à l'aide au pouvoir civil 1968-1995 ;
- Recours à l'assistance aux pénitenciers 1967-1995 ;
- * Conclusion.

RAPPEL HISTORIQUE

Dans mon étude qui portait sur la période de 1867 à 1967, soit le premier siècle qui suit la Confédération, j'avais décrit :

- La genèse britannique de l'aide au pouvoir civil ;
- Ses aspects juridiques ;
- La loi et la jurisprudence qui régissaient les responsabilités des juges et des provinces à qui avait été confié la responsabilité de réquisitionner les militaires, en cas de besoin ;
- Les règlements prescrivant aux militaires leurs devoirs et responsabilités, et plus particulièrement le principe de **l'emploi minimum** de la force afin de faire cesser les émeutes ou les perturbations.

[122]

J'avais insisté sur le fait qu'il ne s'agissait nullement :

- * De la loi martiale ;
- * Des mesures de guerre, sauf dans des cas spécifiques ;

- * De l'assistance aux autorités civiles (notez bien la malencontreuse similitude de ce terme avec celui « d'aide au pouvoir civil ») en cas de désastres naturels, d'accidents majeurs, etc., où l'on fait appel aux militaires pour des services humanitaires ;
- * De l'assistance aux pénitenciers, semblable, mais différente du point de vue juridique.

Cette thèse avait pour but de découvrir le « phénomène institutionnel » du maintien de l'ordre, et plus particulièrement le rôle des forces armées lorsqu'elles étaient réquisitionnées à l'aide du pouvoir civil.

En décembre 1970, en plein cours de la crise d'octobre, le professeur Desmond Morton publia un article sur ce sujet ¹⁵⁷, qui fit sensation. À partir de sources conservées au Service historique de la Défense, aux Archives nationales du Canada, et dans quelques rares articles publiés jusque-là, il avait analysé 48 cas d'interventions militaires survenus entre 1867 et 1914. C'était un excellent travail de défrichage.

Dans ma thèse j'ai étudié en détail 145 cas d'aide au pouvoir civil (APC) ainsi que 11 cas d'assistance aux pénitenciers (PEN) survenus entre 1867 et 1967. Il a fallu dépouiller un à un les rapports annuels de la Milice, les dossiers de l'Adjudant général, les débats de la Chambre des communes, en sus des sources mentionnées. Mais afin d'établir le nombre exact de chaque intervention il a aussi fallu dépouiller méthodiquement les principaux journaux du Canada pour la période en question. Ce travail nous a permis de déterminer qu'environ la moitié des interventions eurent lieu lors de désordres publics reliés aux élections, à des questions religieuses et linguistiques, à des combats de boxe (illégaux) et à des désordres divers. Les autres cas eurent lieu au cours de grèves de travailleurs qui cherchaient à obtenir de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail, et surtout à faire reconnaître leur droit d'appartenir à un syndicat.

Il faut rappeler que les militaires sont intervenus neuf fois au cours de la Première Guerre mondiale et dix fois pendant la Deuxième, en vertu de la Loi sur les

¹⁵⁷ Desmond Morton, « Aid to the Civil Power : The Canadian Militia in Support of Social Order, 1867-1914 » dans *Canadian Historical Review*, décembre 1970, p. 334-360.

mesures de guerre. Celle-ci accordait au ministre de la Défense et au ministre de la production reliée à la défense, le droit de faire appel aux troupes directement, sans avoir recours à un [123] juge, lorsque lesdits ministres jugeaient que la sécurité d'un établissement militaire ou que la production de guerre risquaient d'être affectées par une grève ou une perturbation quelconque.

SITUATION DES FORCES DE L'ORDRE DEPUIS 1967

Il ne s'agit pas ici d'une étude exhaustive ; je me bornerai donc à mentionner l'évolution des divers corps de police depuis 1967.

Rappelons que les **corps policiers municipaux** sont les premiers responsables du maintien de l'ordre. Au cours des dernières années, quelques corps municipaux ont été fusionnés en corps métropolitains, comme la police de la Communauté urbaine de Montréal, la Toronto Metropolitan Police et le service de police régional d'Ottawa. On ne cherchait pas seulement à réduire les coûts d'opération et le dédoublement des tâches mais on désirait aussi une efficacité accrue.

Le **corps policiers provinciaux** du Québec et de l'Ontario ont gardé leur identité propre. Ils ont créé des collèges de police dans lesquels ils entraînent leur personnel ainsi que les policiers municipaux, afin de simplifier les mesures administratives et, en conséquence, d'améliorer leur efficacité. Certains policiers prennent aussi des cours au Collège de police régi par la GRC à Ottawa.

Au **niveau fédéral** la Gendarmerie royale du Canada (GRC) œuvre toujours sous la juridiction du ministre du Solliciteur général. Outre sa responsabilité d'assurer le service policier en conformité aux lois du gouvernement du Canada, elle assume, à contrat, le service policier dans les provinces autres que le Québec et l'Ontario, ainsi que dans les territoires. Elle est, à ce titre, responsable de la sécurité des personnages et visiteurs officiels et de l'application des lois concernant le trafic des drogues illicites, etc. Depuis 1972 elle opère un centre d'information sur les activités criminelles auquel tous les corps policiers du Canada ont accès. En 1974 elle a créé un service féminin en uniforme ; elle s'occupe aussi d'un service de police autochtone.

Depuis 1984, le ministère du Solliciteur général est responsable du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) dont la mission est d'enquêter en matière de sécurité publique nationale et d'effectuer les procédures de sélection du personnel, toujours en fonction des questions de sécurité, à la grandeur du pays. Le SCRS n'a aucun rôle d'espionnage en matière du renseignement à l'étranger. Le Service correctionnel du Canada continue d'être sous la responsabilité du solliciteur général.

[124]

LES FORCES CANADIENNES : UNIFICATION ET RÉORGANISATION

L'unification des Forces armées canadiennes, décrétée par le ministre de la Défense nationale, Paul Hellyer, en février 1968, à peine quatre ans après leur intégration, a eu des répercussions majeures sauf en ce qui touche l'aide au pouvoir civil. Les procureurs généraux des provinces doivent maintenant acheminer la réquisition directement au chef d'état-major de la Défense (CEMD) plutôt qu'aux généraux commandant les régions, celles-ci ayant été abolies en faveur de commandements fonctionnels plutôt que géographiques. D'autre part, les réservistes dorénavant ne pourront être obligés de servir à l'aide du pouvoir civil sans leur consentement.

La Loi sur la défense nationale (Partie XI - aide au pouvoir civil) et les Ordres et Règlements des Forces canadiennes (ORFC), lesquels ont remplacé les anciens Règlements et Ordonnances royales, ont été modifiés en ce sens.

ASPECTS SPÉCIAUX

Parlons d'abord de la Loi sur les **mesures de guerre**. Comme nous l'avons mentionné, les autorités compétentes avaient fait appel aux militaires en vertu de cette loi neuf fois lors de la Première Guerre mondiale et dix fois lors de la Deuxième Guerre mondiale, alors que la sécurité de certains établissements mili-

taires avait été affectée lors de perturbations ou que la production de guerre avait été retardée (ou avait risqué de l'être) à cause de grèves. Le 16 octobre 1970, le premier ministre, P-E. Trudeau, imposa les mesures de guerre en vertu d'une insurrection appréhendée, faute de pouvoir recourir à une loi moins arbitraire. Le Parlement donna son aval après coup, après avoir exigé que la Loi sur les mesures de guerre soit modifiée pour tenir compte des libertés personnelles.

Le 21 juillet 1988, l'ancienne loi fut révoquée et remplacée par la **Loi sur les mesures d'urgence**, assujettie à la Charte canadienne des droits et libertés et de la Déclaration canadienne des droits et devant tenir compte du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, même dans des situations de crise nationale. Celle-ci stipule quatre genres d'urgence pour lesquelles le gouvernement peut réquisitionner les militaires (en sus des situations mentionnées dans la Loi sur la défense nationale Partie XI - aide au pouvoir civil) :

[125]

- Le bien-être public (ex. inondations, feux de forêt, etc.) ;
- L'ordre public (ex. menaces à la sécurité publique) ;
- * En cas de nécessité internationale ;
- * En cas de guerre.

Il y a une nette distinction à établir entre les interventions humanitaires et proprement militaires. Dans chaque cas, les forces canadiennes seraient réquisitionnées par le gouvernement du Canada plutôt que par les procureurs généraux des provinces.

RECOURS À LAIDE AU POUVOIR CIVIL DEPUIS 1967

Cinq cas sont venus s'ajouter à notre liste de 1867-1967 :

- APC 146 - 1969 : grève de la police municipale de Montréal ;
- APC 147- 1970-71 : crise d'octobre (FLQ), Ottawa, Montréal ;
- APC 148 - 1974 : capture d'un bandit armé, Calgary ;
- APC 149 - 1985 : capture d'un tireur d'élite, Sainte-Luce ;
- APC 150 - 1990 : crise d'Oka, Kanesatake, Kahnawake et Châteauguay.

Lors de la crise d'octobre, précédée de six vagues de terrorisme à partir de 1963, d'une menace de grève de la Sûreté du Québec en 1966 (APC 145), et d'une grève de la police municipale de Montréal en 1969 (APC 146), les forces armées, appelées à l'aide du pouvoir civil (voire de la police) mirent fin à ces troubles en employant un minimum de force. Pas un seul coup de feu ne fut tiré. Selon Gustave Morf, le terrorisme du FLQ n'a pas obtenu l'effet escompté, n'a pas dressé le peuple contre le gouvernement, n'a pas provoqué la « radicalisation des masses » parce que les méthodes employées étaient trop brutales, trop étrangères, importées. Le FLQ était basé sur la clandestinité, l'illégalité et la violence considérées comme inacceptables dans un État démocratique ¹⁵⁸.

La **crise d'Oka**, survenue 20 ans plus tard, a des origines qui remontent beaucoup plus loin qu'au mois de mars 1987, et la tentative d'agrandir le terrain de golf n'est que la partie émergée de l'iceberg. Nous ne saurions reprendre ici la genèse des doléances et des revendications de la part des autochtones. Qu'il suffise de rappeler que les Mohawks considèrent qu'ils forment une fraternité avec toutes les nations autochtones de l'Amérique et que selon plusieurs d'entre eux ils ne sont pas tenus de respecter les frontières établies entre le Canada et les États-Unis. La défaite du général George Custer dans la bataille de Little Bighorn, en 1876, comme celle de Louis Riel à Batoche, en [126] 1885, font partie de leur histoire. Il en va de même pour la résistance armée des Amérindiens contre des shérifs américains à Wounded Knee, au South-Dakota, en 1890, et la création, en 1977, de Ganienkeh, un terrain de 27 000 acres où les Mohawks s'auto-gouvernent et d'où est exclu tout gouvernement « blanc ». Selon des journalistes, quinze des 21 Warriors qui ont manié les barricades à Oka étaient originaires de Ganienkeh. Un seul, cependant, se rendit aux soldats canadiens, les autres ayant réussi à s'échapper avant que le coup de filet ne fût lancé ¹⁵⁹.

L'intervention s'est déroulée de façon classique. Le brigadier général Armand Roy, commandant de la 5e Brigade mécanisée de Valcartier a déclaré que « le principe de base de l'usage minimum *de la force* demeurait prémisses à toute notre

¹⁵⁸ Gustave Morf, *Le terrorisme québécois*, Montréal, Éd. de l'Homme, 1970, p. 145-146.

¹⁵⁹ Robert Mason Lee, « Mohawk militancy », *The Ottawa Citizen*, 15 septembre 1990, et Iain MacLeod & Iain Hunter, « Who's who behind the lines », *Ibid.*

planification ». En fait la stratégie du brigadier général Roy était fondée sur les principes suivants :

- Un déploiement militaire dynamique est nécessaire pour venir à bout d'une telle situation (il s'agit d'impressionner l'adversaire) ;
- L'Armée ne peut se permettre de s'en laisser imposer par les Warriors (faire preuve de fermeté tout en évitant des actions violentes) ;
- Les militaires participant à l'opération doivent être bien préparés mentalement et physiquement ;
- Il faut refuser d'utiliser les armes « en premier », mais si les Warriors décident autrement, la réplique sera immédiate et à caractère militaire ;
- La progression des opérations doit représenter un enchaînement logique, et l'Armée doit conserver le « momentum » et l'initiative sur le terrain ;
- Une campagne de relations publiques doit tenir la population informée ¹⁶⁰.

Si ces principes furent appliqués par le bataillon du lieutenant-colonel Pierre Daigle, à Oka, ils le furent aussi par le lieutenant-colonel Robin Gagnon, au pont Mercier, mais de façon différente. Ce dernier tenta dès le début d'établir un climat de confiance avec les Mohawks de Kahnawake, ce qui semble avoir bien fonctionné. Enfin, il fut évident tout au cours de l'intervention, que le groupe de reporters de CBC de Toronto réfugiés derrière les barricades avec les Mohawks à Kahnawake, a profité de l'immunité de la presse pour vilipender le gouvernement du Québec et tenter de justifier la violence des Mohawks.

¹⁶⁰ Claude Beauregard, « L'intervention militaire à Oka », dans *Canadian Military History*, printemps 1993, p. 28-29.

[127]

RECOURS À L'ASSISTANCE AUX PÉNITENCIERS 1967-1995

Voici la liste des huit cas d'interventions armées dans les pénitenciers depuis 1967, soit une période de 28 ans :

- PEN 12 - 1970 : émeute, Dorchester (N.-B.)
- PEN 13 - 1971 : émeute, Kingston (ON)
- PEN 14 - 1971 : émeutes, Sainte-Anne-des-Plaines & Saint-Vincent-de Paul (QC), Millhaven (ON)
- PEN 15 - 1972 : recherche de prisonniers évadés, Millhaven (ON)
- PEN 16 - 1973 : recherche d'armes, New Westminster (C.-B.)
- PEN 17 - 1975 : grève des gardiens, pénitenciers du Canada, Opération CADENCE
- PEN 18 - 1976-77 : grève des gardiens, pénitenciers du Québec et de la Colombie-Britannique, Opérations PROMENADE, GABLE & LUTE
- PEN 19 - 1981 : émeute, Matsqui (C.-B.)

Les sept premières interventions eurent lieu dans une période de sept ans. Dans chaque cas, le commissaire a décidé que les gardiens n'avaient pu maîtriser les détenus ou ne pouvaient plus assurer leur sécurité.

CONCLUSION

Dans la période de 28 ans qui s'est écoulée depuis le centenaire de la Confédération, deux crises nationales, en sus d'une grève de policiers et deux désordres particuliers, qui n'ont pu être maîtrisés par les corps policiers, ont nécessité des interventions militaires. Elle furent faites, chaque fois, ne l'oublions pas, dans le cadre des fonctions secondaires confiées aux forces armées. Chaque intervention fut effectuée en conformité avec la loi, avec un minimum d'emploi de force (pas un seul coup de feu ne fut tiré) et toujours à la demande et sous le contrôle du pouvoir civil.

Les désordres civils ont pu avoir eu des répercussions sur l'attitude des détenus dans les pénitenciers. L'inefficacité de certains policiers, dans certains cas, et les menaces de recours à la grève ont probablement nui plus qu'aidé à relever le moral. L'état d'esprit de ces policiers semble même avoir déteint sur les gardiens des pénitenciers.

[128]

BIBLIOGRAPHIE

Documents officiels

Ministère de la Défense nationale :

Loi sur la réorganisation des forces armées canadiennes, 1968.

Loi sur la défense nationale, Partie XI : Aide au pouvoir civil (modifications apportées depuis 1967).

Ordres et Règlements des Forces canadiennes (modifications apportées depuis 1968).

Ministère du Solliciteur général du Canada :

Loi sur les mesures d'urgence, 21 juillet 1988.

Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité, 1985 (modifiée le 1er novembre 1989).

Décret du Conseil privé 1975-131 « aide apportée par les Forces armées canadiennes » dans le Manuel des procédures d'urgence.

Ministère de la justice du Québec :

Me Jean-François Duchaine, *Rapport sur les événements d'octobre 1970*, Québec, octobre 1980, 256 p.

Bibliographie générale :

David J. Bercuson & J.L. Granatstein, *Dictionary of Canadian Biography*, Toronto, Oxford U.P., 1992, passim.

Greg Marquis, *Policing Canada's Century*, Toronto, UTP, 1993.

Jean Pariseau, « Forces armées et maintien de l'ordre au Canada, 1867-1967 : un siècle d'aide au pouvoir civil », thèse de doctorat, Centre d'Histoire militaire et d'études de la Défense nationale, Université Paul Valéry 111, Montpellier [France], 1981, 5 tomes, y compris une bibliographie jusqu'en 1980, ainsi qu'une grille d'analyse sur les interventions militaires, 1867-1967.

Ibid., « Le maintien de l'ordre au Canada : une perspective historique », Notes de recherches N° 8, Département d'Études stratégiques, Collège militaire royal de Saint-Jean, Richelain, QC, 1994, 25 p., (résumé pratique de la thèse).

[129]

Ibid., « Aide au pouvoir civil » dans *l'Encyclopédie du Canada*, Montréal, Stanké, 1987, T. 1, p. 34 [traduit de l'anglais].

L'unification des Forces armées canadiennes :

Mémoires du général Jean Allard, en collaboration avec Serge Bernier, Boucherville, Éd. de Mortagne, 1985.

Paul Hellyer, *Damn the Torpedoes*, Toronto, McClelland & Stewart, 1990.

Desmond Morton, *Une histoire militaire du Canada, 1608-1991*, Sillery, Septentrion, 1992.

G.F.G. Stanley, *Nos soldats, l'histoire militaire du Canada de 1604 à nos jours*, Montréal, Éd. de l'Homme, 1980, Ch. XXII.

La violence au Canada/Québec :

John Gellner, *Bayonets in the Streets ; Urban Guerilla at Home and Abroad*, Don Mills, Ontario, Collier-Macmillan, 1974.

Marc Laurendeau, *Les Québécois violents*, Montréal, Boréal Express, 1974.

Gustave Morf, *Le terrorisme québécois*, Montréal, Éd. de l'Homme, 1970. (excellent prélude à la crise d'octobre).

Jean Pariseau, « Les mouvements sociaux, la violence et les interventions armées au Québec, 1867-1967 » in *RHAF*, juin 1983, p. 67-79.

Daniel Perusse, « Jour de terreur à l'Assemblée nationale » in *Sélection du Reader's Digest*, nov. 1988, p. 163-186. (re : D. Lortie).

Judy M. Torrance, *Public Violence in Canada, 1867-1982*, Kingston, & Montréal, McGill-Queen's U.R., 1986, (voir le compte rendu de Desmond Morton dans les *Cahiers canadiens de Sociologie*, mars 1988, p. 195-197).

La crise d'octobre (1970) :

M. Bellevance et M. Gilbert, *L'opinion publique et la crise d'octobre*, Montréal, Éd. du Jour, 1971.

Germain Dion, *Une tornade de 60 jours : La crise d'octobre 1970 à la Chambre des communes*, Hull, Éd. Asticou, 1985.

[130]

Fernand Dumont, *La vigile de Québec. Octobre 1970 : l'impasse ?*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971.

Louis Fournier, *FLQ, Histoire d'un mouvement clandestin*, Montréal, Québec/Amérique, 1982.

Don Jamieson, « Le coup de 70 » dans *L'actualité*, juin 1988, p. 29-40.

D.G. Loomis, *Not much Glory. Quelling the FLQ*, Toronto, Deneau, 1984.

Brian Moore, *The Revolution Script*, Toronto/Montréal, McClelland & Stewart, 1971.

« Octobre 1970, dix ans après » dans *Criminologie 1980*, Montréal, PUM, vol. XIII, n° 2.

Gérard Pelletier, *La crise d'octobre*, Montréal, Le Jour, 1971 (c.r. de Peter M. Leslie dans *Canadian Journal of Political Science*, déc. 1971, p. 573).

Bruce Powe, *Killing Ground- The Canadian Civil War*, Toronto, Peter Martin Assoc., 1968 (œuvre de fiction d'un Torontois).

Jean Provencher, *La grande peur d'octobre '70*, Montréal, Éd. de l'Aurore, 1974.

G. Radwanski & K. Windeyer, *N° Mandate but Terror : The Story of Canada's Kidnapping Crisis*, Richmond Hill, Ontario, Pocket Books, 1970.

John Saywell, *Québec 70, A Documentary Narrative*, Toronto, UTP, 1971.

Francis Simard en coll. avec Bernard Lortie, Jacques Rose et Paul Rose, *Pour en finir avec octobre*, Montréal, Stanké, 1982.

Denis Smith, *Bleeding Hearts... Bleeding Country : Canada and the Québec Crisis*, Edmonton, Hurtig, 1971.

« Table ronde sur la crise d'octobre (1970) » dans *ACTA* 14, Montréal, 16-19 viii, T. I., Commission internationale d'Histoire militaire, Ottawa, MDN, 1989, p. 300-342.

Crise d'Oka (1990) :

Claude Beauregard, « l'intervention militaire à Oka » dans *Canadian Military History*, printemps 1993, p. 23-47.

[131]

Rick Hornung, *One Nation under the gun. Inside the Mohawk Civil War*, Toronto, Stoddart, 1991.

Jacques Lamarche, *L'été des Mohawks, bilan des 78 jours*, Montréal, Stanké, 1990.

Robert Mason Lee, « Mohawk militancy » et Ian MacLeod & Iain Hunter, « Who's who behind the lines » dans *The Ottawa Citizen*, 15 sep. 1990, p. B I et B2.

Jean Benoit Nadeau, « La petite guerre du golf. Les vraies causes de la crise d'Oka » in *L'actualité*, 15 mars 1994, p. 38-47.

[133]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

LES OPÉRATIONS DE PAIX DES NATIONS UNIES

[Retour à la table des matières](#)

[135]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

LES OPÉRATIONS DE PAIX DES NATIONS UNIES

9

**“La participation
des Canadiens français
dans les opérations de maintien
de la paix.”**

Par Jocelyn Coulon

[Retour à la table des matières](#)

Jocelyn Coulon est le responsable de l'information internationale au Devoir et l'auteur de trois livres sur les questions militaires et internationales. Son dernier ouvrage s'intitule *Les Casques bleus* (Fides, 1994).

Parler de la participation des Canadiens français dans les opérations de maintien de la paix est, d'une certaine façon, un pari risqué. En effet, si on peut estimer, statistiquement, leur présence sur le terrain, il est plus difficile d'évaluer la qualité du travail des soldats et des officiers francophones lorsqu'ils sont déployés dans une mission de paix. Car, je suppose, cette évaluation devrait se faire par rapport aux Canadiens anglais. Je ne suis pas certain que ce serait un bon exercice. Tous ceux qui suivent les affaires militaires savent bien que dans les Forces

armées canadiennes il y a des unités meilleures que d'autres, qu'elles soient francophones, anglophones ou mixtes. En fait, la seule différence entre les deux groupes porte sur la maîtrise des deux langues officielles par les Canadiens français. C'est là une qualité indéniable même si la langue d'usage du maintien de la paix est l'anglais. Ma présentation va donc porter uniquement sur la présence, très nombreuse, des Canadiens français dans les missions de paix et de l'avenir de cette présence qui s'annonce, à mon avis, excellente.

Ce texte est le fruit d'observations et d'une analyse de la composition linguistique des Forces armées canadiennes et des orientations de la politique de défense du Canada ¹⁶¹.

Bref aperçu de la participation du Canada dans les opérations de maintien de la paix.

Depuis quelques années, le Canada est massivement engagé dans plusieurs opérations de maintien de la paix en même temps. Jamais les soldats canadiens n'ont été aussi nombreux sur quatre continents. Avant 1988, date charnière où le nombre de missions de paix de l'ONU augmente rapidement, le Canada - premier pourvoyeur de [136] Casques bleus et recordman de la participation aux 13 missions mises sur pied entre 1948 et 1987 - entretenait chaque année de 800 à 1 000 soldats dans les cinq ou six missions que l'ONU maintenait en permanence. Depuis 1988, l'ONU a mis sur pied 21 nouvelles missions et le Canada a participé à 14 d'entre elles. Cette multiplication des missions de paix a obligé l'ONU à demander au Canada une participation accrue. Ainsi, en 1991 le Canada était représenté dans 9 des 11 missions de paix. En mai 1995, les Canadiens étaient présents dans 9 des 17 missions. Mais si en 1991 il y avait 971 Casques bleus canadiens sur le terrain, au milieu de 1995 il y en avait 3 033 ¹⁶².

¹⁶¹ J'ai visité les missions de l'ONU à Chypre, en 1990, au Koweït, en 1991, en Somalie, au Sahara occidental, au Cambodge, en ex-Yougoslavie, au Golan, au Sud-Liban et à Jérusalem, en 1993.

¹⁶² United Nations, Monthly Summary of Troop contributions to peace-keeping operations as of 31 May 1995.

Si l'opinion publique canadienne a toujours été favorable à la participation du pays aux missions des Nations unies et ce depuis 1945, comme le démontre si bien l'article de Pierre Martin et Michel Fortmann publié dans le numéro du printemps dernier de la revue *International Journal*, on peut dire qu'elle en a découvert toutes les facettes seulement depuis 1991-1992 ¹⁶³. En effet, par le passé, les Canadiens avaient une vision un peu romantique du maintien de la paix. Cette vision était entretenue par les images paisibles de soldats canadiens patrouillant la ligne de cessez-le-feu à Chypre où, mis à part la courte guerre de 1974, de rares incidents ont éclaté entre les deux communautés chypriotes depuis 1964. Mais, depuis le début des années 90, avec la multiplication des missions de paix et les dangers croissants du « métier » de Casque bleu, la présence canadienne n'est pas passée inaperçue tant dans les médias qu'auprès de l'opinion publique et des élites politiques. L'envoi de 2 000 soldats en ex-Yougoslavie, de 800 soldats en Somalie, de 400 soldats au Rwanda et autant en Haïti et la médiatisation des exploits des généraux Lewis Mackenzie et Roméo Dallaire et des bavures de certains soldats en Somalie ont donné une plus grande visibilité aux actions canadiennes en faveur du maintien de la paix et provoque un débat politique soutenu sur ces actions. Cette visibilité des Casques bleus a aussi, à mon avis, souligner la part considérable que les Canadiens français jouent dans les opérations de maintien de la paix.

Les Canadiens français et le maintien de la paix

En fait, je dirais que la participation des Canadiens français aux opérations de maintien de la paix des Nations unies est un succès sur toute la ligne et cela depuis la crise de Suez en 1956. Trois raisons m'incitent à porter ce jugement. D'abord, la participation aux missions de maintien de la paix n'a jamais provoqué chez les Canadiens français les réactions que nous avons pu constater pendant [137] les deux grands conflits mondiaux. Bien sûr, ces événements sont différents et je ne voudrais pas pousser la comparaison trop loin. Mais enfin, pendant longtemps la chose militaire, surtout lorsqu'elle se déroulait à l'étranger, répugnait à de

¹⁶³ Pierre Martin & Michel Fortmann, « Canadian public opinion and peacekeeping in a turbulent world », *International Journal* vol. L, n° 2, printemps 1995, p. 370-400.

nombreux Canadiens français. Cette attitude a changé avec la création d'un collège militaire (malheureusement fermé aujourd'hui), d'unités francophones et de l'imposition du bilinguisme. Depuis 40 ans, les Canadiens français se sentent chez eux dans les Forces armées et, comme leurs collègues Canadiens anglais, ils se sentent particulièrement fiers de leurs participations aux missions de paix.

L'autre raison de ce succès, c'est la présence massive des Canadiens français dans les missions de paix. Voyons pourquoi. Dans ce pays où les francophones représentent environ 25% de la population, leur représentativité au sein des Forces armées était d'environ 28% en septembre 1994 ¹⁶⁴. Toutefois, pour bien évaluer la présence des Canadiens français dans les missions de paix, il faut analyser le rôle que joue les trois services (air, mer et terre) dans ces missions. Au Canada, comme dans les autres pays pourvoyeurs de Casques bleus, c'est l'armée de terre qui joue un rôle-clé dans les missions de paix. Ainsi, sur les 3 033 soldats canadiens déployés en mai dans neuf missions de paix à travers le monde, environ 2 500 provenaient de l'armée de terre.

Quand on analyse la composition linguistique des trois services, on voit tout de suite la forte présence des Canadiens français dans l'armée de terre. Ainsi, en septembre 1994, la Marine comptait 17% de francophones, l'aviation 26% et l'armée de terre 33%.

Avec une telle représentativité au sein de l'armée de terre il n'est pas surprenant qu'en visitant des missions de paix à travers le monde on retrouve toujours quantité, de Canadiens français et ce dans toutes les fonctions : du simple Casque bleu au commandant militaire d'une mission. Ainsi, sur les 14 officiers canadiens qui ont occupé des postes de commandant d'une mission de paix, cinq étaient des Canadiens français ¹⁶⁵. De plus, de juin 1992 à juillet 1995, le poste de conseiller militaire du secrétaire général de l'ONU a été occupé par le général Maurice Baril. Certes, par le passé, il y a des années où l'on trouvait peu de Canadiens français dans les missions de paix. Dans les années soixante-dix, par exemple, il n'était pas rare de voir les missions à Chypre et sur le Golan occupés par des Canadiens an-

¹⁶⁴ Ministère de la Défense, Répartition linguistique des militaires par commandement, 15 août 1995.

¹⁶⁵ UNMOGIP : Colonel J. Gauthier, janvier-juillet 1966, lieutenant-colonel P. Bergevin, juillet 1977-avril 1978 ; MINURSO : brigadier-général Armand Roy, juin 1991-juin 1992 ; MINUAR : brigadier-général Roméo Dallaire, juin 1993-août 1994, major-général Guy Tousignant, depuis août 1994.

glais et cela plusieurs années de suite. Mais, depuis 1988, il y a de grandes unités militaires composées de Canadiens français qui sont déployées annuellement à l'étranger. J'aimerais d'ailleurs souligner ici que, de [138] mai à octobre 1995, l'écrasante majorité des 2 000 Casques bleus déployés en ex-Yougoslavie est constituée de Canadiens français du Royal 22e Régiment.

La dernière raison de ce succès, c'est le bilinguisme des Casques bleus canadiens-français. Voilà un atout majeur qui a d'ailleurs été souligné par l'historien Fred Gaffen dans son livre *In The Eye of The Storm*¹⁶⁶. Dans ce domaine, les statistiques sont éloquentes. En septembre 1994, 50% des soldats francophones étaient bilingues contre 5% chez les anglophones. Chez les officiers, 74% des francophones étaient bilingues contre 25% chez leurs collègues anglophones.

L'avenir

Dans son Livre blanc sur la défense publié en décembre 1994, le gouvernement canadien souligne que la contribution du pays à la sécurité internationale sera une mission de première importance pour ses forces armées. En plus de maintenir sa participation à l'accord NORAD et de contribuer militairement à ses engagements au sein de l'OTAN, le gouvernement canadien s'engage dans une politique interventionniste ambitieuse pour le bénéfice des Nations unies. Qu'on en juge.

« Les Forces canadiennes se tiendront prêtes à déployer des forces d'intervention pouvant comprendre jusqu'à un groupe opérationnel maritime, un groupe-brigade et un groupe-bataillon d'infanterie, ainsi qu'une escadre de chasseurs et un escadron d'aéronefs de transport tactique. Si toutes ces unités devaient se déployer simultanément, c'est quelque 10 000 militaires qui seraient mis à contribution. »

« Le Canada augmentera le nombre de ses troupes en réserve de l'ONU. Elles compteraient désormais : deux navires, un groupement tactique, un groupe-bataillon d'infanterie, un escadron de chasseurs, une escadille de transport aérien tactique, un élément de communications et un

¹⁶⁶ Fred Gaffen, *In the Eye of the Storm. A History of Canadian Peacekeeping*, Deneau & Wayne, Toronto, 1987, 302 p.

élément de quartier général. Si tous ces éléments se déployaient simultanément c'est environ 4 000 militaires qui seraient mis à contribution », litan dans le Livre blanc ¹⁶⁷.

Pour que le Canada mette au service des Nations unies des forces d'une telle ampleur, il faut que ses Forces armées disposent d'un élément terrestre de première importance. Car, comme mentionné plus haut, l'élément terrestre constituerait plus de 50% des forces d'intervention. Le gouvernement y a pensé. Ainsi, selon le Livre blanc, « la proportion relative des effectifs maritimes, terrestres et aériens sera modifiée pour que des ressources soient transférées là où le besoin s'en fait sentir, à savoir principalement aux éléments terrestres de combat [139] et d'appui, du fait de l'importance accrue des opérations multilatérales, et tout particulièrement des missions de maintien de la paix et de rétablissement de la stabilité » ¹⁶⁸.

Même si le gouvernement envisage de faire passer de 70 000 actuellement à 60 000, dans quatre ans, le nombre de militaires réguliers dans les Forces armées, il s'engage à augmenter de 3 000 le nombre des militaires pour sa force de campagne de l'armée de terre et cela grâce à la réduction des quartiers généraux qu'accompagneront la restructuration des trois éléments des Forces canadiennes et la compression des effectifs de la Réserve.

Je me risque donc à faire une prédiction. Si le Canada reste uni, si ses élites politiques respectent le nouvel énoncé de défense et si les Canadiens français maintiennent leur présence au sein des Forces armées et particulièrement au sein de l'armée de terre, il est clair que ceux-ci occuperont toujours une place enviable au sein des missions de maintien de la paix de l'ONU dans l'avenir.

¹⁶⁷ Ministère de la Défense nationale, Livre blanc sur la Défense de 1994, p. 37.

¹⁶⁸ Ibid., p. 43.

[140]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

LES OPÉRATIONS DE PAIX DES NATIONS UNIES

10

“Vers une réorganisation des opérations de maintien de la paix ?”

Par Albert Legault ¹⁶⁹

[Retour à la table des matières](#)

Il y a quelques jours, je présentais à Québec, un exposé un peu plus théorique sur *Le maintien de la paix de 1815 à aujourd'hui*. Vous me permettez donc ici de coller à la réalité et de vous soumettre un exposé beaucoup plus factuel.

Le cinquantième anniversaire de l'ONU a suscité et continue de susciter d'immenses espoirs de réforme et de rénovation de l'Organisation. Trois domaines particuliers méritent un examen attentif, Ce sont les réformes institutionnelles, les réformes organisationnelles et les réformes par ajustements. Nous dirons peu de choses des deux premières, car elles ont relativement bien connues, pour nous attarder sur les questions de maintien de la paix et de leur évolution dans la pratique.

¹⁶⁹ Professeur à l'Institut québécois des hautes études internationales (IQHÉI) et directeur du programme paix et sécurité internationales. L'auteur tient à remercier ses assistantes Julie FOURNIER et Isabelle DESMARTIS pour leur contribution à cette recherche. Une subvention du Conseil de recherche en sciences sociales a rendu possible la réalisation de ce travail.

1. Les réformes institutionnelles

Les pouvoirs des principaux organes de l'ONU sont toujours définis par la Charte et personne ne souhaite ouvrir « ce panier de crabes », car il faudrait que tout amendement soit approuvé par les deux-tiers des membres de l'Assemblée générale et tous les membres permanents du Conseil de sécurité (Article 108 de la Charte). Historiquement et dans la pratique, le rôle du Secrétaire général a toujours été d'être le principal responsable administratif de l'Organisation. Notons qu'il est « nommé » plutôt qu'« élu », ce qui en dit long sur son rôle de « serviteur » de l'Organisation ¹⁷⁰, même si plusieurs voient en l'article 99 de la Charte une porte de sortie permettant au Secrétaire général de prendre des initiatives de son propre chef en matière de paix et de sécurité internationales. Pour l'instant, notons que les missions d'enquête et de bons offices du Secrétaire général ont progressé considérablement au cours des dernières années ¹⁷¹, ce qui témoigne de l'importance du rôle du plus haut fonctionnaire de l'Organisation. Celui-ci ne peut cependant « ni se substituer au leadership du Conseil de sécurité ni entreprendre des missions de paix de son propre chef », mais il reste l'instrument incontournable du Conseil de [141] sécurité en matière de maintien de paix ¹⁷². La publication en 1992 du document, *Un Agenda pour la paix*, constitue d'ailleurs la réponse du Secrétariat à l'étude commandée par les membres permanents du Conseil de sécurité réunis en sommet à New York, en janvier 1992. Ajoutons qu'un supplément à ce rapport a été publié en janvier 1995 ¹⁷³.

En matière institutionnelle, il est probable que le Conseil de sécurité de l'ONU sera sous peu élargi afin d'accommoder les nouveaux et importants bailleurs de

¹⁷⁰ Sur les fonctions et pouvoirs du Secrétaire général, voir RIVLIN, Benjamin et GORDENKER, Léon, (dir.), *The Challenging Role of the UN Secretary General* Prager, New York, 1993.

¹⁷¹ Voir à cet égard le *Rapport du Secrétaire général sur les activités de l'Organisation*, A/49/1, 2 septembre 1994. Ci-après cité Rapport du Secrétaire général, 1994, *op. cit.*

¹⁷² Voir RIVLIN, Benjamin, « The UN Secretary-Generalship at Fifty », *Paradigms*, London, vol. 8, n° 2, Winter 1994, pp. 49-70.

¹⁷³ *Supplement to An Agenda for Peace : Position Paper of the Secretary General on the Occasion of the Fiftieth Anniversary of the United Nations*, A/50/60 ou S/1995/1, 3 janvier 1995.

fonds que sont l'Allemagne et le Japon, et sans doute aussi d'autres représentants des pays du Tiers-Monde, tels le Brésil, l'Inde et sans doute aussi un pays africain. Ici, il serait étonnant - mais non impensable - que la chose se fasse par amendement à la Charte ¹⁷⁴, ce qui signifie que seuls les cinq membres permanents du Conseil de sécurité conserveront un droit de veto ¹⁷⁵. On s'oriente donc de plus en plus vers un Conseil de sécurité composé d'une vingtaine d'États, ce qui alourdira sans doute les procédures et rendra plus longues et difficiles les réunions formelles du Conseil, tandis que le processus des consultations informelles prendra de plus en plus d'importance.

Sur le plan institutionnel, cette évolution est conforme à la pratique récente de consultations étroites entre les membres permanents du Conseil et ceux qui seront les principaux instigateurs de la mise en œuvre d'une mission de paix particulière. Ainsi le Japon a été le principal interlocuteur du Conseil de sécurité dans la question cambodgienne, tout comme l'Allemagne reste aujourd'hui un partenaire important du Groupe de contact sur la Yougoslavie, non pas parce qu'elle fournit des troupes à la FORPRONU (Force de protection de l'ONU), mais parce qu'un jour ou l'autre il faudra s'engager dans la reconstruction économique de ce pays. Par ailleurs notons que le Canada a récemment suggéré que lui-même et d'autres

¹⁷⁴ Encore que plusieurs études recommandent l'élargissement du Conseil de sécurité jusqu'à 23 membres, dont pas plus de cinq seraient de nouveaux membres permanents. Voir à ce sujet l'important rapport d'un groupe indépendant sur l'avenir des Nations unies, *The Report of the Independent Working Group on the Future of the United Nations, The United Nations in its second-half Century*, KENNEDY, Paul M., et RUSSETT, Bruce (dir.), New York, FORD Foundation, 1995, p. 45. Ci-après cité Rapport FORD, 1995, op. cit. En outre, on recommande que le droit de veto soit limité aux seules questions des opérations de maintien et d'imposition de la paix de l'ONU. Par ailleurs le rapport CARLSSON à propos de la « Global Governance » recommande l'élargissement du Conseil à 5 nouveaux membres permanents (standing members) dépourvus du droit de veto dans une première étape, tandis que le nombre des membres non permanents passerait de 10 à 13. Quant à la procédure de vote pour obtenir une décision du Conseil, on suggère que le nombre de votes requis passe de 9 à 14 des membres non permanents. Voir le rapport de la Commission « On Global Governance » coprésidée par le Premier ministre suédois Ingvar CARLSSON et l'ancien Secrétaire général du Commonwealth, Sir Shridath RAMPHAL, et communiqué à l'ONU par l'ambassadeur de Suède aux Nations unies. Ce rapport a été publié sous la cote A/50/79 et S/1995/106, 6 février 1995. Les recommandations relatives au Conseil sont tirées de la page 12 du rapport. Ci-après cité Rapport CARLSSON, 1995, op. cit.

¹⁷⁵ La chose supposera toutefois que les membres du Conseil de sécurité s'entendent sur la nouvelle procédure de vote au sein de cet organe, tout comme cela fut le cas lors du dernier élargissement du Conseil de sécurité en 1965.

pays ¹⁷⁶ devraient être plus étroitement associés au Groupe de contact, ce qui témoigne de la volonté de certains pays de faire passer dans la pratique le principe de la consultation obligatoire des pays participant à une mission. Nous y revenons.

II. Les réformes organisationnelles

Sur le plan organisationnel, les faiblesses de l'ONU sont légendes, surtout depuis la menace des États-Unis au milieu des années quatre-vingt de réduire substantiellement leur contribution financière à l'Organisation. Les questions financières ont toujours préoccupé et continuent de grever le potentiel de « gouverne globale » de l'ONU. Gene M. LYONS ¹⁷⁷ a parfaitement bien résumé les conclusions du [142] Groupe des 18 (ou du G 18) et les travaux parallèles de l'AGA KHAN et de Maurice STRONG exécutés sous la direction de George DAVIDSON, un ancien sous-secrétaire général à l'administration. Dans le premier cas, il s'agissait d'aider le Secrétaire général à dégraisser tous les niveaux d'organisation jugés « trop lourds du haut [top-heavy] », « trop complexes » et « trop fragmentés » ¹⁷⁸. Dans le second cas, on suggérait de réduire à 15, voire à 10 pour cent du budget ordinaire de l'ONU, la contribution maximum d'un membre, afin d'assurer une meilleure répartition des rôles et des responsabilités au sein de l'ONU, car selon ces auteurs, pour plusieurs pays, les Nations unies représentent « l'un des principaux débouchés pour leur politique diplomatique » ¹⁷⁹. La plupart de ces études, comme celles qui ont suivi, notamment le rapport de la Commission trila-

¹⁷⁶ Notamment la Malaisie qui fournit un contingent de 1 500 hommes à la FORPRONU. La position canadienne est simple : il faut remettre sur ses rails le train des négociations, inclure dans le Groupe de contact certains pays participants dont la neutralité ne peut être mise en cause et dont certaines idées méritent d'être étudiées. Le ministre des Affaires extérieures André OUELLET a dépêché Jim BARTELMAN à Washington, afin que Anthony LAKE du Conseil national de sécurité soit saisi des propositions canadiennes. Voir *The Toronto Star*, 12 août 1995, p. A 20 et *The Ottawa Citizen*, 11 août 1995, p. A 7.

¹⁷⁷ LYONS, Gene M., « Competing visions : Proposals for UN Reform », dans ALGER, Chadwick, LYONS, Gene M., et TRENT, John E., *The United Nations System ; The Policies of Member States*, Toronto, New York, Paris, United Nations University Press, 1995, pp. 41-85. Ci après cité *The UN System*.

¹⁷⁸ Voir GAOR, 41e session, *Supplément n° 49* (A/41/49), 1986, p. 12.

¹⁷⁹ Cité dans « The UN System », op. cit., p. 50.

térale¹⁸⁰ et celui de la FORD Foundation¹⁸¹, visaient à résoudre la crise financière de l'Organisation. Aujourd'hui en 1995, les opérations de maintien de la paix coûtent environ trois milliards de dollars par année à l'Organisation et celle-ci en est toujours à chercher ses sous pour combler ses déficits d'opérations. En outre, les États-Unis réduiront de 31 à 25 pour cent du coût total des opérations, à compter du 1er octobre de cette année, leur contribution aux opérations du maintien de la paix¹⁸².

La volonté des pays occidentaux de « dégraisser » l'Organisation et de la rendre plus efficace a cependant permis au Secrétaire général de procéder à une importante réorganisation du Secrétariat en 1992. En réalité, dès 1991 l'Australie avait entrepris des consultations à cet égard avec une trentaine de délégations. Son étude, mieux connue sous le nom du rapport WILENSKI, a été soumis en novembre 1991¹⁸³. Ce rapport rejoignait par ailleurs les vues d'anciens fonctionnaires internationaux, tels Brian URQUHART et Erskine CHILDERS, qui suggéraient, dès février 1991, la création de quatre postes de Secrétaires généraux adjoints responsables des questions politiques, de sécurité et de paix ; des questions économiques, de développement et d'environnement ; des questions humanitaires et des droits de la personne ; et enfin des questions administratives, de budget et de la planification des grandes Conférences internationales¹⁸⁴.

¹⁸⁰ ROPER, John, SCHOETTLE Enid, OTUNNU, Olara et al., *Keeping the Peace in the Post-cold War era : Strengthening Multilateral Peacekeeping, A Report to the Trilateral Commission* : 43, Paris, New York, Tokyo, The Trilateral Commission, 1993. Ci-après cité Rapport trilatéral 1993.

¹⁸¹ *Financing an Effective United Nations : A Report of the Independent Advisory Group on UN Financing*, New York, Fondation FORD, février 1993. Pour une étude externe concise et remarquable des questions du financement, voir GIZEWSKI, Peter, et PEARSON, Geoffrey, "The Burgeoning Cost of UN Peace-Keeping : Who Pays and Who Benefits ?", *Aurora Papers* 21, Canadian Center for Global Security, November 1993, 32 p. Diverses solutions pour assurer la stabilité financière de l'ONU ont aussi été proposées par MILLS, Susan R., « The Financing of United Nations Peacekeeping Operations : The Need for a Sound Financial Basis », New York, IPA, *Occasional Paper* N° 3, 1990.

¹⁸² Voir *Peace Operations : Estimated Fiscal Year 1995 Costs to the United States*, Washington, D.C., United States General Accounting Office, GAO/NSIAD95-138BR, mai 1995.

¹⁸³ Le rapport de Peter WILENSKI s'intitule *Preliminary Draft for Discussion with the Incoming Secretary-General* 27 novembre 1991. Ce rapport souhaitait aussi l'établissement avant la fin de l'année 1995 d'un taux de participation à la fonction publique de 25 pour cent pour les femmes au niveau D.1 et plus de l'Organisation.

¹⁸⁴ URQUHART, Brian and CHILDERS Erskine, *Reorganization of the United Nations Secretariat : A Suggested Outline of Needed Reforms*, New York, UN, (mimeographed), February 1991, 36 p.

C'est donc avec une certaine satisfaction que les Occidentaux accueillirent, six semaines après l'entrée en fonction du nouveau Secrétaire général, Boutros BOUTROS-GHALI, la décision de celui-ci d'éliminer quatorze postes de rang élevé et d'abolir douze départements au sein du Secrétariat ¹⁸⁵. L'organisation actuelle du Secrétariat repose autour de la personne de M. Boutros BOUTROS-GHALI, auquel se rapportent sept sous-secrétaires généraux (SSG). Ceux-ci sont plus [143] particulièrement responsables des bureaux suivants : le développement économique et social, les questions humanitaires, l'administration et la gestion, les affaires juridiques, les affaires politiques, les opérations du maintien de la paix et, enfin, les questions d'information publique. Les quatre principaux départements en matière de maintien de la paix sont évidemment le département des Opérations du maintien de la paix (DPKO) dirigé par le ghanéen Kofi ANNAN, le département des Affaires humanitaires (DHA), le département des Affaires politiques (DPA) toujours dirigé par le britannique Marrack GOULDING, assisté par James JOHNSON du Sierra Leone et, enfin, le département responsable de l'administration et des questions de gestion (DAM-Department for Administration and Management).

Il faut noter que la plupart de ces postes sont dévolus à des nationaux, c'est-à-dire à des pays différents afin de tenir compte d'une distribution géographique équitable des postes. Bien qu'il soit évident que la plupart de ces personnes se comportent comme des représentants de la fonction publique internationale, c'est-à-dire que leur loyauté s'adresse d'abord à l'Organisation et non aux États dont ils sont ressortissants, il reste qu'une telle organisation rend souvent difficile la coordination entre les différents départements qui eux dépendent évidemment de leur chef hiérarchique immédiat.

¹⁸⁵ Voir *Le Monde*, 9-10 février 1992, p. 22.

III. Les réformes par ajustements

Nous n'aborderons ici, nous l'avons dit ci-dessus, que les questions relatives au maintien de la paix selon les rubriques suivantes : les ressources financières, les ressources matérielles, et la planification des opérations.

a) les ressources financières

L'ONU, on le sait, est dans une situation financière difficile. Au 31 juillet 1995, l'ONU avait pour 2,61 milliards de dollars de comptes à percevoir, dont 866 millions au titre du budget régulier et 1,74 milliard au titre du budget des opérations du maintien de la paix ¹⁸⁶. Si l'on exclut les agences spécialisées de l'ONU, les dépenses projetées de l'Organisation en 1994 s'élevaient à 8,3 milliards de dollars, dont 1,3 milliard pour le budget régulier, 3,3 milliards pour les opérations de maintien de paix, le reste étant destiné au financement de programmes et d'activités sur la base de contributions volontaires ¹⁸⁷. Un déficit de 866 millions dans le budget régulier de l'Organisation représente donc, à supposer que le budget régulier soit à peu près le [144] même pour 1995, une amputation de crédits de plus de 50 pour cent, ce qui serait, souligne-t-on dans le rapport FORD de 1995, tout simplement inacceptable ou intenable pour une organisation à but lucratif

La situation est encore plus dramatique en matière de maintien de paix, car les quotes-parts sont rarement remboursées en totalité et plusieurs États négligent tout simplement de s'acquitter à temps de leurs obligations. Le déficit accumule de l'ONU à ce chapitre, au 31 mai 1995, était de 1,5 milliard. De ce montant, 800 millions sont dus à une soixantaine de pays pour des troupes ou de l'équipement qu'ils ont fournis à des opérations de maintien de paix, 300 millions doivent être remboursés pour des raisons de surplus budgétaires réalisés au cours d'années

¹⁸⁶ *Daily Highlights*, DH/1957, 15 août 1995. De ces sommes, 527 millions et 21 millions sont dus respectivement par les États-Unis et la Russie au titre du budget régulier, et 649 et 500 millions respectivement au titre du budget des opérations du maintien de la paix.

¹⁸⁷ Rapport FORD, 1995, op. cit. p. 45.

antérieures, et 375 millions constituent des comptes à payer à des fournisseurs ou à des vendeurs ¹⁸⁸. Le problème se trouve aggravé dans la pratique, car de nouvelles opérations sont constamment approuvées, ce qui fait que l'« on donne l'autorité au Secrétaire général de dépenser l'argent qu'il n'a pas [...] ou qu'il doit utiliser des fonds approuvés pour une opération pour les dépenser sur une autre qui, elle, n'est pas approuvée » ¹⁸⁹. Dans l'ensemble, le Secrétaire général se trouve dans un dilemme insoutenable : ou il rembourse les États contributeurs au maintien de la paix et sa marge de crédit se trouve réduite à 200 millions, soit de quoi faire vivre l'Organisation durant 3 semaines, ou alors il accumule les sommes à rembourser, ce qui fait que le déficit des opérations de maintien de paix se chiffrera à 1,1 milliard à la fin de l'année 1995 ¹⁹⁰.

Une proposition récente du Secrétaire général vise à faire en sorte que les États qui ont des arrérages émettent des obligations payables à l'ONU à maturité - c'est-à-dire que ces obligations ne seraient valables que pour une période maximale de 5 ans -, et qui pourraient être échangées auprès d'autres États contributeurs à qui l'ONU doit de l'argent ou encore qui pourraient leur être remboursées sur leur propre marché financier. C'est du moins le sens de la proposition transmise par le Secrétaire général aux pays du G7 réunis en sommet à Halifax, en juin dernier ¹⁹¹. On en arriverait ainsi de proche en proche à refiler la dette de l'Organisation aux pays membres de l'ONU. Cette proposition semble avoir été accueillie plutôt froidement. Depuis octobre 1994, le Secrétaire général a formé un Groupe de haut niveau pour étudier ces questions, et celui-ci s'emploie depuis janvier 1995 à trouver des solutions justes et durables à ce problème chronique de l'Organisation. Dans l'ensemble, toutes les grandes études ¹⁹² sur la question en arrivent à la conclusion qu'il faut établir, entre les pays qui [145] ont la capacité de payer, une formule plus équitable de quotes-parts. Le Secrétaire général de l'Organisation s'est d'ailleurs récemment rallié à ce point de vue ¹⁹³.

¹⁸⁸ *Secretary-General Requests High-Level Group to Consider Ways of Relieving Organization's Financial Crisis*, SG/SM/5655, 22 juin 1995.

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ *Ibid.*

¹⁹¹ *Secretary General Sends Letter to Participants in Group of Seven Meeting*, SG/SM/5651, 14 juin 1995.

¹⁹² Rapport FORD, op. cit., p. 45 ; Rapport trilatéral 1993, op. cit.

¹⁹³ Voir *Daily Highlights*, DH/1956, 14 août 1995.

D'autres ajustements sont possibles. Les deux les plus fréquemment cités sont la réduction du délai entre l'autorisation proprement dite d'une opération et son financement, période qui s'étend souvent entre 3 et 6 mois ¹⁹⁴. Le Bureau du service de vérification interne (Office of Internal Oversight Services) s'est penché sur ces problèmes et a recommandé la mise en œuvre d'un prototype analytique de système de budget, destiné à réduire les délais entre le démarrage d'une mission et le temps nécessaire à l'approbation des prévisions budgétaires. Le Bureau de la planification des programmes du DPKO devrait mettre à l'épreuve ce modèle au courant de l'année 1995 ¹⁹⁵. L'autre ajustement remonte à la création du Fonds de réserve pour les opérations du maintien de la paix, établi par la résolution 47/217 de l'AGNU, le 23 décembre 1992, et dont l'entrée en vigueur a été effective au 1er janvier 1993. Ce Fonds visait à pourvoir l'Organisation de liquidités immédiates afin de faciliter le démarrage rapide d'opérations urgentes. Étant donné les problèmes financiers de l'Organisation, on a dû rapidement puiser dans ces fonds, ce qui fait que le cercle vicieux reste entier. Le Secrétaire général a proposé en mars 1994 que le Fonds de réserve soit porté à 800 millions de dollars, mais l'AGNU a préféré s'en remettre au statu quo, en vertu de la section IX de sa résolution 49/233 du 23 décembre 1994, et en attendant que soient connues les études entreprises en la matière ¹⁹⁶. Depuis, plus rien, sinon que le Fonds de réserve est largement épuisé et que l'ONU continue d'approuver la mise en œuvre d'autres opérations, telle la Force de réaction rapide qui vient appuyer la FORPRONU en Bosnie, sans que l'on s'interroge vraiment sur la façon dont l'Organisation sortira de son marasme financier.

¹⁹⁴ Par exemple, un document interne du bureau de la comptabilité de l'ONU démontre qu'entre l'autorisation de l'opération UNOSOM 11, le 18 novembre 1993 et la réception des premiers trente pour cent des crédits, le 30 juin 1994, il s'est écoulé près de 7 mois.

¹⁹⁵ Voir la recommandation 16 du *Final Report on the in-depth Evaluation of Peace-Keeping Operations: Start-Up Phase*, Committee for Programme and Coordination, E/AC-51/1995/2, 17 mars 1995. Ci-après cité Rapport d'évaluation en profondeur, 1995, op. cit.

¹⁹⁶ Voir *Ibid.*, paragraphe 58. Par ailleurs, dès le 12 octobre 1994, le Secrétaire général avait proposé une formule proche de celle d'émission d'obligations. À l'époque, il avait parlé d'émissions de certificats remboursables et surtout du paiement précoce des quotes-parts définies pour les États.

b) les ressources matérielles

C'est à l'article 43 de la Charte que l'ONU aurait dû normalement s'en remettre pour veiller au maintien de la paix et de la sécurité internationales, c'est-à-dire aux forces militaires mises à sa disposition. Le rôle du Comité d'état-major prévu aux articles 46 et 47 aurait été de « conseiller » et d'« assister » le Conseil de sécurité dans l'élaboration de ses plans d'application de la force armée et de veiller à la « direction stratégique » des forces militaires mises à la disposition du Conseil. Le comité d'état-major aurait donc servi de chaînon ou d'interface entre le Conseil de sécurité et le Commandement militaire proprement dit. [146] Lorsqu'on s'entendit pour reporter à plus tard la mise en œuvre de l'article 47 (3), ce n'est pas parce qu'on était inapte à s'entendre sur la définition du mot « commandement », mais parce qu'on était incapable, selon James HOUCK, de se mettre d'accord sur un mécanisme ou une procédure de nomination concernant l'individu qui commanderait cette armée internationale ¹⁹⁷. En 1948, le Secrétaire général de l'époque, Trygve LIE, tenta en vain de donner corps à ce concept.

Le projet d'une armée internationale de l'ONU est depuis dans les limbes, même si plusieurs pays, la France notamment et peut-être aussi la Russie, auraient voulu, il n'y a pas si longtemps encore, « ressusciter » l'article 43 de la Charte ¹⁹⁸. Certains spécialistes ont aussi présenté des projets similaires, tels Sir Brian URQUHART ¹⁹⁹ qui a parlé de la constitution d'une Légion onusienne, et le professeur Alan K. HENRIKSON ²⁰⁰ de la Fletcher School of Law and Diplomacy, qui propose la création d'une armée permanente de 500 000 hommes, en conformité avec l'article 43 de la Charte de l'ONU. D'autres encore, comme Jocelyn COU-

¹⁹⁷ Voir à ce propos la remarquable étude de HOUCK, James W. (Judge-Advocate, US Naval Forces Central Command), « The Command and Control of United Nations Forces in the Era of Peace Enforcement », *Duke Journal of Comparative and International Law*, vol. 4, Fall 1993.

¹⁹⁸ Voir GORDENKER, Louis, « International Organization in the New World Order », *The Fletcher Forum*, Summer 1991, p. 71-86, plus particulièrement la page 74.

¹⁹⁹ URQUHART, Brian, *A Life in Peace and War*, New York, Harper and Row, 1987, p. 361. L'auteur est depuis revenu sur cette proposition.

²⁰⁰ Voir l'article de Paul LEWIS, « Warld Chiefs to Try to Enhance U.N. Peacekeeping », *The New York Times*, 31 janvier 1992.

LON et John E HILLEN, jugent un tel projet comme « intéressant mais irréaliste »²⁰¹, ou encore d'une bien faible utilité pour les « situations d'imposition de la paix »²⁰². Le spécialiste canadien David COX²⁰³ suggère, de son côté, de laisser la responsabilité des opérations d'imposition de la paix à des coalitions d'États, réunies sous le commandement d'un État chef de file, et de confier les opérations intermédiaires au Conseil de sécurité. Dans son Agenda pour la paix, le Secrétaire général de l'ONU parlait en janvier 1992 « d'unités d'imposition de la paix », mais la publication en janvier 1995 d'un supplément à ce rapport confirme l'évolution récente des Nations unies. On ne parle plus d'« unités d'imposition de la paix », ni d'armée permanente de l'ONU, ni d'un retour à l'article 43 de la Charte. Bien que le Secrétaire général tient toujours cet objectif comme souhaitable, il n'en conclut pas moins que ce serait « une pure folie que de tenter de le faire maintenant »²⁰⁴, alors que l'Organisation est pressée de toutes parts de répondre à des obligations urgentes mais moins contraignantes en matière de maintien et de rétablissement de la paix.

Dans le rapport CARLSSON, *Our global Neighbourhood*, on propose l'établissement d'une Force de volontaires de l'ONU, composée au maximum de 10 000 personnes, « qui ne remplacerait pas les forces traditionnelles ou qui n'accomplirait aucune mission d'imposition de paix, mais qui viendrait appuyer la diplomatie préventive avec la possibilité d'un déploiement convaincant sur le terrain »²⁰⁵. De la même manière le rapport FORD estime que la constitution d'une Force [147] de réaction rapide coûterait un demi milliard de dollars pour son éta-

²⁰¹ COULON, Jocelyn, *Les Casques bleus*, Montréal, FIDES, 1994, p. 315.

²⁰² HILLEN, John F., III, « Policing the New World Order : The Operational Utility of a Permanent UN Army », *Strategic Review*, vol. XXII, n° 2. Spring 1994, p. 60.

²⁰³ « Despite the comprehensive nature of the language of Chapter VII, the Security Council might be better able to direct enforcement actions in dealing with smaller scale aggressions, while leaving large military actions to the ad hoc arrangements which characterize the operation in the Gulf. In support of this view, it can also be argued that many threats to the peace confronting the Security Council will involve military forces considerably smaller than those deployed, for example, by Iraq. » Voir COX, David, (éd.), *The Use of Force by the Security Council for Enforcement and Deterrent Purposes : A Conference Report*, Ottawa, The Canadian Center for Arms Control and Disarmament, 1991, 59 pages. La citation est tirée de la page 4.

²⁰⁴ Paragraphe 77 du *Supplement to An Agenda for Peace : Position Paper of the Secretary-General on the occasion of the Fiftieth Anniversary of the United Nations*, S/1995/ I ou A/50/60, 3 janvier 1995.

²⁰⁵ Rapport CARLSSON, 1995, op. cit. La citation est tirée de la page 4.

blissement, et 500 millions par année pour son entretien ²⁰⁶. En matière de ressources matérielles, on semble aujourd'hui s'éloigner de ce concept, même s'il se rapproche de celui défendu par le passé par Sir Brian URQUHART, pour se rapprocher peu à peu de la formule des « forces en attente » ²⁰⁷.

D'ores et déjà, les États qui s'engageraient dans cette voie savent pertinemment que cette idée n'est valable que pour les opérations de maintien ou de rétablissement de la paix, mais non pour des missions d'imposition de paix. Le service de planification du DPKO a constitué une unité de gestion responsable des « forces en attente », ainsi qu'une banque de données sur ces questions ²⁰⁸. En mars 1995, trente-sept pays avaient déjà répondu aux demandes du Secrétaire général à cet égard et vingt-six ont fourni une liste précise des ressources qu'ils envisageaient de mettre à la disposition de l'ONU, tout en se réservant le droit de refuser ou d'accepter toute demande qui pourrait émaner de l'Organisation à cet égard ²⁰⁹. À la même époque, si toutes les « forces en attente », promises ou susceptibles de l'être, avaient été subitement mises à contribution, c'est sur 75 000 hommes que l'Organisation aurait pu éventuellement compter ²¹⁰. En date du 9 août 1995, 41 pays ont exprimé leur intérêt à ce projet, 55 autres ont été invités à s'y joindre et des contacts sont actuellement en cours avec 80 pays ²¹¹. Le Danemark est le deuxième pays en date à avoir signé un MOU (Memorandum of Understanding) ou un mémoire d'entente avec l'ONU à ce sujet, après la Jordanie qui a apposé sa signature à ce même genre d'entente, le 5 janvier 1995 ²¹².

Ces considérations semblent intéressantes sur papier, mais il faut bien comprendre qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, car comme l'a rappelé le Secrétaire général de l'Organisation à l'occasion de la crise du Rwanda, sur les 19 pays solli-

²⁰⁶ Rapport FORD, 1995, op. cit., p. 46.

²⁰⁷ Il s'agit du SAS (Stand-By Arrangements System) créé en 1993.

²⁰⁸ Voir Rapport du Secrétaire général, 1994, op. cit., paragraphe 432.

²⁰⁹ Jocelyn COULON, op. cit., p. 246, citant le lieutenant-colonel canadien Robert HINSE, résume bien le système : « Le système fonctionne un peu comme un chèque de voyage [...] Le chèque qui nous est remis, c'est la contribution - un bataillon d'infanterie, une unité médicale, des observateurs, des policiers, etc. - et les conditions. Il y a une première signature en haut de la part du pays contributeur. Lorsque l'ONU veut l'utiliser, le contributeur doit signer une nouvelle fois. »

²¹⁰ Document interne de l'ONU.

²¹¹ Document de l'ONU, PKO/40, 9 mai 1995.

²¹² Le Danemark a signé le 9 mai 1995, et la Jordanie le 5 janvier 1995. Voir *Ibid.* et PKO/36, 5 janvier 1995.

cités qui avaient déjà accepté le système des « forces en attente », aucun ne répondit à l'appel de l'Organisation. Des progrès considérables ont cependant été réalisés en la matière, car des études récentes portent sur la mise en œuvre d'une « capacité de réaction rapide » pour l'ONU. Le principal avantage d'une telle Force, comme l'a si bien noté le rapport CARLSSON, serait de pouvoir venir appuyer sur le terrain les efforts de diplomatie préventive de l'ONU.

Sur le plan des efforts fournis par les États, il faut noter à cet égard la proposition des Pays-Bas de mettre à la disposition de l'ONU une Brigade de déploiement rapide de 5 000 hommes qui pourrait, en cas de crise, constituer un dispositif transitoire de déploiement en attendant la création d'une force de maintien de paix ²¹³. Les coûts [148] annuels minima d'une telle opération sont évalués à .250 millions de dollars U.S.

À l'ONU même, les efforts vont bon train et le dernier rapport du Comité des 34, publié en juin 1995, insiste particulièrement sur la nécessité de constituer un « Quartier général rapidement déployable dans des zones de mission et composé d'un personnel civil et militaire qualifié » ²¹⁴. L'intérêt nouveau que suscite le Comité des 34 est particulièrement évident dans la demande qu'ont fait 39 pays et une organisation non gouvernementale (l'International Peace Academy de New York) d'obtenir le statut d'observateurs au sein de ce Comité ²¹⁵. Par ailleurs, le Comité des 34 souhaite renforcer les liens entre le Secrétariat, et « les institutions de formation de maintien de paix nationales et régionales », et souhaite obtenir les vues du Secrétariat sur les mécanismes institutionnels pour ce faire ²¹⁶. Il n'est pas interdit de penser que des intérêts canadiens sont dissimulés sous ce paragraphe. Selon certaines informations, un Q.G. « volant » ou pour le moins « mobile » pourrait avoir les caractéristiques suivantes : sa composition varierait entre 30 et 50 personnes ; les personnes qui le composeraient devraient être disponibles pour rappel sur demande de l'ONU, pour une période déterminée, un an par exemple ;

²¹³ *The Netherlands, Non-paper, UN Rapid Deployment Brigade, « A Preliminary Study », S/1995/276, 10 avril 1995, ou A/49/886.*

²¹⁴ Voir paragraphe 81 du rapport du Comité des 34, *Comprehensive Review of the Whole Question of Peace-Keeping Operations in all their Aspects*, A/50/230, 22 juin 1995, ci-après cité Comité spécial, op. cit., et *Special Committee on Peace-Keeping Operations*, Final Meeting, GA/PK/136, 12 mai 1995.

²¹⁵ *Ibid.*

²¹⁶ Voir le paragraphe 71 du rapport du Comité spécial, op. cit.

la mission une fois déployée s'engagerait à rester disponible pour une période de 6 mois ; une fois son devoir rempli, le personnel resterait en réserve immédiate pour de Q.G. de l'ONU en attente » ²¹⁷.

Dans l'ensemble, beaucoup de progrès ont été réalisés sur la question d'une « capacité de réaction rapide » et beaucoup reste aussi à faire. Parmi les progrès réalisés, notons le fait que le personnel du DPKO est passé de 100 à plus de 320 personnes, la création d'une unité d'analyse des politiques au sein de ce même département, d'un service de planification de « mission », d'une unité de déminage et d'une autre de formation, et l'établissement d'une base logistique régionale de dépôt militaire à Brindisi, en Italie. L'absence de doctrines communes de déploiement de forces, d'éléments de commandement déployables, le recommencement à zéro en matière de soutien, d'équipement, et de commandement pour chaque nouvelle mission restent par ailleurs autant de défis à relever dans l'avenir ²¹⁸.

c) L'amélioration des processus de décision

En janvier 1988, l'Organisation n'avait que 5 opérations en cours et ne disposait que d'un budget de 230 millions pour assurer leur viabilité. Aujourd'hui, 17 opérations sont en cours et le budget qui leur est accordé dépasse les 3 milliards de dollars.

[149]

« À cette croissance quantitative sans précédent des opérations de l'ONU est venu s'ajouter le caractère polymorphe ou multifonctionnel des opérations entreprises, l'ONU étant devenue « la bonne à tout faire » en exerçant des tâches, multiples : développement économique, démocratisation des sociétés, surveillance d'élections, rapatriement de réfugiés, établissement de couloirs de sécurité, de zones de sécurité, d'interdiction de survol, et aide humanitaire. En même temps, elle est critiquée de toutes parts, parce que souvent mal adaptée aux missions qu'on lui confie. Ainsi, elle assiste, impuissante, à des combats meurtriers et à des opérations de

²¹⁷ Briefing interne du Département de la défense américain.

²¹⁸ Briefing interne du Département de la défense américain.

« nettoyage ethnique » en Yougoslavie ; elle s'installe, se retire et revient au Rwanda en prenant la relève de l'opération « Turquoise » ; va en Somalie, change sa mission en cours d'opération et revient à son mandat initial après l'échec de la politique du désarmement des parties en présence, sans parler de l'Angola où le cheminement de sa mission a connu des péripéties semblables ²¹⁹. »

Cette longue citation illustre, est-il besoin d'insister, les difficultés croissantes qu'éprouve l'Organisation à gérer ses entreprises et la complexité des tâches décisionnelles auxquelles elle doit faire face. L'ensemble des processus décisionnels peut être subdivisé utilement selon les trois sous-ensembles de problèmes : la direction politique des opérations, la direction stratégique des opérations et, enfin, les problèmes plus généraux de leur planification.

1) la direction politique des opérations

En la matière, le Conseil de sécurité n'a pas inventé beaucoup. La doctrine politique du Conseil s'est surtout attardée sur les conditions de mise en œuvre d'une opération. Dans la déclaration présidentielle du 3 mai 1994, les principes opérationnels du Conseil se limitent à un ensemble de considérations destinées à déterminer ²²⁰ :

- S'il existe une situation susceptible de mettre en danger ou de menacer la paix et la sécurité internationales ;
- S'il existe des organisations régionales ou sous-régionales ou encore des accords quelconques qui soient en mesure ou capables d'aider à la résolution de la situation ;
- S'il existe un cessez-le-feu et si les parties se sont engagées dans un processus de paix orienté vers la conclusion d'un accord politique ;
- S'il existe un but politique clair et s'il peut être traduit sous forme de mandat ;

²¹⁹ DESMARTIS, Isabelle, et FOURNIER, Julie, « Faut-il une paix universelle, décentralisée ou multilatéralisée ? », *Le maintien de la paix*, n° 16, avril 1995, Québec, Centre québécois de relations internationales.

²²⁰ S/PRST/1994/22, 3 mai 1994. Traduction libre de l'auteur.

- Si un mandat précis peut être formulé pour une opération des Nations unies ;

[150]

- * Si la sûreté et la sécurité du personnel des Nations unies peuvent être raisonnablement assurées, en tenant compte particulièrement de la question de savoir si des garanties peuvent être obtenues des principales parties ou factions concernant la sûreté et la sécurité du personnel des Nations unies.

Ces principes généraux ont par ailleurs été rappelés dans la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité du 22 février 1995, ce qui lui a donné l'occasion de réaffirmer que les trois principes cardinaux du maintien de la paix restaient le consentement des parties, l'impartialité de la Force de l'ONU et le non-recours à la force sauf en cas de légitime défense. De ce côté-ci, il n'y a donc pas d'innovation majeure ²²¹. Le Conseil en est toujours réduit aux principes de la Charte et à l'ensemble des principes dégagé par la pratique ²²².

2) la direction stratégique des opérations

La déclaration présidentielle du 3 mai 1994 englobait aussi un item relatif à la communication entre les membres et les non-membres du Conseil de sécurité, en particulier pour les États contribuant des troupes aux opérations de l'ONU. En la matière, il faut savoir, comme cela a été rappelé ci-dessus, qu'il n'existe aucun comité formel de l'ONU responsable de la direction stratégique des opérations, c'est-à-dire de la traduction en termes militaires des directives politiques du Conseil. En l'occurrence, il s'agit plutôt de la traduction en des termes militaires généraux des mandats du Conseil de sécurité, c'est-à-dire de l'interprétation stra-

²²¹ Voir S/PRST/1995/9, 22 février 1995.

²²² Tous ces éléments sont aussi rappelés dans le Rapport d'évaluation en profondeur, 1995, op. cit., paragraphes 12-14. Pour les principes dégagés par la pratique, tous conformes par ailleurs au premier Rapport du Secrétaire général Dag HAMMARSKJÖLD sur le fonctionnement de l'UNEF (United Nations Emergency Force), voir Brian URQUHART, « Beyond the 'Sheriff's Posse' », *Survival*, vol. 32, n° 3, May-June 1990, p. 196-205, et Marrack GOULDING, « The Evolving Role of United Nations Peace-Keeping Operations », dans *The Singapore Symposium : The Changing Role of the United Nations in Conflict Resolution and Peace-Keeping, 13-15 March 1991*, New York, UN/DPI/ 1141 - 40708, Septembre 1991.

tégique que l'on peut en tirer. On connaît aussi l'indifférence ou la hargne des commandants sur le terrain qui ont à plusieurs reprises, et Jocelyn COULON le relate fort bien dans son livre ²²³, dénoncé l'accumulation successive des résolutions du Conseil pour la plupart souvent inapplicables sur le terrain. Plus de 70 résolutions ont été approuvées par le Conseil sur la situation yougoslave depuis 1991.

Le Conseil a bien voulu innover en la matière, mais le processus reste informel et on se refuse toujours à créer un comité en bonne et due forme, qui ferait fonction de comité d'état-major ou d'interface entre le Conseil et les commandants militaires sur le terrain ²²⁴. Ainsi, lorsque des événements majeurs interviennent, tels un changement ou une extension du mandat d'une opération, le Conseil reconnaît qu'il existe un besoin particulier d'échanger avec les pays qui fournissent des troupes, y compris l'établissement de « communications informelles entre le Président du Conseil ou ses membres et les pays [151] participants » ²²⁵. Le Conseil encourage également la convocation de réunions régulières entre les pays qui fournissent des troupes et les membres du Conseil, « afin d'entendre les rapports des Représentants spéciaux du Secrétaire général ou encore ceux des commandants de la Force » ²²⁶. Enfin, le Conseil se félicite de la pratique récente de

²²³ Les Casques bleus, op. cit., plus particulièrement les pages 199-200. COULON cite ici le général Francis BRIQUEMONT. « Alors toutes ces résolutions des Nations unies, je ne les lis même plus et avec les troupes dont je dispose, j'essaie de faire ce que je peux. ».

²²⁴ Divers organismes politiques ont été chargés dans le passé de conseiller le Secrétaire général en matière de maintien de la paix. Par exemple, lors de l'établissement de la FUNU I (UNEF I) en 1956, l'AGNU a créé un « Comité de consultation » (Advisory Committee) présidé par le Secrétaire général HAMMARKSJÖLD, dont le rôle était d'entreprendre « le développement des aspects de la planification de la Force et des opérations dont l'AGNU n'était pas déjà saisie et qui ne tombaient pas directement sous la responsabilité du Commandant de la Force » (Résolution 1 000 de l'AGNU). Le Secrétaire général réclama la même procédure pour l'ONUC (Opération de l'ONU au Congo), mais le Conseil de sécurité passa outre à sa demande, ce qui fit que le Secrétaire général décida de sa propre autorité d'établir son propre Comité consultatif des États fournissant des troupes à l'ONUC. Ce fut la dernière fois qu'exista un mécanisme formel de consultation entre le Secrétaire général et les pays fournissant des troupes à une opération. Voir en la matière FORTMANN, Michel, LEGAULT, Albert et COWAN, Brent, « Rapid Reaction in Retrospect : National and Multinational Experience », texte présenté au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en avril 1995, document mimeographié.

²²⁵ S/PRST/1994/22, 3 mai 1994, op. cit., Traduction libre de l'auteur.

²²⁶ Ibid.

la tenue de réunions des pays participants avec des membres du Conseil et souhaite voir « cette pratique être développée » ²²⁷.

Ces questions font l'objet de vifs débats. Afin d'accommoder les demandes des pays participants, le Conseil a finalement accepté, en novembre 1994, de mettre sur papier une série de procédures qui répondent en partie aux vœux des États participants, telle la tenue de consultations *ad hoc* pour le cas où des développements imprévus obligeraient le Conseil à prendre une décision, ou encore la tenue de réunions régulières (*as a matter of course*) entre le Secrétariat, les membres du Conseil et les États participants, afin de faciliter l'échange de vues et d'information en temps opportun (*in good time*), avant que le Conseil « ne prenne des décisions au sujet de l'extension ou de la terminaison d'une opération ou encore que des changements importants n'aient lieu dans le mandat d'une opération » ²²⁸.

Ces demi-mesures, enrobées de promesses circonstanciées, sont évidemment bien en deçà de ce que réclament les pays participants, mais il semble que ce soit le plus loin que l'on souhaite aller en la matière. Chose certaine, ces procédures visent à mieux étoffer les communications entre les décideurs et ceux qui participent aux opérations de l'ONU, mais elles ne donnent pas aux États participants voix au chapitre du contrôle stratégique des opérations, alors que leurs troupes sont les premières impliquées sur le terrain. D'après certaines informations recueillies en haut lieu, il semble que le Conseil s'oppose à la « formalisation » de ce processus sous forme d'établissement d'un véritable comité, comme d'ailleurs certains experts l'ont proposé ²²⁹.

²²⁷ « is welcome and should be developed ». *Ibid*,

²²⁸ Il s'agit respectivement des alinéas e) et a) du troisième paragraphe de la déclaration présidentielle. Voir *Statement by the President of the Security Council*, S/PRST/1994/62, 4 novembre 1994. Le Conseil prend cependant soin de préciser que les neuf procédures décrites ne sont pas exhaustives, ce qui, peut-être, laisse la porte ouverte à des changements dans l'avenir.

²²⁹ Interview avec un membre des Affaires extérieures. James HOUCK, de son côté, a formellement proposé, pour régler ce problème, l'établissement d'un « Comité de paix et de sécurité » (CPS) sur la base de l'article 29 de la Charte de l'ONU, c'est-à-dire comme organe subsidiaire du Conseil de sécurité. HOUCK, op. cit.

3) *La planification générale des opérations*

Le document qui fait autorité sur la question générale de la planification des opérations de maintien de paix reste celui de Mats BERDAL ²³⁰, tandis que le document interne de l'ONU le plus important est le rapport Final d'évaluation en profondeur du démarrage des opérations, publié en mars 1995 ²³¹. D'ici à la fin de 1996, on s'attend à ce que le Comité des programmes et de la coordination (CPC) publie un autre rapport final concernant, cette fois, la phase de « fin ou de terminaison » (*termination phase*) des opérations de maintien de paix ²³².

[152]

La responsabilité de la planification des opérations incombe au premier chef au Secrétaire général de l'Organisation, puis au DPKO établi en février 1992, sous la responsabilité d'un sous-secrétaire général. À l'intérieur du DPKO, il existe deux grands Bureaux : le Bureau des opérations et le Bureau de la planification et du soutien logistique. Le Bureau des opérations est divisé sur une base géographique et fonctionnelle : Europe et Amérique latine ; Asie et Proche-Orient ; Afrique ; et l'Assistance électorale. Quant au Bureau de la planification et du soutien logistique, il comprend deux services importants : le service de la planification proprement dit qui englobe quatre unités (les unités de planification de mission, de police civile, de déminage et d'entraînement) et l'ancien service d'administration et de logistique hors siège (Field Administration & Logistics), autrefois rattaché au Bureau of *General Services* et dépendant désormais du DPO ²³³.

Cette multiplicité des services pose d'innombrables problèmes de coordination, dont les plus importants sont les processus en amont et en aval entre ceux qui sont chargés de la planification et ceux qui sont responsables de l'exécution des opérations sur le terrain ; entre ceux qui possèdent l'information politique en matière de renseignement et d'alerte précoce, fonction qui dépend du département des Affaires politiques (DPA), et ceux qui sont chargés des opérations de main-

²³⁰ BERDAL, Mats, « Peacekeeping in Europe », *Adelphi Paper*, n° 284, 1994.

²³¹ Voir Rapport d'évaluation en profondeur, 1995, op. cit.

²³² *Ibid.*, paragraphe 1 du Rapport.

²³³ *Ibid.*, paragraphes 8 à 11 et paragraphe 19.

tien de paix ; et, enfin, entre ceux qui se doivent de coordonner tous les aspects civils et militaires d'une opération, alors qu'il existe un département autonome des questions humanitaires.

Un examen sérieux de tous ces problèmes déborde le cadre de notre analyse. Pour les besoins de la cause, précisons ici que des progrès ont été faits en matière de soutien logistique entre New York et les opérations sur le terrain, mais il reste beaucoup à faire en la matière. Sur le plan de la coordination des renseignements et de l'alerte précoce, le DAH a déjà son propre système d'alerte et d'analyse ²³⁴, ainsi que les autres départements importants, mais la qualité de l'information est différente d'un département à l'autre et la coordination se fait difficilement. Afin de renforcer les capacités de diplomatie préventive de l'Organisation, un groupe interdépartemental a été constitué, le Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix (Task Force on United Nations Operations). Celui-ci relève directement du Secrétaire général, mais il est présidé par le sous-secrétaire général aux Affaires politiques ²³⁵.

Un point de chute (*focal point*) et de coordination de tous ces services sera établi à l'intérieur du Bureau exécutif du Secrétaire général. En outre, un « Document cadre de coordination » (Framework [153] for Coordination) vient d'être achevé et le Bureau de vérification interne recommande que ce « Document cadre » soit revu périodiquement afin a) de produire un « système cohérent » d'information, b) d'établir des liens et d'échanger de l'information, des techniques d'analyse et des expériences avec les institutions spécialisées et les autres organismes compétents pertinents « à l'extérieur des Nations Unies » et c) d'évaluer ces développements et de porter à l'attention du Secrétaire général les situations qui pourraient nécessiter une action préventive ou la mise en œuvre de ses bons offices ²³⁶. Dans l'ensemble, tout le monde s'entend pour renforcer les pouvoirs du Bureau du Secrétaire général en la matière et pour inviter le plus haut fonctionnaire de l'Organisation à puiser d'autres renseignements auprès des services appropriés des grandes puissances.

²³⁴ Il s'agit du HEWS (Humanitarian Early Warning System), petite unité installée à Genève, et alimentée au départ par une banque de données établie par 5 pays et à laquelle participent désormais plus de 50 pays. Voir Rapport d'évaluation en profondeur, op. cit., paragraphes 36-38.

²³⁵ *Ibid.*, paragraphe 10.

²³⁶ *Ibid.*, paragraphe 40.

La fragmentation des départements et le fait qu'ils soient tous attribués à de grands responsables nationaux rendent la coordination des aspects civils et militaires non seulement difficile mais pratiquement impossible, parce qu'une telle organisation viole le double principe de l'unité des efforts et de l'unité de commandement. Les États-Unis souhaiteraient une fusion de tous les aspects civils et militaires d'une opération à l'intérieur d'un seul département, mais il est manifeste qu'il faudrait, pour agir ainsi, réorganiser le Secrétariat. Le mot clé en la matière est la planification par mission. Dans ces conditions, il ne faut donc pas s'étonner que le Comité spécial des opérations du maintien de la paix (Comité des 34) parle de la nécessité d'établir un « Quartier général » rapidement déployable et composé d'experts civils et militaires hautement qualifiés. Nous soulignons cet aspect, car dans la pratique rien ne s'oppose à ce qu'un « Quartier général de mission » soit établi à l'extérieur des structures habituelles du DPKO.

En effet, celui-ci pourrait être installé à New York, comme d'ailleurs dans une ville importante. Le but d'une telle réforme serait de court-circuiter les structures administratives existantes, pour mettre en œuvre une structure initiale de planification qui intégrerait tout à la fois les besoins civils et militaires d'une opération. Un tel QG serait « mandaté » par le DPKO, mais il aurait au moins les coudées franches pour faire de la planification. Quant à l'unité de commandement, cette difficulté ne peut être tranchée ici. La véritable question est celle de savoir s'il faudrait un commandant militaire et un haut responsable politique, chacun responsable devant le Secrétaire général de l'Organisation, ou plutôt une seule personne comme c'est actuellement le cas, responsable devant le Représentant du Secrétaire général. Chose certaine, la question urgente à régler est celle de la planification [154] initiale d'une opération dans ses dimensions tout à la fois civiles et militaires. L'établissement d'un QG de mission faciliterait la coordination des opérations dans un premier temps. La télévision américaine nous a déjà habitué dans le passé à *La sœur volante* ! Peut-être pourrions-nous avoir dans l'avenir un « QG volant » !

Conclusion

Nous aurions pu intituler cet article *Le maintien de la paix entre les grandes et les petites réformes*. Nous avons conservé notre titre original pour deux raisons. Un processus de réforme peut être considéré comme un instrument d'appoint destiné à renforcer le contrôle des grandes puissances sur l'Organisation, toujours bien sûr sous le couvert d'une efficacité administrative améliorée. Mais il cache souvent aussi un jeu de puissance, et toute réforme, comme le signale Marie-Claude SMOUTS ²³⁷, peut cacher bien d'autres choses. La crise des Nations unies, écrit-elle, « est, en vérité, un problème des relations Nord-Sud », même si les États-Unis s'emploient à dénoncer la « politicisation » et la « bureaucratisation » du système. En outre, John E. TRENT, dans les conclusions de l'ouvrage que nous venons de citer, ne se gêne pas pour affirmer que les changements sont appelés « à être modestes, *ad hoc*, et par accréation (*incremental*) à l'intérieur de la logique actuelle du système » ²³⁸.

En vérité, le vent de la réforme souffle sur l'ONU, mais il est probable que la montagne accouchera d'une souris. Le Secrétaire général prépare Un Agenda pour la démocratie pour la rentrée de septembre, et l'ONU elle-même est saisie d'une multitude de rapports destinés à réformer l'institution ²³⁹. Deux Groupes de travail sont saisis de la question de l'élargissement du Conseil de sécurité et de la crise financière de l'Organisation, tandis qu'un troisième, composé des 185 États membres, vient d'être constitué sous la direction de la présidence de l'AGNU, l'ambassadeur Amara ESSY de la Côte d'Ivoire. Le maintien de la paix, on le constate, n'est donc qu'un aspect parmi tant d'autres.

²³⁷ SMOUTS, Marie-Claude, « France and the United Nations System », dans ALGER, Chadwick, LYONS, Gene M., et TRENT, John E., « The United Nations System : The Policies of Member States », op. cit., p. 225.

²³⁸ Cité dans *Ibid.*, p. 464,

²³⁹ Outre les deux importants rapports FORD et CARLSSON, notons l'existence d'un troisième rapport conjoint de 213 pages des Fondations FORD et Dag HAMMARKSJÖLD, « Renewing the UN System » ainsi qu'un quatrième rapport de l'Institut genevois sur les relations Sud-Sud, « Reforming the United Nations : A View from the South ». Voir « United Nations : UN Aims to Restructure by Late 1996 », *Inter Press Service*, 30 juin 1995.

Des réformes institutionnelles sont en cours, et l'élargissement du Conseil aura des répercussions sur le maintien de la paix, qu'on le veuille ou non, tant sur le plan des processus décisionnels que sur celui du financement des opérations. Il ne faut cependant pas s'attendre à des changements rapides en la matière. Sur le plan économique, l'ONU n'a que l'argent que ses membres lui fournissent. Elle ne peut « ni emprunter ni émettre des obligations » ²⁴⁰. L'Organisation est et restera donc le reflet fidèle de ses membres, et surtout de ceux qui sont prêts à investir financièrement et matériellement dans l'institution. Cela vaut de tous les projets, de l'établissement d'un « QG de mission » [155] comme de l'amélioration des « capacités de réaction rapide ». Ceci revient à dire que la sécurité collective continuera d'être définie par les plus puissants des États, ou encore que les États de puissance moyenne n'y trouveront leur compte que s'ils acceptent, eux aussi, de faire davantage. Pour inverser une formule bien connue, convenons que l'argent reste le nerf de la paix.

²⁴⁰ Voir à ce propos l'article de Christopher S. WREN, « In U.N.'s Future, a Leaner Budget », *The New York Times*, 28 avril 1995, p. 12.

[160]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

LES OPÉRATIONS DE PAIX DES NATIONS UNIES

11

**“OKA et Rwanda :
la mise en média
de l'image du soldat.”**

Par Catherine Saouter, Yvon Laplante

[Retour à la table des matières](#)

L'objet de cette communication est de cerner l'image du soldat véhiculée par les médias à l'occasion de crises dans lesquelles l'armée est appelée à intervenir. Les temps ont changé, dirons-nous, et le spectre de la guerre atomique ou de la guerre mondiale n'est plus une épée de Damoclès au-dessus de l'Occident. La mondialisation des marchés, l'expansion des réseaux de communication, la fin de la guerre froide et la nouvelle importance de l'ONU, remodelant les relations entre les États et les nations, infléchit certainement leur redéfinition interne et le contrat social qui les valide.

La place et le rôle du soldat varient au cours de l'histoire et, pour notre période contemporaine, nous pouvons considérer que le contrat social entretient une alliance particulière entre l'État, le soldat et le citoyen au nom de laquelle nous garantissons et protégeons le bien public et l'intégrité territoriale (Barrois, 1973). En cette fin de siècle, qu'en est-il de cette alliance ? L'étude de la figure du soldat

peut en être un bon révélateur, c'est notre prémisse, puisque le soldat prend l'avant-scène du corps social au moment où celui-ci est menacé, moment où le contrat social est donc particulièrement présent dans l'esprit et le discours de la collectivité.

Pour tenter de cerner cette image du soldat, nous avons choisi de comparer les traitements par les médias de deux corpus, l'un traitant de la crise d'Oka (12 juillet-30 septembre 1990), l'autre du génocide du Rwanda (8 avril-23 septembre 1994).

1. Corpus et méthodologie

L'étude porte sur deux crises importantes qui, dans chaque cas, ont impliqué l'armée canadienne, avec, conformément à l'idéologie de l'heure, un mandat de pacification. À quatre ans d'écart, ce qui donne la possibilité d'une éventuelle interprétation diachronique, elles ont été délibérément choisies sur des territoires géopolitiques résolument différents. Cependant, l'une et l'autre ont mis les Québécois en [161] contact avec une altérité perturbatrice qui a été désignée comme telle. D'une part, l'entité amérindienne, d'autre part l'entité rwandaise avec lesquelles les Québécois entretiennent des antécédents similaires : problématique coloniale et interventionnisme religieux.

Les grandes distinctions entre ces deux crises tiennent à la localisation des conflits, au statut des collectivités les unes par rapport aux autres et aux enjeux. Les autochtones résident dans le territoire national, les Rwandais résident très loin de ce territoire, de l'autre côté d'un océan. Dans un cas, les Québécois étaient directement concernés par les enjeux de la crise (une revendication territoriale), dans l'autre cas, ils y étaient totalement étrangers (luttres de pouvoir politico-ethniques). À Oka, l'autonomie du groupe antagoniste était (est encore) une problématique tout à fait trouble, dans l'autre cas, le groupe antagoniste était clairement étranger.

Nous avons pensé, en hypothèse de la recherche, que ces démarcations entre les deux crises fourniraient des discours très contrastés sur l'armée et les soldats et que nous pourrions obtenir ainsi des résultats bien circonscrits, quitte à relever des

contradictions, des incompatibilités ou quoi que ce soit de cet ordre. Nous pensions que les troubles d'Oka livreraient l'image du valeureux soldat à la rescousse de l'humble citoyen. Nous pensions que les troubles sur un territoire assimilable à la planète Mars (le Rwanda) livreraient l'image d'un soldat un peu flou, perdu en terre inconnue, aux ordres d'une administration un peu décousue, inventée par le concert des nations (l'ONU). On verra que cette hypothèse se révèle complètement erronée.

L'étude a donc porté sur les titres de presse et leurs sous-titres, les caricatures et photographies recueillis dans la presse francophone et québécoise. Les journaux sélectionnés ont été *Le Devoir*, *Le Journal de Montréal*, *Le Soleil* et *La Presse* ²⁴¹. Au plan quantitatif, la cueillette se répartit de la façon présentée au Tableau 1.

Initialement, la recherche ne devait porter que sur la partie visuelle, mais, une fois de plus, les archives visuelles se sont révélées inaccessibles ²⁴². Le seul moyen d'y avoir accès était le circuit commercial et les logiques du droit d'auteur. Nous étions dans la situation de l'historien de l'art qui aurait à acheter *La Joconde* pour faire une étude sur *la Joconde*. Ne retenons de ces tracasseries, régulièrement rencontrées dans nos recherches antérieures, que les faits suivants : le journalisme a peu à voir avec la mémoire, il fait œuvre de témoignage mais certainement pas d'histoire ; le journalisme accapare la parole publique et ne conçoit pas que le citoyen pas puisse en disposer selon son [162] libre arbitre. De plus les entreprises de presse ont un comportement marchand qui a pour conséquence de mettre en circulation un flot d'images aperçues fugacement par le public, rendues obsolètes par le rythme des publications. Ainsi, disparaît de l'espace public l'énorme corpus des images d'Oka, à l'exception d'une seule rescapée qui réapparaît cinq ans plus tard au gré de l'entreprise de presse : il s'agit de la fameuse photographie du *duel du regard*, reprise par *Dernière Heure*, en couverture de son

²⁴¹ Notons tout de suite que, en regard des aspects de l'analyse, des réserves doivent être régulièrement émises concernant le traitement journalistique du *Devoir*. En effet, ce quotidien est toujours sur le mode mineur par rapport aux traits dominants que nous signalons dans l'analyse. Cependant, ce journal ne construit pas pour autant un contre-discours l'opposant à ses confrères. Sa déontologie de toute évidence plus rigoureuse l'empêche plutôt de tomber dans les excès et le sensationnalisme.

²⁴² Les journaux sont accessibles sur microfilms et peu à peu sur CD-ROM. La qualité des photographies sur micro-film est tellement médiocre que celles-ci sont *sémiotiquement anéanties*. Quant aux CD-ROM, pour le moment, ils ne contiennent que les textes...

numéro du 29 juillet 1995, que les médias - hormis *Le Devoir* - *s'acharnèrent* à publiciser pendant la crise.

[162]

Tableau 1 :
Compilation du corpus Oka et Rwanda

La crise d'Oka
12 juillet 1990 au 30 septembre 1990

Media/info	Titres	Titres en « une »	Photos	Photos en « une »	Cartes	Caricatu- res
La Presse	227	74	162	31	7	34
Le Devoir	201	81	82	41	1	0
Le Soleil	431	89	166	41	6	27
Jour Mtl	377	28	402	36	6	35
TOTAUX	1 236	272	812	149	20	96

La crise au Rwanda
8 avril 1994 au 23 septembre 1994

Media/info	Titres	Titres en « une »	Photos	Photos en « une »	Cartes	Caricatu- res
La Presse	81	10	38	5	7	5
Le Devoir	73	15	32	8	5	4
Le Soleil	58	7	59	5	4	0
Jour. Mtl	107	1	33	1	1	8
TOTAUX	319	33	162	19	17	17

L'étude porte donc sur *une* photographie, 1 555 titres et sous-titres de presse et 113 caricatures, étant entendu que la présence de l'unique photo est un fait en soi significatif.

[163]

Tous les titres et sous-titres ont subi une analyse rhétorique (Robrieux, 1993 ; Groupe p, 1970) de façon à distinguer les effets de style qui permettent d'identifier sur quoi a été mis l'accent et, ainsi, retracer le regard idéologique qui a été porté sur les faits. Le même procédé, tenant compte des spécificités du langage visuel (Saouter, 1995), a été appliqué aux images, tenant compte pour les caricatures, de leur dimension dialogique (Bakhtine, 1970 ; Freud, 1974). En complément de recherche, nous avons répertorié les paramètres narratologiques : enjeux, protagonistes, actions (subdivisées en conciliations et affrontements), espace et temps. Enfin, nous avons classé tous les verbes employés de façon à distinguer les verbes d'actions (construire, détruire, monter, descendre, etc.) des verbes d'expression (redouter, craindre, souhaiter, espérer, etc.). De ce matériel est issu l'analyse qui suit.

2. *La mise-en-media*

L'analyse sémiotique et rhétorique nous informe sur l'engagement socio-discursif des médias et le métadiscours qu'ils génèrent nous renseigne, *de facto*, sur la logique qui guide la mise en scène de la collectivité en situation de conflit armé : quels sont les enjeux du conflit, les protagonistes, les territoires d'appartenance, etc. ? Chaque partie de notre corpus va apporter des éléments de réponse à ces questions.

2.1 *Les titres et sous-titres de presse*

Le relevé des figures rhétoriques dans les titres et sous-titres laisse apparaître une prépondérance sans équivoque du recours au sens littéral plutôt qu'au sens figuré. Les métaphores sont peu nombreuses et nous rencontrons surtout celles consacrées par le langage courant : *en avoir ras-le-bol* (*Le Soleil*), *être mort de rire* (*Le Devoir*), *s'armer de patience* (*Le Journal de Montréal*), etc. On peut reconnaître dans ce constat la discipline professionnelle qui guide la prétendue objectivité journalistique. Rajoutons que les quelques figures circonstancielles

(*L'enfer rwandais*, *La crise rouge*) rencontrées dans le corpus ne bâtissent en aucun cas un paradigme raciste, contrairement à ce que la rumeur a prétendu, notamment dans le cas de *La Presse*.

Le traitement de l'espace, dans les deux crises, est relativement surprenant. Alors que *Le Devoir* circonscrit la crise d'Oka à Oka (tous les marqueurs restent locaux), les autres journaux dressent un immense réseau autochtone à travers le Canada. Les marqueurs spatiaux de l'espace blanc, en nombre beaucoup plus restreint, occultent les frontières [164] politiques et, outre les attendus Oka et Châteauguay, on rencontre Genève, La Haye, l'ONU (emploi métonymique : l'ONU au lieu de *le siège de l'ONU à New-York*), poursuivant le territoire géopolitique blanc au-delà d'Ottawa et Québec. Dans le cas du Rwanda, les référents géographiques sont réduits à peau de chagrin (Rwanda, Kigali, Ouganda, Zaïre). On retrouve par contre une variété de marqueurs anthropocentriques tels Québec, Valcartier, Laval, etc., qui contribuent à situer l'intervention du Canada dans le conflit africain.

L'inscription des événements dans une chronologie est rudimentaire. Dans le cas d'Oka, hormis quelques rares renvois à des événements précurseurs, *La Presse*, *Le Soleil* et *Le Journal de Montréal* abondent en prédications futuristes au ton alarmiste. *Le Devoir* utilise aussi le futur mais sans traitement emphatique et avec parcimonie. Le décompte de la crise appartient aux médias et *Le Journal de Montréal* en égrène un véritable comput, à partir de la mort du caporal Lemay, événement originel qui prend lieu et place de contexte et de passif historique : *26e jour de la crise*, *35e jour de la crise*, etc. En corollaire, les médias décrètent aussi la fin de la crise et *La Presse* titre, en toute simplicité, le 27 septembre : *Oka : c'est fini* (sous-titre : *Les warriors se rendent dans la confusion la plus totale*)

Le traitement du Rwanda, succinct, commence et prend fin sans raison identifiable. Le déroulement événementiel ne repose que sur le fait que la question rwandaise occupe les pages des quatre journaux tous les jours sans exception pendant cinq mois.

Les conflits mettent en scène une panoplie de protagonistes dont le rôle et l'autorité varie selon le conflit. Le traitement de la crise d'Oka permet de compter un nombre considérable d'acteurs de tout acabit, rattachés dans une proportion importante à la communauté autochtone et, de façon moins détaillée et plutôt hé-

téroclite, à la communauté blanche (citoyens évacués, armée, touristes, etc.) à propos de laquelle, rapidement, on constate l'absence chronique de ses gouvernements provincial et fédéral. Notons aussi qu'on ne dénombre, dans les 1 236 titres et sous-titres, qu'une unique mention du chef militaire des opérations (le brigadier-général Armand Roy, *Le Journal de Montréal*, 19 août, p. 3), alors que le soldat Cloutier, protagoniste du duel du regard et véritable héros du conflit, a droit à une dizaine de mention.

Les protagonistes de la crise rwandaise appartiennent à trois classes distinctes. D'une part, les intervenants de l'ONU, les Casques bleus, le général Dallaire, Boutros-Ghali, qui s'inscrivent dans le paradigme *opération de paix*. D'autre part, les protagonistes rwandais, c'est-à-dire [165] les réfugiés, les rescapés, le Front patriotique, le gouvernement et, exceptionnellement cités, les Hutus et les Tutsis. Enfin les acteurs à la périphérie des événements, tels les jésuites, les québécois, les rwandais-québécois, professeurs et médecins du Québec ou des ONG, qui occupent, à part égale, l'espace imprimé. Notons toutefois que *Le Devoir* ne fait mention qu'une seule fois des protagonistes du troisième groupe.

Le phénomène le plus intrigant observé au cours de l'analyse est sans contredit l'absence de titres consacrés aux enjeux au centre de ces conflits. Les causes se retrouvent noyées dans l'exposé souvent emphatique des symptômes. On comprend que la crise d'Oka oppose des indiens qui revendiquent un territoire et une armée qui doit éviter un *bain de sang*. De la même façon, tout est dit lorsque nous apprenons que l'ONU envoie des Casques bleus pour mettre fin à *l'enfer rwandais*. Cette absence notoire d'accent sur les enjeux fait irrémédiablement penser à une logique téléromanesque qui s'appesantit à loisir sur de nombreux personnages et leurs émotions : pour Oka, tous les verbes des propositions principales sont des verbes d'expression, les verbes d'action, lorsqu'ils existent, étant assujettis dans les propositions subordonnées. La couverture rwandaise emploie souvent les phrases sans verbe : *Religieux québécois sortis du Rwanda* (*Le Soleil*, 14 avril 1994), *Appel de détresse de l'ONU au Rwanda* (*Le Devoir*, 26 juillet). Autrement dit, à Oka, *on attendait qu'il arrive quelque chose* et, au Rwanda, *on ne savait pas quoi faire*. Comme on le sait, à Oka, il ne s'est bel et bien rien passé et, au Rwanda, l'intervention n'a pas empêché le génocide.

2.2 Les caricatures

Il faut souligner la pertinence de la contribution des caricaturistes ²⁴³. Par sa nature éminemment économique (Freud, 1974), la caricature permet de mettre en place, de façon extraordinairement synthétisée et humoristique, les lieux, les acteurs et les enjeux - qu'elle n'escamote pas. Le discours comique a *une valeur de conception du monde [...] c'est un point de vue particulier et universel sur le monde, qui perçoit ce dernier différemment, mais de manière non moins importante que le sérieux* (Bakhtine, 1970, p. 28). Il marque, par le rire qu'il génère, un écart social par rapport au discours officiel ou institutionnel. À cet égard, dans le cas du Rwanda, les caricaturistes ont creusé cet écart avec virulence. Ils mettent l'accent sur la dimension globale et internationale. Ils dénoncent de façon accusatrice l'inaction des protagonistes occidentaux (*Le Journal de Montréal* 23 mai 1994). Ils dénoncent avec cynisme et ironie la futilité, la lenteur et l'inefficacité des [166] interventions de l'ONU (*Le Devoir*, 30 mai 1994) de même que l'indifférence manifeste de la communauté internationale (*La Presse*, 30 mai 1994).

Le discours des caricaturistes dans la crise d'Oka prend une toute autre direction. En fait, il s'inscrit généralement en continuité avec le discours dominant. Bien que les charges contre les policiers (*Le Journal de Montréal*, 22 août 1990), l'armée (*La Presse*, 22 août 1990) ou les Mohawks (*La Presse*, 28 août 1990) demeurent sévères, elles ne dénoncent ni ne contredisent les versions dites sérieuses. Cependant, elles mettent nettement à jour le laxisme des gouvernements provincial et fédéral (*Le Soleil*, 9 août 1990, *Le Journal de Montréal* 17 et 29 août 1990) et rappellent la source du conflit, la dispute autour du golf, pointe de l'iceberg des enjeux profonds (*Le Soleil*, 2 août 1990).

²⁴³ Les caricaturistes sont Girerd (*La Presse*), R. Pier (*Le Journal de Montréal*), Berthio (*Le Soleil*). *Le Devoir* n'a publié aucune caricature sur Oka. Le journal publiait alors des caricatures de Plantu (*Le Monde*) sur d'autres sujets. Les caricatures sur le Rwanda, dans *Le Devoir*, ont aussi été signées par Plantu.

2.3 *La photo du duel du regard*

Appelée aussi le *face à face*, la photo du duel entre le soldat Patrick Cloutier et un warrior est devenue, dès sa première publication dans *La Presse* du dimanche 2 septembre 1990, le véritable emblème de la crise d'Oka. Cette photographie, prise par Shaney Komulainen (*Canadian Press*), révèle en fait une véritable orchestration. Non pas celle de cet événement particulier, mais plus globalement, de la crise dans son entier, sous la direction des médias et de *La Presse* en particulier, qui a littéralement fait la promotion du Soldat, annonçant même sa montée en grade pour ses hauts mérites (16 septembre 1990). Le contexte de la prise de vue, décrit par le soldat Cloutier en 1995, montre bien le caractère éminemment théâtral de toute l'opération :

- À quel moment votre célèbre face-à-face a-t-il eu lieu ?
- Quand les caméras sont arrivées. L'Indien est venu à ma hauteur à ce moment-là et il a commencé à faire son show. [...] Mais je n'étais pas le seul à être face-à-face avec les Indiens. Tous mes chums se trouvaient dans la même situation. (Dernière heure)

Les médias vont donner un nom au méchant indien qui menace Cloutier : Lagsagne. Pure forgerie, puisque cette attribution d'identité s'avèrera ultérieurement erronée. Il s'agit là d'un cas patent de fausse information qui surprend les médias à ne pas avoir vérifié leurs sources. Admettons, pour l'édification du héros, qu'il était commode de lui attribuer un antagoniste doté d'un casier judiciaire garni.

En fait, l'effet le plus pervers de cette orchestration réside dans le travestissement systématique du sens que véhicule cette photographie. Car il faut l'admettre, cette photo guide en fait les interprétations vers [167] le fait qu'il *ne s'est rien passé à Oka*. Certains estiment qu'elle exprime le triomphe de l'État de droit sur l'anarchie - amérindienne ? - (Lysiane Gagnon, *La Presse*, 4 septembre 1990). Elle a pourtant bien plutôt été exploitée pour construire et réactualiser le thème du *bon p'tit gars de chez nous* : citations abondantes de la mère à qui il a promis,

avant de partir, *de ne pas faire son fantasque et de ne baver personne là-bas* (*La Presse*, 9 septembre 1990 et *Dernière heure*, p. xx), consécration au titre de *Personnalité de la semaine* (*La Presse*, 9 septembre 1990) parce que *plus encore que du talent, de l'intelligence, même du génie, l'excellence naît de l'effort* (commandite de Alcan, Hydro-Québec et Air Canada à la rubrique). Outre l'absence d'action, cette photo a contribué insidieusement à illustrer la bonne société québécoise tricotée serrée. Les journaux varient le format de publication et jouent sur la mise en page. Dès la première parution, le cliché de Shaney Komulainen avait été recadré pour éliminer les arrière-plans et la présence d'autres personnes dans le champ (exaltation de la solitude du héros et accès à l'intimité des protagonistes : *le duel comme si . vous y étiez*). Ultérieurement positionné sur une double page (*La Presse*, 29 septembre 1990), la pliure du papier coupe virtuellement le cliché en deux. Faisant passer une frontière entre le soldat et le warrior, l'artifice de la mise en page concorde à merveille avec la métaphore de l'article accompagnateur sur *le mur de Berlin* qui sépare désormais la communauté blanche de la communauté mohawk. Enfin, la photo est carrément coupée en deux et n'est alors publiée que le seul profil du soldat Cloutier (*le Soleil*, 8 septembre 1990). Cette mise en page décidée par le pupitre du *Soleil* fait écho, on ne peut mieux, à une caricature de première page de *La Presse* (12 août 1990), en bas de colonne, dans laquelle Girerd fait dire au Premier ministre Bourassa, *Tout serait tellement plus simple si ça se passait entre québécois.. Comme dans l'bon vieux temps, hein ?*. Le battage publicitaire autour du soldat Cloutier prouve fatalement que l'événement marquant de la crise d'Oka, et le seul qui vaille, est la photographie du duel du regard. À preuve, pour commémorer le cinquième anniversaire de la crise, la photo réapparaît en couverture quatre couleurs d'un magazine grand public qui, dans l'article consacré à Patrick Cloutier, publie en outre une photo d'un *duel du regard* ... en Bosnie ! (p. 10, Mario Weber ou coll. particulière). Le traitement par ce magazine est de l'ordre du personnel et du privé autour du thème de la damnation du héros. Le contexte politique est devenu exclusivement anecdotique. Seul subsiste le destin personnel sous un angle journalistico-thérapeutique. [168] Du politique et du public, au moment des événements, on sombre dans le familial et le privé quand est venu le temps de se souvenir.

2.4 Premier bilan : *Oka 1990, un mort, 1236 articles, 96 caricatures*

Les événements qui ont marqué l'été 1990 résultent d'une situation et d'antécédents complexes. Un litige autour d'un golf municipal qui a mis aux prises autochtones et municipalité a tourné à la crise nationale et a nécessité l'intervention des Forces armées canadiennes. Dès lors, la situation à Oka a pris les dimensions d'une crise nationale suivie par le déploiement des militaires. Malgré la conviction concernant l'état de crise (le nombre d'articles le prouve), la couverture médiatique ne témoigne pourtant que de l'absence d'événements factuels et de l'absence d'enjeux. Le sémiologue naïf s'étonne vraiment de tant d'affolement pour les trous d'un golf : même en Bosnie-Herzégovine, on se bat pour un peu plus que ça. Submergés par une foule de protagonistes fort émotifs, les lieux du conflit sont ambigus, égarés entre un ailleurs indien et un ici blanc. Même la durée de la crise est indéterminée. C'est *Le Journal de Montréal* qui prend l'initiative de placer le jour zéro à la mort du Caporal Lemay. Les médias déclareront d'autorité que la crise est finie à la reddition des warriors alors qu'aucune négociation n'a abouti à quoi que ce soit. Et le sémiologue naïf reste en droit de se demander si finalement l'armée n'est pas encore à Oka.

Sur le plan métadiscursif, la mise-en-média pose gravement la question du contrat social qui régit *les ententes subjectivement partagées* entre l'État et le citoyen (Habermas, 1993). Dans le cas d'un conflit national, le mandat de gestion de la crise est un droit et un devoir de l'État, ce que n'ont endossé ni le gouvernement fédéral ni le gouvernement provincial. On se serait attendu à apprendre comment l'État avait mandaté les Forces armées, comment il justifiait son intervention et à voir les premiers ministres occuper une bonne partie des titres. En fait, à toutes fins pratiques, il est impossible de reconstituer la relation fine entre État, armée et citoyens alors que, de l'autre côte des barricades, les Mohawks apparaissent comme une véritable nation avec des enjeux territoriaux explicites, des représentants non seulement présents, mais loquaces, et une armée de warriors. Ils font face à la seule armée canadienne, réduite à un corps global sans commandement ni troupes distincts, de laquelle émerge un seul soldat héroïque, maître d'œuvre de l'opéra-

tion. Sans mandat publiquement exprimé ou expliqué ²⁴⁴, sinon celui de faire en sorte qu'il ne se passe rien, l'armée fit l'interface entre le conflit et le citoyen, ce qu'avait fort [169] bien compris les officiers : *L'armée s'est associée aux médias afin de non seulement tenir la population informée, mais aussi d'exercer une influence sur les événements* (Beauregard, 1993, p. 31). Nous en arrivons à la déduction suivante : les médias ont servi de relations publiques à l'armée et les journalistes ne s'en sont pas rendu compte puisque toute la couverture de presse entérine *ad nauseam* le fait suivant : *il ne s'est rien passé à Oka*.

2.5 Deuxième bilan : Rwanda 1995, un demi-million de morts, 319 articles, 17 caricatures

Le traitement de la crise du Rwanda offre une perspective différente du travail de mise-en-média. La crise rwandaise est le résultat d'un lourd contentieux accumulé sur plusieurs décennies par les factions politiques et ethniques du pays et l'assassinat du président a déclenché de violents affrontements, puis des massacres. En nombre beaucoup plus restreint que pour la crise d'Oka, les articles ont rendu compte des atrocités mais les titres, une fois de plus, restent discrets autant sur les fondements et les problématiques que sur la trame événementielle. Les protagonistes, peu nombreux, sont bien identifiés. La hiérarchie des intervenants est aisée à reconstituer à la simple lecture : un organisme civil, l'ONU, dirigé par le secrétaire Boutros Boutros-Ghali, mandate des contingents militaires des pays membres, dont le Canada, pour intervenir au Rwanda et mettre fin aux hostilités. Le scénario, simple, est clair et précis. Chaque protagoniste semble jouer le rôle auquel il est destiné. Aucune figure prédominante ou héroïque n'apparaît hors de propos. Cependant, le discours des caricaturistes s'inscrit en faux de façon spectaculaire contre cette édification médiatique et ils insistent sur l'échec de l'intervention de paix dans un pays qui se consume dans ses propres flammes. Le contre-discours des caricaturistes ramène alors à l'esprit l'importance remarquable qui a

²⁴⁴ Cette défection des gouvernements est reconnue formellement cinq ans après les événements dans le rapport du coroner Guy Gilbert, cité par la presse le 12 août 1995.

été accordée aux protagonistes non rwandais et qui rend soudain la communauté occidentale singulièrement organisée et solidaire.

3. L'État, le soldat et le citoyen

Les résultats de l'analyse pointent un paradoxe sur lequel nous ne nous sommes pas tout à fait interdit l'ironie et on l'aura senti dans les lignes qui précèdent.

Prenons pour principe ordonnateur l'alliance qui lie, comme une relation triangulaire, l'État, le soldat et le citoyen et voyons quel jeu de relations nous obtenons lorsque nous la comparons à celle [170] mise-en-média. Les caricatures vont fournir, point par point, la mesure de cet écart.

Tout d'abord, dans le cas de la crise d'Oka. L'État est virtuellement absent puisque les gouvernements se sont dégagés de leurs responsabilités (*Le Journal de Montréal*, 18 juillet 1990). Les citoyens sont collectivement présents sous la forme du public, lecteur (et auditeur) des médias (*Le Soleil* 1er septembre 1990). Mais ils sont subdivisés aussi en fonction de leur proximité géographique avec le théâtre des événements. Oka et Châteauguay sont régulièrement employés comme des métonymies (Châteauguay au lieu de *les citoyens de la ville de Châteauguay*). Le Québec, pendant ces deux mois, est réduit à ces deux villes. Les citoyens de Natashquan ne semblent guère concernés par ce qui se passe au bord du lac des Deux Montagnes. Montréal n'est à peu près jamais citée et on finit par penser que cela vient, sans doute, qu'un seul côté du pont Mercier est concerné par cette affaire. L'armée, grand corps débonnaire (*La Presse*, 10 août 1990), qui ne compte qu'un seul soldat digne de porter un nom (*La Presse*, 5 septembre 1990) apparaît et disparaît au gré de sa propre volonté. Il semble même que cette apparition soit difficilement testable puisque les journaux la rapporte à trois dates différentes (18 août 1990 pour *Le Devoir* et *La Presse*, 19 août pour *Le Journal de Montréal* 20 août pour *Le Soleil*) et, comme on l'a déjà dit, nous n'avons pas de titre sur la date de son départ. Si, au plan interne, nous savons que cette armée peut rendre compte des logiques de son intervention (loi, mandat, stratégie de communication, etc.), de l'extérieur, elle semble être un corps autonome, pas du tout antagoniste (*La Presse*, 12 septembre 1990) et dont l'interlocuteur est, non pas l'État, mais les me-

dias. Nous nous retrouvons donc devant un jeu de relations complètement déviant par rapport à notre contrat de base.

Cette déviance traduit une confusion quant au contrat social, symptôme probable de sa dégradation. Il ne faut donc peut-être pas s'étonner de la réduction massive de la crise à des émotions et de constater que la trace ultime de cette crise est dans l'ordre du privé. Ce qui reste comme dernier témoignage est une photo emblème, support de la confession de Patrick Cloutier, qui n'est même plus soldat.

Voyons maintenant la mise-en-média du génocide rwandais. On pourrait s'attendre minimalement à un organigramme quelconque concernant la société rwandaise. Celui-ci, occulté, laisse la place à un organigramme dont le traditionalisme déroute. Les perturbateurs rwandais menace net nos *bons* citoyens (jésuites, professeurs, médecins). Leur cruauté est même soulignée (ils laissent derrière eux des orphelins).

171

Tableau 2 :
Oka : Comparaison entre le contrat de base et la mise-en-média

OKA : contrat de base

OKA : mise-en-média.

[172]

Tableau 3 :

Rwanda : Comparaison entre le contrat de base et la mise-en-média

RWANDA: contrat de base

RWANDA: mise-en-média.

[173]

Un *bon* gouvernement est présent (l'ONU), avec un chef civil, porteur d'un nom, qui donne des ordres à un chef militaire, porteur lui aussi d'un nom, qui commande une armée. Nous avons donc cette fois-ci un gouvernement, des citoyens, une armée et même un enjeu, l'arrêt d'un génocide.

Il y a cependant un problème de taille : l'ONU ne gouverne pas les affaires d'un État (*Le Journal de Montréal* 14 avril 1994), les citoyens québécois, pas plus ceux de Châteauguay que ceux de Natashquan, ne sont en danger de mort (*La Presse*, 30 mai 1994) et les Casques bleus belges et sénégalais n'ont pas de compte à rendre aux citoyens du Québec (*Le Journal de Montréal*, 23 mai 1994).

La déviance, cette fois-ci, vient du plaquage d'un jeu de relation traditionnaliste sinon anachronique (notons l'émoi pour le clergé et les orphelins) sur une situation géopolitique sans rapport. Le paradigme du nouvel ordre mondial, de toute évidence, n'est pas établi, et, faute de pouvoir l'invoquer, pour faire sens, les médias utilisent des archaïsmes.

4. L'image du soldat

Nous devons nous résigner à constater que l'analyse rhétorique et sémiotique du corpus ne nous fournit qu'une image bien tenue du soldat, à moins de vouloir généraliser à partir du soldat Cloutier, véritable illustration du *syndrome de maman Plouffe* (Richard, 1995).

À cela, deux explications possibles. Tout d'abord, les règles du jeu social sont mises à mal ou presque caduques. Qui est partenaire de qui ? Au nom de quoi et dans quel but ? La mise-en-média des deux crises a mis en évidence, par le désordre dans un cas, par l'absurde dans l'autre, l'état d'érosion du contrat social.

D'autre part, notons l'absence d'intérêt pour les enjeux. Il n'y a pas de raison de se battre, ni au sens propre, ni au sens figuré, et nous avons un écho de cela dans les caricatures qui montrent les soldats désœuvrés ou indifférents (*La Presse*, 11 septembre 1990 et *Le Devoir*, 21 mai 1994). Les articles proprement dits abordent à l'occasion la question des enjeux mais la préoccupation centrale des couvertures

de presse n'est certes pas d'en traiter et elles ne cherchent certainement pas à attirer l'attention du lecteur sur ces questions.

Ce désintérêt pour les enjeux corrobore ce que l'absence de discours sur le soldat signale : le contrat social traditionnel est en grande remise en question ou en grande érosion. Dans le cas de la présente recherche, de surcroît, nous n'avons pas trouvé les signes annonciateurs d'un [174] nouveau contrat social. Nous avons seulement trouvé un Ovide Plouffe, des archaïsmes, du désordre et une case inoccupée, celle de l'État.

Ouvrages cités

Bakhtine, M., *L'œuvre de François Rabelais au Moyen Âge et sous la Renaissance*, Paris, Gallimard, 1970.

Barrois, C.I., *Psychanalyse du guerrier*, Paris, Hachette, 1993.

Beauregard, C.I., *Intervention militaire à Oka : stratégie, communication et couverture de presse*, in *Canadian Military History*, vol. 2, n° 1, 1993, p. 23-47.

Freud, S., *Le mot d'esprit et ses rapports avec l'inconscient*, Paris, Gallimard, 1974. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Groupe p, *Rhétorique générale*, Paris, Seuil, 1970.

Habermas, *La postmétaphysique : essais philosophiques*, Paris, Armand Colin, 1993.

Richard, B., *La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : une histoire de trous de mémoire*, dans *Bulletin d'histoire politique*, *La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale*, Actes du colloque 6-9 octobre 1994, vol. 3, nos 3 et 4, Montréal, AQHP/Septentrion, 1995, pp. 383-392.

Robrieux, J.-J., *Éléments de rhétorique et d'argumentation*, Paris, Dunod, 1993.

Saouter, C., *Grammaire du langage visuel*, en lecture chez l'éditeur, 1995.

[176]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

LES OPÉRATIONS DE PAIX DES NATIONS UNIES

12

“ALLOCUTION DE CLÔTURE.”

Par André Cormier

[Retour à la table des matières](#)

Chers Collègues et Amis,

Je tiens d'abord à remercier Robert Comeau et Jean-Pierre Gagnon qui, au nom de la Société historique du Canada et de l'Association québécoise d'Histoire politique, m'ont accordé le plaisir de participer à ce colloque et l'honneur de le clore. Permettez-moi d'ajouter mes félicitations pour le choix d'un thème si intéressant qui donne à un Français l'occasion et le devoir d'exprimer sa gratitude envers le peuple canadien venu à deux reprises au secours des Alliés.

Mes félicitations également aux participants, présentateurs commentateurs et intervenants et aux présidents de séances qui ont su ménager un large temps aux commentateurs et faciliter ainsi de fructueuses discussions.

Ce colloque a permis de constater que l'histoire militaire est devenue majeure. Elle a su se désenclaver en s'insérant dans l'histoire générale et en élargissant sa problématique. Seuls ceux qui connaissent mal les organisateurs auraient pu être surpris de voir une journée consacrée aux conflits armés contemporains commen-

cer par l'évocation que nous a donnée Bernard Dansereau du mouvement ouvrier face à la conscription. De même Jean Pariseau a présenté les rapports entre armées et pouvoir civil dans les tâches de maintien de l'ordre. De son côté, Madame Béatrice Richard a scruté la littérature pour déceler la sensibilité des Canadiens français à l'égard des combattants. Enfin l'opinion a donné lieu à plusieurs communications.

L'histoire militaire s'est également incorporée les méthodes les plus récentes de la recherche historique avec les études sociologiques et psychologiques de Paul Lemieux sur le comportement des soldats, ou encore avec les études d'opinion vue dans la caricature par Marcel Bellavance ou dans la presse par Claude Beauregard, Jérôme Coutard et Isabelle Dornic pour la Seconde Guerre mondiale et Madame Catherine Saouter pour l'image actuelle du soldat dans les médias, le tout traité avec rigueur et finesse dans l'analyse.

[177]

Cependant la finalité propre de l'histoire militaire n'a pas été oubliée. Elle a été rappelée par le témoignage précieux que le colonel Gaston Poulin a apporté de sa participation à la campagne d'Italie en 1943 et par l'étude d'actions plus récentes dans lesquelles s'imbriquent la politique, le militaire et l'humanitaire représentées par Jocelyn Goulon, Guy Lachapelle et Jean Noisieux.

Enfin le présent, avec quelque souci prospectif, a été évoqué par Albert Legault qui a envisagé les améliorations souhaitables des moyens accordés aux opérations de paix de l'O.N.U.

L'histoire militaire devenu majeure, a obtenu pendant la guerre du Golfe la reconnaissance des autorités militaires. Saluons le combat pour l'Histoire mené par Jean Morin.

Permettez-moi quelques réflexions moins élevées que les propos entendus, parce que plus personnelles. J'appartiens à une génération dont l'enfance s'est déroulée parmi les anciens combattants de la Première Guerre mondiale. Rares étaient alors les adultes qui n'avaient pas « fait la guerre », père, parents, voisins, instituteur, curé, médecin, etc. et parmi eux beaucoup de mutilés. À l'époque on savait sauver des vies, mais non réparer les corps. J'ai notamment toujours devant les yeux les faces défigurées des malheureuses « gueules cassées ». Cette présence de la guerre était plus qu'une image subliminale. Elle l'était notamment pour les

populations du nord et de l'est de la France. Beaucoup d'hommes, tel mon père, avaient combattu en sachant leur maison brûlée, une partie de leur famille restée de l'autre côte des lignes sous l'occupation ennemie et l'autre partie réfugiée dans des conditions précaires, éparpillée dans les régions épargnées par 1) invasion, quand ils n'avaient pas à déplorer la mort d'un père, d'un frère, de parents... On comprend que ces gens-là aient été motivés pour combattre.

De même, pendant la Seconde Guerre mondiale, une bonne partie du peuple a connu les deuils, les déportations diverses, les destructions dues aux bombardements, et tous ont vécu l'occupation ennemie avec les privations, les hontes, le tronçonnement du pays en plusieurs zones. L'élan de la Résistance s'explique facilement. Ajoutons qu'en France pendant près d'un siècle chaque génération avait vécu au moins une guerre.

De tout cela témoignent encore d'immenses nécropoles. Ce qui m'a toujours frappé, c'est qu'aux cotés d'hommes du pays même reposaient des hommes venus de plus loin, souvent de beaucoup plus loin et qui ne pouvaient pas avoir les mêmes motivations. Je pense notamment à Vimy, haut lieu devant lequel je suis bien souvent passé [178] par la voie ferrée et même où j'ai été arrêté longuement le 23 avril 1944, le train étant bombardé par l'aviation alliée. Pourquoi ces malheureux étaient-ils venus mourir là dans la boue affreuse des tranchées, à plusieurs milliers de kilomètres de leur pays qui ne connaissait pas les horreurs de la guerre ? Les opérations extérieures ont toujours posé des problèmes et notamment davantage lassé les civils moins motivés que lorsqu'il s'agit de défendre le sol national.

Les historiens ont pu examiner de manière critique les motivations des combattants dans les pays qui ne connaissaient pas la conscription : vocation militaire ou seulement obéissance aux ordres reçus pour les soldats de métier, désir de sortir du chômage et d'assurer une vie décente à leur famille ? Mais entre ces deux extrêmes, pourquoi ne pas faire place aux engagements plus désintéressés, qui ont d'ailleurs subsisté même au temps de la conscription : l'appel à la défense de la liberté et des peuples victimes d'une agression, mouvement de générosité et d'idéalisme, enthousiasme, peut-être aidé en 1914 par l'ignorance de ce que serait la guerre, mais cela ne pouvait plus être le cas des que par la presse on put apprendre quelles souffrances et quel destin attendaient les combattants.

Sans doute des engagements sont-ils toujours minoritaires, mais au-delà des engagements, il y a l'acceptation du grand nombre des conscrits et le comportement dans les épreuves qui parvient à faire de tous ces hommes des soldats. En 1918 et en 1945, beaucoup d'entre eux étaient devenus malgré eux des professionnels.

Ainsi, bien que sans traditions militaires et vivant loin de la guerre, beaucoup de familles canadiennes, en subissant le sacrifice suprême d'êtres chers, rejoignent à deux reprises au moins les peuples dont la mémoire collective faisait une place importante à la guerre avec dans les rangs des conscrits le rapprochement des conditions sociales, des langages, des sensibilités et la camaraderie.

Il existe peut-être cependant une différence avec le soldat européen. Les Canadiens français avaient, peut-être encore plus que le soldat européen, le sentiment de n'être pas entièrement compris par ceux de l'arrière, un arrière tellement éloigné.

La contribution à la victoire des pays libres, puis aux opérations de maintien de la paix, l'impact dans le pays même, la réaction de l'opinion, dans sa complexité, devant les conflits, soit les guerres où l'on est directement impliqué, soit les missions de l'O.N.U., les relations entre État, soldats et citoyens c'est tout cela les Canadiens français face à la guerre. Merci, chers collègues et amis de me l'avoir fait comprendre.

[179]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

DOCUMENT

[Retour à la table des matières](#)

[181]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

DOCUMENT

13

**“ Présentation du rapport
de censure de la presse.”**

Par Claude Beauregard, Jérôme Coutard, Isabelle Dornic

[Retour à la table des matières](#)

Quand le premier conflit mondial éclate en août 1914, le Canada se trouve vite confronté au problème du contrôle de l'information en temps de guerre. Aucune mesure n'avait été prévue quant à la censure de la presse, contrairement à celle des communications télégraphiques et téléphoniques. Le 22 août 1914, la *Loi sur les mesures de guerre* est sanctionnée et précise que les pouvoirs conférés au gouverneur *en conseil* s'étendent, entre autres, à « la censure, au contrôle et à la suppression de publications, écrits, cartes, plans, photographies, communications et moyens de communication » ²⁴⁵. Cependant, jusqu'au mois de juillet 1915, date à laquelle Ernest J. Chambers est nommé censeur en chef de la presse du Canada, la censure de la presse s'exercera uniquement de façon volontaire.

²⁴⁵ Les citations proviennent du rapport de censure. On trouvera une copie du rapport aux Archives nationales du Canada (RG 2-14, volume 5939).

Chambers (1862-1921), d'origine anglaise, avait noué grâce à sa famille des liens étroits avec les milieux militaires. Il avait dans sa vie civile travaillé pour le *Montreal Star*, dirigé le *Calgary Herald* et participé au lancement de la *Canadian Military Gazette* à l'époque de la guerre des Boers. Ses diverses relations dans les milieux journalistiques, politiques et militaires furent donc des atouts majeurs pour sa nomination, au début des hostilités, en tant que responsable de la censure des câbles sur la côte ouest et, par la suite, comme censeur en chef de la presse du Canada ²⁴⁶.

Le rapport de censure est un document de type administratif destiné à des fonctionnaires ; le ton y est donc mesuré même s'il laisse parfois place à des envolées patriotiques. L'auteur s'y donne comme objectif de décrire l'organisation, le fonctionnement et la démobilisation de son service. Cependant, le plan suivi est très sinueux, Chambers ayant selon toute vraisemblance abordé les thèmes dans un ordre tout à fait personnel dans lequel la redondance est reine. Trois niveaux de réflexion peuvent malgré tout être repérés dans le rapport : un niveau théorique dans lequel sont exposés les décrets, règlements et ordonnances établis, un niveau organisationnel dans lequel le rapport fait état de la mise en place du réseau d'informations accessible aux censeurs, un dernier niveau qui traite de la pratique de la censure. Bien [182] entendu, ces trois aspects du rapport ne sont pas si logiquement exposés dans le texte puisque l'on en retrouve, en substance, des éléments placés ici et là.

Le premier niveau, théorique, englobe les définitions successives apportées au terme « censurable » dans différents décrets exposés par Chambers. Les activités de la censure de la presse sont établies le 15 juillet 1915 et consistent alors en la suppression :

²⁴⁶ Pour plus de précisions, on pourra se reporter à l'article de Jeff Keshen, « All the News That Was Fit to Print : Ernest J. Chambers and Information Control in Canada, 1914-1919 », *Canadian Historical Review*, vol. LXXIII, n° 3, septembre 1992, p. 315-343.

- Des « nouvelles s'attachant aux opérations militaires et navales pouvant être directement ou indirectement utiles à l'ennemi » ;
- Des « déclarations risquant de susciter dans les pays neutres ou alliés un sentiment de découragement quant à l'issue de la cause alliée » ;
- Des « déclarations pouvant causer du mécontentement au sein de la nation ou nuisant au recrutement et à la discipline militaire » ;
- Des « déclarations risquant de causer de l'inquiétude, de l'appréhension ou de la détresse » ;
- Des « déclarations risquant d'être utilisées pour encourager la résistance dans les pays ennemis ».

La définition du « censurable » est cependant revue et étendue plusieurs fois au cours de la guerre (la censure se termine le 30 avril 1919). Ainsi le décret du 17 janvier 1917 modifie les ordonnances et les règlements des précédents décrets. La définition de « matière censurable » s'applique désormais, entre autres, aux pièces de théâtre, images et films de « nature à mécontenter Sa Majesté »... Un autre décret, mis en place le 16 avril 1918, étend à nouveau la définition du censurable à toute déclaration, adverse ou défavorable, concernant les causes de la guerre ou les intentions pour lesquelles les Alliés se sont engagés dans le conflit, qui pourraient soulever un sentiment hostile, créer de l'inquiétude, troubler et surexciter l'opinion publique. Ce niveau théorique est constamment en mutation.

Il convient de signaler le lien étroit existant entre la censure et la propagande et par conséquent entre matière censurable et matière pouvant être propagée. La censure altère les représentations contenues dans l'information tandis que la propagande en propage d'autres conformes aux stratégies de guerre. À cet égard Chambers, traitant de films cinématographiques ennemis, les qualifie de propagandistes ; il s'agit donc d'une matière censurable. Cependant, les films de guerre britanniques, quant à eux, n'ont pour seul but que « d'illustrer diverses phases du travail de guerre en Grande-Bretagne ». Dans ce cas, cette [183] matière peut donc être propagée. Il s'avère cependant, que dans certaines conditions cette matière doit être censurée. Il en est ainsi pour certains films de guerre britanniques censurés par le service de la censure de la presse parce qu'ils comportent des scènes de guerre trop violentes pour le public canadien. La censure évolue donc en fonction des mentalités et des besoins.

Le second niveau perceptible dans ce rapport traite de l'organisation de la censure de la presse. Chambers nous renseigne ici sur la manière d'agir de son bureau pour ce qui est de ses relations avec des réseaux connexes tels les autorités impériales, gouvernementales, militaires, policières, alliées, ou encore des services de communication (douanes, postes, transports, agences d'informations télégraphiques) susceptibles d'apporter de l'aide aux censeurs en matière de contrôle de l'information. Le bureau de la censure de la presse apparaît comme une gigantesque entreprise s'alimentant à toutes les sources d'information accessibles.

Le troisième niveau contenu dans le rapport s'attache à la pratique de la censure. Chambers nous montre combien la censure de la presse est mal perçue quand il s'agit de la mettre en place. Il lui a donc fallu instaurer, avec les dirigeants de la presse, une confiance réciproque. Il convient de souligner que les rapports de la presse avec le bureau de la censure évoluent durant la guerre. En effet, durant les premiers mois de la guerre et ce jusqu'à la nomination du censeur en chef de la presse en juillet 1915, la collaboration de la presse avec la censure s'exerce de façon purement volontaire. Avec l'arrivée de Chambers, cette collaboration va se transformer en partenariat, le service de la censure communiquant avec 1490 publications périodiques dans le pays. Cependant, pour que ce partenariat fonctionne, il fallait que le service de la censure se dote d'une certaine déontologie à l'égard de la presse. Chambers mentionne à ce sujet le problème épineux de la liberté de la presse dans le traitement des questions politiques, la non-ingérence dans le domaine ayant été le maître mot. Il ne précise cependant pas jusqu'où peuvent se rendre ces débats en temps de guerre. Il est toutefois certain que Chambers établit une nette distinction entre les « rédacteurs en chef et les directeurs patriotiques du Canada » et les « agitateurs irresponsables » ces derniers (non nommés dans le texte) ayant dépeint le service de la censure comme une inquisition.

Deux cent cinquante-trois (253) publications seront retirées de la circulation au Canada par le service de la censure. Celui-ci a cependant ses limites. Ainsi, *Le Devoir*, dirigé par Henri Bourassa, sera souvent inquiète mais jamais condamné à la fermeture. Par conséquent, la censure trouve ses limites dans la pratique. Si elle doit, [184] comme nous l'avons vu, veiller à ce que l'opinion publique n'ait pas d'inquiétude ou ne soit pas troublée, elle doit également respecter ses choix. La censure se régulerait par elle-même.

La censure, telle que nous la dépeint Chambers, met donc en scène trois axes principaux qui interagissent. Le premier, théorique, établit les bases, le second, organisationnel, tisse un réseau d'informations et le dernier applique les décisions prises. Le rapport de Chambers même s'il est parfois lourd à lire constitue une source riche de réflexions et d'informations. Il saura très certainement intéresser les spécialistes d'histoire militaire et de la presse.

[185]

**Le Canada français et les conflits contemporains.
Actes du colloque tenu à l'UQAM le 27 août 1995.**

DOCUMENT

14

**“ Rapport sur le service
de la censure de la presse canadienne.
Première Guerre mondiale.”**

[Retour à la table des matières](#)

Ottawa, le 31 mars 1920

L'honorable Secrétaire d'État du Canada

Monsieur,

Au moment de résigner mes fonctions de censeur en chef de la presse du Canada, j'ai le plaisir de vous soumettre respectueusement le présent rapport sur l'organisation, le fonctionnement et la démobilisation du service de la Censure de la presse canadienne.

Dans la mesure où un service comme celui dont j'ai eu l'honneur d'avoir la charge était sans précédent, je me suis efforcé de faire un rapport particulièrement détaillé et complet. J'avais à cœur de produire un document qui serait utile, non

seulement parce qu'il serait facile à consulter au sein du ministère gouvernemental où la Censure de la presse constituait un service, mais aussi parce qu'il pourrait représenter une aide pratique advenant qu'il faille dans l'avenir organiser un service analogue.

INSTAURATION DE LA CENSURE DE LA PRESSE CANADIENNE

Le 15 juillet 1915, l'honorable Secrétaire d'État du Canada a nommé le sous-signé censeur en chef de la presse du Canada et l'a chargé d'organiser et de diriger le service de la Censure de la presse canadienne. Cette nomination s'est faite en vertu des pouvoirs conférés au secrétaire d'État aux termes du décret du 10 juin 1915 (C.P. 1330).

[186]

CONDITIONS ANTÉRIEURES

Du début de la guerre jusqu'à la nomination du censeur en chef de la presse, la censure de la presse s'était exercée de façon purement volontaire et son administration avait relevé de « l'adjoint du censeur en chef du Canada » qui était responsable de la censure des télécommunications. Un plan avait été élaboré, en temps de paix, qui prévoyait la censure en temps de guerre des communications par câble et sans-fil dans tout l'Empire, sous la direction du ministère de la Guerre. Lorsque la guerre a été déclarée, le 4 août 1914, l'ensemble de l'appareil et de l'organisation prévu pour une telle éventualité a été mis en place.

Avant le déclenchement des hostilités, la compétence en matière de censure de la presse au Canada n'avait fait l'objet d'aucune disposition. Par conséquent, pendant les premiers jours des hostilités, la presse du Dominion s'est trouvée face à une situation inusitée et extrêmement compliquée. Le public réclamait instamment des nouvelles de toutes sortes concernant la guerre. Les rédacteurs en chef et les directeurs tenaient à lui donner satisfaction, mais ils ont naturellement trouvé

difficile, dans bien des cas, de faire la distinction entre les nouvelles qu'ils pouvaient diffuser en toute sécurité et l'information qu'il était important, dans l'intérêt du public, de passer sous silence. Il n'existe sans doute aucune profession ni aucune entreprise où la concurrence soit plus vive ou se fasse sentir plus directement et immédiatement que dans la presse. En l'absence de toute norme de censure durant les premières heures infiniment critiques de la guerre, l'ensemble des travailleurs de la presse s'est trouvé dans une position très délicate et les rédacteurs en chef les plus prudents ont été grandement désavantagés par rapport à leurs confrères moins circonspects.

Quelques heures après la déclaration de la guerre, l'abondante publicité donnée à des nouvelles d'ordre militaire a causé de sérieuses inquiétudes aux autorités et plus particulièrement aux officiers supérieurs des services militaire et naval.

Le 12 août, la situation concernant la fuite de renseignements importants dans la presse était devenue tellement grave que le censeur en chef de la presse, qui à l'époque faisait partie de l'état-major de l'adjoint du censeur en chef au quartier général de la Milice, a reçu l'ordre du chef d'état-major général de se rendre dans certaines des principales villes du Canada central. Il avait pour mission, d'une part, de s'entretenir avec des rédacteurs en chef et des directeurs représentatifs de leur profession et de vérifier jusqu'à quel point la presse était prête à collaborer volontairement avec les autorités militaires pour taire de l'information considérée comme dangereuse et, d'autre part, de faire [187] des suggestions, verbalement, sur les moyens les plus efficaces que pourrait prendre la presse pour exercer son influence de façon à contribuer à la victoire.

Comme prévu, l'ensemble des rédacteurs en chef et des directeurs rencontrés à cette occasion ont manifesté le désir d'apporter une collaboration aussi pleine et entière que possible aux autorités, à condition qu'on n'intervienne pas dans la diffusion des nouvelles inoffensives et légitimes et qu'on ne tente pas de gêner les discussions d'ordre purement politique. À la suite de ces entretiens, le bureau de l'adjoint du censeur en chef a préparé une note de service traitant des devoirs de la presse en temps de guerre et l'a distribuée sous forme dactylographiée, le 17 août, aux rédacteurs en chef de tous les quotidiens et hebdomadaires du Canada.

L'objet de cette note de service et de la correspondance qui a suivi a créé un rapport étroit entre l'adjoint du censeur en chef et le personnel de son service

d'une part et les membres de la presse du Dominion d'autre part. La voie de communication ainsi ouverte a servi à transmettre à la presse certains renseignements officiels qu'il était important de communiquer au public et à informer de temps à autre les travailleurs de la presse des principales exigences des autorités militaires et navales concernant le traitement de nouvelles relatives aux préparatifs de guerre, à la mobilisation, etc. Bref, dans les premiers onze mois du conflit, la censure de la presse administrée par le service de l'adjoint du censeur en chef avait un caractère purement consultatif et reposait entièrement sur la collaboration volontaire de la presse.

PREMIÈRES DISPOSITIONS LÉGALES EN MATIÈRE DE CENSURE

Les premières dispositions adoptées en vue de légaliser la censure portaient sur la prévention de l'espionnage et de la propagande ennemie plutôt que sur l'instauration et l'exercice d'une censure de la presse nationale comme celle qui a été administrée à partir du 15 juillet 1915.

La Loi sur les mesures de guerre de 1914, votée le 22 août, conférait au gouverneur en conseil le pouvoir (article 3) :

de faire et autoriser tels actes et choses et d'édicter quand il y a lieu les arrêtés et règlements qu'il peut, en raison de l'existence réelle ou appréhendée de l'état de guerre, d'invasion ou d'insurrection, juger nécessaires ou opportuns pour la sécurité, la défense, la paix, l'ordre et le bien-être du Canada ;

[188]

Cette loi précisait que les pouvoirs conférés au gouverneur en conseil s'étendaient aux sujets suivants :

la censure, le contrôle et la suppression de publications, écrits, cartes, plans, photographies, communications et moyens de communication ;

Le 12 septembre 1914, suivant de très près un décret semblable adopté au Royaume-Uni en vertu de la Loi sur la défense du Royaume-Uni, un décret (C.P. 2358) a été passé en vertu de la Loi sur les mesures de guerre, qui prévoyait d'éliminer l'espionnage et d'empêcher la transmission d'information relative au mouvement ou à tout dispositif des Forces armées de Sa Majesté ou des Alliés de Sa Majesté.

Le 6 novembre 1914 était adopté un décret (C.P. 94) qui établissait des ordonnances et règlements concernant la prohibition au Canada de publications de nature à être directement ou indirectement utiles à l'ennemi, ou contenant des articles traitant de la guerre et n'étant pas conformes aux faits. Ce décret conférait au ministre des Postes le pouvoir d'interdire les privilèges de la poste du Canada et de prohiber la diffusion au Canada de toute publication ou écrit comprenant de l'information relative à la guerre ou aux causes de la guerre qui serait contraire aux faits et tendrait directement ou indirectement à créer une influence adverse aux causes du Royaume-Uni et de ses Alliés. Il était stipulé que toute personne en possession d'une publication prohibée aux termes du décret serait passible d'une amende n'excédant pas cinq mille dollars ou d'emprisonnement pour une période n'excédant pas cinq ans ou d'une amende et d'une peine d'emprisonnement. Seul le procureur général du Canada pouvait intenter ou autoriser une poursuite fondée sur une infraction commise en vertu de ces ordonnances et règlements.

Jusqu'au 10 juin 1915, la loi et les décrets mentionnés ci-dessus représentaient tout ce qui existait en fait de dispositions légales portant sur la censure de publications au Canada en temps de guerre. On remarquera que le décret prévoyait seulement la suppression de déclarations inexactes.

Convaincues de la nécessité d'un mandat tangible, explicite et légal concernant la censure de la presse et du fait que ce mandat devrait prévoir la suppression de toutes les déclarations dangereuses, vraies ou fausses, les autorités militaires et navales compétentes ont fait des démarches pressantes en ce sens auprès du gouvernement qui a adopté le décret du 10 juin 1915 (C.P. 1330), dont il a déjà été fait mention. Le ministère de la Milice et de la Défense, les Forces navales [189] du Canada, ainsi que les autorités du ministère de l'Intérieur ont fortement insisté : il était important que ce décret entre en vigueur sans tarder.

CONFÉRENCE AVEC DES REPRÉSENTANTS DE LA PRESSE

Le 15 juillet 1915, le secrétaire d'État a invité, autant que faire se pouvait, les principaux rédacteurs en chef et directeurs représentatifs de leur profession au Canada à le rencontrer au cours d'une conférence et à discuter de la mise en œuvre d'une censure efficace de la presse.

L'assemblée de journalistes réunis a adopté d'un commun accord la proposition visant, d'une part, à instaurer sans tarder une censure officielle de la presse dont les lignes directrices seraient approuvées par le secrétaire d'État et, d'autre part, à établir une organisation qui aurait pour but de décider ce qu'il convenait de ne pas publier en fait de nouvelles ou de commentaires sur la guerre et de communiquer ses conclusions à la presse. Les participants à la conférence ont constitué un comité dont les membres devaient rencontrer le sous-secrétaire d'État du Canada et une personne nommée par le censeur en chef de la presse afin de convenir des principaux règlements qui régiraient le nouveau service. Enfin, un conseil consultatif composé de quatre journalistes a été institué afin de s'entretenir avec le censeur en chef de la presse et de lui faire des recommandations s'il surgissait une situation difficile nécessitant une dérogation aux principes entérinés par les participants.

Le 16 juillet 1915, les délégués qui avaient été nommés la veille ont accepté d'un commun accord l'ébauche d'une liste des règles et règlements relatifs à la censure de la presse canadienne en temps de guerre et le comité de journalistes présents à la conférence a signé une circulaire destinée à la presse du Canada.

Les règles et règlements décrits ont été adoptés tels quels et imprimés sans délai sous forme de brochure. Des exemplaires numérotés ont été expédiés par courrier recommandé, non seulement à tous les journaux, mais à toutes les maisons d'édition et entreprises associées de près ou de loin à la publicité au Canada. Ont aussi reçu des exemplaires les directeurs de tous les ministères gouvernementaux liés de quelque façon à la conduite de la guerre, l'ensemble des policiers et des officiers du renseignement, les autorités de la censure d'outre-mer, etc.

[190]

DÉCRET DU 10 JUIN 1915

Le décret du 10 juin 1915 (C.P. 1330), en vertu duquel la censure de la presse canadienne a été organisée, stipulait que le secrétaire d'État pouvait nommer « un censeur des écrits, copies, imprimés ou publications » qui aurait « le droit [...] d'examiner, considérer, approuver ou rejeter tout écrit, copie ou imprimé ».

Le décret contenait aussi les dispositions suivantes :

Seront censées des infractions du présent décret l'impression ou la circulation, ou la participation à l'impression ou à la circulation de toute lettre, communication, rapport ou nouvelle concernant les opérations de la présente guerre ou le mouvement des forces navales ou militaires de Sa Majesté ou des Alliés de Sa Majesté, ou les opérations des forces navales ou militaires de Sa Majesté ou des Alliés de Sa Majesté en rapport avec la présente guerre, ou critiquant ou commentant la politique, l'attitude ou les agissements du gouvernement d'un des états neutres, si l'impression ou la circulation de ce qui est contenu dans cette lettre, communication, rapport ou nouvelle est de nature à causer du mécontentement à Sa Majesté ou à nuire au succès des forces navales ou militaires de Sa Majesté ou des Alliés de Sa Majesté ou de porter préjudice aux relations de Sa Majesté avec un État étranger, ou d'aider ou encourager l'ennemi d'autre manière, ou d'empêcher le succès de la guerre ou de nuire à ses opérations. Dans toute poursuite pour contravention au présent arrêté, intentée sur l'ordre du Solliciteur général du Canada, il sera présumé en l'absence de preuve du contraire que l'impression ou la circulation des déclarations qui font le sujet de la poursuite était de nature à causer du mécontentement à Sa Majesté ou à nuire au succès des forces navales et militaires de Sa Majesté ou des Alliés de Sa Majesté ou de porter préjudice aux relations de Sa Majesté avec un état étranger ou autrement aider ou encourager l'ennemi, ou à nuire au succès des opérations de la guerre.

Toute contravention à ce décret était passible, à la déclaration sommaire de culpabilité, d'emprisonnement pour une période n'excédant pas six mois et d'une amende ne dépassant pas deux mille dollars ; le propriétaire de l'établissement et chaque directeur ou administrateur d'une société dirigeant ou exploitant l'établis-

sement où une telle infraction était commise était aussi passible, après inculpation ou déclaration sommaire de culpabilité, de l'emprisonnement et de l'amende susdits. De plus, tous les exemplaires d'un livre quelconque, d'un journal, d'un périodique, d'une brochure ou d'un tract imprimés, publiés ou mis en circulation en contravention du décret, [191] en la possession de quiconque, pouvaient être confisqués et détruits par un fonctionnaire de la paix et, si le secrétaire d'État l'ordonnait, les presses à imprimer, l'outillage et les machines de l'établissement pouvaient être confisqués et l'établissement fermé indéfiniment ou pour telle période que fixait le secrétaire d'État.

DÉCRETS CONNEXES

Entre les dates d'instauration et de démobilisation de la Censure de la presse canadienne, certains décrets ont été approuvés et concernaient directement ou indirectement la censure de la presse en temps de guerre.

Le 30 octobre 1915 était adopté le décret C.P. 2519, qui autorisait le ministre des Postes du Canada à nommer un censeur en chef de la poste dont la tâche consisterait à vérifier si les journaux, les lettres ou les périodiques transmis par la poste contrevenaient au décret du 6 novembre 1914. Le décret stipulait aussi qu'il fallait, sur l'ordre du Solliciteur général, prohiber la transmission postale d'un journal, d'une lettre ou d'un périodique qui contrevenait au décret du 10 juin 1915. En vertu des pouvoirs conférés par ce décret, le sous-ministre des Postes a été nommé censeur en chef de la poste du Canada.

Le décret C.P. 1505, adopté le 23 juin 1916, prévoyait la constitution d'un comité du Conseil privé qui aurait pour but de se renseigner sur les divers services de la censure élaborés durant la guerre et de prendre les mesures qu'il jugerait opportunes en rapport avec l'administration de ces services.

CODE DES DÉCRETS CONCERNANT LA CENSURE

Le décret C.P. 146, adopté le 17 janvier 1917 et connu sous le nom de « Code des décrets concernant la censure », modifiait les ordonnances et règlements relatifs à la censure qui figuraient dans les décrets en vigueur jusque-là. Ce décret étendait les définitions de « matière censurable » et renfermait des dispositions visant à empêcher la production de pièces théâtrales ou la présentation d'images ou de films cinématographiques de nature à mécontenter Sa Majesté, à nuire au succès des forces alliées ou au recrutement, à l'entraînement à la discipline ou à l'administration des troupes alliées ou à la mise en vigueur d'une loi ou d'un décret concernant le Service national. De plus, le pouvoir conféré autrefois au ministre des Postes de prohiber, en vertu d'un mandat, la possession au Canada de toute publication contenant de la matière censurable était maintenant transféré au [192] secrétaire d'État. Il était stipulé que, après publication par le secrétaire d'État de l'avis de délivrance du mandat précisant qu'une publication contenait de la matière censurable, la publication ainsi prohibée devrait pour toutes fins et pour tous les tribunaux et autres autorités être une preuve conclusive qu'elle contenait de la matière à censure. Il était également stipulé que le secrétaire d'État pouvait ordonner la destruction de tout imprimé publié en contravention avec ce décret et aussi ordonner la saisie et la retenue sous saisie indéfiniment ou pour une période donnée qu'il pouvait en décider, des presses, de l'outillage et des machines utilisés pour l'impression et la diffusion de ladite publication censurable. Enfin, les décrets suivants étaient révoqués : C.P. 2029, C.P. 2030, C.P. 2409, C.P. 2821, C.P. 202, C.P. 1330, C.P. 2519, C.P. 2073.

DÉCRET CONÇU POUR PRÉVENIR LA CRITIQUE PRÉJUDICIALE ET DÉLOYALE

Le décret C.P. 915, adopté le 16 avril 1918, stipulait que c'était un délit de publier une déclaration adverse ou défavorable concernant les causes de la guerre ou les intentions pour lesquelles les Alliés s'étaient engagés dans la guerre et la pour-

suivaient et qui pourrait tendre à soulever un sentiment hostile, à créer de l'inquiétude ou à troubler ou à surexciter l'opinion publique. Ce qui suit a aussi été déclaré constituer un délit aux termes du décret : une déclaration adverse ou défavorable concernant la participation d'une nation alliée dans la guerre ; une fausse déclaration ou un faux rapport concernant le travail ou les agissements d'un département, d'une branche ou d'un fonctionnaire quelconque de la fonction publique qui tendrait à entraver l'œuvre du gouvernement du Canada et à nuire aux forces militaires et navales dans la poursuite de la guerre ; une déclaration tendant à amoindrir ou à déprécier de quelque manière que ce soit l'effort commun du Canada dans la poursuite de la guerre. Une infraction au décret pouvait entraîner une amende n'excédant pas cinq mille dollars ou l'emprisonnement pour une période ne dépassant pas cinq ans ou les deux peines, amende et emprisonnement.

MODIFICATIONS DU CODE DES DÉCRETS

Le décret C.P. 1241 du 22 mai 1918 modifiait le « Code des décrets concernant la censure » et incorporait dans ce dernier les définitions de « matière censurable » contenues dans le décret C.P. 915. Il ajoutait aussi à la définition de « matière censurable » toute brochure [193] ou tout pamphlet concernant la guerre ou la conclusion de la paix sur lequel n'était pas imprimé le nom véritable et l'adresse de l'auteur et de l'imprimeur ; toute reproduction phonographique destinée à soulever un sentiment national hostile parmi la population originaire d'un pays ennemi résidant au Canada ; tout résumé ou extrait d'une publication dont la possession était défendue ; toute réclame ou annonce destinée à augmenter la diffusion au Canada d'une publication, d'une image ou d'une reproduction phonographique dont la possession était défendue par le décret en question. De plus, les décrets suivants étaient révoqués : C.P. 146 et C.P. 915.

ORDONNANCE CONCERNANT LES PUBLICATIONS DE L'ENNEMI

Le décret C.P. 2381, adopté le 25 septembre 1918 et cité sous le titre de « Ordonnances concernant les publications de l'ennemi » interdisait à toute personne qui n'y était pas dûment autorisée par le secrétaire d'État d'avoir en sa possession au Canada toute publication dans une langue ennemie, à l'exception d'une publication d'un caractère purement littéraire, scientifique, religieux ou artistique qui ne contenait aucune « matière censurable ». Ce décret conférait au secrétaire d'État le pouvoir d'accorder un permis autorisant l'importation de livres étrangers publiés dans la langue de l'ennemi ou l'impression de ceux-ci au Canada.

Pour les fins de cette ordonnance, « langue ennemie » signifiait la langue de tout pays ou peuple en guerre à ce moment-là avec la Grande-Bretagne ou un de ses Alliés, ou la langue d'un pays quelconque qui n'appartenait pas à la Grande-Bretagne ou à un de ses Alliés, mais était en tout ou en partie occupé ou sous la domination des forces armées d'un État ou Souverain en guerre avec la Grande-Bretagne ou un de ses Alliés. Il était stipulé que toute personne qui contrevenait à ce décret était passible d'une amende n'excédant pas cinq mille dollars ou d'emprisonnement pour une période ne dépassant pas cinq ans, ou des deux peines, amende et emprisonnement.

LES IMPRIMÉS DES ASSOCIATIONS ILLÉGALES

Dans le décret C.P. 2384, adopté le 25 septembre 1918, treize associations, organisations, sociétés ou groupes étaient déclarés être des associations illégales tant que le Canada serait en guerre. Une disposition précisait aussi que serait considérée comme une association illégale toute organisation autre que celles expressément nommées [194] dont l'un des buts était d'assurer un changement gouvernemental au Canada en employant la force ou la violence ou en causant des dommages corporels ou matériels, ou en faisant des menaces de telle violence, ou qui enseignait, préconisait, conseillait ou soutenait l'emploi de la force, etc., pour

accomplir tel changement. Il était en outre stipulé que toute publication ou tout document d'une nature quelconque publié par ou pour une association illégale ou préconisant sa propagande pouvaient être saisis. Bref, ce décret proscrivait tout imprimé en rapport avec une « association illégale ».

MODIFICATION DES ORDONNANCES

Le décret C.P. 2521, adopté le 15 octobre 1918, modifiait l'Ordonnance concernant les publications ennemies du 25 septembre 1918. Il y était stipulé que ce ne serait pas un délit de recevoir ou d'avoir au Canada toute publication dans une langue ennemie autre qu'un journal, un magazine ou un périodique qui était simplement d'un caractère littéraire, scientifique, légal, religieux ou artistique et qui ne contenait aucune matière censurable, ou qui était publiée ou distribuée par le gouvernement du Dominion ou une province canadienne ou avec l'autorisation de l'un d'eux, ou qui, sous l'empire de la loi d'une province, était prescrite dans le programme ou faisait partie du cours d'instruction d'un établissement d'éducation ou d'une école ; on prévoyait toutefois que ces publications seraient soumises aux pouvoirs du secrétaire d'État du Canada.

Le décret C.P. 2693, adopté le 13 novembre 1918, modifiait de nouveau l'article 3 de l'Ordonnance concernant les publications ennemies du 25 septembre 1918. Il stipulait que tout permis délivré par le secrétaire d'État du Canada autorisant que soit imprimée ou publiée au Canada une publication dans une langue ennemie autre qu'un livre, que le permis soit ainsi libellé ou non, serait censée être et était par les présentes subordonnée à la condition que tout ce qui était imprimé en une langue ennemie dans telle publication, ainsi qu'une traduction fidèle et exacte en langue anglaise ou française, y seraient imprimés et paraîtraient en colonnes parallèles. On ajoutait que le permis délivré par le secrétaire d'État ne serait valide qu'aussi longtemps que la condition mentionnée était fidèlement observée. En cas de violation des conditions imposées par le décret, on précisait que le permis serait annulé et que le coupable serait passible d'une amende n'excédant pas cinq mille dollars ou d'emprisonnement pour une période ne dépassant pas cinq ans ou des deux peines d'amende et [195] d'emprisonnement. Une disposition particulière stipulait que l'Ordonnance concernant les publications ennemies ne

s'appliquait pas à la langue polonaise, à la langue arabe ou à la langue tchécoslovaque.

DÉCRET DU 25 SEPTEMBRE MODIFIÉ À NOUVEAU

Le décret C.P. 2786 du 13 novembre 1918 abrogeait l'article 2 des règlements concernant les associations illégales et lui substituait certaines définitions élargies. Ce décret précisait qu'étaient censurables et illégales les déclarations qui préconisaient ou favorisaient l'endommagement ou la destruction de machines de production ou de transport dans le but d'entraver la production et la distribution de marchandises ; qui préconisaient ou soutenaient qu'une classe quelconque devrait prendre possession par la force de tous les biens, ou abolir par la force toute propriété privée ; qui préconisaient la fraude à l'égard des patrons en acceptant de l'emploi dans le but et avec l'intention secrète de diminuer ou de retarder la production ; qui conseillaient ou favorisaient l'opposition à une personne quelconque du libre exercice et de la jouissance d'un droit ou privilège que lui conféraient les lois du Canada ; qui préconisaient ou favorisaient la déloyauté, l'insubordination ou le refus du devoir de la part des forces militaires, navales ou policières du Canada, ou l'abstention ou le refus des personnes disponibles de s'enrôler dans ces forces ; qui préconisaient ou favorisaient l'emploi de la force ou de menaces en vue d'entraver ou de retarder l'application des lois du Canada ou de contraindre une personne quelconque à désobéir à une des lois du Canada.

ABROGATION DU DÉCRET DU 25 SEPTEMBRE 1918

Le décret C.P. 702, adopté le 2 avril 1919, abrogeait le décret du 25 septembre 1918 (C.P. 2384) et celui du 13 novembre 1918 (C.P. 2786).

MODIFICATION DE L'ORDONNANCE CONCERNANT LES PUBLICATIONS ENNEMIES

Le décret C.P. 703 du 2 avril 1919 modifiait à nouveau l'Ordonnance concernant les publications ennemies et restreignait la définition de « langue ennemie » aux langues allemande, bulgare, turque et hongroise. Il établissait que les publications en « langue étrangère » étaient les publications imprimées dans une langue autre que le [196] français ou l'anglais. Le décret interdisait l'importation au Canada de journaux en langue ennemie, mais autorisait celle de livres, etc., imprimés dans une langue ennemie. Les publications d'un caractère littéraire, scientifique, juridique, religieux ou artistique étaient exemptes des dispositions mentionnées ci-dessus. Le décret stipulait qu'il fallait remettre promptement au censeur en chef de la presse du Canada un exemplaire de chaque publication imprimée dans une langue étrangère, que celle-ci ait été importée ou imprimée au Canada. Le censeur en chef de la presse avait le pouvoir de prohiber, par une ordonnance, la possession au Canada de toute publication en langue étrangère dont on ne lui avait pas présenté un exemplaire pour examen, conformément au décret. Il était prévu que toute personne responsable de l'omission de remettre au censeur en chef de la presse une publication en langue étrangère ainsi interdite était coupable d'un délit et passible d'une amende n'excédant pas mille dollars ou d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas deux ans ou de l'amende et de l'emprisonnement susdits.

ABROGATION DE TOUS LES DÉCRETS RELATIFS À LA CENSURE

Le décret promulgué dans la *Gazette du Canada* du 27 décembre 1919 était adopté le samedi 20 décembre 1919. Il abrogeait tous les décrets et règlements dont la sanction relevait de l'article 6 de la *Loi sur les mesures de guerre* de 1914, laquelle a été révoquée le 1er janvier 1920, à l'exception de sept décrets et règlements du gouverneur en conseil qui n'avaient aucun rapport avec la censure de la presse.

OBJECTIFS ET PORTÉE DE LA CENSURE DE LA PRESSE CANADIENNE

Selon l'accord conclu à la conférence du 15 juillet 1915 entre le secrétaire d'État et des représentants de la presse, les activités de la Censure de la presse canadienne avaient principalement pour but d'obtenir la collaboration de la presse du Canada en vue de supprimer les déclarations appartenant aux catégories générales suivantes :

1. Les nouvelles concernant les opérations militaires et navales et la matière de nature à être directement ou indirectement utile à l'ennemi.
2. Les déclarations risquant de susciter dans les pays neutres ou alliés un sentiment de découragement quant à l'issue de la cause alliée.

[197]

3. Les déclarations de nature à causer du mécontentement au sein de la nation ou à nuire au recrutement et à la discipline militaire.
4. Les déclarations risquant de causer de l'inquiétude, de l'appréhension ou de la détresse.
5. Les déclarations risquant d'être utilisées pour encourager la résistance dans les pays ennemis.

En plus de s'efforcer d'exclure des journaux et autres publications imprimées au Canada les déclarations entrant dans les catégories générales énumérées ci-dessus, le service de la Censure de la presse avait pour tâche, depuis le début, de tenter d'empêcher la diffusion au Canada d'imprimés censurables d'origine étrangère, et le travail lié à cette tâche était l'un des plus astreignants et des plus importants que le personnel du service ait été appelé à accomplir.

PERSONNEL DE LA CENSURE DE LA PRESSE

En raison de la nature confidentielle du travail confié à la Censure de la presse et de l'importance suprême d'assurer l'uniformité de son administration, on a manifestement souhaité répartir les tâches entre aussi peu de personnes que possible au départ et jamais négligé cet aspect par la suite. L'effectif du service était donc toujours réduit au minimum. Cela imposait une lourde besogne au personnel qui avait souvent beaucoup de mal à venir à bout du travail qui se présentait.

Immédiatement aptes la nomination du censeur en chef de la presse, on a commencé à réunir le personnel, choisissant en l'espace de quelques heures les deux premiers membres du service, M. Joseph A. Fortier et M. Ernest J. Boag, qui devaient agir en qualité de censeur de la presse au bureau du censeur en chef, M. Fortier, journaliste canadien-français expérimenté, était connu et apprécié de l'ensemble de la profession. Quant à M. Boag, qui est maintenant secrétaire adjoint au conseil de la Milice et qui était, à l'époque de sa nomination au poste de censeur de la presse bibliothécaire au ministère de la Milice et de la Défense, il possédait une connaissance personnelle et pratique approfondie de l'organisation militaire et la documentation civile et militaire d'alors n'avait aucun secret pour lui, ce qui nous a été extrêmement utile. Obtenus temporairement pour la Censure de la presse grâce à une autorisation du chef d'état-major général, les services de M. Boag se sont révélés tout simplement inestimables, en particulier dans les premiers temps, alors qu'on établissait les nombreuses voies de communication du service et la façon dont celui-ci allait fonctionner. M. Fortier est demeuré en fonction jusqu'au 31 juillet [198] 1919, date où le personnel a été réduit à sa plus simple expression afin de ne plus traiter que la correspondance relative à la démobilisation définitive. M. Boag a été rappelé par le ministère de la Milice et de la Défense le 3 mars 1918, et les fonctions qu'il remplissait ont été divisées entre M. Ben Deacon, journaliste canadien chevronné et homme de jugement reconnu, et M. Joseph Leslie qui, dès l'instauration de la Censure de la presse, assistait M. Boag avec force intelligence dans l'organisation et la direction du bureau, tout en étant responsable du travail de nuit. M. Deacon a été déchargé de ses obligations le 31 mai 1919, après un passage fort satisfaisant et profitable au sein du service, et M.

Leslie est toujours en place, récemment comme adjoint du censeur en chef de la presse responsable entre autres du classement définitif et de la destruction des dossiers et des documents du bureau.

Le personnel du service de la Censure de la presse canadienne, au moment où il était le plus nombreux et le plus efficace, se composait de la façon suivante :

- * Le censeur en chef de la presse, à Ottawa ;
- * deux censeurs de la presse, l'un de langue française, l'autre de langue anglaise, à Ottawa ;
- * un chef de bureau, à Ottawa ;
- * un traducteur allemand et censeur adjoint, à Ottawa ;
- * un commis au classement, à Ottawa ;
- * deux sténographes et dactylos, à Ottawa ;
- * un commis-dactylo, à Ottawa ;
- * un messenger de confiance, à Ottawa ;
- des traducteurs en trente et une langues étrangères, employés à la pièce, à Ottawa ;
- des censeurs de la presse, à Toronto (les rédacteurs en chef de jour et de nuit de la *Canadian Press Limited*, qui recevaient des honoraires pour services rendus en qualité de censeur) ;
- un censeur de la presse, à Winnipeg (le rédacteur en chef de jour de la *Canadian Press Limited*, qui recevait des honoraires pour services rendus en qualité de censeur) ;
- un adjoint au censeur de la presse, à Winnipeg (le rédacteur en chef de nuit de la *Canadian Press Limited*, qui recevait des honoraires pour services rendus en qualité d'adjoint au censeur de la presse de Winnipeg) ;
- un censeur de la presse, à Vancouver (le rédacteur en chef de la *Canadian Press Limited*, qui recevait des honoraires pour services rendus en qualité de censeur).

[199]

Le comptable du Secrétariat d'État faisait la comptabilité du service et le chef de bureau administrait un maigre fonds de petite caisse.

Grâce à un arrangement pris par le lieutenant-colonel C.F. Hamilton, censeur en chef adjoint à Ottawa, la Censure de la presse a obtenu les services des personnes faisant office de censeurs des télécommunications à Halifax et à North Sydney, en Nouvelle-Écosse. Elles nous ont représenté dans ces villes sans rémunéra-

tion additionnelle. Cet arrangement s'est avéré très profitable car les hommes nommés possédaient une vaste expérience et un solide jugement et les endroits où ils remplissaient leurs fonctions de censeurs des télécommunications étaient des centres d'information actifs et importants.

CAPACITÉ ET SÉLECTION DU PERSONNEL

C'est avec un grand plaisir que le censeur en chef de la presse est en mesure de déclarer qu'il a toujours été soutenu par un personnel compétent et capable, qui a, pour le plus grand bien du pays, fait preuve d'un empressement marqué à satisfaire à toutes les exigences de sa charge et d'un zèle infatigable pour accomplir avec efficacité les tâches importantes et souvent très lourdes qu'on lui confiait. À ce propos, il convient de remarquer que les divers secrétaires qui ont été responsables du Secrétariat d'État, ainsi que le sous-secrétaire d'État, M. Thomas Mulvey, c.r., avaient donné carte blanche au censeur en chef de la presse pour la sélection du personnel de son service. Cela a représenté un atout inestimable car si les principaux membres du personnel devaient posséder certaines compétences et de l'expérience sur le plan technique, c'était un grand avantage pour le censeur en chef de la presse de se savoir entouré d'hommes en qui il avait entière confiance. Le travail du service était d'un caractère tellement secret et confidentiel que toute indiscretion ou fuite aurait pu entraîner des conséquences désastreuses pour le pays ou détruire la confiance que la presse et le public devaient avoir dans le service.

Il y a des choses qu'on n'a jamais envisagées chez nous, et les heures régulières sont de celles-là. Le bureau était soit ouvert 24 heures sur 24, sept jours par semaine, soit fermé pendant quelques heures après minuit, quand l'occasion se présentait. En pareil cas, on pouvait joindre au téléphone tous les membres du personnel. Du jour de son ouverture jusqu'à celui de Noël, en 1918, jamais le bureau n'a été fermé pour un congé. Tous, hommes et femmes, employés de bureau [200] ou autres, devaient souvent être de service de douze à quatorze heures d'affilée et il n'était pas rare qu'on travaillât vingt-quatre et trente-six heures, sans interruption, durant les périodes critiques de la guerre. Le fait qu'aucune plainte ne soit venue à mes oreilles ou n'ait jamais été portée témoigne du zèle du person-

nel et montre que celui-ci appréciait pleinement l'importance des tâches qu'on lui demandait d'exécuter.

Des règlements stricts ont toujours été en vigueur quant au caractère secret des activités et des opérations du service. Lorsqu'un membre compétent du personnel n'en assumait pas la surveillance, on verrouillait toujours les chambres-fortes contenant les chiffres, les codes et la correspondance et les dossiers secrets relatifs aux mouvements des navires et des troupes et aux opérations militaires et navales. Les dossiers confidentiels étaient toujours gardés dans des classeurs soigneusement fermés à clef.

Le censeur en chef avait souvent l'occasion de s'entretenir avec ses collègues concernant les problèmes qui surgissaient au jour le jour. On ne soulignera jamais assez l'avantage de pouvoir consulter des personnes possédant une vaste expérience dans le domaine du journalisme actif au Canada et d'autres ayant une connaissance approfondie de l'organisation et du renseignement militaires, dans la mesure où il fallait souvent élaborer sur-le-champ des règles de censure dont l'application était fort étendue.

CENSURE DE LA PRESSE NATIONALE - UN NOUVEAU DÉPART

Parmi les services gouvernementaux nés des dures exigences de la guerre, celui de la Censure de la presse canadienne est probablement le seul à avoir éveillé, à ses débuts, autant de méfiance au sein du groupe avec qui il était expressément appelé à travailler.

Quand les hostilités ont été déclenchées, le Canada, pas plus que d'autres parties de l'Empire britannique ou, sauf erreur de ma part, du monde entier, n'avait jamais tenté d'instituer, à l'échelle nationale, quelque chose ressemblant à une censure officielle de la presse en temps de guerre qui reposerait sur un accord librement consenti par cette dernière. En effet, depuis le conflit mondial précédent, le développement, entre autres, de la presse et des communications télégraphiques, téléphoniques et radiotélégraphiques avait complètement révolutionné les conditions présidant à l'affrontement. Cela faisait des années que les officiers

des Services de renseignement et des Forces navales du Service impérial, au Canada et ailleurs, se penchaient sur la [201] censure de presse, mais les décisions prises et les règles élaborées avant le début de la Grande Guerre portaient presque entièrement sur la censure dans les secteurs touchés directement par les opérations de la guerre.

Avant l'instauration de la Censure de la presse canadienne, toutefois, la censure de la presse se pratiquait déjà au Royaume-Uni grâce à un accord intervenu entre des représentants du gouvernement et de la presse. Cette expérience ainsi que les règles administratives qui en ont découlé ont été fort utiles aux personnes chargées de l'établissement d'un service de censure de la presse au Canada, tout comme les connaissances acquises par l'adjoint du censeur en chef du Canada et le personnel de son service qui avaient fait quelques tentatives dans ce domaine.

Il n'en demeure pas moins qu'il a fallu, pour former notre service, imaginer et mettre en branle, en l'espace de quelques heures, un appareil aux rouages nombreux et très compliqués qui devait fonctionner à une échelle jamais envisagée auparavant dans ce pays et qui, craignait-on dans de nombreux milieux, pourrait bien irriter les parties directement concernées.

Les règlements, les pratiques et les méthodes du service de la Censure de la presse étaient fondés, d'une part, sur une certaine conception de la sensibilité des milieux journalistiques à l'égard de la liberté de presse et de l'imposition de limites à une entreprise d'information légitime et, d'autre part, sur la reconnaissance du fait que la censure reposait sur un accord que la presse avait librement consenti de conclure avec le gouvernement.

GAGNER LA CONFIANCE DE LA PRESSE

Dans toutes leurs relations avec la presse, les membres du personnel de la Censure ont tenté de convaincre cette dernière et, à vrai dire, tous les journalistes, de deux choses. D'abord, qu'ils ne considéraient pas qu'on les avait chargé de jouer un rôle de dictateur et de cerbère officiel, mais plutôt qu'on leur avait demandé d'agir comme conseiller de confiance officiel et collègue auprès des journalistes du pays ; ensuite, qu'ils étaient aussi désireux que n'importe qui de faire

paraître dans la presse tous les renseignements qu'il était possible et patriotique de publier sans danger. En persévérant dans cette attitude, nous avons complètement apaisé les inquiétudes et les soupçons qu'avait suscité chez de nombreux journalistes l'instauration de la Censure de la presse. En effet, à la conférence organisée par le secrétaire d'État, certains des invités avaient exprimé la crainte que la Censure de la [202] presse ne devînt rien de plus qu'un appareil inquisitorial et que les censeurs, petits autocrates arrogants, prissent sans autre forme d'explication des décisions officielles qu'ils s'attendraient à voir accepter sans l'ombre d'une hésitation par une presse obéissante et disciplinée.

Peu après l'entrée en activité du service, les journalistes canadiens en sont généralement venus à reconnaître que l'instrument bureaucratique et autocratique arbitraire que certains avaient d'abord redouté était plutôt devenu une organisation qui protégeait la presse et collaborait avec elle de façon utile et cordiale.

NE PAS S'INGÉRER DANS LES DÉBATS POLITIQUES ET PUBLICS

Durant toute son existence, la Censure de la presse n'a jamais perdu de vue qu'il valait mieux tenter de nuire le moins possible à la liberté de presse en ce qui concernait les débats sur les problèmes politiques et publics et, dès l'instauration du service, le personnel s'est abstenu d'empiéter sur le droit de la presse d'examiner sous l'angle de son choix les questions politiques légitimes.

On peut ajouter que nous avons toujours scrupuleusement évité de nous ingérer dans les débats soulevés par les divers problèmes sociologiques contemporains et légitimes. Nous ne nous sommes jamais attaqué aux documents visant à promouvoir les relations entre le capital et la main-d'œuvre ou exposant les opinions de ceux qui se sont préoccupés et se préoccupent du sujet éminemment important de l'amélioration des conditions de la vie humaine dans le monde, etc. Il est vrai que dans quelques cas particuliers nous avons rapidement pris des mesures pour empêcher la diffusion au Canada d'imprimés de cette nature, mais uniquement parce qu'on tentait de diffuser, sous leur couvert, ce qui était indubitablement de la matière censurable d'après les définitions légales ou, parfois, des publications de propagande ennemie bien connues au Canada et aux États-Unis ; toutefois, ce

ne sont pas les documents eux-mêmes, mais l'usage incorrect et illégal qu'on en faisait qui entraînait la prise de telles mesures.

Certains agitateurs professionnels qui faisaient beaucoup de bruit ont tenté de dépeindre la Censure de la presse canadienne comme une forme d'inquisition et le bâillon officiel de la presse du pays. J'aimerais profiter de cette occasion pour déclarer que toute tentative pour représenter notre service comme un organe officiel de formation de l'opinion publique est absolument fausse et ridicule. Jamais une [203] personne détenant la plus petite parcelle d'autorité n'a demandé ou proposé au censeur en chef de la presse d'agir de la façon indiquée par certaines des accusations absurdes qu'ont portées des agitateurs irresponsables dont la seule motivation semble avoir été le désir de provoquer le désordre dans l'ensemble du pays afin de justifier leur agissements perpétuels de fauteurs de troubles professionnels.

Du début à la fin, l'objectif prédominant du personnel de la Censure a été d'accomplir ses tâches en incommodant le moins possible les rédacteurs en chef et les directeurs patriotes du Canada et en se montrant rigoureusement équitable et ferme, tout en ne perdant pas de vue son unique but, à savoir faire tout en son pouvoir pour aider la presse, comme celle-ci en avait exprimé le désir, à soutenir les efforts du gouvernement visant à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire finale.

PRATIQUES ET MÉTHODES

En ce qui concerne l'administration et le fonctionnement du service, nous avons tenu compte de l'importance absolue, dans le domaine de la censure, de communiquer avec impartialité, uniformité, franchise, courtoisie et rapidité.

Pratiquement, les rédacteurs en chef et les directeurs du pays censuraient eux-mêmes, de leur plein gré, les textes paraissant au jour le jour dans les journaux canadiens. Ils comptaient sur le personnel de la Censure pour leur donner des directives générales et des conseils relativement aux exigences des autorités militaires et navales et des fonctionnaires et des ministères responsables de la poursuite de la guerre. Par conséquent, notre service considérait chaque directeur, rédacteur en chef et journaliste comme une personne ayant accepté en toute liberté d'agir en

qualité de censeur de la presse, sous la direction générale du censeur en chef, alors que le personnel et moi-même servions d'intermédiaire entre, d'une part, les autorités militaires et navales et d'autres agents publics dirigeant divers secteurs d'activités en rapport avec la guerre, et la presse d'autre part.

UNIFORMITÉ DES DÉCISIONS

Tout le temps qu'a existé le service de la Censure de la presse, nous nous sommes efforcé d'assurer l'uniformité des décisions en matière de censure et de nous montrer absolument juste et impartial dans l'application des règles et règlements. La capacité de jugement varie selon les personnes et vu l'animation qui règne dans une salle de [204] rédaction ordinaire, où l'on doit décider à la hâte de ce qui peut paraître, il n'est pas étonnant que des rédacteurs en chef aient parfois laissé passer et publié ce que certains de leurs confrères auraient rejeté. Naturellement, les plus méticuleux se sont sentis lésés. Chaque fois que l'un d'eux a signalé au censeur en chef un manquement aux exigences de la censure, ce dernier a promptement et courtoisement attiré l'attention du rédacteur fautif sur le manquement en question. C'est tout ce qu'il pouvait faire, compte tenu du système. Maintenant que la contrariété temporaire qu'ils ont ressentie est passée, tous les rédacteurs en chef qui ont estimé que ce genre de négligence et de mauvais jugement de la part de leurs collègues leur avaient causé du tort, à eux et à leur journal, tous, donc, sont probablement prêts à envisager de tels incidents avec philosophie et à les considérer comme des conséquences inévitables de la guerre. En effet, tout comme il est impossible d'éviter les pertes parmi les troupes qui vont au combat, il est absolument impossible d'en arriver à une telle perfection de la censure en temps de guerre qu'il ne se produira aucune fuite d'information. Peut-être se croyait-on en mesure d'y parvenir dans le régime militaire draconien de la Prusse, où les autorités de la censure de la presse avaient le pouvoir d'envoyer les rédacteurs en chef en prison ou de leur infliger le châtiment de leur choix ; toutefois, les mémoires de commandants ennemis montrent que l'organisation de la censure prussienne s'est effondrée au cours de la dernière guerre et il serait impensable d'avoir une telle organisation dans notre pays, impensable et inutile.

POUVOIRS DU CENSEUR EN CHEF DE LA PRESSE

À la conférence du 15 juillet 1915 qui réunissait des membres de la presse et le secrétaire et le sous-secrétaire d'État, les directeurs et les rédacteurs en chef présents ont convenu qu'il devrait y avoir une organisation pour décider des nouvelles ou des commentaires sur la guerre qu'il ne faudrait pas publier. Ils estimaient aussi que cette organisation devrait être habilitée à obliger les contrevenants à exécuter ses décisions.

Il nous a paru parfois que l'on aurait eu intérêt à conférer au censeur en chef de la presse un pouvoir limité qui lui aurait permis de faire appliquer les règles et règlements relatifs à la censure. Dans quelques cas où il y avait manifestement eu négligence, le fait d'imposer une peine légère ou d'exiger des excuses aurait pu obliger les rédacteurs fautifs à se montrer plus consciencieux et apporter une [205] certaine consolation à leurs confrères qui souffraient de la concurrence déloyale ou du manque de vigilance qu'entraînaient les demandes ou les décisions de la Censure.

Quant aux erreurs commises de temps à autre par la presse du Canada, je crois que le nombre de fautes graves qu'on peut lui imputer durant la guerre a été remarquablement peu élevé, compte tenu du caractère nouveau et technique de la censure en temps de guerre, de la vive concurrence que se livrent les journaux, du nombre important de personnes engagées dans leur production et de la course contre la montre qui se joue dans toutes les salles de rédaction.

Notre service désirait naturellement faire tout en son pouvoir pour protéger les intérêts de la presse en général. Par conséquent, aussitôt que le directeur d'un journal ou d'une autre publication nous faisait parvenir une nouvelle ou un article que nous jugions irrecevable et que nous lui demandions carrément de supprimer, nous recommandions aux rédacteurs en chef de toutes les publications du même genre de ne pas diffuser des éléments d'un caractère analogue à celui qui nous avait été présenté et que nous avions interdit. Notre bureau expédiait ces avertissements en même temps et de la même façon que l'avis de rejet envoyé au directeur qui avait soumis la nouvelle.

Dès l'instauration de la Censure, les rédacteurs en chef ont été invités à nous aider à rendre le service efficace et à contribuer à l'uniformité des méthodes et à l'égalité du traitement. Nous leur demandions d'attirer l'attention du censeur en chef de la presse, de façon prompte et confidentielle, sur toute violation des règlements de la censure dont ils auraient connaissance et sur la publication de toute matière répréhensible. Ne voulant pas avoir l'air d'espionner leurs collègues, les journalistes ont d'abord légèrement hésité à accepter cette invitation, mais il a bientôt été universellement reconnu que les rédacteurs en chef avaient à cet égard un devoir envers leur pays, envers eux-mêmes et envers leur profession en général, et il est probable que très peu d'erreurs ont été commises par la presse pour lesquelles le personnel de la censure n'ait pas été rapidement avisé.

AGIR PROMPTEMENT

On n'a rien négligé pour que le matériel destiné à être censuré ou les demandes d'aide ou de conseil reçoivent une attention immédiate. Les services du télégraphe et du téléphone interurbain ont toujours été à la disposition des personnes qui désiraient communiquer avec le [206] personnel de la Censure au sujet d'informations, et les membres de la presse pouvaient le faire sans frais. Nous n'avons jamais différé une réponse plus longtemps qu'il n'était absolument nécessaire pour obtenir les renseignements dont nous avons besoin et les épreuves et les manuscrits qui nous étaient expédiés par la poste étaient remis sans délai à un censeur. On les renvoyait, censurés, par retour du courrier. Le bureau du censeur en chef de la presse accusait réception de toutes les lettres le jour même de leur arrivée et, sauf s'il était totalement impossible de le faire en raison d'un manque de données, y répondait en détails.

Les premiers temps, alors que les rédacteurs en chef étaient plus ou moins certains de la signification des règles et règlements, on demandait au service de censurer un nombre considérable de nouvelles. Vers la fin de la guerre, ces demandes avaient beaucoup diminué.

Durant toute son existence, le service a reçu quantité de manuscrits, d'articles, de magazines et de livres traitant de la guerre et, dans ces cas-là aussi, il n'a jamais perdu de vue le principe fondamental suivant : agir promptement.

COMMUNICATION AVEC LA PRESSE

Tout a été mis en œuvre pour que la Censure entretienne des rapports étroits et intimes avec l'ensemble de la presse du Canada. Nous reconnaissons que, de la façon dont le service de la Censure de la presse avait été conçu, seule une relation amicale et étroite entre le personnel de la Censure et les rédacteurs en chef et directeurs pouvait assurer le bon fonctionnement du service. Le censeur en chef de la presse a fait plusieurs voyages, parcourant le pays d'un océan à l'autre afin de s'entretenir avec les rédacteurs en chef et les directeurs des divers centres ou s'imprimaient les journaux et d'expliquer les exigences de la Censure de la presse et la nécessité de règles et règlements qu'il était difficile ou inopportun de commenter par courrier. M. Fortier a fait plusieurs tournées des maisons d'édition canadiennes-françaises et obtenu de bons résultats. Au cours de ses rencontres et de ses relations intimes avec les membres de la presse, le personnel de notre service a souvent trouvé opportun, et même nécessaire, de mentionner certains faits concernant la signification et l'importance de diverses demandes et exigences de la Censure qu'il valait mieux, dans l'intérêt général, ne pas rendre public et le censeur en chef de la presse est fier de pouvoir déclarer que les membres de la presse canadienne n'ont jamais abusé de la confiance qu'on leur avait ainsi témoignée.

[207]

En cas de doute, non seulement au sujet de nouvelles relatives à la guerre, mais de questions de censure en général, les rédacteurs en chef et les directeurs du Canada étaient invités à consulter le personnel de la Censure de la presse par lettre, par télégraphe ou par téléphone à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. Ils se sont prévalus de cette invitation très souvent, pour le plus grand intérêt du service public.

Il existait deux moyens de communication importants entre les autorités de la Censure et les membres de la presse : les agences d'informations télégraphiques et la série de circulaires confidentielles que publiait notre service et qui expliquaient les exigences établies au fil du temps en matière de censure. Nous parlons plus loin de l'efficacité avec laquelle on s'est servi de la voie de communication que constituaient les agences d'informations télégraphiques.

CIRCULAIRES CONFIDENTIELLES

L'envoi des circulaires confidentielles destinées à des rédacteurs en chef et à des directeurs se faisait par courrier recommandé d'après une liste de distribution, soigneusement tenue à jour, de quelque mille huit cents noms de rédacteurs en chef et de directeurs de périodiques au Canada, des principaux éditeurs, imprimeurs et libraires et de toutes les personnes engagées dans les diverses étapes de la publicité au Canada.

En tout, soixante-dix de ces circulaires confidentielles ont été distribuées.

La publication de ces circulaires permettait au service de la Censure de la presse de rester en communication confidentielle avec pas moins de 1 490 publications périodiques imprimées au Canada et divisées en dix catégories, comme suit :

Publication

quotidienne	135	
trois fois par semaine	5	
deux fois par semaine	41	
hebdomadaire	1 018	
bihebdomadaire	8	
deux fois par mois	32	
mensuelle	228	
bimensuelle	1	
trimestrielle	20	
divers	2	1490

[208]

Quand nous envoyions les circulaires confidentielles à la presse nous postions de la même façon un exemplaire aux principales autorités navales, militaires et policières du Canada, aux sous-ministres de tous les ministères gouvernementaux du pays, aux directeurs compétents des grandes entreprises de transport et de mes-

sageries, des compagnies de télégraphe et des agences de presse, aux libraires, aux bibliothécaires des bibliothèques publiques et, en fait, à tous les responsables pouvant porter un intérêt d'ordre pratique à la teneur de ces documents.

Nous avons ainsi obtenu la collaboration étroite et intelligente d'un très grand nombre de personnes et de groupes influents dans tout le pays, et comme ceux-ci étaient invités à attirer l'attention des autorités de la Censure sur toute tentative de faire circuler des imprimés censurables ou douteux, de nombreuses voies de communication utiles ont été établies.

Les ébauches de toutes les circulaires confidentielles étaient présentées au chef d'état-major général et au chef d'état-major des Forces navales, qui les approuvaient ou les commentaient. Quand une circulaire traitait de questions intéressant l'un des ministères civils participant à des aspects particuliers de l'effort de guerre, ou la Commission impériale des munitions, la Commission du Ravitaillement ou d'autres organismes d'un caractère similaire, nous demandions aussi l'approbation ou les commentaires de la commission ou du fonctionnaire en chef du ministère concerné.

Au moment où les hostilités ont pris fin, nous avons commencé à préparer un résumé des règles et directives afin d'éliminer les données périmées et de coordonner les règles et règlements relatifs à la censure de la presse adoptés au début et les diverses directives et requêtes publiées par la suite dans la circulaire confidentielle. Étant donnée la tournure des événements, le travail a été suspendu à ce moment-là.

LES AGENCES D'INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES

Si les autorités de la Censure de la presse ont pu entretenir des rapports étroits avec le personnel des quotidiens, c'est en grande partie grâce à la collaboration de la *Canadian Press Limited*, la société coopérative nationale canadienne qui s'occupe de recueillir des informations et de transmettre, par télégraphe, des résumés analytiques aux quotidiens du Canada.

Quand la guerre a commencé, on comptait trois agences d'informations télégraphiques au Canada :

1. la *Canadian Press Limited*,
2. l'*United Press*,
3. l'*International News Service*.

La *Canadian Press Limited* est la principale agence d'informations télégraphiques nationale. Elle est exploitée selon le principe coopératif par les grands quotidiens du pays, de Halifax à Victoria, et reçoit une subvention annuelle du gouvernement canadien. Ses dirigeants et administrateurs ont dès le début manifesté le désir d'apporter à la Censure de la presse une collaboration active et efficace. Depuis l'instauration de la Censure de la presse jusqu'à la signature du traité de paix, le bureau du censeur en chef a toujours été en contact direct avec cette agence, et un exemplaire de toutes les dépêches transmises sur les fils loués par celle-ci passait entre les mains du censeur en chef de la presse ou, en son absence, des censeurs au quartier général. Notre service a grandement profité de cet arrangement, tout comme, si j'ose dire, le service de presse lui-même et la presse canadienne. On pouvait tenir les abonnés de la *Canadian Press* au courant, au jour le jour, des exigences particulières de la Censure, et les fils que louait l'agence ont servi à transmettre directement des demandes importantes à cet égard, de même que des indications sur le traitement à apporter aux dépêches et bon nombre de renseignements officiels relatifs aux mouvements des troupes, aux pertes, etc.

Comme nous l'expliquons ailleurs, nous avons bénéficié des services des directeurs et des rédacteurs en chef de cette société en qualité de censeurs de la presse et, par conséquent, toutes les nouvelles transmises par l'agence faisaient l'objet d'une censure minutieuse, intelligente et favorable.

La *Canadian Press* entretient des rapports très étroits avec le principal service de presse américain, l'*Associated Press*, et après l'entrée en guerre des États-Unis, cette dernière a volontairement et fort utilement collaboré avec le service de la Censure de la presse canadienne.

Quant à l'*United Press* exploitée au Canada, c'est une organisation américaine qui ressemble à l'*Associated Press*. Son directeur ou agent canadien, à Toronto,

est resté en contact assez étroit avec notre bureau, et on lui faisait régulièrement parvenir les directives relatives à la censure. L'envergure du service de dépêches canadien de cette compagnie est très limitée en comparaison de celui de la *Canadian Press*.

[210]

L'International News Service est une autre organisation américaine, dirigée celle-là par M. William Randolph Hearst. Il s'agit en fait d'un instrument de ce qu'on appelle les journaux Hearst, qui diffusaient alors de la propagande violemment anti-britannique et proallemande et que la Censure a pour cette raison interdits au Canada. Au moment de lancer les mandats concernant les journaux Hearst, le censeur en chef de la presse a ordonné aux compagnies de télégraphe de ne plus transmettre de télégrammes à destination ou en provenance de *l'International News Service* et a, de plus, exigé que les fils loués par la compagnie en question soient « coupés ». Ces ordres sont restés en vigueur jusqu'au 26 septembre 1918.

VOIES DE COMMUNICATION AVEC LES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES, MILITAIRES ET NAVALES

Il a fallu établir et maintenir de nombreuses voies de communication qui aboutissaient au bureau du censeur en chef de la presse. En effet la fonction primordiale de notre service consistait à servir d'intermédiaire officiel entre les personnes directement intéressées par la conduite de la guerre et la presse afin de pouvoir tenir les divers secteurs de l'information écrite au courant du genre de nouvelles que l'on jugeait opportun de ne pas diffuser. Les voies les plus importantes étaient naturellement celles qui nous reliaient aux « autorités militaires et navales compétentes », mais dès l'instauration du service de la Censure de la presse, une collaboration des plus étroites s'est créée avec les ministères touchés par la poursuite de la guerre.

Les officiers supérieurs de l'Armée, de la Marine et de la Police qui ont entretenu les relations les plus étroites avec la Censure de la presse ont toujours été à la disposition du personnel du service, que ce soit en personne ou par l'entremise de messages téléphoniques. Quiconque parmi eux désirait des renseignements ou des

conseils recevait une réponse prompte et exhaustive, et les officiers qui se consacraient le plus à l'effort de guerre du pays reconnaissaient tous à sa pleine valeur le fier service que rendait la presse du Canada à la nation en se soumettant à une censure raisonnable.

Le chef d'état-major général était, en raison du poste qu'il occupait, responsable de l'efficacité militaire de l'ensemble de la censure en temps de guerre. Il a donc pris des dispositions pour que le censeur en chef de la presse, lorsqu'il était en détachement au service de l'adjoint du censeur en chef, soit considéré comme un officier d'état-major général affecté provisoirement au Secrétariat d'État dans l'exercice de [211] fonctions militaires, ce qui lui donnait accès aux dossiers du quartier général de la Milice. Durant la guerre, le bureau du censeur en chef de la presse et le quartier général ont échangé des dossiers tous les jours, ce qui leur a fait gagner beaucoup de temps et a évité la volumineuse correspondance qui aurait autrement été nécessaire. Le censeur en chef de la presse a eu souvent l'occasion de consulter le chef d'état-major général au sujet de questions d'ordre militaire, et si la Censure de la presse a été utile sur le plan militaire, c'est largement dû au fait que le censeur en chef de la presse et le personnel de service à la Censure ont toujours pu compter sur le soutien chaleureux et les précieux conseils du distingué officier qui était chef d'état-major général durant la guerre.

Le chef d'état-major général a donné au censeur en chef de la presse et aux divers officiers du renseignement et autres officiers en service commandé au Canada l'autorisation de communiquer directement entre eux, par correspondance, pour ce qui était des questions relatives à la censure de la presse, et la collaboration entre les officiers du service militaire et le personnel de la Censure de la presse a généralement été cordiale et absolument indispensable.

INGÉRENCE DANS LES AFFAIRES DE LA PRESSE

Dans quelques cas isolés, des officiers et des fonctionnaires ont eu tendance à s'ingérer dans les affaires de la presse et à donner à l'échelon local des directives et des ordres particuliers en matière de censure. Comme le développement de cette pratique risquait de devenir une sérieuse cause d'irritation et de compromettre l'efficacité de l'organisation de la Censure de la presse, le censeur en chef a attiré

l'attention d'officiers supérieurs et de hauts fonctionnaires sur la question, et ceux-ci ont donné des consignes formelles pour que cessent toute ingérence ou tout acte d'autorité directs, chaque directive ou demande devant passer et être diffusée par le service de la Censure de la presse. Cette mesure a réussi à enrayer ce qui était en voie de mettre sérieusement en péril, dans certains cas, la bonne volonté que la presse avait manifestée jusque-là.

Notre service était en liaison directe avec le ministère du Service naval par l'entremise du chef d'état-major du Service naval ; il se passait rarement une heure sans que le bureau du censeur en chef de la presse et celui du chef d'état-major du Service naval et du Service de renseignement de la Marine ne communiquent entre eux.

[212]

RELATIONS AVEC LE SERVICE POSTAL ET LES DOUANES

Il s'est établi assez rapidement un mode de collaboration utile entre le ministère des Postes et la Censure de la presse : le censeur en chef de la poste du Canada (qui était le sous-ministre des Postes) faisait envoyer des échantillons des documents d'un caractère dangereux ou suspect au bureau du censeur en chef de la presse, et ce dernier informait promptement le censeur en chef de la poste de la découverte de toute propagande ou autre publication répréhensible.

Le bureau du censeur en chef de la presse et celui du commissaire des douanes ont échangé une correspondance abondante sur la façon de reconnaître et d'arrêter aux douanes les publications ennemies et autres imprimés censurables. Des dispositions avaient été prises pour que les receveurs de douanes, dans les grands centres du Canada, communiquent directement avec le censeur en chef de la presse pour ce qui était des questions de censure de la presse et transmettent à son bureau pour examen et rapport les publications déclarées à la douane que l'on suspectait de contenir de la matière décrite comme « censurable » dans le Code des décrets concernant la censure.

Durant les derniers mois de son existence, la Censure de la presse s'est rendue utile en prenant des décisions sur la nature d'une quantité considérable d'imprimés qui arrivaient au Canada par les douanes et que l'on envoyait à notre bureau afin que nous les examinions et fassions un rapport.

LA CENSURE DE LA PRESSE ET LA POLICE

D'un bout à l'autre du pays, les agents de la police fédérale et de la police montée du Nord-Ouest ainsi que les divers responsables des services policiers provinciaux et municipaux ont fourni une assistance cordiale, intelligente et indéfectible aux autorités de la Censure de la presse. Sans la collaboration systématique des corps policiers et les mesures prises pour empêcher la diffusion de documents censurés en vertu d'un mandat, nous n'aurions pas pu éviter la propagation d'imprimés séditieux ou ennemis.

Des rapports fréquents et étroits se sont révélés nécessaires entre notre service, la Commission impériale des munitions et le bureau du contrôleur du ravitaillement, et ils ont été extrêmement utiles.

[213]

VOIES DE COMMUNICATION AVEC LES AUTORITÉS D'OUTRE-MER

Du début à la fin de la guerre, le bureau du censeur en chef de la presse et les autorités de la censure en Grande-Bretagne et dans les autres dominions ont communiqué directement entre eux, par câble et par la poste. La correspondance a été particulièrement volumineuse entre le censeur en chef de l'Amirauté, les Services secrets du ministère de la Guerre et le Service de presse officiel de Londres. Les divers responsables de la censure britannique ont toujours fait montre d'un vif et sincère désir d'informer sans tarder les autorités de la Censure de la presse canadienne des affaires pour lesquelles il était important d'avoir rapidement des ren-

seignements dignes de foi. Nos questions, elles, ont toutes reçu une réponse prompte et courtoise.

En ce qui concerne la correspondance avec le Royaume-Uni, les ministères étrangers et les responsables n'appartenant pas aux services habituels de la censure, nous utilisons, dans la mesure du possible, les voies de communication officielles ordinaires, et de nombreuses dépêches officielles portant sur des questions de censure étaient reçues et envoyées par le bureau des colonies et le ministère des Affaires extérieures. Toutefois, les exigences du service nous obligeaient le plus souvent à communiquer directement et sur-le-champ avec des responsables et des ministères du Royaume-Uni, de la France et, à vrai dire, du monde entier. À titre d'indication des multiples ramifications du service de la Censure de la presse canadienne, il est intéressant de noter que nous avons communiqué par câble avec des correspondants se trouvant dans des endroits aussi éloignés que la Sibérie, la Chine et l'Inde en Asie, Melbourne en Australie et Le Cap en Afrique du Sud.

RAPPORTS AVEC LE QUARTIER GÉNÉRAL PRINCIPAL EN CAMPAGNE

La voie de communication reconnue entre notre service et le quartier général principal de l'armée britannique en campagne était « I.D., G.H.Q. ». Peu après l'instauration de la Censure de la presse, le ministère de la Guerre a demandé à notre bureau de faire parvenir des exemplaires de onze quotidiens canadiens au quartier général principal en campagne qui pouvait ainsi contrôler la correspondance de guerre publiée dans les journaux canadiens. Les quotidiens expédiés jusqu'à la fin des hostilités, conformément aux demandes du ministère de la Guerre, étaient les suivantes :

[214]

The Evening Telegram, Toronto
The Province, Vancouver
The Gazette, Montréal
The Star, Montréal
The Globe, Toronto

The Star, Toronto
The Journal, Ottawa
The Telegram, Winnipeg
Le Canada, Montréal
The Telegram, Saint John, N.-B.
The News, Toronto

RAPPORTS AVEC LES ÉTATS-UNIS

Peu après l'entrée en guerre des États-Unis, le censeur en chef de la presse a été invité à Washington afin de s'entretenir avec les autorités chargées d'élaborer un plan pour prévenir la fuite de renseignements d'ordre militaire et naval aux États-Unis. Les responsables compétents à Washington ont reçu un exemplaire des règles et règlements relatifs à la censure de la presse canadienne et des diverses circulaires et directives publiées par notre bureau et on s'est proposé d'instituer aux États-Unis un service de la censure de la presse semblable au nôtre. L'établissement d'un tel service était prévu dans le projet de loi sur l'espionnage présenté au Congrès, mais ce dernier a supprimé les dispositions qui s'y rapportaient. Par conséquent, la censure de la presse existant aux États-Unis pendant la guerre était de nature purement volontaire. Elle était administrée par le Comité de l'information publique, alors que les ministères de la Guerre et de la Marine censuraient les nouvelles concernant le mouvement des navires, des troupes et des munitions de guerre, et que le ministère de la Justice et le Bureau de poste veillaient à empêcher la diffusion d'imprimés séditieux et alarmants en vertu du droit coutumier ou des lois du bureau de poste des États-Unis.

Notre bureau a souvent communiqué avec les divers ministères américains mentionnés ci-dessus.

CORRESPONDANCE ET DOSSIERS DU SERVICE

La correspondance du bureau du censeur en chef de la presse était naturellement très volumineuse, et souvent compliquée. Comme l'exactitude et l'uniformité constituaient des éléments importants de notre fonctionnement, une méthode de classement a été mise au [215] point. Les dossiers étaient soigneusement tenus à jour, et la facilité avec laquelle nous pouvions les consulter nous a été fort utile. Nous avons minutieusement classé et catalogué chaque lettre et télégramme qui parvenaient à notre bureau, de même que tous les articles de journaux en rapport avec la censure de la presse porté à l'attention des membres du personnel, et les fichiers personnels et nominatifs étaient mis à jour régulièrement.

Le nombre total des dossiers accumulés s'élève à 374. Certains d'entre eux ont fini par constituer d'épais volumes. Les dossiers reposent dans leurs caisses d'origine, de la première à la dernière feuille, prêts à être transférés au sous-secrétaire d'État qui prendra les dispositions définitives. J'ai l'honneur de recommander que l'on envisage de conserver ces dossiers en bloc, étant donné leur valeur intrinsèque comme chronique authentique et complète d'un service de guerre très important. De surcroît, vu leur caractère secret et confidentiel et le fait qu'ils contiennent des révélations sur les activités de personnes et d'institutions bien intentionnées qui trouveraient très déplaisant que l'on étale ces renseignements sur la place publique, j'espère que toutes les précautions seront prises pour que, après la démobilisation du service, ils soient à l'abri des indiscretions pendant de nombreuses années.

Depuis l'ouverture du service jusqu'à aujourd'hui, nous avons tous les jours consigné avec soin la correspondance de départ et d'arrivée. À titre d'indication, je peux mentionner que durant le mois de novembre 1916, nous avons reçu 529 lettres et expédié 1 144 lettres et 2 895 circulaires. En raison de la nature des activités de la Censure, une grande partie des lettres de départ étaient d'une longueur considérable.

Nous nous sommes efforcé de garder secrets la correspondance et les activités du service. Toute la correspondance de départ de notre bureau était marquée soit « secret », soit « confidentiel », et ce pour des raisons évidentes, la moindre

n'étant pas que nous savions qu'une bonne partie des missives étaient destinées à des salles de rédaction où l'on n'a pas toujours le temps de vérifier si ce qu'on a reçu est propre à être publié, et à des maisons d'édition où les lettres ne restent pas toujours dans des mains responsables. Lorsqu'il a été décidé de considérer toute la correspondance de notre bureau comme secrète ou confidentielle, nous avons aussi tenu compte de l'importance de ne pas aviser le public de l'intrusion de la Censure de la presse. Nous avons établi et utilisé avec succès un code spécial, conçu dans le double but de s'assurer le secret et de faire des économies lors de la transmission des messages télégraphiques. Nous conservions dans les [216] chambres-fortes à l'épreuve du feu et du vol de notre service tous les codes et les chiffres, ainsi que les notes de service et les rapports importants concernant le mouvement des navires et des troupes et les mouvements de l'armée et de la marine en général, et les classeurs étaient fermés à clé quand un responsable ne se trouvait pas sur les lieux.

Nous avons toujours eu pour règle de montrer à l'ensemble du personnel compétent tous les articles de correspondance de départ et d'arrivée et chacun était encouragé à communiquer au censeur en chef les critiques ou les suggestions qu'il pouvait avoir à cet égard. Cette façon de procéder a non seulement contribué à l'exactitude absolue des déclarations contenues dans toutes les missives expédiées de notre bureau et à l'élimination de sentiments personnels, s'il y en avait, mais a également servi à garder les censeurs associés au censeur en chef de la presse et le chef de bureau pleinement informés de tout ce qui se passait au sein du service. Comme les fonctions du censeur en chef l'appelaient continuellement à quitter Ottawa, souvent sans préavis, cette règle a contribué de façon importante à assurer l'uniformité du travail du personnel.

Pendant que la Censure a été en activité, le censeur en chef de la presse a évité d'importuner le secrétaire et le sous-secrétaire d'État au sujet de la correspondance détaillée du service. Il croyait en effet qu'il valait mieux pour tous les intéressés que lui-même assume personnellement la responsabilité des conseils donnés aux rédacteurs, etc., conformément aux règlements établis du service qu'avaient approuvé de temps à autre le secrétaire d'État et son adjoint et les fonctionnaires administratifs en chef des ministères directement touchés par la poursuite de la guerre.

QUELQUES DIFFICULTÉS DU SERVICE

Quand notre service est entré en activité, il s'est trouvé quelques membres de la presse à qui nous n'avons pu faire pleinement comprendre jusqu'à quel point l'ennemi pouvait profiter des indiscretions de la presse du Canada et à qui nous n'avons pu faire saisir que la presse offrait à l'ennemi l'une de ses principales sources d'information. Au début de la guerre, l'éloignement du Canada du théâtre des opérations, le fait que les communications par câble étaient censurées avec soin et efficacité et qu'en plus les activités des flottes britanniques et alliées isolaient les pays ennemis paraissaient dans l'esprit de nombreux rédacteurs éliminer réellement la possibilité de tout danger de fuite de [217] renseignements militaires au pays. L'habitude d'expliquer aux rédacteurs, patiemment et sans relâche, les agissements et les méthodes des agents et des propagandistes ennemis a eu pour effet de venir à bout de cette idée et, vers la fin de la guerre, tout le monde a reconnu qu'il était profitable et nécessaire de collaborer pleinement avec la Censure de la presse.

Le personnel de la Censure de la presse a toujours buté sur une difficulté en rapport avec l'administration du service, à savoir que la Censure reposait entièrement sur un accord librement consenti entre les rédacteurs en chef et le gouvernement canadien. Les décrets concernant la censure conféraient au ministre compétent le pouvoir de saisir un journal qui défiait ouvertement les autorités de la Censure et le gouvernement, mais ni le censeur en chef de la presse ni le ministre n'étaient habilités à infliger de légères mesures disciplinaires aux journaux qui, tout en étant coupables de négligence dans l'observation des règles et règlements relatifs à la censure, ne défiaient pas réellement l'autorité de la Censure. Par conséquent, les rédacteurs en chef qui ont souffert d'une censure négligente de la part de leurs contemporains se sont plaints d'être victimes d'un système qui pénalisait la prudence et récompensait la négligence. Néanmoins, il est impossible de concevoir une situation où la censure pourrait s'exercer librement sans donner lieu à des erreurs et à des plaintes.

On a exhorté les journalistes à se montrer vigilants, en particulier à l'égard des nouvelles d'origine locale, mais il n'était pas toujours facile de les convaincre du

fait que même si une nouvelle dangereuse s'était répandue dans une région, il ne s'ensuivait pas qu'il ne serait pas utile de la taire. En effet, sa publication dans un journal d'information local bien connu des habitants de l'endroit pouvait donner aux agents ennemis l'avantage d'apprendre à l'avance une nouvelle qui leur serait extrêmement utile. Les censeurs de la presse ont fait remarquer que lorsqu'un journal ou quelques journaux commettaient une indiscretion, cela pouvait ne pas attirer l'attention de l'ennemi ou être considéré par ce dernier comme une fausse nouvelle diffusée dans un but déterminé, mais que si l'ensemble de la presse reprenait la nouvelle en la développant et en l'amplifiant, on n'avait plus aucune chance de garder l'affaire secrète. Nous avons aussi fait comprendre aux rédacteurs en chef qu'en ne publiant pas d'informations, on obligeait l'ennemi à s'en remettre à des espions opérant dans les localités concernées et on exposait ces derniers à des contre-activités.

[218]

MOUVEMENTS DES TROUPES D'OUTRE-MER GARDÉS SECRETS

Les efforts pour garder secrets la mobilisation, l'entraînement et le mouvement des troupes a occupé une bonne partie de l'attention du service de la Censure durant la guerre.

Les membres de la presse reconnaissaient volontiers la nécessité de garder un silence absolu sur les mouvements des navires transportant des troupes, mais n'admettaient pas toujours qu'il était dangereux de diffuser de l'information à ce sujet sous forme de comptes rendus mondains, d'adieux officiels, de paragraphes personnels, etc. Il nous a donc fallu faire preuve d'une vigilance et d'une persévérance constantes pour éliminer les moyens, nombreux et inattendus, que pouvaient imaginer les gens pour communiquer des renseignements sur les dates approximatives des mouvements des troupes en Europe.

Les tentatives des autorités de la Censure pour faire observer le silence sur les mouvements des navires transportant des troupes étaient d'autant plus compliquées que chaque officier et soldat du Corps expéditionnaire éprouvait le désir

tout naturel de tenir ses parents et amis inquiets au courant de ses déplacements. En plus, il nous fallait compter sur l'étroite collaboration des autorités postales, militaires et navales pour conserver le secret nécessaire à un voyage sans encombre des navires qui transportaient l'armée canadienne et ses renforts outre-Atlantique. À un moment donné, les soldats canadiens envoyaient un télégramme à leurs amis dès qu'ils foulaient le sol de la Grande-Bretagne et cela a failli compromettre le plan de campagne adopté par la marine pour contrer la menace sous-marine. On s'est aperçu que le fait de retarder l'annonce de l'arrivée des troupes contribuait à mystifier les commandants des sous-marins ennemis et les stations côtières avec qui ils étaient en communication et l'amirauté a expliqué que la marine était grandement désavantagée dans sa lutte contre les sous-marins en raison de l'envoi et de la publication au Canada de câblogrammes personnels annonçant l'arrivée outre-mer de membres individuels du Corps expéditionnaire canadien.

PUBLICATION DES CÂBLOGRAMMES PERSONNELS DES SOLDATS

Une fois que parvenaient au Canada les câblogrammes indiquant l'arrivée de troupes canadiennes au Royaume-Uni, il était impossible d'empêcher la nouvelle de se répandre dans la presse, du haut de la [219] chaire ou de quelque autre façon. On connaissait bien l'empressement de la presse à publier dès qu'elle le pouvait des informations sur l'arrivée des troupes canadiennes outre-mer et il circulait souvent des histoires étrangement détaillées concernant des bâtiments qui auraient fait naufrage à des moments où, justement, des troupes traversaient l'océan. Compte tenu de leur diffusion importante et systématique, il y a peu de doute, sinon aucun, que ces nouvelles étaient conçues par l'ennemi en vue de susciter l'inquiétude au Canada et peut-être de forcer la main aux autorités pour qu'on révèle plus tôt l'arrivée des navires au Royaume-Uni.

Les censeurs des télécommunications ont réussi à empêcher la transmission et la livraison de nombreux câbles personnels dangereux de ce genre, mais il leur était absolument impossible de tout découvrir car les soldats avaient recours à toutes sortes de moyens ingénieux, y compris des « codes cachés », pour dissimuler la teneur de leurs messages. En outre, n'importe quel message envoyé par un

soldat qui arrivait au Royaume-Uni signalait par le fait même l'arrivée de son navire et les censeurs étaient incapables de reconnaître le message d'un soldat fraîchement débarqué d'un autre.

Afin d'éliminer le risque que représentait l'envoi de câblogrammes personnels par des soldats canadiens débarquant en Grande-Bretagne, le censeur en chef de la presse a obtenu des plus hautes autorités militaires et navales l'autorisation de préparer des circulaires qui attireraient l'attention des officiers et des soldats qui s'embarquaient sur l'importance d'observer les règles concernant la transmission de câblogrammes personnels indiquant l'arrivée d'un navire en Europe. Des exemplaires de ces circulaires ont été acheminés par l'entremise des officiers des transports de la Marine aux commandants de chaque unité embarquant dans un port canadien et à chaque officier, commissionné ou non, de l'effectif.

Les divers services intéressés ont fini par collaborer pour mettre au point un système selon lequel l'arrivée en Angleterre de chaque renfort des troupes canadiennes ferait l'objet d'un communiqué officiel une fois écoulé le laps de temps jugé sécuritaire par l'amirauté.

Grâce à ce système, on tenait habituellement notre service au courant du départ des navires transportant des troupes, de la composition de celles-ci et de l'heure exacte de leur arrivée au Royaume-Uni ; une fois passé le délai établi par l'amirauté, le bureau du censeur en chef de la presse, par l'entremise de l'agence d'informations télégraphiques, avisait officiellement l'ensemble de la presse du Canada de l'arrivée de chaque unité. Nous avons aussi réussi à empêcher la publication de [220] toute autre information concernant le mouvement et l'arrivée au Royaume-Uni des navires transportant des troupes. Ces mesures se sont révélées parfaitement satisfaisantes.

RÈGLES RELATIVES AU SILENCE À ARDER SUR LES UNITÉS AU FRONT

Le personnel de notre service a toujours tenté de répondre aux questions des journalistes quant à la nécessité de taire certaines activités ou certains aspects particuliers de la guerre. Lorsque les raisons d'imposer le silence à la presse sur

certaines questions ne paraissaient pas évidentes aux membres du personnel, aucun effort n'était épargné pour obtenir des éclaircissements dans les meilleurs délais et les résultats de ces recherches étaient toujours communiqués à la presse sous le sceau de la confiance. Il m'est agréable de déclarer que notre confiance n'a jamais été abusée.

Il y a une série de requêtes, en particulier, que nous avons faites à la demande du quartier général en campagne de la Grande-Bretagne et qui ont soulevé un doute persistant chez les membres de la presse. Il s'agissait d'imposer un silence strict quant à l'identité des unités qui participaient à des opérations au front et auxquelles appartenaient les pertes. Nous avons obtenu le plus rapidement possible, par câble, une explication sur la nécessité d'observer ces directives et l'insistance du commandant en chef s'est avérée sage et amplement justifiée, comme on a pu le constater à la lumière de publications allemandes de l'après-guerre qui dévoilaient les méthodes du service de renseignement ennemi.

Il conviendrait de mentionner ici que pas une seule fois durant la guerre les autorités militaires et navales compétentes, au Canada ou outre-mer, n'ont demandé le silence sans que cela soit absolument nécessaire dans l'intérêt public.

PLAINTES CONCERNANT LA PUBLICATION DE LETTRES DE SOLDATS

Peu après le débarquement de l'armée canadienne en France, des plaintes ont commencé à nous parvenir du quartier général de l'armée britannique et des autorités de la Censure en Angleterre concernant la publication dans des journaux canadiens de lettres d'officiers et de soldats contenant des passages censurables. Nous avons immédiatement fait des efforts particuliers pour attirer l'attention des rédacteurs en chef sur l'importance de cette question, mais il a été extrêmement [221] difficile de faire admettre à certains d'entre eux que des renseignements impropres à la publication au Canada pouvaient échapper à l'attention des autorités de la Censure en campagne et au Royaume-Uni. Pendant un certain temps, le personnel de quelques salles de rédaction a eu tendance à considérer les gens de notre service comme excessivement tatillons et zélés quand ceux-ci leur demandaient de refuser de publier des nouvelles arrivées d'Angleterre ou de France par

la poste ou par câble. Cette tendance à s'offusquer de nos démarches était particulièrement marquée lorsque la correspondance avait été acheminée par le service postal dans des enveloppes dont le sceau fixé outre-mer portait l'indication « approuvé par le censeur ». L'argument avancé était que les autorités de la Censure en campagne et en Angleterre savaient mieux que les censeurs de la presse canadienne ce qu'il convenait de publier sur ce qui se passait dans la zone des combats ou en Angleterre. Quelques explications patientes, appuyées des déclarations officielles que nous avaient fait parvenir le quartier général en campagne et les autorités de la Censure au Royaume-Uni en réponse à nos demandes, ont finalement amené les rédacteurs en chef canadiens qui se plaignaient des interventions du personnel de notre service dans ces cas-là à se rendre compte qu'il existait effectivement des façons d'éviter la censure au front ou au Royaume-Uni et qu'il y avait parfois des raisons de taire, à leur arrivée au Canada, des nouvelles qu'il n'y avait eu aucun besoin de censurer au moment de leur envoi.

Il y a peu de doute que si les censeurs en Europe ont laissé passé une quantité considérable de documents auxquels leurs supérieurs ont par la suite opposés un refus de publication, c'est parce qu'ils avaient à cœur de soumettre la correspondance destinée aux journaux canadiens à des règles de censure strictes, croyant que la Censure de la presse canadienne pourrait se charger sans peine de la matière censurable. C'était en effet l'usage dans tous les services de censure de la presse en activité dans l'Empire d'estimer que chacun était en mesure de prévenir la diffusion de matière censurable relevant de sa compétence et décrétée telle par les lois ou les règlements qui le gouvernaient. Cela étant dit, des démarches ont été entreprises à ce moment-là auprès des autorités compétentes d'outre-mer relativement aux difficultés particulières auxquelles se heurtait la Censure de la presse canadienne pour empêcher le genre de correspondance mentionnée de recevoir de la publicité et une amélioration importante et marquée s'en est suivie.

Aux termes des Règlements du Roi, il était interdit aux officiers et aux soldats de communiquer à la presse, directement ou indirectement, toute information de nature militaire sans avoir reçu une autorisation [222] spéciale. Des membres de notre service ont été informés de cas où des officiers et des soldats avaient transmis, directement ou indirectement, de la « matière censurable » à la presse et les autorités militaires compétentes du quartier général ont été promptement avisées.

PHOTOGRAPHIES PRISES DANS LES ZONES DE GUERRE

À un certain moment, nous avons tenté, non sans mal, d'appliquer la règle selon laquelle aucune photographie prise dans une zone de guerre ne serait publiée sans autorisation officielle. Au début, nous n'avions aucun moyen de reconnaître au Canada les photographies diffusées officiellement ou « approuvées par le censeur », et aucune agence pour distribuer celles-ci. Les rédacteurs en chef canadiens se sont donc trouvés dans une situation fort désavantageuse car ceux qui désiraient observer les exigences de la Censure de leur pays hésitaient à publier les nombreuses photographies qui paraissaient dans les journaux britanniques et américains.

Aussitôt que le censeur en chef de la presse a été mis au courant de cette situation, il a communiqué avec les autorités de l'amirauté et du ministère de la Guerre. Ce dernier a pris des dispositions pour qu'une agence de presse à Montréal distribue les photographies de guerre officiellement autorisées et le censeur en chef de l'amirauté a fait parvenir au censeur en chef de la presse du Canada des exemplaires de photographies de la marine officiellement autorisées. Le censeur en chef de la presse a pris des mesures pour que ces dernières soient distribuées par l'agence qui diffusait les photographies du ministère de la Guerre et, à partir de ce moment, la presse canadienne n'a pas manqué de photographies de guerre.

Sur l'instance des autorités françaises, un exemplaire de chaque photographie envoyée pour publication du Royaume-Uni en France durant la guerre devait porter le sceau du Service de presse britannique et les autorités françaises n'autorisaient pas la publication en France si l'exemplaire estampillé n'était pas examiné par les censeurs français. Un règlement similaire a été adopté à la demande des autorités italiennes relativement à toutes les photographies envoyées du Royaume-Uni pour publication en Italie. En étendant ce procédé et en l'appliquant aux photographies officielles envoyées au Canada pour publication, on a contribué à l'efficacité de la Censure et éliminé une difficulté à laquelle se heurtaient depuis un certain temps les rédacteurs en chef patriotes au Canada.

[223]

***NOUVELLES CONCERNANT
LES MOUVEMENTS DES TROUPES AU CANADA***

Au sujet de l'importance de garder aussi secret que possible le mouvement des troupes au Canada, on observait une divergence d'opinions parmi certains rédacteurs en chef qui ignoraient que la police, le service de renseignement militaire et d'autres services secrets possédaient de l'information concernant des incidents qui révélaient l'existence de plans destinés à faire dérailler des trains militaires en vue de les retarder ou de les détruire. Les autorités militaires et la police ont insisté pour que l'on impose un silence raisonnable sur le mouvement des trains militaires et des résultats assez satisfaisants ont suivis l'adoption de la règle selon laquelle aucune information ne devait être publiée à l'avance sur l'arrivée de ces trains et tant qu'un laps de temps sécuritaire ne se serait pas écoulé après le départ des troupes de la gare. En outre, nous avons enjoint les journaux de ne pas mentionner les lignes de chemin de fer ou les itinéraires utilisés pour le déplacement des troupes et nous leur avons spécialement demandé de ne jamais dévoiler que des troupes se dirigeaient en train vers un port d'embarquement. En fait, pour éviter des fuites d'information concernant le mouvement de renforts de leur point de mobilisation vers leur port d'embarquement, nous avons prié les journaux canadiens de satisfaire leurs lecteurs qui réclamaient notamment des exposés sur des adieux officiels en indiquant simplement, dans les comptes rendus des scènes émouvantes qui se déroulaient au départ des troupes locales, que la destination de celles-ci était « un point à l'est ».

***NOUVELLES CONCERNANT LES MOUVEMENTS
AU CANADA DE RÉSERVISTES ET DE COOLIES***

Il passait au Canada quantité de réservistes et de recrues qui allaient rejoindre les diverses armées alliées et un très grand nombre de coolies chinois qui seraient de corvée à l'arrière du front, en France et en Flandre. Sur l'instance des représen-

tants des puissances alliées intéressées et des autorités militaires, nous avons cherché et réussi à obtenir la collaboration de la presse canadienne afin qu'un silence absolu soit observé sur ces mouvements. Le secret était imposé non seulement dans le but de contribuer au transport sûr de ces hommes, mais afin de garder l'ennemi dans l'ignorance de l'accroissement de l'effectif des forces alliées dans la zone des combats. De plus, par rapport au transport des coolies, on a jugé nécessaire de garder le [224] silence afin d'éviter que ces derniers soient poussés au mécontentement, pendant qu'ils traversaient le Canada, par des agents de l'ennemi ou de certaines organisations révolutionnaires chinoises implantées dans le Dominion.

TRANSFERTS DE LINGOTS AU CANADA

Quand les grands transferts de lingots ont commencé au Canada, les responsables du ministère des Finances et des autorités militaires, navales et policières ont attiré l'attention du censeur en chef de la presse sur l'importance d'imposer le silence absolu sur cette affaire. Ils ont fait remarqué que ce n'était pas seulement une question de sécurité mais qu'on voulait empêcher que soit divulgué, pour des raisons en rapport avec le marché monétaire et le change international, le nom des endroits où des ressources aurifères étaient disponibles. Avec précaution et en secret, nous avons communiqué avec la presse et quelques autres intéressés pour leur faire part de la gravité de la situation. Notre mission a réussie : alors que le Canada veillait au transfert de grandes quantités de lingots représentant une valeur de 1 300 000 000 \$, aucune fuite sérieuse ne s'est produite concernant cette affaire d'une importance capitale.

PUBLICATIONS ALARMANTES ET SÉDITIEUSES

Dès le déclenchement de la guerre, on a constaté un début d'agitation dans certaines zones du pays, en particulier dans les régions où une partie considérable de la population était constituée d'arrivants relativement récents de pays européens plus ou moins sous le joug de l'oppression, comme la Finlande, l'Ukraine et

l'Arménie. Bon nombre des habitants du Canada originaires de tels pays avaient été reconnus comme des sympathisants de mouvements nihilistes ou révolutionnaires dans leur ancienne contrée et ils avaient apporté au Canada une suspicion considérable, sinon une antipathie réelle, envers toutes les formes d'autorité et de gouvernement. Ils ne parvenaient pas vraiment à faire la distinction entre le gouvernement et l'autorité qui existaient au Canada et le régime répressif auquel ils avaient été soumis dans leur patrie. Il n'y a guère de doute : l'esprit révolutionnaire étranger qui régnait dans ces centres attirait l'attention de propagandistes et de sympathisants ennemis qui tentaient d'accentuer le mécontentement déjà existant en espérant créer des troubles internes au Canada et nuire ainsi aux efforts du pays de contribuer efficacement à la guerre.

[225]

La plupart des documents de propagande étaient d'origine étrangère mais les publications imprimées dans ces centres avaient généralement tendance à encourager l'esprit d'agitation et il fallait de la patience et de la fermeté pour traiter avec les rédacteurs en chef de certains de ces journaux et obtenir une plus grande et très nécessaire conformité aux exigences de la Censure. Divers journaux ont d'ailleurs cessé de publier en raison des activités de la Censure. Au fur et à mesure que la guerre progressait et que s'intensifiaient la campagne de recrutement et les campagnes en faveur d'une production accrue et de la conservation des vivres, l'inquiétude et le mécontentement se sont étendus de façon notable. On l'a d'abord observé dans les centres de population étrangère et dans certains cercles industriels plus ou moins sous le contrôle d'agitateurs professionnels radicaux et extrémistes. Le mécontentement a été aiguillonné par la révolution russe et s'est manifesté dans un certain nombre de publications plus ou moins obscures de type anarchique qui épousaient ouvertement la cause des mouvements pacifistes et antipatriotiques de tendance extrémiste et exerçaient l'influence qu'elles possédaient pour mettre des bâtons dans les roues des organisations de recrutement et, en fait, de tous les services nationaux.

Comme les tentatives de persuasion et les remontrances des autorités de la Censure n'avaient aucun effet, certaines de ces publications, parmi les pires, ont été interdites en vertu d'un mandat lancé par le secrétaire d'État du Canada, conformément au Code des décrets concernant la censure. Cette mesure a manifestement donné des résultats et nous avons constaté une nette amélioration du

contenu des publications du même genre qui restaient, même si dans certains journaux obscurs on avait généralement tendance à déformer les buts et les objectifs des autorités de la Censure et à représenter les mesures prises en pareil cas comme une atteinte à la liberté de presse.

La police et le renseignement militaire, ainsi que le ministère de la justice, ont été pleinement informés des faits mentionnés ci-dessus et tous les rapports concernant les publications censurables et les mesures prises pour les mettre au pas ou les supprimer étaient régulièrement présentés aux principaux représentants des divers services gouvernementaux concernés.

[226]

NOMINATION DU DIRECTEUR DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Le 7 octobre 1918, l'agitation et l'activité révolutionnaire avaient pris une telle ampleur dans certaines parties du Canada qu'on a nommé un directeur de la Sécurité publique qui relevait du ministère de la Justice et avait pour mandat d'examiner toute cette affaire et de trouver des moyens efficaces de mettre fin au mouvement et de faire payer leurs méfaits aux personnes coupables d'activité de nature à fomenter une trahison. Ce fonctionnaire a été autorisé, tant que durerait la guerre, à administrer les lois, les décrets et les règlements destinés à assurer l'ordre public et la sécurité, et plus particulièrement à appliquer et à mettre en vigueur les ordonnances et les règlements sanctionnés à titre de mesures de guerre, pour autant que la constitution permettrait d'imputer cette administration au ministre de la Justice ou au Procureur général du Canada, conformément à la *Loi sur le ministère de la Justice*.

Le décret en vertu duquel le directeur de la sécurité publique a été nommé stipulait que les agences, les commissions et les services gouvernementaux chargés de l'application des lois adoptées aux termes de la *Loi sur les mesures de guerre* et ayant une relation quelconque avec les tâches imposées au directeur de la sécurité publique devaient collaborer avec le représentant accrédité dans la mesure où cette collaboration serait compatible avec l'exécution de leur mission respective.

Le censeur en chef de la presse a transmis au directeur de la sécurité publique, à la demande de ce dernier, les exemplaires des livres, des brochures et des imprimés des associations radicales et socialistes d'orientation extrémiste des États-Unis et du Canada qui étaient en sa possession et qui n'avaient pas besoin d'être versés aux dossiers du service, de même que certains des dossiers du bureau traitant de la question et illustrant les efforts de la Censure pour combattre cette propagande insidieuse. Le directeur de la sécurité publique, M. C.H. Cahan, K.C, a eu la bienveillance de mentionner que cette information lui avait été très utile pour ses recherches.

TENDANCE PACIFISTE DE CERTAINES PUBLICATIONS

Parmi les activités du service de la Censure de la presse visant à empêcher la diffusion d'imprimés de nature à susciter le mécontentement au pays ou à nuire au recrutement et à la discipline militaire, la plus difficile était peut-être de combattre la propagande des pacifistes [227] avoués, y compris les publications où le service militaire était décrit comme un véritable meurtre et proclamé contraire aux enseignements de l'Église. On a porté à la connaissance de notre bureau une quantité impressionnante d'écrits de ce genre et c'est avec beaucoup d'opiniâtreté que les diverses organisations pacifistes de type extrémiste s'efforçaient de répandre leur propagande. Une bonne partie des publications interdites en vertu des lois concernant la censure appartenaient à cette catégorie mais un pourcentage relativement peu élevé était imprimé au Canada.

Pour diverses raisons qu'il est inutile et inopportun d'examiner ici, un ou deux journaux canadiens d'une influence considérable ont pendant quelque temps pris position contre la participation du pays au conflit, encourageant par le fait même tous ceux qui n'étaient pas des plus favorables à la poursuite de la guerre. Le censeur en chef de la presse est intervenu énergiquement auprès des rédacteurs en chef, avec un certain succès mais n'a pu invoquer les dispositions relatives aux infractions contenues dans les décrets concernant la censure en raison du caractère volontaire du système de la censure de la presse et de l'importance d'éviter la prise de mesures draconiennes qui auraient pu être interprétées comme une tentative

d'ingérence injustifiée dans les libres discussions de questions légitimes, politiques et publiques. Un passage du décret du 16 avril 1918 (C.P. 915) stipulait que devait cesser toute remise en question, dans la presse ou autrement, des causes de la guerre ou des motifs qu'avaient le Canada et les Alliés de poursuivre cette guerre, ce qui a donné aux autorités un pouvoir réel et incontesté pour surmonter la difficulté mentionnée ci-dessus, laquelle a pour ainsi dire disparu à partir de ce jour.

CONFLIT AVEC CERTAINS RÉFORMATEURS MORAUX

L'un des plus grands problèmes sur lesquels nous avons buté en rapport avec la censure de la presse canadienne était dû au fait que la guerre et les conditions anormales qui en découlaient servaient de moyen ou de prétexte à certains individus, groupes ou parties, d'une loyauté et d'un patriotisme par ailleurs indiscutables, pour promouvoir des mesures de réforme leur tenant à cœur et gagner la faveur du public. Des tenants actifs de divers mouvements philanthropiques reconnus ont vu dans la guerre une occasion d'utiliser la crise pour faire adopter des réformes qu'ils préconisaient avec plus ou moins de succès en temps de paix. Ils faisaient preuve d'un tel zèle qu'il était difficile de les amener à reconnaître qu'une propagande conçue pour [228] faire avancer une cause publique honorable et louable pouvait nuire à la principale cause du pays. Autrement dit, il n'était pas toujours possible de persuader des citoyens responsables et loyaux, profondément convaincus de l'importance du mouvement auquel ils avaient adhéré, que le seul et unique devoir de l'heure consistait à se consacrer corps et âme à la victoire. Il s'en est suivi que des personnes peut-être inspirées de motifs parfaitement valables se sont trouvées en conflit avec la loi.

ATTITUDE DU GRAND PUBLIC ENVERS LA CENSURE DE LA PRESSE

En ce qui concerne l'information tue en raison de l'activité de la Censure de la presse, le grand public s'est très peu plaint, sinon pas du tout, car il se rendait bien compte qu'on lui cachait seulement les nouvelles de nature à nuire fortement au pays et à la cause que celui-ci défendait.

Même si nous avons adopté comme ligne de conduite d'observer une discrétion absolue sur le fonctionnement et les activités de la Censure de la presse, le grand public s'est vivement intéressé à la question. Une très volumineuse correspondance atteste du sens civique des gens et de leur désir d'aider les autorités de la Censure et de leur signaler les manquements évidents aux exigences en matière de censure. Quantité de lettres provenaient de particuliers, notamment d'hommes haut placés et bien en vue qui appartenaient à des professions libérales et au monde des affaires au Canada et, dans la grande majorité des cas, l'auteur manifestait de la sympathie envers la Censure de la presse et souhaitait qu'on applique les règles de façon plus rigide et plus draconienne que ne le permettaient la compétence et les pouvoirs du service.

Nous avons reçu de la sorte des renseignements et des suggestions utiles mais un certain pourcentage des plaintes formulées par des particuliers révèle une ignorance totale des principes et du fonctionnement du service. En effet, beaucoup de personnes croyaient que le censeur en chef de la presse était doté de pouvoirs de nature autocratique et autorisé par la loi à régler la diffusion de tous les imprimés, que ceux-ci aient ou non un rapport avec la poursuite de la guerre. Nous avons néanmoins accusé réception, avec promptitude et courtoisie, de toutes les communications traitant de censure qui sont parvenues à notre bureau, aussi obscur qu'ait été son auteur.

[229]

CRITIQUES DU PUBLIC

Durant les premières années de la guerre, la plainte la plus fréquente que de simples citoyens ont adressée à notre bureau concernant la presse canadienne était peut-être que celle-ci accordait trop de place à des extraits de journaux allemands et autrichiens et à des articles de revues et de journaux imprimés dans des pays ennemis ou subventionnés par l'ennemi. Nous avons attiré l'attention des rédacteurs en chef canadiens sur l'importance de cette affaire et les avons invités à se demander jusqu'à quel point ils pouvaient contribuer à la propagande allemande en publiant de pareils articles.

Une autre critique revenait souvent et elle reposait sur la conviction que la presse traitait les nouvelles de la guerre de façon à donner trop d'espoir aux gens en ce qui concernait le succès de certains mouvements militaires, mais il s'agissait là d'une question que la Censure de la presse ne pouvait régler complètement. Nous devions nous contenter de mentionner que la presse aurait peut-être avantage à éviter soigneusement la pratique mise en lumière par ces plaintes ; par ailleurs, nous reconnaissions toute l'importance du pouvoir qu'avait la presse d'apaiser la population dans certaines situations. Dès le début, la presse autant que les chefs politiques et militaires ont réalisé que l'issue de la guerre dépendait en partie du moral de la nation et même si les autorités de la Censure de la presse, dans la mesure mentionnée précédemment, ont souligné l'importance d'éviter à tout moment un point de vue trop optimiste sur le conflit, elles hésitaient à se montrer dictatoriales ou dogmatiques en établissant des règles qui auraient pu compromettre de façon malencontreuse la mise en œuvre de la politique conséquente de la presse qui exerçait vaillamment toute son influence pour calmer et tranquilliser la population.

La censure de la presse en temps de guerre suscitait un vif intérêt et le public appréciait la collaboration étroite et intelligente que la presse apportait aux autorités de la Censure. A ce titre, il est intéressant de noter que le censeur en chef de la presse a reçu à maintes reprises des articles annotés d'observations élogieuses de la part de personnes fières de la façon de toute évidence soigneuse et patriotique

dont leur journal favori avait traité une nouvelle délicate, par exemple une nouvelle relative au mouvement des troupes. En revanche, si un journal publiait une nouvelle manifestement dangereuse, le bureau du censeur en chef était inondé de télégrammes et de lettres de lecteurs indignés.

On ne pouvait s'attendre à ce que la Censure de la presse échappe à une juste critique car c'était la première fois que la presse et le pays se soumettaient à une telle expérience et la censure est, par la force des [230] choses, plus ou moins répressive de nature. En outre, son nom et ses méthodes pouvaient faire croire à certains qu'on empiétait sur le principe, très cher aux Britanniques, de la liberté de presse et de la liberté d'expression. Nous avons conservé avec soin un dossier de toutes les critiques formulées à l'endroit de la Censure de la presse dont le personnel a été informé et y nous avons versé les mentions élogieuses dont nous avons eu connaissance. Ce dossier s'intitule « Commentaires et critiques ». Je déclare avec satisfaction que le nombre de compliments dépasse grandement le nombre de plaintes et ces dernières comprennent de nombreuses observations qui portent sur la censure en général mais ne s'appliquent pas à la censure de la presse canadienne en particulier.

En comparaison de la quantité de communications louangeuses déjà mentionnées, on comptait un nombre remarquablement minime de plaintes à l'endroit de la Censure de la presse canadienne et celles-ci étaient le fait soit d'agitateurs bruyants, soit d'individus que leur étourderie ou leur entêtement avait placé dans une situation de conflit temporaire avec les autorités de la Censure.

Par rapport à la censure des nouvelles relatives à la guerre, il y a un point qui constituait en quelque sorte un achoppement pour le public et c'était qu'il ne fallait pas supposer que les autorités de la Censure apposaient un sceau d'authenticité sur les communiqués officieux ou toute information littéraire dont elles approuvaient la publication. En effet, si les censeurs ne s'opposaient pas à la publication d'une nouvelle, cela signifiait simplement qu'ils n'estimaient pas la publication dangereuse au point de vue de la censure en temps de guerre. Le service de la Censure de la presse n'a jamais jugé qu'il devait s'ingérer dans la diffusion de nouvelles mensongères et officieuses tant que cette diffusion n'avait pas pour but de nuire de quelque façon à la poursuite de la guerre. Bref, attester l'exactitude des nouvelles ne faisait pas partie des fonctions de la Censure.

QUELQUES CRITIQUES À L'ENDROIT DU SERVICE DE LA CENSURE DE LA PRESSE

Alors que les activités du service tiraient à leur fin, plus particulièrement après la signature de l'Armistice, on a lancé une campagne de propagande organisée en vue d'éliminer la censure. Les responsables de ce mouvement étaient soit des représentants de sympathisants, soit des sympathisants de publications révolutionnaires ou socialistes aux propos outranciers dont la diffusion avait été [231] interdite au Canada en vertu d'un mandat de la Censure. On se réclamait, dans cette propagande quelque peu bruyante, du principe de la liberté de presse, mais le manque de sincérité que dissimulait pareille agitation est paru au grand jour quand certains des individus les plus actifs de la campagne se sont emparés du pouvoir dans la ville de Winnipeg et ont marqué l'événement en supprimant toute la presse de la ville.

NOUVELLES FOURNIES À LA PRESSE

Le personnel de la Censure de la presse ne se bornait en aucune façon à empêcher la publication de nouvelles censurables. Il s'employait aussi sans relâche à recueillir pour la presse des renseignements concernant la guerre qui pouvaient être diffusés en toute sécurité. Par exemple, comme nous l'avons déjà expliqué en détail, le service de la Censure de la presse était toujours sur le qui-vive afin de pouvoir transmettre à la presse, dès que c'était permis, l'information relative à l'arrivée des troupes outre-mer et d'assurer une distribution prompte et uniforme des rapports officiels sur les opérations navales et militaires.

Nous nous efforcions en particulier d'expédier sans tarder les listes des pertes. Des réunions entre le censeur en chef de la presse et les autorités militaires compétentes avaient mené à l'élaboration d'un mode de distribution tout à fait satisfaisant qui nous permettait de fournir promptement et méthodiquement les listes des pertes à la presse. En rapport avec cet arrangement, nous avons conclu un accord avec la presse pour que les rapports privés sur le sujet ne soient pas publiés et les

autorités de la Censure ont pris toutes les précautions possibles pour que cet accord soit respecté. On nous a signalé un cas, une tentative flagrante de contourner systématiquement les dispositions de cet accord, et des mesures efficaces ont été prises sur-le-champ afin que les coupables répondent de leurs actes et que la situation ne se reproduise pas.

NOMINATION DU DIRECTEUR DE L'INFORMATION PUBLIQUE

La nomination du directeur du Département d'information publique n'a pas eu d'incidence concrète sur le service de la Censure de la presse canadienne. Cette nomination a eu lieu le 9 novembre 1917 et les fonctions du directeur étaient définies comme suit : fournir à la presse et au public le plus de renseignements possibles sur l'évolution de la [232] guerre et les mesures adoptées par le gouvernement à cet égard. La Censure de la presse a toutefois continué d'agir comme intermédiaire, communiquant à la presse toutes les informations transmises par câble et par télégraphe par des voies militaires et navales secrètes, comme les nouvelles concernant les questions purement navales et militaires, les mouvements des troupes, les embarquements, les débarquements et les listes des pertes. Une étroite collaboration a été établie dès le départ entre les deux services, et lorsque le Département d'information publique a été organisé, le censeur en chef de la presse a fourni au directeur une liste complète des adresses de toutes les publications périodiques au Canada ainsi que toute autre information requise, y compris des renseignements sur le fonctionnement de la Censure et les exigences de celle-ci en matière de nouvelles relatives aux activités de guerre.

Un service de coupures de presse était associé au Département d'information publique et nous recevions de temps à autre, du directeur, des coupures dont bon nombre renfermaient de précieux renseignements. Le soussigné croit que si nous avions pu disposer d'un service efficace de ce genre, la Censure de la presse en aurait grandement profité, tout comme les divers ministères gouvernementaux engagés dans les différentes activités de guerre.

CONTRÔLE DES PUBLICATIONS PAR LA CENSURE

Nous n'avons jamais tenté de regarder à la loupe ou de surveiller toutes les publications imprimées au Canada. Nous recevions régulièrement au bureau, soit parce que nous y étions abonnés, soit parce que les rédacteurs en chef nous les transmettaient à titre gracieux, certains des principaux journaux et autres publications périodiques, que nous lisions assidûment. Grâce à l'empressement de journalistes qui, dans tout le pays, tenaient à l'œil leurs contemporains afin de déceler des dérogations aux exigences de la Censure, grâce aussi à l'intérêt des milieux gouvernementaux et du grand public pour les questions de censure, il est probable qu'il n'y a eu aucun manquement important aux exigences de la Censure dont les autorités compétentes n'aient pas été informées.

LIVRES ET REVUES

En ce qui concerne les livres et les revues, notre service recevait de nombreux manuscrits dont le sujet avait une relation directe avec la guerre et sa poursuite et qu'on destinait à des publications spécialisées [233] dans ce domaine et les décisions de notre personnel étaient invariablement acceptées sans discussion. Certains livres d'une importance considérable par rapport à la guerre ont été entièrement remodelés afin de satisfaire aux buts et aux exigences de la Censure et, suivant la suggestion du censeur en chef de la presse, des rédacteurs en chef canadiens ont catégoriquement refusé les droits de publication canadiens de certains livres.

Le personnel de la Censure a toujours gardé le contact avec l'ensemble des maisons d'édition au Canada en leur expédiant promptement les circulaires que distribuait de temps à autre la presse d'information du pays et, grâce à la collaboration intelligente de ces maisons, nous avons eu connaissance de la publication de nombreux livres considérés comme censurables avant même qu'on puisse assu-

rer leur entrée au Canada. Les maisons d'édition canadiennes nous ont aussi rendu des services remarquablement utiles, tout comme la presse d'information, en transmettant au censeur en chef de la presse les manuscrits qu'elles rejetaient en vertu des règlements relatifs à la censure. Résultant de demandes faites au moment de l'entrée en activité de notre service, cette pratique s'est révélée très utile car elle nous a fourni de l'information sur les activités, les méthodes et les buts de propagandistes et de sympathisants ennemis.

LA CENSURE ET LES PUBLICATIONS DANS UNE LANGUE ÉTRANGÈRE

L'une des tâches les plus difficiles auxquelles se soit attaqué le service de la Censure de la presse consistait à bannir les imprimés dangereux des centres de population étrangère. Qu'il s'agisse notamment d'Allemands, d'Autrichiens, d'Ukrainiens, de Juifs d'Europe orientale, de Finlandais ou de Polonais, les éléments étrangers qui habitaient au Canada et qui ne s'étaient pas assimilés paraissaient totalement incapables de comprendre ce que signifie un gouvernement parlementaire. Dans certains des pays d'origine de ces gens, la loi était uniquement associée à un instrument de répression et nombreux étaient les nouveaux arrivants qui semblaient croire que toutes les lois sont des mesures spécialement conçues pour être enfreintes ou contournées et qu'on peut y parvenir en exerçant une pression suffisante ou en dénaturant les faits avec l'appui d'un assez grand nombre de personnes. Convaincre ces éléments de la population de la nécessité d'observer les exigences de la Censure requerrait trop de temps et d'énergie. C'était particulièrement le cas dans certaines régions de l'ouest du Canada où [234] des habitants d'origine étrangère avaient de toute évidence tendance à s'isoler au sein de petites communautés et à établir une presse et un clergé de leur cru. Ils étaient quelquefois animés d'un esprit patriotique authentique mais projetaient trop souvent de dominer les races les plus ignorantes en perpétuant les différences existant *entre elles et les autres Canadiens*.

Quand la *guerre a* commencé, quarante-huit publications périodiques étaient imprimées au Canada dans une langue autre que le français et l'anglais, comme suit :

chinois	2	danois	1
finlandais	2	allemand	16
hindi	1	hongrois	1
islandais	4	italien	4
amérindien	1	japonais	1
yiddish	4	norvégien	2
polonais	1	ruthénien et suédois	3
ukrainien	5		

La *Censure de la presse* a exercé dès le départ une *surveillance étroite sur la presse* publiée dans une langue étrangère au Canada. Nous examinions de temps à autre un *exemplaire de* toutes les publications périodiques imprimées au Canada dans une des langues étrangères et des traducteurs faisaient un *examen et un compte rendu* de tous les numéros des journaux et des périodiques publiés dans la « langue de l'ennemi » ainsi que des publications en « langue étrangère » sympathiques à la cause ennemie.

Au début, une politique *généreuse mais ferme* a été adoptée à l'égard des périodiques de langue *ennemie*. Le censeur en chef de la *presse s'est* réuni ou a communiqué personnellement avec les rédacteurs en chef et les directeurs des publications dans une langue ennemie au Canada et leur a bien fait comprendre que les autorités avaient le droit, le pouvoir et l'intention de les obliger à observer strictement les exigences de la Censure. Par la même occasion, il leur a dit franchement qu'on ne tolérerait pas qu'un journal, et plus *particulièrement un* journal en langue ennemie imprimé au Canada, *manifeste la* moindre sympathie à l'endroit des ennemis du pays. Certains des rédacteurs en chef et des directeurs, tout en se déclarant prêts à se conformer aux lois en matière de censure, ont insisté sur le fait qu'ils perdraient complètement leur réputation et le soutien de leurs lecteurs s'ils ne se montraient pas disposés à défendre la cause des habitants d'origine autrichienne ou allemande qui se plaignaient [235] d'injustice ou de mauvais traitements, mais nous leur avons montré le danger que représentait pareille ligne de

conduite ; nous avons souligné la nécessité de respecter les exigences de la Censure et invité les rédacteurs en chef étrangers à expédier à notre bureau tout rapport de mauvais traitements qu'ils recevraient de leurs lecteurs.

Plusieurs des rédacteurs en chef d'origine allemande qui habitaient le pays depuis assez longtemps pour sentir que les affaires de la nation les concernaient *personnellement* et éprouver du respect pour *les lois et les idéaux* canadiens ont non seulement observé les exigences de la Censure à la lettre mais ont collaboré avec ardeur et énergie avec les autorités de la Censure, au grand avantage de notre service. Par contre, dans un nombre considérable de cas, la singulière déformation de l'esprit allemand avec laquelle nous sommes devenus familiers ces six dernières années a joué en notre défaveur et il a fallu se montrer patient et exercer une surveillance de tous les instants pour éviter qu'on cause beaucoup de tort. À diverses occasions, des erreurs de jugement ont été commises dans la composition de certains journaux en langue allemande, ce qui a provoqué un fort sentiment populaire d'animosité à l'égard de tous les périodiques édités dans une langue ennemie et des manifestations menaçantes se sont déroulées devant quelques-uns des bureaux de ces publications.

Le censeur en chef de la presse a proposé plusieurs fois que l'on supprime l'ensemble des publications en langue ennemie imprimées au Canada en raison des difficultés variées qu'impliquaient des négociations efficaces avec les responsables, mais les titulaires de postes supérieurs et officiels du secteur public, qui avaient sans doute une connaissance plus approfondie que l'auteur de toutes les conditions se rattachant à cette proposition, ont présenté de puissants arguments à l'encontre de celle-ci. Certains ont avancé que la publication de journaux en langue ennemie permettait à la population d'origine ennemie de suivre le déroulement des événements et empêchait celle-ci d'être la victime de faux exposés et d'une suspicion injuste. Selon un autre point de vue, il valait mieux que ces personnes reçoivent et lisent des journaux imprimés ici, dans leur propre langue, conformément aux règlements de la Censure et sous le contrôle des censeurs, plutôt que de dépendre d'informations recueillies dans des publications de l'extérieur où la censure n'avait pas cours. On a aussi allégué qu'il fallait des journaux en langue ennemie pour donner aux citoyens originaires des pays ennemis la possibilité de se renseigner sur les lois et les règlements passés en rapport avec les mesures prises pour poursuivre la guerre.

[236]

**RÈGLEMENTS SPÉCIAUX
CONCERNANT LES PUBLICATIONS
DANS UNE LANGUE ÉTRANGÈRE**

Étant donnée la persistance du caractère ardu de nos relations avec les responsables des publications imprimées dans une langue étrangère au Canada, nous avons jugé nécessaire d'établir une série de règlements spéciaux pour guider les rédacteurs en chef de ces publications. Notre bureau les a distribués le 15 juillet 1917.

Ces règlements spéciaux ont été appliqués avec sévérité jusqu'à ce qu'on interdise la publication de journaux dans une langue ennemie. Nous examinions chaque exemplaire avec attention et contrecarrions promptement la moindre tentative de dérogation.

Comme les publications dans une langue ennemie suscitaient une forte opposition au sein de la population canadienne, les directeurs de l'un des principaux journaux allemands de l'Ouest du pays, *Der Courier* de Regina, ont volontairement décidé, en septembre 1918, que leur journal paraîtrait à l'avenir dans la seule langue anglaise. Le dernier jour du même mois était adopté le décret C.P. 2381, qui interdisait à toute personne qui n'avait pas obtenu un permis du secrétaire d'État d'imprimer au Canada une publication dans une langue ennemie. Passé le 13 novembre 1918, le décret C.P. 2693 stipulait que les publications imprimées dans la langue allemande en vertu d'un permis du secrétaire d'État devaient contenir une traduction en anglais du texte allemand et que l'anglais et l'allemand devaient paraître en colonnes parallèles. Le décret du 2 avril 1919 (C.P. 703) prévoyait que soit remis au censeur en chef de la presse en vue de sa censure un exemplaire de chaque publication périodique en langue étrangère imprimée ou diffusée au Canada. Ce décret conférait au censeur en chef de la presse le pouvoir d'interdire la diffusion des publications qui ne respectaient pas le décret en question.

En vertu des pouvoirs ainsi conférés, le censeur en chef de la presse a interdit la diffusion de pas moins de 68 publications en langue ennemie au Canada entre l'adoption du décret, le 2 avril 1919, et l'abrogation des divers décrets concernant la censure, le 1er janvier 1920, et il est à remarquer qu'aucun des directeurs intéressés ne s'est avisé de protester.

Même si l'abrogation des décrets rétablissait le droit de publier des journaux dans une langue ennemie et d'autres langues étrangères, certains des principaux journaux qui étaient à l'origine imprimés en allemand ont continué de paraître en anglais.

[237]

Il me semble opportun ici de passer brièvement en revue les mesures prises en vertu des dispositions des divers décrets concernant la censure, qui prévoyaient l'imposition de peines en cas d'infraction flagrante aux exigences de la Censure.

Une bonne partie de notre travail courant et de nos efforts étaient consacrés à l'administration du service purement volontaire de la censure qu'on avait établi sur la base de l'accord conclu à la conférence des représentants du gouvernement et de la presse, le 1.5 juillet 1915 et qui était, ni plus ni moins, un service conçu dans le but d'aider la presse nationale patriotique du Dominion à collaborer aussi efficacement que possible avec le gouvernement pour ce qui était de la poursuite de la guerre. Étant donné l'importance et l'intérêt de cet aspect du travail de la Censure de la presse, le présent rapport a largement porté jusqu'à maintenant sur des questions s'y rapportant ; toutefois, d'autres activités de la Censure de la presse, loin d'être négligeables, visaient à faire appliquer les dispositions des décrets relatives aux infractions. On parle, par exemple, des poursuites intentées contre les quelques directeurs canadiens qui ont défié ouvertement les autorités de la Censure ou de l'effort tenace et soutenu fourni par notre personnel pour empêcher l'entrée et la diffusion au Canada de propagande ennemie imprimée à l'étranger ou d'autres documents « censurables ».

L'exécution légale des exigences de la Censure était prévue dans le décret du 10 juin 1915 (C-P 1330), dont les dispositions étaient très restreintes. Avant de pouvoir prendre des mesures aux termes de ce décret, il fallait établir que la publication susceptible de suppression en vertu d'un mandat ministériel avait :

1. imprimé ou diffusé une lettre ou des lettres, une communication ou des communications, un rapport ou des rapports ou des nouvelles concernant les opérations de la guerre ou les mouvements d'une force de Sa Majesté ou des Alliés de Sa Majesté en rapport avec la guerre ;
2. critiqué ou commenté la politique, l'attitude ou les mesures du gouvernement d'un des États neutres.

Si elles désiraient obtenir la délivrance d'un mandat en raison de la publication de matière censurable ou de nature à fomenter la trahison, les autorités de la Censure de la presse devaient donc prouver de façon indéniable que ce qu'elles reprochaient à la publication [238] appartenait clairement à l'une des catégories ci-dessus. De plus, si elles parvenaient à démontrer que c'était le cas, il leur fallait aussi établir que la matière contre laquelle elles s'élevaient était :

- a) de nature à causer du mécontentement à Sa Majesté ;
- b) de nature à nuire au succès des forces navales ou militaires de Sa Majesté ou des Alliés de Sa Majesté ;
- c) de nature à porter préjudice aux relations de Sa Majesté avec un État étranger, ou d'aider ou d'encourager l'ennemi d'autre manière ;
- d) de nature à empêcher le succès de la guerre ou de nuire à ses opérations.

Accompagnant le présent rapport à titre d'appendice F figure une liste complète des imprimés dont la publication ou la diffusion au Canada a été prohibée par le censeur en chef de la presse, ainsi que les dates où les mandats ont été délivrés ou les ordres donnés à cet égard. L'analyse de la liste donne les résultats suivants :

Nombre total de publications prohibées	253
En vertu du décret C.P. 94 (service postal)	69
En vertu du Code des décrets concernant la censure - C.P. 146 du 17 janvier 1917 et C.P. 1241 du 22 mai 1918 (mandats lancés par l'honorable Secrétaire d'État du Canada)	116
En vertu du décret C.P. 703 du 2 avril 1919 (Avis concernant la censure publiée par le censeur en chef de la presse)	68
	253

Ont été prohibées :

	anglais	Langues étrangères	total
publications paraissant quotidiennement	11	36	47
publications paraissant une fois par semaine	27	43	70
publications paraissant toutes les 2 semaines	-	1	1
publications paraissant toutes les 3 semaines	-	4	4
publications paraissant mensuellement	11	12	23
livres, revues, brochures	40	68	108
			253

* * *

[239]

Pays où les publications ci-dessus étaient publiées :

Canada - 19 - comme suit :

Brockway's Defence, un dépliant ;
The Morning Messenger, Winnipeg ;
The Parasite, par Mee and Spence, Toronto ;
The Week, Victoria, Colombie-Britannique ;
Zemla i Wola (russe), Toronto ;
A Reply to the Press Lies Concerning the Russian Situation (par le
Parti socialiste du Canada, Alberta) ;
Canadian Forward (I. Bainbridge, rédacteur en chef), Toronto ;
Rabotchyj Narod (russe), Winnipeg ;
Rabotchyj Narod (ukrainien), Winnipeg ;
Publications des associations illégales ;
The Soviet, Edmonton ;
Western Clarion, Vancouver ;
Komy Potribna Wyjna (qui veut la guerre), Toronto ;
Marxian Socialist, Toronto ;
Die Volksstimme, Winnipeg ;
Ershter Mai Buletin (bulletin du premier mai), Winnipeg ;
Osnovni Zasady Komunizmu, Winnipeg ; (principes fondamentaux du
communisme)
Tchy Ikhaty Nam Do Starcho Kraya, Toronto ; (devrions-nous retour-
ner au vieux pays)
Novyj Svit 1918 (calendrier illustré), Montréal ;

Journaux canadiens dont la parution a été suspendue :

The Sault Express, Sault Ste. Marie, Ontario ;
le 28 juin 1916, pour 3 mois ;
Le bulletin, Montréal ;
le 6 juin 1918, pour une semaine ;
La Croix, Montréal ;
du 29 septembre 1918 au 11 mars 1919.

Angleterre - 3 - comme suit :

Defeat (livre)
The Fiddlers (livre)
The Parasite (livre)

[240]

États-Unis - 222

Chine - 5

Japon - 1

Suède - 2

Allemagne – 1

253

Langue d'impression des publications prohibées :

Anglais	87	hongrois	3
allemand	56	croate	2
russe	27	suédois	2
ukrainien	20	norvégien	1
finlandais	16	serbe	1
yiddish	8	hindi	1
ruthénien	5	estonien	1
polonais	5	roumain	1
chinois	4	hollandais	1
bulgare	3	arabe	1
italien	3	letton	1
grec	3	syrien	1
	<u>237</u>		<u>16</u>
			<u>253</u>

On a jugé nécessaire de décerner trois mandats généraux à cause de l'habitude qu'avaient des maisons d'édition ou des associations d'annoncer de la « matière censurable » dans des publications qui, en soi, n'étaient pas censurables selon les critères de la Censure de la presse, ou de substituer de nouvelles publications à celles dont la diffusion avait été prohibée au Canada en vertu d'un mandat ministériel.

Les trois mandats ont été délivrés aux noms suivants (toutes publications imprimées et publiées par ou pour) :

- International Bible Students Association,
- Chas. H. Kerr & Co. (The International Socialist Review, Chicago),
- Associations illégales (selon la description de l'avis paru dans la Canada Gazette du 16 novembre 1918).

[241]

MESURES LÉGALES : SYNONYME D'ÉCHEC PLUTÔT QUE DE SUCCÈS

Le compte rendu précédent fait état des mesures draconiennes prises en vertu du Code des décrets concernant la censure, mais il ne faut pas y voir un tableau des résultats les plus utiles atteints par la Censure de la presse, car on doit sans nul doute considérer que la nature première d'un service de censure de la presse est préventive plutôt que répressive. Un agent de police estime son succès au nombre de condamnations obtenues, mais il convient de juger un service comme le nôtre selon la mesure dans laquelle il a fait accepter et observer les règlements de la censure, et non en vertu du nombre de fois où il a dû invoquer les dispositions relatives aux infractions des lois concernant la censure pour des cas de dérogations flagrantes aux exigences de la Censure. C'est toujours avec un profond regret et un sentiment voisin du chagrin que notre bureau envoyait au secrétaire d'État la recommandation de décerner un mandat de suppression pour une publication canadienne car une telle demande consistait dans chaque cas à admettre

que notre service n'avait pas réussi à administrer le système volontaire de la censure de façon parfaitement satisfaisante.

RAISONS POUR LA SUPPRESSION OU LA SUSPENSION DE PUBLICATIONS

Il est probablement opportun de passer brièvement en revue les raisons pour lesquelles nous avons eu recours aux dispositions relatives aux infractions contenues dans les décrets pour ce qui est des nombreuses publications canadiennes touchées.

BROCKWAYS DEFENCE

De très, nombreux exemplaires du dépliant intitulé Brockway's Defence circulaient parmi les travailleurs des fabriques de munitions en Ontario. On y présentait des témoignages sur le procès en Angleterre d'un individu appelé Brockway, qui avait été jugé en cour martiale pour avoir refusé d'obéir à des ordres militaires. La publication était d'un caractère nettement pacifiste et antipatriotique, et les tribunaux de Toronto avait reconnu un nommé Isaac Bainbridge, accusé de sédition, coupable d'avoir publié et diffusé ce dépliant.

[242]

THE CANADIAN FORWARD

The Canadian Forward était un périodique bimensuel socialiste de type extrémiste imprimé dans la ville de Toronto par le dénommé Bainbridge qui avait été condamné pour avoir diffusé un écrit diffamatoire séditieux sous la forme d'un dépliant intitulé *Brockway's Defence*. Un examen régulier de cette publication nous a permis de constater qu'elle contenait de faux rapports et de fausses déclarations, rapports et déclarations de nature à causer du mécontentement à Sa Majesté, à nuire au succès des forces de Sa Majesté et des Alliés de Sa Majesté et à porter préjudice aux relations de Sa Majesté avec les puissances étrangères. De plus, la publication renfermait des rapports et des déclarations de nature à nuire au recru-

tement, à l'entraînement, à la discipline et à l'administration des forces de Sa Majesté. Même après l'adoption de la *Loi sur le Service Militaire*, *The Canadian Forward* a continué à exhorter la population à refuser l'enrôlement, etc.

THE MORNING MESSENGER

The Morning Messenger était une publication imprimée dans la ville de Winnipeg par l'*International Bible Students Association*. Elle contenait des déclarations, des rapports et des opinions tendant à amoindrir ou à déprécier l'effort commun du Canada dans la poursuite de la guerre et, par conséquent, de nature à nuire au recrutement, à l'entraînement et à la discipline des forces de Sa Majesté ou à l'application de lois et décrets divers concernant le Service national. En outre, cette publication était de nature à promouvoir la diffusion au Canada d'imprimés dont la possession avait été prohibée par des mandats délivrés en vertu des décrets concernant la censure.

THE PARASITE

Les éditions canadiennes de *The Parasite* (il y en avait deux) étaient des reproductions d'une publication anglaise prônant la prohibition du commerce de l'alcool au Royaume-Uni. De l'avis du censeur en chef de la presse et des membres du personnel de son service, qu'il avait tous consultés et dont l'opinion était corroborée et justifiée par des rapports que le soussigné avait pris soin de se procurer auprès de responsables des domaines de la production et de la conservation des vivres et du recrutement et de l'entraînement des renforts pour l'armée d'outre-mer, ce livre contenait des infractions évidentes aux exigences de la Censure. S'y trouvaient en effet des déclarations de nature à nuire au recrutement et à l'entraînement des troupes et à l'application de [243] certains décrets concernant le Service national, c'est-à-dire, à la production de nourriture, etc. Qui plus est, la publication renfermait de longs extraits de livres dont la diffusion était déjà prohibée au Canada, ce qui en soi en faisait une publication susceptible d'être interdite au Canada en vertu des lois de la censure.

THE WEEK

Hebdomadaire publié dans la ville de Victoria, en Colombie-Britannique, *The Week* était jusqu'à l'automne de 1916 un périodique respectable auquel il n'y avait rien à redire ; puis, il s'est transformé en publication irresponsable et censurable ou l'on défiait ouvertement la Censure de la presse, dénaturait les causes de la guerre et se mêlait de diffuser des déclarations à l'appui de la propagande ennemie, à ce moment-là active aux États-Unis.

ZEMLA I WOLA

Zemla i Wola était un hebdomadaire imprimé en langue russe dans la ville de Toronto. Il contenait des rapports faux et trompeurs sur les causes et les opérations de la guerre et on y déformait les motifs qu'avaient le Canada et les Alliés de poursuivre la guerre. En somme, on manifestait dans cette publication une tendance à fomenter la discorde et des troubles au sein des éléments étrangers de la population canadienne.

A REPLY TO THE PRESS LIES CONCERNING THE RUSSIAN SITUATION

A Reply to the Press Lies Concerning the Russian Situation était le titre d'un pamphlet publié par le comité exécutif albertain du Parti socialiste du Canada. Il contenait des déclarations concernant les causes et la poursuite de la guerre qui n'étaient pas conformes aux faits et pouvaient nuire au recrutement et à l'effort commun du Canada.

THE SOVIET

The Soviet était une publication révolutionnaire à gros tirage imprimée à Edmonton, en Alberta, et diffusée gratuitement dans tout le Canada dans le but de causer du mécontentement et de nuire au recrutement et aux mesures prises pour la conservation et une production accrue des vivres. Le périodique présentait la particularité importante d'inciter les soldats rapatriés à s'unir avec les éléments révolutionnaires [244] du Canada, et on y faisait de fausses déclarations conçues

pour pousser les classes ouvrières à se lancer dans l'action directe contre l'autorité constituée.

THE WESTERN CLARION

The Western Clarion était un périodique mensuel imprimé en langue anglaise dans la ville de Vancouver, en Colombie-Britannique. Nous avons recommandé qu'un mandat de suppression soit lancé, dans ce cas, parce qu'on publiait dans les colonnes de *The Clarion* de la matière de nature à causer du mécontentement, à nuire au recrutement et à braquer la population contre l'application de certains décrets adoptés en rapport avec la poursuite de la guerre.

KOMY POTRIBNA WYJNA

Komy Potribna Wyjna (qui veut la guerre) était une publication en langue ukrainienne à fort tirage imprimée dans la ville de Toronto. Elle contenait des déclarations fausses et trompeuses concernant l'origine de la guerre et les motifs qui inspiraient les Alliés, ainsi que des travestissements délibérés des efforts de guerre de la Grande-Bretagne. On y lançait des appels directs au mécontentement et encourageait les citoyens prêts à s'opposer à l'application des décrets adoptés en vue de favoriser les activités de guerre au Canada.

THE MARXIAN SOCIALIST

The Marxian Socialist était un périodique mensuel publié dans la ville de Toronto sous les auspices du Parti socialiste de l'Amérique du Nord. Nous avons surveillé cette publication et avons conclu qu'on avait l'habitude d'y faire paraître des déclarations de nature à causer du mécontentement, à créer une fausse impression sur les motifs du Canada et des Alliés de poursuivre la guerre et à susciter le doute quant à l'issue du conflit.

DIE VOLKSSTIMME

Die Volksstimme (la voix du peuple) était un hebdomadaire imprimé en yiddish dans la ville de Winnipeg. Nous avons constaté qu'on y faisait paraître des déclarations de nature à causer du mécontentement et à discréditer les buts et les méthodes des Alliés relativement à la poursuite de la guerre et qu'on contrevenait aux dispositions stipulant [245] que le censeur en chef devait recevoir des exemplaires des publications dans une langue étrangère.

ERSHTER MAI BULETIN

Brochure imprimée en yiddish, à l'encre rouge, dans la ville de Winnipeg, au Manitoba, *Ershter Mai Buletin* (bulletin du 1er mai) était distribuée par *The Socialist Propaganda League*. On y présentait de la matière de nature à créer du mécontentement et les dispositions concernant les publications dans une langue étrangère n'étaient pas observées.

OSNOVNI ZASADY KOMUNIZMU

Osnovni Zasady Komunizmu (les principes fondamentaux du communisme) était un opuscule de Friedrich Engels publié par *Rabotchyj Narod* à Winnipeg, au Manitoba, dans la langue ukrainienne. De tendance révolutionnaire, bolchevique et extrémiste, il contenait de la matière de nature à causer du mécontentement et les directeurs ne se conformaient pas aux exigences des dispositions concernant les publications dans une langue étrangère.

TCHY IKHATY NAM DO STARHO KRAYA

Tchy Ikhaty Nam Do Starho Kraya (devrions-nous retourner au vieux pays) était une brochure imprimée en langue ukrainienne par "The Workers' Book & Publishing Co." de Toronto. On y faisait des déclarations de nature à causer du mécontentement et à créer des troubles entre le gouvernement de Sa Majesté et les puissances alliées. Par surcroît, les directeurs ne respectaient pas les dispositions concernant les publications dans une langue étrangère.

THE SAULT EXPRESS

The Sault Express était un hebdomadaire publié à Sault Ste. Marie, en Ontario, par feu M. C.N. Smith, membre connu et respecté de la profession journalistique et ancien représentant à l'assemblée législative d'Ontario. L'édition régulière du 23 juin 1916 comprenait deux articles qui constituaient de toute évidence une violation aux décrets concernant la censure. L'un s'intitulait *Let Canadian Soldiers Come Back to the Sault* (Laissez les soldats canadiens revenir au Sault), l'autre *No More Canadian Soldiers for Overseas Service. This Young Dominion has [246] Sacrificed Enough* (N'envoyez plus de soldats canadiens en Europe. Notre jeune Dominion a sacrifié assez de vies). Les titres révèlent la teneur des articles qu'ils coiffaient, articles où l'on lançait un appel direct à la rébellion contre les lois promulguées pour la poursuite de la guerre et préconisait un retrait du Canada de la participation active au conflit.

Le secrétaire d'État ayant décerné le mandat légal nécessaire à la prise de l'établissement de *The Sault Express* en vertu des dispositions du décret adopté le jeudi 10 juin 1915, le censeur en chef de la presse s'est rendu sur les lieux le 27 juin, a personnellement saisi le journal et pris possession de l'établissement, et en a confié la charge à un garde militaire du 227^e bataillon d'outre-mer. Le propriétaire et directeur, qui ressentait sûrement à l'époque les effets de la maladie qui allait l'emporter, n'a pas remis en cause l'autorité du censeur en chef de la presse d'effectuer la saisie ni mis en doute la juste nature de cette mesure, mais a demandé, à titre de faveur, qu'on lui permette de continuer d'exploiter son entreprise. Il s'est engagé à employer le matériel pour des affaires commerciales ordinaires et a promis de ne pas l'utiliser pour disséminer ses opinions, par prospectus ou autrement. Il souhaitait aussi qu'on l'autorise à imprimer un numéro spécial de *The Express* afin de publier des avis légaux qui devaient paraître encore une fois au moment de la saisie, et il a déclaré qu'il en soumettrait le contenu au censeur en chef de la presse. Nous avons acquiescé à ces demandes et M. Smith s'est montré reconnaissant du traitement accordé dans les circonstances et a scrupuleusement observé les conditions établies. Trois mois après la date de la saisie, les lieux ont été libérés.

LE BULLETIN

Le Bulletin est un hebdomadaire imprimé en langue française dans la ville de Montréal par MM. A.P. Pigeon Ltd. et la firme jouit d'une excellente réputation dans la communauté. Nous avons souvent attiré l'attention des rédacteurs en chef sur des articles qui tendaient à créer du mécontentement et invitaient les lecteurs à s'opposer aux efforts déployés par le gouvernement pour obtenir la pleine collaboration de la nation dans la poursuite de la guerre. Le numéro du 18 mai 1918 contenait un article mi-figue, mi-raisin dans lequel on déclarait que le gouvernement, désireux de compenser l'hémorragie de ressources masculines causée par la guerre, examinait la possibilité d'exploiter la gent féminine canadienne au même titre qu'une propriété nationale.

[247]

Nous avons reçu de nombreuses plaintes à Ottawa à la suite de la publication de cet article, et comme nous avons jugé que celui-ci, mis en regard d'articles quelque peu similaires parus auparavant, constituait une infraction au Code des décrets concernant la censure, le secrétaire d'État a lancé un mandat, le 1er juin, pour la saisie de l'établissement de MM. A.P. Pigeon Ltd. Cette saisie a été dûment mise à exécution et *Le Bulletin* interdit de publication pendant une semaine. M. Pigeon, le chef de l'entreprise en question, a dit regretter profondément que de la matière décrite comme censurable dans le Code des décrets soit parue dans *Le Bulletin* et nous a assuré de sa bonne conduite dans l'avenir. Il était tout à fait disposé à reconnaître l'erreur grave que représentait la publication de cette matière censurable et prêt à nous donner toutes les garanties raisonnables que cela ne se reproduirait plus.

LA CROIX

La Croix était un hebdomadaire imprimé en langue française par M. Joseph Bégin dans la ville de Montréal. Longtemps avant la suppression de cette publication et malgré les admonestations et les avertissements amicaux du censeur en chef de la presse et de M. Fortier, membre du personnel, on y présentait avec force persistance des articles d'un caractère franchement répréhensible du point de

vue de la censure de la presse. Les articles paraissant dans *La Croix* étaient de nature à causer du mécontentement quant à la participation du Canada à la guerre et à nuire aux relations du gouvernement de Sa Majesté avec les puissances étrangères. L'une des habitudes favorites du rédacteur en chef de ce journal consistait à publier des articles discréditant de façon aussi variée qu'odieuse l'honneur et les actions de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, des États-Unis et d'autres pays alliés engagés dans la guerre. En vertu d'un mandat du secrétaire d'État, *La Croix* a été saisie le 28 septembre 1918 et est demeurée sous saisie jusqu'au 14 mars 1919.

COMPORTEMENT DES CENSEURS À L'ÉGARD DES PUBLICATIONS CENSURABLES

Le pouvoir d'exécuter les dispositions relatives aux poursuites du Code des décrets ne reposait pas dans les mains du censeur en chef de la presse, comme on le supposait généralement, mais dans celles du ministre des Postes, au début, puis du secrétaire d'État durant la dernière et plus longue période d'activité de la Censure. Il était de pratique [248] reconnue que le censeur en chef de la presse attire l'attention du ministre compétent sur les publications « censurables » au moyen d'un rapport écrit qu'il transmettait par l'entremise du chef permanent du Secrétariat d'État, le sous-secrétaire d'État.

Les membres de notre service ne relâchaient jamais leur vigilance et aussitôt qu'un examen systématique et exhaustif leur révélait qu'une publication contenait, ou dans le cas d'un périodique, contenait habituellement de la matière décrite comme censurable dans le Code des décrets concernant la censure, ils préparaient pour le ministre chargé d'émettre les mandats aux termes des décrets concernant la censure un rapport accompagné soit d'un exemplaire complet de la publication, soit d'extraits mot pour mot, dans le texte si c'était en anglais, traduits s'il s'agissait d'autres langues. Ce rapport était présenté sous forme « de cas » ou d'exposé des faits dans lesquels on justifiait l'accusation selon laquelle l'imprimé avait contenu de la « matière censurable » et on recommandait au ministre de délivrer un mandat interdisant la diffusion ou la possession de la publication au Canada. Il est peut-être superflu d'ajouter qu'aucun rapport de ce genre ne voyait le jour tant que

le censeur en chef de la presse n'était pas convaincu que les responsables du périodique canadien passaient outre à ses avertissements amicaux.

Lorsque les premiers rapports n'entraînaient pas de mesures de la part du ministre, des rapports supplémentaires et complémentaires étaient rédigés et transmis au fur et à mesure que de la matière censurable paraissait dans les publications en question.

Dès que notre bureau était informé que le secrétaire d'État avait lancé un mandat pour supprimer ou suspendre une publication canadienne ou interdire la possession au Canada d'une publication étrangère, nous avisions sans tarder tous ceux que l'exclusion d'imprimés interdits intéressaient de près, y compris les entreprises de transport, les autorités policières, les représentants de l'armée, de la marine et des services secrets et les responsables des postes et des douanes. Par la suite, nous transmettions sur-le-champ à la police tout rapport concernant la diffusion d'imprimés interdits qui parvenait à notre bureau, et il en est parvenu un grand nombre.

Nous n'avons fait aucun effort particulier pour restreindre l'exportation d'imprimés censurables d'origine canadienne, sinon pour demander la délivrance des mandats habituels de suppression. En effet, le Code des décrets concernant la censure stipulait que, lorsque des imprimés étaient déclarés censurables, se rendait coupable d'une infraction punissable quiconque au Canada avait en sa possession [249] de la matière censurable ainsi prohibée ou participait d'une façon quelconque à sa diffusion. De plus, le fait de prévenir chaque fois les compagnies ferroviaires, les entreprises de messagerie et les autorités postales et douanières de la délivrance d'un mandat coupait effectivement toutes les voies d'exportation.

Notre bureau a toujours pris soin de répondre promptement aux demandes d'information relatives à nos dossiers sur les imprimés frappés d'interdiction que nous faisaient parvenir des agents de police et autres fonctionnaires de la Couronne prenant part à des poursuites intentées à la suite de contraventions aux décrets ; en pareil cas, toutefois, et malgré les déclarations malicieuses à l'effet du contraire, on n'a jamais intenté de poursuite judiciaire sans solliciter l'avis de notre bureau.

L'abrogation des divers décrets concernant la censure a annulé l'ensemble des mandats et des ordonnances qui avaient été adoptés en vertu de ces décrets. Par

conséquent, le 1er janvier 1920, on pouvait automatiquement diffuser au Canada toutes les publications qui figuraient sur la liste des publications prohibées de la Censure de la presse, ou du moins qui s'y trouvaient en raison des exigences de cette dernière.

INTERVENTION INDÉPENDANTE DE FONCTIONNAIRES DE LA COURONNE

En plus des condamnations infligées aux termes des décrets concernant la censure grâce à des mandats de suppression ministériels, d'autres condamnations ont été prononcées par des magistrats et des juges de paix après que des fonctionnaires de la Couronne eurent intenté des poursuites et prouvé, à la satisfaction de la cour, que des individus avaient en leur possession un imprimé qui n'avait pas été interdit mais qui était néanmoins « censurable » en vertu des définitions contenues dans les décrets concernant la censure. Les tribunaux qui ont reconnu la culpabilité des personnes accusées de tels délits ont soutenu que les dispositions de l'article 5 et des articles suivants du Décret II du Code des décrets concernant la censure, qui conféraient au secrétaire d'État le pouvoir spécial de prohiber et de saisir tout imprimé censurable, étaient simplement des mesures extraordinaires entièrement distinctes du recours légal ordinaire par voie de poursuite et que les tribunaux avaient par conséquent qualité pour déterminer ce qui constituait de la « matière censurable » au cours d'un procès en bonne et due forme.

Toutefois, avant l'abrogation des décrets concernant la censure, ou du moins jusqu'à la période précédent de peu cette abrogation, les [250] responsables de la police et les conseillers juridiques hésitaient généralement à se prévaloir des moyens permettant d'intenter une poursuite tant que les publications n'avaient pas été interdites. Ils attendaient que les autorités de la Censure proclament formellement par voie de mandat qu'un imprimé était dangereux, comme le stipulait le décret.

Nous n'avons aucun moyen de savoir combien de condamnations de ce genre ont été prononcées.

***RESTRICTION DU NOMBRE D'IMPRIMÉS
CENSURABLES D'ORIGINE ÉTRANGÈRE
QUI ENTRAIENT AU CANADA***

Empêcher la diffusion au Canada d'imprimés ennemis et autres documents de propagande publiés dans un pays étranger exigeait du personnel de notre service un soin constant et une application laborieuse, en particulier avant l'entrée en guerre des États-Unis.

Comprenant bien l'importance de prendre les mesures nécessaires pour exclure du Canada les imprimés censurables dès que c'était possible après leur sortie des presses et sans attendre qu'ils arrivent au Canada, nous surveillions de près les publications ennemies et révolutionnaires reconnues aux États-Unis en vue d'obtenir, grâce à leurs comptes rendus ou à leurs annonces, de l'information sur la parution d'imprimés douteux. Des périodiques comme *The Fatherland*, *Viereck's Weekly*, *Bull* et *Deutsches Journal*, de New York, fournissaient des renseignements fort utiles à cet égard et le censeur en chef de la presse pouvait se faire une idée assez juste du genre d'imprimés que les agents ennemis aimaient diffuser en se rendant personnellement au bureau de distribution central, situé au 1123 Broadway, à New York, et en profitant de l'occasion pour circuler parmi les étagers de livres et étudier les méthodes de distribution. Dès que la parution d'un imprimé suspect était annoncée, nous nous arrangions pour pouvoir l'examiner en nous en procurant à l'avance un exemplaire par l'entremise des agences d'informations accréditées qui s'occupent habituellement de publications d'actualité de toutes sortes. À maintes reprises, nous nous sommes prévalu des services de volontaires qui travaillaient dans le secret à titre d'agents pour le compte du censeur en chef de la presse dans les principales villes des États-Unis. Nous commandions parfois à l'éditeur des exemplaires des livres suspects, en donnant le nom d'un membre du personnel et une adresse privée à Ottawa afin de ne pas éveiller les soupçons sur nos motifs.

[251]

INGÉNIOSITÉ DES PROPAGANDISTES ENNEMIS

L'ingéniosité des propagandistes ennemis nous est apparue dans la grande variété de livres qui servaient à dissimuler leur message. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans les détails, il suffit de dire que les imprimés utilisés à des fins de propagande allaient du pamphlet carrément proallemand aux livres religieux, comme la Bible, en passant par les dictionnaires et les livres techniques et scientifiques de toutes sortes. Nous avons un exemple remarquable de cette ingéniosité dans un traité sur le ferrage des chevaux, traité exhaustif et magnifiquement illustré dans le corps duquel étaient insérés, sans aucune explication ni excuse, un condensé du point de vue teutonique et une dénonciation virulente et effrontément fausse des pays alliés et de la cause qu'ils représentaient. Il semble que ce livre avait été spécialement conçu pour les fermiers et les maréchaux-ferrants.

PUBLICATIONS D'ORIGINE ÉTRANGÈRE IMPRIMÉES DANS UNE LANGUE ÉTRANGÈRE

Le personnel de notre service consacrait beaucoup de temps et d'énergie à la surveillance des imprimés en langue étrangère introduits au Canada et un pourcentage très élevé de la correspondance de notre bureau résultait de cet aspect de l'activité de la Censure. Des conditions particulières existaient au Canada : on comptait de grosses communautés d'étrangers dans certains quartiers de nos grandes villes ainsi que dans une bonne partie des territoires de l'ouest de l'Ontario et des provinces de l'Ouest. Dans l'intérêt de la paix et de la sécurité publiques, il était donc important d'empêcher le flot de documents empoisonnés imprimés dans des langues étrangères d'entrer au Canada et il a été amplement démontré que les conditions mentionnées plus haut et les possibilités qu'elles offraient n'échappaient pas aux propagandistes et aux sympathisants ennemis qui voulaient causer des ennuis aux autorités canadiennes. Notre service tentait de faire échouer les projets des personnes intéressées à semer la dissension et l'inquiétude dans les

centres de population étrangère et nos efforts auraient été vains sans la collaboration active des autorités du service de renseignement, de la police, des postes, des douanes, des chemins de fer et des compagnies de messagerie, et sans la vigilance de la presse en général, d'un océan à l'autre. Grâce à ce concours, il est remarquable comme le personnel de la Censure de la presse a pu se tenir au courant des mouvements des imprimés en langue étrangère introduits au Canada et notre bureau recevait régulièrement des imprimés suspects qui avaient été déroutés par les divers organismes mentionnés.

[252]

TRADUCTEURS

Afin de permettre à notre service de s'occuper de cette facette importante du travail de la Censure et du contrôle des publications, il a fallu obtenir les services d'un corps de traducteurs versés dans pas moins de trente et une langues étrangères, y compris les langues suivantes :

arabe	géorgien	portugais
bohémien	allemand	roumain
bulgare	grec	russe
chinois	hindi	slovaque
croate	hongrois	serbe
tchèque	italien	espagnol
danois	japonais	suédois
hollandais	letton	ukrainien
estonien	lituanien	yiddish
finlandais	norvégien	
flamand	polonais	

Pendant un an ou deux, un traducteur a été attaché au personnel de façon régulière pour les textes en allemand, mais cette exception mise à part, toutes les traductions destinées à la Censure de la presse étaient données à la pièce, et compte tenu de l'immense travail accompli, le coût a été raisonnable.

En plus des traductions faites spécialement pour notre service afin que les censeurs puissent examiner la correspondance et les imprimés suspects détournés et envoyés à notre bureau, les traducteurs ont travaillé durant la guerre pour presque tous les organismes gouvernementaux, y compris le ministère du Service naval, le ministère de la Milice et de la Défense, le ministère du Commerce, le ministère des Finances, le Conseil privé, le ministère des Mines, le ministère du Rétablissement civil des soldats, le ministère de la Justice, la Gendarmerie royale du Canada, le Service du contrôleur des vivres, le Département d'information publique, le ministère de la Sécurité publique et le ministère de l'Intérieur.

[253]

IMPRIMÉS PACIFISTES ET DÉLOYAUX

Certaines organisations et personnes ont tiré profit d'une période critique de la guerre pour mener une campagne active et insidieuse en faveur du pacifisme et dénoncer le service militaire et l'esprit national. Que leurs activités aient été ou non inspirées et financées par des sympathisants et des propagandistes ennemis, elles n'ont pas moins menacé d'avoir des conséquences malheureuses sur le recrutement et les efforts du Canada, alors concentrés sur les mesures de guerre.

La *Zion's Watch Tower Society* (qui adoptera en 1931 le nom de Témoins de Jéhovah), usant de ses diverses appellations comme *The International Bible Students Association*, *The Watch Tower Bible and Tract Society* et *The Associated Bible Students*, a été à l'origine de la tentative la mieux orchestrée et la plus opiniâtre d'imposer au pays des imprimés pacifistes et antipatriotiques aux propos outranciers. Grâce à ses sections bien organisées et à ses disciples zélés qui se trouvaient partout au Canada, cette organisation diffusait gratuitement une énorme quantité de tracts ou de feuillets bien imprimés, d'un caractère pacifiste et radical fort prononcé, où l'on déclarait que se mettre au service de l'État c'était désobéir au septième commandement et que le service militaire constituait un meurtre aux yeux de Dieu. On prenait les Saintes Écritures à témoin que l'ennemi teuton n'était que l'instrument du Tout-Puissant et on prédisait sans ambages que les Alliés ne pourraient résister à l'ennemi et perdraient la guerre. Les différentes congrégations

religieuses du Canada étaient accusées de conduite criminelle et démoniaque en raison de leur position patriotique à l'égard du recrutement, etc.

Nous venions à peine de prohiber, après un examen attentif et mure réflexion, les deux premières publications de cette organisation en vertu d'un mandat de la Censure que les autorités reconnues aux États-Unis de cette même organisation répandaient au Canada, de l'Atlantique au Pacifique, des centaines de milliers d'exemplaires d'une circulaire attaquant violemment le gouvernement et les autorités de la Censure et dénaturant impudemment et délibérément la mesure qui venait d'être prise, son origine et ses causes. Cela a été le signal d'une campagne de propagande nationale financée de façon fort généreuse et plutôt louche pendant laquelle une multitude de salles de spectacles ont été louées pour des réunions de masse où l'on devait censément protester contre l'intervention des autorités de la Censure, mais qui servaient en fait de théâtre à la propagande anti-recrutement et antipatriotique. À la lumière des procédés utilisés et de la présentation [254] intentionnellement déformée de l'activité de la Censure, un mandat a été émis qui plaçait tous les imprimés de ces organisations de propagande sous le coup de l'interdiction de la Censure.

Aptes l'entrée en guerre des États-Unis, les principaux responsables de la *Zion's Watch Tower Society* ont été reconnus coupables d'avoir diffusé de la propagande en vue de fomenter la trahison et ont été accusés d'avoir répandu de la propagande séditionnelle au sein de l'armée italienne.

COLLABORATION DES SERVICES DE TRANSPORT AVEC LES AUTORITÉS DE LA CENSURE

Une aide incalculable nous a été fournie par *l'Express Traffic Association*, les « compagnies d'informations », les compagnies ferroviaires et les autres entreprises de transport qui ont collaboré à la mise en œuvre des mesures visant à empêcher l'entrée au Canada d'imprimés interdits d'origine étrangère.

La très efficace censure postale, dirigée par le censeur en chef de la poste, veillait à retirer les imprimés prohibés du courrier du Canada mais la grande majorité des publications censurables importées au Canada, qu'il s'agit de livres, de

brochures, de revues ou de journaux, arrivaient en vrac, par fret ou cargaison et ne passaient jamais par les postes.

Dès qu'il était avisé de la délivrance d'un mandat interdisant une publication, le secrétaire de *l'Express Traffic Association* en informait toutes les compagnies de messageries, non seulement au Canada mais aussi aux États-Unis. De plus, l'association publiait à intervalles rapprochés des circulaires exhaustives et détaillées qu'elle distribuait à tous les dirigeants des compagnies de messagerie des deux pays et qui contenaient non seulement une liste descriptive complète de tous les imprimés interdits en vertu des décrets concernant la censure adoptés jusque-là, mais aussi un résumé bien assimilé des dispositions de ces décrets qui décrivaient les peines imposées à quiconque aidait à diffuser et à distribuer des imprimés interdits.

Les compagnies ferroviaires et de navigation qui faisaient la navette entre le Canada et les États-Unis ont aussi pris des mesures pour informer promptement leurs dirigeants de la délivrance de mandats de suppression visant les publications étrangères et chaque train se présentant à la frontière canadienne faisait l'objet d'une fouille minutieuse. Si des imprimés interdits étaient trouvés, dans le train ou en possession d'un passager, on s'en emparait avant que le convoi ne franchisse la frontière.

[255]

LES COMPAGNIES D'INFORMATIONS

Les grandes compagnies d'informations, comme la *Montreal News Company*, la *Toronto News Company*, la *Winnipeg News Company* et l'*American News Company*, qui ont récemment fusionné sous le nom de *American News Company*, ont contribué de façon très concrète à empêcher l'entrée au Canada d'imprimés interdits. Ces entreprises s'occupaient de la diffusion commerciale au Canada de presque tous les journaux, revues et autres publications périodiques imprimés aux États-Unis, et leur collaboration nous a été très utile pour appliquer les règlements de la Censure.

RELATIONS AVEC LA PRESSE DES ÉTATS-UNIS

Dans les premiers temps de la guerre, certains périodiques canadiens ont publié des articles discréditant l'attitude des Américains, ce qui a causé de l'agacement dans certains milieux de l'autre côté de la frontière et provoqué une riposte sur le même ton. Le censeur en chef de la presse a exposé l'affaire à tous les rédacteurs en chef canadiens désireux d'obtenir des résultats satisfaisants et a aussi envoyé des directives générales à l'ensemble des directeurs en insistant sur l'importance de s'abstenir de publier des commentaires de nature à susciter l'irritation aux États-Unis et dans d'autres pays neutres et à mettre ainsi les personnes favorables à la cause des Alliés dans une position plus difficile. Heureusement, il n'y a pas eu d'interruption sérieuse des relations amicales entre la presse de notre pays et celle des États-Unis pendant la période où il était très souhaitable que les meilleurs sentiments prévalent, pas plus d'ailleurs qu'à aucun moment durant la guerre.

Notre service s'est donné beaucoup de mal pour ne pas prendre de mesures qui, le moins déformées, auraient pu être considérées comme une tentative d'ingérence officieuse dans les affaires de la presse des États-Unis. Nous n'avons jamais ouvert de notre propre chef la correspondance d'un journal ou d'une autre publication imprimés chez nos voisins du Sud. Par contre, nous avons toujours répondu avec promptitude et cordialité aux rédacteurs en chef ou aux directeurs américains qui nous demandaient des renseignements sur la censure de la presse canadienne et sa portée sur la transmission de nouvelles ou sur la possibilité de diffuser certains imprimés au Canada. Nous avons accédé à toutes les demandes des journaux et des autres publications américaines de bonne réputation qui étaient distribués au Canada et qui désiraient recevoir des exemplaires des [256] règles et règlements relatifs à la censure de la presse et nous avons ainsi obtenu un concours fort utile de la part de publications influentes et à fort tirage des États-Unis.

Notre service ne devait prendre aucune mesure qui pouvait donner lieu à une accusation d'ingérence aux États-Unis. Cette règle que nous avons observée scrupuleusement a dans certains cas défavorisé les rédacteurs en chef et les directeurs américains. En effet, lorsque certaines publications, pour des motifs valables et

suffisants, sont tombées sous le coup d'une interdiction de la Censure de la presse, les rédacteurs en chef ont expliqué après la délivrance du mandat qu'ils auraient préféré se soumettre aux exigences de la Censure plutôt que de perdre leur droit de diffusion au Canada et cette éventualité était souvent une grande source d'inquiétude aux États-Unis. Toutefois, il est indéniable que nous avons adopté la seule voie possible car si nous avions pris l'habitude de donner aux publications américaines des conseils amicaux qui n'étaient pas sollicités, on aurait pu à juste titre considérer que nous nous immiscions dans les affaires de la presse d'un pays où une atteinte injustifiée à la liberté de presse inspire la même aversion qu'au Canada et dans l'ensemble de l'Empire.

Il est gratifiant de constater qu'au moment où la Censure de la presse canadienne exerçait ses activités, puis lorsqu'elle y a mis fin, elle s'est attiré de nombreuses mentions élogieuses dans la presse américaine et a reçu quantité de lettres louangeuses de membres distingués de la profession journalistique des États-Unis.

COMMUNICATION AVEC LES RESPONSABLES AMÉRICAINS

Immédiatement après l'entrée en guerre des États-Unis, nous avons transmis aux autorités compétentes à Washington des exemplaires des plus graves pièces à conviction que notre bureau avait accumulées sur les publications de propagande ennemie et utilisées pour faire interdire au Canada des publications censurables imprimées aux États-Unis. Il semble que ces renseignements ont entraîné la prise de mesures rapides qui ont donné de très bons résultats.

Qu'on me permette de citer un exemple. Avant l'entrée en guerre des États-Unis, un nommé Dan Wallace avait été associé à des éléments anti-britanniques représentés par *The Fatherland* et M. William Randolph Hearst. Ce monsieur s'intéressait à l'organisation d'associations anti-britanniques et proallemandes au sein des couches populaires de la population de Chicago et d'autres villes de l'Ouest et [257] se faisait passer pour l'auteur d'un volume intitulé *Revelations of an American Citizen in the British Army* (révélations d'un citoyen américain dans l'armée britannique), un tissu de mensonges virulents et éhontés qui, grâce aux activités de propagandistes ennemis, était très répandu aux États-Unis et dont on

tentait d'assurer la diffusion dans certaines parties du Canada. M. Wallace y prétendait avoir servi dans les armées britanniques et australiennes, non seulement en France et en Flandre, mais en Égypte et ailleurs, et il affirmait avoir été témoin de la conduite la plus outrageante de la part d'officiers et de soldats britanniques, y compris de nombreuses infractions à la loi internationale. Il se vantait même d'avoir personnellement tué au combat certains de ses supérieurs. Aussitôt que ce livre a été porté à la connaissance des autorités de la Censure de la presse canadienne et prohibé au Canada, un résumé du contenu a été envoyé à la division du renseignement du ministère de la Guerre. On a ainsi découvert que M. Wallace était un déserteur qui avait brièvement servi en Angleterre dans l'un des bataillons des Coldstream Guards.

Notre bureau a envoyé à Washington un exemplaire des dossiers de cette affaire et, peu après, M. Wallace était arrêté à Chicago, accusé de trahison et, en compagnie de sept complices, condamné en vertu de la loi sur l'espionnage à vingt ans d'emprisonnement au pénitencier fédéral de Levenworth. Le juge qui a rendu la sentence a décrit M. Wallace comme l'individu le plus dangereux qui avait jamais comparu devant lui.

Du jour de l'entrée en guerre des États-Unis jusqu'à l'Armistice, une relation assez intime a existé entre le service de la Censure de la presse canadienne et les divers services gouvernementaux américains engagés dans la poursuite de la guerre et s'intéressant de quelque façon à la publicité. Parmi les services américains avec lesquels le service de la Censure de la presse était en communication directe et régulière, mentionnons le Département d'information publique, le ministère des Postes, le ministère de la justice et le service des communications par câble de la marine, par l'entremise de son directeur.

CENSURE DE CERTAINES REVUES AMÉRICAINES

Quelque temps avant la délivrance de mandats interdisant la diffusion au Canada des journaux tristement célèbres de M. Hearst, on avait correspondu avec les rédacteurs en chef de certaines des revues de ce qu'on appelle le groupe Hearst concernant de la matière censurable qui était parue dans leurs pages. Craignant que les mandats lancés contre les quotidiens exploités par M. Hearst ne soient

suivis de [258] mandats prohibant la possession au Canada d'exemplaires des revues publiées par les sociétés dans lesquelles M. Hearst avait ou était censé avoir des intérêts, on a fait savoir au censeur en chef de la presse que les personnes qui administraient personnellement les revues en question étaient prêtes à soumettre volontairement à la censure de ce dernier les épreuves, les maquettes ou les exemplaires de lancement de leurs périodiques.

Estimant que la fonction de notre service consistait à bannir la matière censurable au Canada plutôt qu'à imposer un châtiment aux directeurs qui enfreignaient les exigences en matière de censure, nous avons promptement accepté cette proposition. D'autres considérations ont influé sur notre décision : la gestion et la direction immédiate de ces revues relevaient d'hommes jouissant d'une excellente réputation et occupant des postes supérieurs dans le milieu journalistique des États-Unis ; on ne trouvait pas dans ces revues les partis pris et les déformations venimeuses qui caractérisaient les journaux Hearst ; des milliers de personnes au Canada étaient abonnées à ces publications et auraient perdu la somme versée si les revues étaient interdites d'entrée au Canada. En outre, nous avons cru devoir saisir l'occasion ainsi offerte volontairement par les rédacteurs en chef et les directeurs d'exercer une influence salutaire en matière de censure sur un groupe de publications dont le tirage global s'élevait à environ un million d'exemplaires.

L'accord volontaire conclu entre le censeur en chef de la presse et *l'International Magazine Company* et ses rédacteurs en chef a été rigoureusement et honorablement respecté et des articles, des illustrations et des annonces censurables ont été éliminés à maintes reprises à la demande du censeur en chef de la presse. Les décisions des autorités de la Censure de la presse quant aux épreuves, aux maquettes ou aux exemplaires de lancement des revues n'ont jamais fait l'objet de la moindre discussion. L'accord concernant ce groupe de revues a été mis en pratique jusqu'au 1er janvier 1920, date de l'abrogation des décrets concernant la censure.

Les publications touchées par l'accord étaient les suivantes :

Cosmopolitan Magazine
Hearst's Magazine
Motor Magazine
Harper's Bazaar
Good Housekeeping
Motor Boating Magazine

[259]

PUBLICATION AU Canada DE NOUVELLES PROVENANT DES ÉTATS-UNIS

Avant l'entrée en guerre des États-Unis, il était quelquefois difficile de convaincre les rédacteurs en chef de l'importance de s'abstenir de diffuser certains communiqués auxquels on donnait de la publicité dans la presse des États-Unis, mais qui étaient jugés « censurables » selon les critères de la Censure de la presse.

Le personnel de la Censure de la presse a fait des efforts considérables pour empêcher la presse du Canada de publier, à la suite de certains journaux américains, des dépêches télégraphiques alarmantes, dangereuses et inspirées par l'ennemi. Au commencement de la guerre, il s'est trouvé des rédacteurs en chef qui ne voyaient guère la nécessité de se montrer très circonspect lorsqu'ils acceptaient de diffuser ici des nouvelles parues dans les journaux des États-Unis car toute la correspondance télégraphique passait entre les mains des censeurs des télécommunications en Europe et au Canada. Toutefois, on s'est en général vite rendu compte que les messages télégraphiques transcrits et revus dans les salles de rédaction américaines devenaient souvent absolument méconnaissables aux yeux des hommes qui les avaient censurés dans les stations des télécommunications.

La Censure de la presse a collaboré avec les autorités américaines qui en avait fait la demande pour obtenir le silence sur la mobilisation aux États-Unis et l'en-

voilà des troupes américaines outre-mer et lorsque celles-ci traversaient le Canada ou s'embarquaient dans des ports maritimes canadiens, nous gardions le secret en appliquant les mêmes règles que dans le cas des mouvements des troupes canadiennes.

CENSURE DU TÉLÉPHONE ET DU TÉLÉGRAPHE

La censure du télégraphe et du téléphone s'exerçait sensiblement de la même façon que la censure de la presse, les compagnies collaborant volontairement avec le censeur en chef afin d'empêcher la transmission et la livraison de messages censurables et dangereux et les responsables, les opérateurs et les commis au trafic agissant en qualité de censeur, en vertu de la *Loi sur les mesures de guerre*, sous l'autorité des directeurs des différentes compagnies, lesquelles se conformaient à leur tour aux instructions du censeur en chef de la presse. Le public ne subissait aucun inconvénient et les compagnies supportaient avec loyauté et de bon cœur les désagréments et les ennuis qu'on leur occasionnait. Les employés des compagnies de télégraphe ont toujours fait preuve de la [260] même fidélité dans leur désir de collaborer avec les autorités de la Censure que les membres de la profession journalistique.

Le 24 septembre 1914, on légalisait l'exercice d'une censure du téléphone et du télégraphe en temps de guerre en adoptant le décret C.P. 2409, dans lequel il était stipulé que le gouvernement canadien devait, pendant la guerre, gérer la transmission et la réception des messages télégraphiques et téléphoniques des entreprises, des personnes morales et des corps politiques qui exploitaient des lignes télégraphiques ou téléphoniques au Canada. Ce décret prévoyait que le ministre compétent, en délivrant un mandat, pouvait faire ce qui suit : prendre possession du matériel de télégraphe ou de téléphone au Canada et l'utiliser au service de Sa Majesté ; ordonner à quiconque de prendre ou autoriser quiconque à prendre la direction de la transmission des messages de toute compagnie de télégraphe ou de téléphone ; ordonner à telle compagnie de lui soumettre, à lui-même ou à quiconque autorisé à cette fin, tous télégrammes et messages ; ordonner que l'on arrête ou retarde la transmission d'un télégramme ou d'un message ou qu'on remette ce dernier à lui-même ou à son agent ; ordonner à une compagnie de ne

transmettre que par certains bureaux désignés par lui les dépêches transmises par télégraphe ou par téléphone à l'extérieur du Canada. Toute personne coupable d'infraction au décret était passible d'une amende n'excédant pas cinq mille dollars ou d'emprisonnement pour une période ne dépassant pas cinq ans, ou d'amende et d'emprisonnement.

Le 28 janvier 1915, on adoptait un décret (C.P. 202) qui désignait le ministre de la Justice comme la personne pouvant exercer le pouvoir confère par le décret du 24 septembre 1914 (C.P. 2409).

Très peu de temps après l'instauration de la Censure de la presse, il est devenu évident qu'en raison de la relation étroite unissant la presse d'information et les services du téléphone et du télégraphe, il serait impossible d'exercer une censure de la presse aussi minutieuse que l'exigeaient les conditions existantes si les personnes chargées d'administrer cette censure n'avaient pas le pouvoir immédiat de régler la transmission des messages téléphoniques et télégraphiques.

Par exemple, quelques jours après son entrée en activité, le service de la Censure de la presse a estimé d'un intérêt capital de garder un silence absolu sur les mouvements de certains navires qui transportaient des troupes et à qui on avait ordonné, pour des raisons importantes, de retourner au port alors qu'ils se trouvaient dans le golfe du Saint-Laurent. Afin de garder le secret sur cette affaire, il fallait absolument obtenir la collaboration des services du téléphone [261] et du télégraphe mais la crise s'est produite à un moment où il était impossible de demander au ministère de la justice d'intervenir et le censeur en chef de la presse a dû mettre personnellement les responsables des compagnies du téléphone et du télégraphe dans la confidence et leur expliquer la gravité évidente de la situation. D'un commun accord, nous avons décidé d'interrompre toutes les communications par fil entre la région de Québec et du golfe et les États-Unis. Il nous a paru injuste pour le personnel de la Censure et les compagnies touchées, et délicat pour les rédacteurs en chef à maints égards, que la collaboration des entreprises exploitant les communications par lignes terrestres repose entièrement sur des mesures volontaires en cas de problème urgent.

En outre, ce n'est pas seulement dans des moments critiques comme celui dont nous venons de parler, et ces moments sont survenus à plusieurs reprises, que les autorités de la Censure de la presse ont jugé nécessaire d'avoir le pouvoir légal de

gérer la transmission de dépêches téléphoniques et télégraphiques. Dans des conditions normales, l'une des plus grandes difficultés de notre service consistait à faire accepter aux journaux canadiens le caractère inégal de la compétition entre le Canada et les États-Unis quant à la parution des nouvelles et au tirage des publications. En effet, les Américains n'étaient pas disposés à observer les règlements de la Censure et pouvaient en toute liberté diffuser leurs journaux au Canada et y insérer les informations à teneur canadienne de leur choix, aussi dangereuses fussent-elles. On se disait donc que si l'administration de la censure du téléphone et du télégraphe relevait des autorités de la Censure de la presse, celles-ci pourraient au moins contrôler les envois de dépêches télégraphiques Canadiennes aux journaux américains et protéger ainsi les publications du pays de la concurrence injuste contre laquelle elles se montraient très naturellement récalcitrantes.

Les compagnies du télégraphe ont elles-mêmes annoncé qu'elles seraient soulagées qu'on les décharge durant la guerre de la responsabilité de transmettre sur leur réseau des dépêches et des messages personnels en rapport avec le conflit et qu'on énonce toutes les exigences des autorités engagées dans la guerre dans une série de règles et règlements bien définis qu'elles pourraient appliquer au trafic.

À l'époque, la situation concernant les communications télégraphiques et téléphoniques au Canada comportait un élément important et hors du commun, à savoir qu'on trouvait aux États-Unis des stations allemandes de sans-fil qui faisaient de la publicité pour la transmission de messages à destination et en provenance de [262] l'Allemagne. Comme il ne s'exerçait aucune censure efficace des messages télégraphiques et téléphoniques de ce côté-ci de la frontière et que nous avions des obligations légales envers des sociétés américaines alliées, il risquait fort de se produire des fuites de renseignements importants au Canada.

POUVOIR CONFÉRÉ AU CENSEUR EN CHEF DE LA PRESSE

La situation a été expliquée en détail au ministre de la Justice qui en vertu des décrets du 24 septembre 1914 et du 28 janvier 1915, a donné certaines directives aux différentes compagnies de télégraphe et de téléphone, le 14 août 1915 (voir la lettre ci-dessous), afin que celles-ci remettent au censeur en chef de la presse tous

les télégrammes et les messages que ce dernier pourrait leur demander. De plus, elles ont reçu l'ordre d'arrêter ou de retarder la transmission ou la livraison de télégrammes ou de messages lorsque le censeur en chef de la presse l'exigerait. A partir de ce moment, les diverses compagnies de téléphone et de télégraphe ont collaboré avec le service de la Censure de la presse de façon très étroite et extrêmement profitable. Notre bureau agissait en qualité d'intermédiaire entre les compagnies de téléphone et de télégraphe et les ministères gouvernementaux engagés dans la poursuite de la guerre et, durant la dernière ou les deux dernières années de nos activités, c'est par notre entremise que l'on communiquait avec des responsables de divers ministères du gouvernement américain.

Lettre du ministre de la Justice :

Ottawa, le 14 août 1915

Destinataires : Western Union Telegraph Company

Great North Western Telegraph Company

Canadian Pacific Telegraph Company

Grand Trunk Pacific Telegraph Company

VEUILLEZ PRENDRE NOTE qu'en vertu des décrets du 24 septembre 1914 et du 28 janvier 1915, je vous ordonne par la présente, à vous, chacune des compagnies mentionnées ci-dessus, de remettre au major Ernest J. Chambers, censeur en chef de la presse du Canada, lorsque celui-ci vous en fait la demande, tous les télégrammes et dépêches que vous aurez reçus ou qu'on vous aura remis en vue de leur transmission ou de leur livraison, et d'arrêter ou de retarder la [263] transmission ou la livraison de tels télégrammes ou dépêches, ou de remettre ceux-ci au major Ernest J. Chambers, à sa demande, et pour ce faire, le présent document doit constituer une autorité et un mandat suffisants.

DATÉ À OTTAWA ce quatorzième jour d'août 1915.

Le ministre de la justice

RÈGLES ET RÈGLEMENTS EN MATIÈRE DE CENSURE DU TÉLÉGRAPHE

Immédiatement après que le censeur en chef de la presse se soit vu confier la direction de la censure des services du télégraphe et du téléphone, il a tenu des réunions avec les représentants de toutes les compagnies et des méthodes de travail satisfaisantes ont été mises au point. Nous avons accepté toutes les suggestions raisonnables qu'on nous a faites pour que le personnel de ces compagnies puisse participer à la mise en œuvre d'une censure efficace et il n'y a jamais eu la moindre friction entre les autorités de la Censure et les compagnies de téléphone et de télégraphe. En effet, les cadres de toutes les compagnies et les responsables du service télégraphique gouvernemental ont manifesté un vif désir de collaborer avec les divers services gouvernementaux et de faire tout en leur pouvoir pour contribuer à la poursuite de la guerre.

Le 1er novembre 1915, on a passé un décret (C.P. 2073) qui transférait du ministre de la Justice au secrétaire d'État du Canada le pouvoir d'appliquer le décret du 24 septembre 1914.

Peu après l'entrée en activité de la Censure, alors que celle-ci fonctionnait selon des règles provisoires, les cadres des différentes compagnies de télégraphe et le censeur en chef de la presse ont pris part à une série de réunions et dressé une liste de règles et règlements simples mais complets pour guider la direction et les employés des compagnies de télégraphe. Ces règles et règlements ont été résumés dans une brochure privée et confidentielle dont un exemplaire numéroté a été expédié le 18 mars 1916 à chaque administrateur, opérateur de télégraphe et commis au trafic du service télégraphique gouvernemental et des diverses compagnies de télégraphe du Canada, y compris aux compagnies américaines qui exploitaient des lignes canadiennes. On a exigé un reçu pour chaque exemplaire de cette brochure.

[264]

QUELQUES RÉSULTATS - CENSURE DU TÉLÉGRAPHE

Tant que le dossier de la correspondance de notre bureau ne fera pas partie des archives publiques, les Canadiens ne sauront pas tout ce qu'ils doivent aux compagnies de télégraphe et de téléphone et à tous les télégraphistes qui ont servi leur pays avec loyauté et entrain durant la *guerre*. *C'était* une fonction peu spectaculaire mais néanmoins indispensable qui *exigeait une* vigilance constante et, dans bon nombre de cas, imposait un travail considérable aux responsables, aux opérateurs et aux commis au trafic qui *l'exerçaient*.

Il fallait garder le *secret sur* le mouvement au Canada *et le* transport outre-Atlantique des troupes canadiennes ainsi que de milliers de conscrits alliés et de coolies, sans parler de grandes quantités de munitions, de provisions de *guerre*, de lingots d'or, etc., et ce *secret n'aurait* pu être gardé sans la collaboration étroite et la *surveillance attentive et* indéfectible de tous les travailleurs des différents *services des* entreprises de téléphone et de télégraphe. D'ailleurs, la *censure du* télégraphe au Canada compte parmi les *mesures fort* utiles que nous avons prises pour découvrir les ramifications des propagandistes ennemis et révolutionnaires et faire échouer leurs desseins.

AIDE À LA PRESSE

À plusieurs reprises, *l'organisation* de la censure du télégraphe a apporté une aide *exceptionnelle* à la presse. Ainsi, après les événements *malheureux d'Halifax*, la *presse* et le public étaient très anxieux d'obtenir des informations concernant l'ampleur de la catastrophe et des *pertes mais* la communication télégraphique a d'abord été *entièrement coupée*, puis un rétablissement partiel n'a permis, dans les *heures qui* ont suivi, qu'une transmission fort limitée. Le trafic télégraphique était *naturellement* très congestionné et, en temps normal, la *presse n'aurait* eu pratiquement aucune chance d'expédier des rapports détaillés. Dans ces circonstances critiques, le *censeur en* chef de la *presse s'est* rendu compte que l'intérêt public

serait mieux servi si on facilitait l'envoi de dépêches. Il a alors fait valoir le pouvoir qui lui avait été conféré à titre de *censeur du télégraphe* et a donné des instructions pour que, mis à part les *messages urgents* de la Marine, de l'Armée et du *gouvernement*, la priorité soit accordée aux dépêches de la *presse*. Les journalistes canadiens ont donc pu, dans un laps de temps raisonnable, fournir au public des renseignements relativement [265] *exacts sur la situation et rassurer la population* inquiète d'une manière plus générale que ne l'aurait permis l'envoi de *messages personnels* dans l'ordre de la demande.

SERVICES RENDUS AUX GOUVERNEMENTS IMPÉRIAL ET INDIEN

À la demande des autorités impériales et indiennes, le *service de la censure du télégraphe* canadien a collaboré, de façon fort utile je crois, avec des agents du bureau des Indes et du Foreign Office, à *enrayer la révolution*, la propagande révolutionnaire et l'agitation qu'encourageait l'ennemi parmi les Hindous et autres Orientaux de la côte du Pacifique. Sur l'ordre du *censeur en chef* de la presse, le *service de la Censure du télégraphe* a *intercepté un grand nombre de messages chiffrés et codés* et notre bureau en a *promptement transmis* des exemplaires à des agents *secrets du gouvernement impérial* au Canada, aux États-Unis et à Londres. Nous avons confisqué quantité de *messages codés et chiffrés suspects de ce genre* et il est intéressant de noter que les *expéditeurs ou les destinataires* ne se sont jamais manifestés.

SERVICES RENDUS AU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

Alors que les États-Unis étaient *activement occupés* à enrôler et à *entraîner une armée* pour l'Europe, des agents *secrets du ministère de la Justice* de ce pays ont fait des démarches auprès du *censeur en chef de la presse en vue* d'obtenir la collaboration du *service de la Censure du télégraphe* pour *mettre au jour un complot censément ourdi* dans le but de miner les efforts que faisait le *gouvernement américain* pour *envoyer une force militaire compétente* outre-Atlantique. Des informations du *service secret américain* indiquaient que certains des conspirateurs

s'étaient installés à Montréal en vue de passer inaperçu mais ces individus suspects s'étaient fait repérés. On désirait s'assurer la collaboration du *télégraphe* afin que les responsables américains puissent « *mettre sur écoute* » certaines lignes privées louées par les présumés conspirateurs qui communiquaient ainsi avec des complices se trouvant dans des villes américaines. Nous avons autorisé les compagnies de télégraphe et de téléphone à installer les appareils nécessaires à l'écoute sur les lignes suspectes et permis aux agents du gouvernement des États-Unis d'agir en qualité d'agents du censeur en chef de la presse. Les lignes sont demeurées sous surveillance pendant plusieurs jours et les résultats obtenus ont été satisfaisants.

[266]

La censure du téléphone et du télégraphe a pris fin avec l'abrogation des divers décrets concernant la censure, le 31 décembre 1919, et l'avis de sanction a été communiqué aux directeurs de chaque compagnie le 29 décembre 1919.

La longueur des lignes télégraphiques et téléphoniques terrestres assujetties à la censure au Canada était comme suit :

Télégraphe	Milles (pôles)
Canadian pacific Railway Telegraphs	14 748
Great North Western Telegraph Company	10 084
Grand Trunk Pacific	5 192
Gouvernement canadien	11 792
	41 816
Téléphones	Milles (lignes)
Maritime Telephone Co., Nouvelle-Écosse	49 371
New Brunswick Telephone Co., Nouveau-Brunswick	31 131
Bell Telephone Company	917 822
Manitoba Government Telephone	176 854
Saskatchewan Government Telephone	176 891
Alberta Government Telephone	97 830
British Columbia Telephone Co.	144 614
	1 594 513

CENSURE EN TEMPS DE GUERRE AU Canada DE FILMS CINÉMATOGRAPHIQUES

Le service de la Censure de la presse a commencé à s'intéresser à la censure de films cinématographiques en temps de guerre parce que les annonces et les rubriques de films qui paraissaient dans les journaux créaient un lien étroit entre le cinéma et la presse. La publicité et les annonces de films censurables étaient elles-mêmes censurables, et de nombreux films censurables, certains de propagande d'origine ennemie, avaient été présentés dans certaines provinces canadiennes au début de la guerre. Afin de protéger la presse et d'empêcher qu'on ne s'en serve pour promouvoir la propagande ennemie par voie d'annonces de films cinématographiques, il était manifestement important de soumettre ceux-ci aux normes de la censure en temps de guerre.

[267]

Chaque province canadienne possède une commission de censure cinématographique chargée de délivrer des permis selon certaines modalités. Il nous aurait donc été facile de confier l'application des exigences de la Censure en temps de guerre à des hommes rompus à une partie importante de notre travail mais nous avons reconnu qu'il fallait éviter de toucher, même en apparence, à l'autorité des diverses commissions provinciales. Par conséquent, le censeur en chef de la presse n'a pris aucune disposition pour adresser des suggestions aux censeurs provinciaux sur la façon d'exercer la censure en temps de guerre, jusqu'à ce que de nombreuses plaintes nous parviennent de la presse de tous les coins du Canada et nous montrent qu'il était opportun de présenter les règles et règlements relatifs à la censure de la presse canadienne aux censeurs provinciaux afin que ceux-ci puissent se renseigner sur la question et appliquer des normes uniformes aux films ayant une relation quelconque avec la guerre.

Par conséquent, en septembre 1915, nous avons communiqué avec toutes les commissions de censure cinématographique provinciales du Canada et nous leur avons fait parvenir des exemplaires des règles et règlements relatifs à la censure de la presse afin qu'elles puissent prendre connaissance de ce que les autorités directement engagées dans la poursuite de la guerre considéraient comme de la

matière censurable. De cette manière, nous avons obtenu l'aide inestimable et cordiale des diverses commissions de censure cinématographique et les remerciements que nous avons reçus des censeurs provinciaux montraient combien ceux-ci s'étaient attachés depuis le début, tout en étant considérablement désavantagés par le manque d'information, à exclure des écrans canadiens des films qu'ils jugeaient répréhensibles du point de vue de la censure en temps de guerre.

LE CINÉMATOGRAPHE INCLUS DANS LES DÉCRETS

Le décret C.P. 146, adopté le 17 janvier 1917, prévoyait que la censure en temps de guerre s'appliquerait aux films cinématographiques présentés au Canada et les définitions de « matière censurable » étaient élargies pour comprendre les films cinématographiques.

À compter de ce jour, notre service a redoublé d'effort pour empêcher la présentation au Canada de films condamnables au point de vue de la censure en temps de guerre. Dans ce dossier, le personnel de notre service a continué de se montrer prudent afin d'éviter toute ingérence dans les fonctions exercées par les diverses commissions de censure provinciales. Celles-ci étaient normalement tenues au courant [268] des exigences de la Censure en temps de guerre et les censeurs provinciaux ont agi avec discernement et entrain pour s'assurer que les films considérés comme inadmissibles au point de vue de la censure en temps de guerre ne seraient pas diffusés. Il leur arrivait à l'occasion d'hésiter à se prononcer et ils refusaient alors de délivrer le permis d'exploitation jusqu'à ce que le censeur en chef de la presse puisse assister à une projection privée des films suspects. Les producteurs et les importateurs de films étaient habituellement tenus informés des exigences de la censure en temps de guerre et ils ont souvent demandé l'avis du censeur en chef de la presse lorsqu'ils avaient des doutes quant à un film. À la suite de ces consultations, plusieurs productions cinématographiques très importantes ont été entièrement remaniées sous la direction du censeur en chef de la presse afin de satisfaire aux exigences de la censure canadienne en temps de guerre.

Les importateurs de films au Canada ont exprimé le désir de recevoir des renseignements complets sur la catégorie de matière jugée répréhensible d'après les

règlements relatifs à la censure en temps de guerre. Par conséquent, le 23 février 1917, le censeur en chef de la presse a fait parvenir une circulaire aux directeurs de toutes les maisons de distribution canadiennes. Certaines maisons nous ont demandé des exemplaires additionnels afin de les distribuer aux sociétés productrices dont elles recevaient des films. Nous avons acquiescé à toutes ces demandes et constaté une très nette amélioration des films introduits au Canada. Le censeur en chef de la presse a eu l'occasion de comparer certains des films que nous recevions ici avec leur version américaine et il a pu observer que le montage des films destinés au Canada avait été fait conformément aux exigences des autorités de la Censure de la presse canadienne, des titres et des sous-titres spéciaux étant fournis, etc.

On ne peut guère sous-estimer l'importance de la censure des films cinématographiques en temps de guerre. Aux États-Unis, en 1916, treize millions de gens ont assisté dans vingt-cinq mille salles de cinéma à la projection de vingt-quatre mille milles de films par jour et, selon une déclaration de la *National State Bank* de la ville de New York, le Canada a importé cette même année pas moins de deux cent trente millions de pieds de films américains. Par ailleurs, les films importés au Canada sont restés à l'affiche pendant plusieurs mois.

FILMS DE PROPAGANDE ENNEMIE

Tous ceux qui connaissaient les dessous de la propagande ennemie en convenaient, il aurait été dangereux d'autoriser la présentation au Canada, sans les censurer, des films qui nous parvenaient des États-Unis [269] durant les premières années de la guerre. Il n'existait aucun doute dans l'esprit des personnes qui surveillaient la propagande ennemie aux États-Unis sur le fait que certains distributeurs actifs de ce pays, des Allemands en bonne partie, diffusaient en majorité des films de pure propagande. Ces derniers arrivaient de temps à autre sur des navires scandinaves et passaient librement les douanes américaines, à la demande des ambassades allemande et autrichienne, sous prétexte qu'ils avaient une valeur éducative. Il semble que l'on ait autorisé ce passage aux douanes sans trop se préoccuper du genre de films dont il s'agissait. M. Huber, consul général du consulat austro-hongrois de la ville de New York, a personnellement assumé la direction

d'une certaine maison de distribution en activité dans cette ville en 1915 et durant une partie de 1916. Des agents ennemis distribuaient non seulement les films dans les salles de cinéma publiques mais ils les montraient sans discontinuer partout où ils en avaient l'occasion, en particulier dans les établissements scolaires, dans les écoles du dimanche et aux membres des organisations paroissiales et de secours de toutes sortes.

Les consulats autrichien et allemand dirigeaient conjointement une autre maison de distribution de New York dont l'administrateur, ou supposé propriétaire, était financé par l'ambassade allemande à Washington. Assez curieusement, cet homme s'est retiré des affaires la semaine même où le comte Bernstorff a été renvoyé chez lui, la place a fermé et plus aucune réservation n'a été faite. Dans l'un des films offerts par cette maison, on tâchait de démontrer que la vie à Berlin était en temps de guerre aussi normale et aussi plaisante qu'en temps de paix et de nombreuses scènes étaient consacrées à la revue des troupes par le Kaiser et le prince héritier. Quant aux films qui devaient nous montrer les conditions au front, on les avait de toute évidence truqués. Certains d'entre eux avaient visiblement été tournés au New Jersey, d'autres étaient très vieux et avaient pour cadre le Berlin d'avant-guerre.

UN FILM TYPE DE PROPAGANDE ENNEMIE

Avant l'entrée en guerre des États-Unis, des films de propagande ennemie officiellement reconnus comme tels étaient diffusés publiquement dans ce pays et recevaient énormément de publicité. Comme on faisait des démarches en vue d'exporter un certain nombre de ces films au Canada, le censeur en chef de la presse a profité de ses [270] visites dans des villes américaines pour voir plusieurs d'entre eux que le journal de propagande allemande reconnu *The Fatherland*, publié dans la ville de New York, commanditait parfois ouvertement.

Germany at War était un film de propagande type dont il circulait un certain nombre de copies aux États-Unis. Le censeur en chef de la presse a saisi l'occasion d'assister à une projection dans un cinéma public à St. Paul, au Minnesota. On lisait au générique que le capitaine Boy-Ed, attaché naval célèbre de l'ambassade allemande à Washington, avait apporté le film aux États-Unis. Celui-ci était

supposé représenter l'armée allemande livrant combat dans la zone des batailles et la publicité précisait qu'on y montrait l'efficacité et l'invincibilité militaire allemande passant le test suprême du conflit. Il était expressément mentionné dans les annonces et le générique qu'aucune mise en scène n'avait été faite, que le tout avait été tourné dans le feu de l'action, alors qu'il était évident à qui avait la moindre connaissance d'ordre militaire que toutes les images de guerre avaient été élaborées pour l'occasion ou étaient tirées de photographies prises en temps de paix pendant des manœuvres ou les troupes allemandes portaient même leur tenue de cérémonie. Ce film et plusieurs autres du même genre étaient diffusés aux États-Unis sous les auspices de diverses organisations allemandes, joués au son d'une musique patriotique allemande dans des cinémas arborant le drapeau allemand, et on disait que les fonds recueillis étaient destinés à différentes causes de *The Fatherland*. Le fait que des démarches aient été entreprises pour assurer la projection publique de pareils films au Canada illustre bien la singularité de l'esprit allemand et la nécessité d'appliquer à la censure des films cinématographiques en temps de guerre des critères particuliers.

Le personnel de notre service se donnait beaucoup de mal pour se tenir au courant de la diffusion de ce genre de films de propagande ennemie, d'ailleurs facilement reconnaissables, et il communiquait aux autorités des douanes et de la police ainsi qu'aux commissions de censure provinciales les renseignements qu'il pouvait se procurer à ce sujet.

Durant l'hiver de 1918, les censeurs des différentes commissions provinciales ont remarqué que certains producteurs suspects avaient tendance à envoyer au Canada des films visant à suggérer que la situation des Alliés était complètement désespérée. Plusieurs de ces films ont été soumis sur-le-champ à notre service en vue d'y être censurés et nous avons constaté qu'ils donnaient une image idéalisée complètement [271] fausse et ridicule du caractère national allemand et de la psychologie allemande et qu'ils magnifiaient la puissance et les prouesses allemandes à un point tel que c'en était absurde. L'Allemagne était décrite comme absolument imbattable sur terre, sur mer, sous la mer et dans les airs. Les forces terrestres, navales et aériennes allemandes étaient représentées comme des entités libres d'agir à leur guise et imposant partout leur volonté maligne, apparemment sans empêchement ni entrave. Les peuples belge, anglais, etc., étaient dépeints comme de pauvres impuissants qui vivaient dans l'insouciance et une ignorance bienheu-

reuse du sort que les Allemands leur réservaient. On avait incorporé dans l'un de ces films le retour triomphal de flottes de combat allemandes qui faisaient fièrement leur entrée dans des ports d'attache décorés, et si le scénariste et les producteurs avaient voulu convaincre le monde que l'Allemagne avait la terre entière à ses pieds, ils n'auraient pas mieux fait.

À peu près à la même époque, on a attiré l'attention du censeur en chef de la presse sur le fait qu'un groupe inusité de films était entré au Canada et montrait l'Angleterre et les Anglais sous un jour très censurable.

FILMS DONNANT UNE FAUSSE IMPRESSION DES PAYS ALLIÉS

En ce qui concerne la censure des films, nous avons souvent jugé nécessaire d'insister pour obtenir l'élimination de titres ou de sous-titres qui discréditaient plusieurs des Alliés et, dans le cas d'une série de films très complexes où l'on tenait des propos outrageants sur le Japon, nous avons exigé que l'on remanie le film en entier, y compris que l'on change les titres et les sous-titres, rebaptise de nombreux personnages et supprime toutes les allusions directes ou indirectes aux prétendues visées japonaises sur les États-Unis. Cela vaut peut-être la peine de mentionner qu'après l'entrée en guerre des États-Unis, les responsables du gouvernement américain ont demandé que toutes les copies de ce film soient retirées du marché dans leur forme originale et qu'on leur substitue la version censurée et remaniée à l'instigation de la censure canadienne.

On a aussi attiré l'attention du censeur en chef de la presse sur un autre film aussi complexe qui contenait des critiques graves à l'endroit de la Chine et nous avons insisté pour que le film subisse des modifications importantes, ce qui a été fait.

[272]

***FILMS COMPROMETTANT
NOS RELATIONS AMICALES
AVEC LES ÉTATS-UNIS***

À un moment donné, un élément des films importés des États-Unis a risqué d'avoir un effet perturbateur sur l'esprit de bon voisinage qui prévaut dans notre pays, à savoir la mise en valeur exagérée, dans les actualités, non seulement des institutions et des réalisations des États-Unis, mais aussi de celles de l'ennemi. À une époque où les plus braves de nos concitoyens s'engageaient pour défendre un magnifique idéal, les esprits étaient très impressionnables et le fait que la moyenne des actualités soulignaient des réussites des pays ennemis ou neutres et ne contenaient rien, ou presque rien, qui évoque les espoirs, les sacrifices ou l'existence du Canada et de l'Empire auquel il appartenait, a provoqué un sentiment général d'irritation qui a commencé à se traduire par des manifestations hostiles dans les salles de cinéma et des protestations indignées dans la presse. Les journaux et la correspondance qui arrivaient directement à notre bureau indiquaient que la question avait fortement soulevé l'opinion publique qui, en particulier, s'opposait à grands cris à l'exploitation du patriotisme, des activités, des opinions et du drapeau des États-Unis à un moment où ce pays jouissait des avantages de la neutralité alors que le Canada menait une lutte désespérée pour une juste cause.

Conformément à la pratique du service de la Censure de la presse de faire tout en son pouvoir pour empêcher la diffusion de matière pouvant compromettre les relations amicales du Canada avec les puissances neutres, le censeur en chef de la presse a signifié aux chefs de file de l'industrie du cinéma des États-Unis et du Canada que si aucun changement n'était apporté dans le choix et le contenu des films américains envoyés au Canada, il recommanderait la prise de mesures légales en vertu des lois concernant la censure en temps de guerre afin que les relations amicales existant entre nos deux pays ne soient pas sérieusement compromises. Les démarches ainsi faites ont apparemment eu quelque effet.

Les personnes du milieu cinématographique canadien que l'on a interrogées sur la question à ce moment-là ont expliqué qu'elles donneraient volontiers la pré-

férence à des films réalisés par des Britanniques et d'autres Alliés, s'il était possible de se procurer de tels films, mais comme l'état de guerre avait pratiquement aboli l'industrie cinématographique en Europe, les autorités du milieu du cinéma au Canada dépendaient entièrement de la production des sociétés américaines et on savait que nombre d'entre elles étaient dirigées par des hommes d'origine ennemie ou sympathiques à l'ennemi.

[273]

FILMS DE GUERRE BRITANNIQUES

En septembre 1916, remarquant que le ministère de la Guerre britannique avait autorisé le tournage d'une série de films dans le but d'illustrer diverses phases du travail de guerre en Grande-Bretagne, le censeur en chef de la presse a communiqué avec les représentants du cinéma au Canada et les censeurs des commissions provinciales et les a exhortés à prendre des dispositions pour acquérir ces films et les présenter au Canada. Au même moment commençait une correspondance directe avec les autorités du ministère de la Guerre en vue de découvrir comment nous pourrions nous procurer pour les salles de cinéma canadiennes les films de guerre présentés en Grande-Bretagne et la nécessité d'exploiter les films britanniques au Canada était soulignée.

Ce n'est qu'à la fin de 1916 que le premier film de guerre britannique a été diffusé au Canada et, quelques mois plus tard, le premier d'une série de films de guerre canadiens officiels était lancé.

Au début du conflit, les films de guerre de toutes sortes, documentaires ou de fiction, attiraient beaucoup l'attention et remplissaient les salles, mais à mesure que la guerre progressait et que le nombre des pertes canadiennes augmentait, le public a rapidement eu moins envie de voir ce sujet porté à l'écran. Les films de la zone de guerre étaient tous censurés en Grande-Bretagne ou en France et même si tous les éléments destinés à transmettre des renseignements utiles à l'ennemi étaient soigneusement éliminés, nous avons vite constaté qu'il faudrait se montrer circonspect lorsque nous censurons ces films au Canada afin de ne pas miner le moral de la nation.

La diffusion de ces films au Canada devait reposer sur d'autres critères que ceux utilisés en Europe. Les conditions et l'atmosphère ne sont pas les mêmes ici que sur le vieux continent et la mentalité des gens n'est pas non plus tout à fait la même. Étant éloignés du théâtre des opérations, les Canadiens étaient peut-être doublement affectés et effrayés par les horreurs de la guerre. Quoi qu'il en soit, lors de la présentation de ces films à Ottawa et dans d'autres villes canadiennes, des femmes ont fait une crise de nerfs en voyant des scènes très dures de la guerre qui avaient été projetées en Angleterre sans susciter de telles réactions.

On a attiré l'attention du censeur en chef sur l'un des tous premiers films de guerre britanniques qui passait dans des salles de cinéma à Ottawa et qui contenait des scènes de nature à nuire sérieusement au recrutement, alors volontaire, parce qu'il mettait l'accent sur les horreurs de la guerre et les conditions misérables qui régnaient dans [274] les zones de bataille. Plusieurs centaines de pieds de scènes macabres ont été jugés censurables et leur coupure ordonnée, mais l'exploitant a décliné toute responsabilité, car un contrat liait l'importateur canadien au comité cinématographique du ministère de la Guerre. Le soir suivant, le film a donc été présenté en entier devant une salle comble et il a déclenché une violente crise de nerfs chez certaines femmes dont un fils ou le mari était au front, ce qui a eu pour effet de choquer tout à fait l'auditoire. Le censeur en chef de la presse a encore une fois protesté officiellement, les coupures ordonnées ont été faites et on a remis la partie du film éliminée au censeur en chef qui l'a fait détruire.

Les hostilités se poursuivaient depuis quelque temps et le jour où les premiers films de guerre canadiens sont arrivés, le public commençait à se lasser de ce genre de représentation. Avant d'être distribués dans le commerce et offerts au public, les films de guerre canadiens officiels ont été envoyés au ministère de la Milice. Lorsque le quartier général les a reçus, il les a transmis au censeur en chef de la presse qui a demandé pour les censurer l'aide et les conseils d'officiers du personnel du quartier général qui avaient été en service actif en Europe. Nous avons soigneusement éliminé toutes les séquences macabres, mais l'engouement du public pour les films de guerre est vite tombé, surtout parce que les premiers étaient sinistres et montraient des détails fort déplaisants.

Des l'hiver de 1917, les censeurs des commissions provinciales et les directeurs des salles de cinéma ont expliqué au censeur en chef de la presse que, d'après eux, on servirait l'intérêt public en prenant des mesures pour empêcher la

présentation de tous les films montrant des événements au front. Ces messieurs avaient graduellement informé l'opinion que tous ces films entravaient la cause du recrutement et étaient de surcroît cruels car ils impressionnaient péniblement les parents des militaires ayant perdu la vie au front ou s'y battant encore. Selon ces mêmes personnes, si une censure minutieuse pouvait supprimer les séquences les plus effrayantes et les plus susceptibles de nuire au recrutement, il n'en demeurerait pas moins que toutes les scènes de pareils films attristaient inévitablement le cœur des parents des soldats et accentuaient la timidité des jeunes hommes que leur manque de courage tenait loin des stations de recrutement.

Ces suggestions dont pas eu de suite.

[275]

Certains journaux américains interdits en vertu des lois concernant la censure en temps de guerre, et plus particulièrement ceux du groupe Hearst, utilisaient la Publicité des films pour afficher leur nom, sans doute dans l'espoir de retrouver un jour au Canada le fort tirage qu'ils avaient sacrifié par leur attitude hostile durant la guerre. Le censeur en chef de la presse, mis au courant de ce fait, a avisé tous les directeurs des maisons de distribution au Canada, le 18 septembre 1917, que c'était une infraction en vertu de la *Loi sur les mesures de guerre* de diffuser des extraits de publications prohibées. Après l'envoi de cet avis, pareille matière censurable a pratiquement disparu des annonces de films.

Quant aux activités des commissions provinciales consistant à assister à la projection de films et à refuser un permis d'exploitation à ceux qui se révélaient censurables, quelques censeurs provinciaux ont déclaré au censeur en chef de la presse qu'ils croyaient souhaitable qu'on les autorise à saisir, parmi les films qu'on leur soumettait, ceux qui étaient de toute évidence censurables au point de vue national ou manifestement le produit de propagandistes proennemis aux États-Unis qui tentaient sans contredit d'imposer des films de nature à amollir l'esprit national et à aider la cause de l'ennemi auprès des Canadiens. Cette proposition a été transmise aux autorités compétentes mais n'a donné lieu à aucune mesure.

***CENSURE EN TEMPS DE GUERRE DES PIÈCES
DE THÉÂTRE ET DES SPECTACLES
DE MUSIC-HALL***

En dépit des efforts visant à entourer nos activités de discrétion, la Censure de la presse était le service le plus connu du public, et notre bureau a reçu, peu de temps après son ouverture, de nombreuses plaintes concernant le caractère de nombreux « numéros » et pièces de théâtre présentés sur scène. Le censeur en chef de la presse a d'abord hésité à prendre des mesures dans cette affaire et s'est contenté de signaler à la presse qu'il serait souhaitable que la rédaction refuse d'approuver et d'annoncer les spectacles pouvant avoir un effet pernicieux sur l'opinion publique pour ce qui était de la poursuite de la guerre ou de la relation amicale existant entre le Canada et les États-Unis ou les autres pays neutres ou allies.

Nous avons continué de recevoir des lettres contenant des plaintes, mais aussi de l'information qui confirmait nos soupçons, c'est-à-dire que l'ennemi se servait de séances musicales et théâtrales pour se livrer à des tentatives de propagande insidieuse en faveur de la paix. [276] De partout au pays, des hommes haut placés et indéniablement des hommes de jugement ont communiqué avec le censeur en chef de la presse et lui ont fait remarquer que les chansons de certains vaudevilles exprimaient une envie pathétique de la paix à tout prix et visaient de toute évidence à provoquer un sentiment de lassitude à l'égard de la guerre. Nous avons donc recommandé encore une fois aux rédacteurs en chef de charger leurs critiques musicaux et dramatiques de tenter de décourager la présentation de tels spectacles et cet avis a donné de bons résultats. Nous avons aussi demandé aux rédacteurs en chef de nous faire un rapport sur les personnes qui présentaient des attractions musicales et dramatiques censurables, et les renseignements reçus ont été promptement remis à la police. Ces mesures ont mis fin aux plaintes.

Durant les derniers mois de la guerre, les autorités de la Gendarmerie royale du Canada ont attiré notre attention sur le fait que certaines organisations plus ou moins patriotiques exploitaient la scène pour y faire de la propagande révolution-

naire et pacifiste outrancière. Par exemple, des organisations de tendance bolchevique marquée présentaient dans certaines parties de l'ouest du pays, à intervalles rapprochés, des pièces d'amateur qui faisaient manifestement partie d'une propagande conçue pour dégoûter les gens de la guerre ou fomenter un esprit révolutionnaire dans le pays. Nous avons communiqué avec les journaux qui publiaient les annonces de ces pièces et cela a donné des résultats satisfaisants. Nous avons aussi écrit aux personnes qui imprimaient les programmes et à celles qui contournaient les règles pour annoncer ces spectacles et nous leur avons fait remarquer qu'elles se rendaient passibles de poursuites en imprimant des documents destinés à promouvoir une propagande de nature à nuire à la poursuite de la guerre.

Certaines provinces employaient des censeurs dramatiques et nous avons abordé le sujet avec eux. J'aimerais notamment mentionner combien nous avons apprécié l'aide précieuse que nous a apportée M. William Banks, censeur dramatique de la province d'Ontario à Toronto, dans cette phase particulière du travail de la Censure. M. Banks a usé de son influence afin d'obtenir la collaboration active des milieux théâtraux et musicaux de la province pour exclure les pièces et les numéros contenant des éléments qui pouvaient être jugés censurables à la lumière de la situation et des règlements de la censure en temps de guerre.

[277]

PROPAGANDE ENNEMIE PAR VOIE DE DISQUES DE PHONOGRAPHE

Notre intervention dans le domaine des reproductions phonographiques offre un autre exemple intéressant des ramifications de la propagande ennemie et de l'extension inattendue des activités de la Censure de la presse.

Durant l'été de 1916, le censeur en chef de la presse a été avisé, par l'entremise du Service de renseignement militaire et du directeur de la Police fédérale, qu'on introduisait au Canada des disques, destinés aux habitants d'origine ennemie, sur lesquels se trouvaient entre autres des chansons, des dialogues et des discours patriotiques allemands et autrichiens fort enflammés. Ces disques étaient diffusés grâce à des catalogues spéciaux et par l'entremise de colporteurs représentant des

maisons d'importation où, avant l'entrée en guerre des États-Unis, il régnait une certaine sympathie à l'égard des organismes ennemis de ce pays. On a remarqué que dans des bars et d'autres lieux fréquentés par des étrangers de nationalité ennemie, des chansons comme *The Watch over the Rhine* et l'hymne national autrichien tournaient constamment et les agents du renseignement militaire et la police ont naturellement soupçonné que cela faisait partie d'un plan astucieux pour entretenir l'ardeur nationaliste des étrangers de nationalité ennemie et des Canadiens d'origine ennemie.

Le censeur en chef de la presse a immédiatement pris des mesures pour obtenir des renseignements complets sur la question et, chose curieuse, pendant que l'on menait l'enquête, un document est venu corroborer l'hypothèse selon laquelle l'ennemi avait ajouté le phonographe à sa machine de propagande. En effet, une dépêche télégraphique précisait que tous les disques importés en Russie (c'était avant la révolution) seraient dorénavant censurés car on avait découvert qu'un grand nombre de disques d'origine allemande, au lieu des morceaux de musique inoffensifs indiqués sur l'étiquette, étaient véritablement des enregistrements de satires antirusses fielleuses et d'exposés grotesques, en russe, sur la situation militaire et intérieure de la Russie.

Comprenant que la Censure de la presse pourrait bien servir à contrer la diffusion de publications offrant des objets censurables, nous nous sommes procuré les catalogues des principaux importateurs et des compagnies productrices de disques au Canada. Nous avons constaté que, en plus de deux très grandes entreprises de fabrication de disques pour phonographe au Canada, pas moins d'une douzaine de grandes entreprises du Dominion importaient des disques manufacturés [278] ailleurs. Enfin, on comptait un nombre incalculable de petits marchands de disques et libraires repartis dans tout le Canada qui faisaient venir eux aussi des disques en diverses langues, généralement de New York ou de Chicago. Nous avons examiné les catalogues, en particulier ceux qui étaient récents et dans une langue étrangère, et nous avons découvert qu'il se vendait au Canada et se colportait plus ou moins activement quantité de disques de nature à éveiller un sentiment de sympathie pour l'ennemi chez les habitants d'origine étrangère et à stimuler l'hostilité envers les Nations unies dans le combat contre les alliés teutons. Un catalogue imprimé en allemand par un marchand canadien offrait pas moins de trente-cinq disques de toute évidence censurables ; voici certains titres :

That I Owe to Thee My Country (je vous dois mon pays)
Germany Above All (l'Allemagne avant tout)
Dear Hometand (chère mère patrie)
Oh Thou, Austria, my Country (ô toi, l'Autriche, mon pays)
Hoch Habsburg (vive les Habsbourg)
Glory to the Hohenzollern (gloire aux Hohenzollern)
Princes of Germany (les princes de l'Allemagne)
Songs of Bavaria (chansons de Bavière)
Smart Troops (des troupes futées)
Trooping of the Castle Guard in Berlin (parade de la garde du palais à Berlin)
Changing of the Castle Guard in Vienna
 (changement de la garde du palais à Vienne)
Says Russia, Says England, Says France (dit la Russie, dit l'Angleterre, dit la France)
Says Germany (dit l'Allemagne)
Prayer During Battle (prière durant la bataille)
What if the Rhine Were Not There (et si le Rhin n'était pas là)
Cavalry Song (Up Comrades) (chanson de cavalerie - debout camarades)
Austria Is Filled with all Honour and Glory (l'Autriche est pleine de gloire et d'honneur)
German Spirit and German Arms (l'esprit allemand et les armes allemandes)
Soldiers' March from the World War (la marche des soldats de la guerre mondiale)
Just as in 1870 (comme en 1870)
 [279]
They Get their Thrashing all the Same (ils reçoivent quand même une volée)
The Heart on the Rhine (le cœur sur le Rhin)
The Dream of a Reservist (le rêve d'un réserviste)

À la suite des renseignements obtenus au cours de l'enquête mentionnée ci-dessus, une circulaire a été expédiée à tous les manufacturiers et importateurs de disques que l'on avait pu trouver. Cette lettre attirait l'attention de l'industrie du phonographe sur l'importance et la nécessité de retirer du marché, durant la guerre, les disques de musique ou d'enregistrements de tout autre forme d'expression qui portaient sans conteste des traces distinctives de patriotisme allemand, autrichien, turc ou bulgare. Nous nous sommes donné beaucoup de mal pour expliquer

que nous ne nous opposions pas à la musique ennemie simplement parce c'était de la musique ennemie et nous n'avons fait aucune exception pour les disques des compositeurs classiques étrangers qui n'étaient pas clairement de nature à éveiller ou à promouvoir un sentiment national hostile parmi la population d'origine ennemie au Canada. Une liste d'exemples de disques considérés comme condamnables d'un point de vue de la censure en temps de guerre accompagnait chaque circulaire.

La réaction de l'industrie du phonographe du Canada a été très satisfaisante. Les firmes et les manufacturiers canadiens, en particulier, ont accepté d'interrompre la fabrication et la distribution de disques susceptibles d'aider la cause ennemie. En fait, ils avaient déjà, avec les principales maisons d'importation, pris la sage précaution de retirer du marché de nombreux disques qu'ils estimaient dangereux. Certains des manufacturiers les plus importants des États-Unis nous ont aussi promis de collaborer activement à cette entreprise. Les principaux catalogues de l'industrie du phonographe ont été soumis à notre service qui a censuré toutes les inscriptions de disques manifestement dangereux.

Le décret adopté le 21 mai 1918 modifiait le Code des décrets concernant la censure et contenait une disposition selon laquelle était considérée comme « matière censurable » toute reproduction phonographique destinée à soulever et à propager un sentiment national hostile parmi la population originaire d'un pays ennemi résidant au Canada. Ce fait a été promptement communiqué à toutes les personnes ayant des liens avec l'industrie du phonographe au Canada et les résultats ont été satisfaisants.

[280]

En rapport avec cette question, il est intéressant de noter que l'une des premières mesures des délégués du Parti communiste d'Amérique à la convention tenue à Cleveland, en Ohio, le 2 septembre 1919, a été d'adopter une résolution visant à utiliser les disques de *l'Internationale* et d'autres chansons de la Russie soviétique pour répandre la propagande radicale.

RELATIONS AVEC LE CLERGÉ

Alors que l'inquiétude au sujet du transport outre-mer des renforts de l'armée canadienne était à son comble et que nous faisons tout en notre pouvoir pour obtenir un silence complet sur le mouvement des troupes, plusieurs fuites d'information très dangereuses se sont produites. En effet, avant la diffusion des communiqués officiels, des membres du clergé ont annoncé en chaire la réception de câbligrammes provenant de membres ou de parents de l'assemblée des fidèles et indiquant le départ ou l'arrivée de navires avec des troupes à bord. Dans d'autres cas, des membres du clergé, en mentionnant des pertes au front, ont révélé des renseignements en dérogation directe aux exigences en matière de censure imposées par les officiers généraux commandants en chef en campagne.

Les annonces en chaire faisaient une telle publicité à l'information que certains journaux, compte tenu de la compétition acharnée dans la course aux nouvelles, se sont naturellement estimés justifiés d'en publier des comptes rendus.

L'expérience nous avait démontré que l'une des façons les plus efficaces d'arriver à nos fins était de réprimer les nouvelles censurables à la source, ou aussi près que possible de la source. Quand la chaire a semblé de plus en plus en voie de devenir un lieu de dissémination pour des renseignements que les autorités de la Censure essayaient de taire, nous avons communiqué avec les ecclésiastiques qui faisaient le genre d'annonces mentionnées ci-dessus. Nous avons aussi abordé le sujet avec des représentants qui occupaient des postes officiels au sein de leur congrégation respective et nous leur avons fait parvenir un exemplaire des règles et règlements relatifs à la censure de la presse, pour leur information et celle de leurs frères ecclésiastiques. Nous avons de la sorte réussi à éliminer le réseau national de diffusion d'information censurable qui risquait à un moment donné de se constituer du haut des chaires. De plus, nous avons profité des voies de communication ainsi établies entre notre bureau et certains ecclésiastiques pour attirer l'attention du clergé sur la possibilité qui lui était donnée de contribuer à la victoire en entretenant l'ardeur patriotique dans tout le pays.

Une situation quelque peu délicate s'est présentée par rapport aux divers lieux de culte de l'Ouest où l'on s'exprimait dans une langue étrangère. Des personnes, notamment des policiers, avaient signalé qu'un grand nombre de ces endroits étaient devenus des centres de propagande et d'agitation proennemis, en particulier ceux où les langues allemande et ruthénienne étaient employées. Notre bureau avait reçu un rapport des services secrets indiquant que la seule ville de Winnipeg comptait quarante lieux de culte où se manifestaient ouvertement des sympathies proennemies. Les autorités compétentes ont étudié l'affaire et le censeur en chef de la presse est entré en communication avec des membres représentatifs des diverses doctrines afin de les informer des exigences de la Censure et du danger de faire des déclarations proclamées censurable dans les décrets. Au même moment, nous avons entrepris de nous procurer des exemplaires des imprimés confessionnels, y compris des dépliants des écoles du dimanche, qui circulaient parmi les membres des congrégations des lieux de culte en question. Par la suite, quelques-unes de ces publications ont été interdites et les éditeurs de plusieurs autres ont été avertis qu'il était important de ne pas contrevenir aux règlements de la censure.

CONTRE-PROPAGANDE

Après l'établissement du Département d'information publique, on a jugé que la contre-propagande relevait de la compétence de celui-ci, tout comme certaines activités de même genre dont s'occupait auparavant le service de la Censure de la presse. La situation a été expliquée au cours d'une rencontre entre le censeur en chef de la presse et le directeur de l'Information publique, peu après la nomination de ce dernier.

Comme nous l'avons fait remarquer dans une autre partie du présent rapport, la diffusion de propagande radicale ou bolchevique outrancière prenait beaucoup de notre temps. La Censure de la presse accomplissait du beau travail en retirant de la circulation au Canada une multitude de publications d'un type incontestablement anarchique où, dans toutes les langues, on prônait ouvertement la résistance armée à l'autorité reconnue, invectivait et même défiait toute autorité constituée, tournait en ridicule l'esprit national et le patriotisme et, souvent, tenait pour méprisables les congrégations religieuses du pays et les comparait à de simples

courtisanes du pouvoir gouvernemental. C'était néanmoins l'évidence même, le fait d'interdire de telles publications entraînait des conséquences peu satisfaisantes sous un aspect précis.

[282]

Les agitateurs professionnels avaient, jusqu'à un certain point, la possibilité de poursuivre leurs activités, ce qu'ils faisaient en tenant des réunions, en donnant des entrevues, en diffusant secrètement des imprimés interdits, en publiant de nouveaux livres, pamphlets, etc. Pendant ce temps, ils ne rataient pas une occasion de se faire passer pour les martyrs d'une répression autocratique injuste. Ils tiraient même parti, d'une certaine façon, des restrictions imposées à la diffusion de tant d'imprimés empoisonnés car l'intervention de la Censure empêchait les classes de la société respectueuses des lois de se former une idée exacte de la nature extrêmement révolutionnaire de la majorité de cette propagande et de bien se rendre compte des dangers réels que courait le pays. C'était regrettable et la police, le service de la Censure et les personnes bien au courant de cette menace reconnaissaient qu'une bonne partie du succès de la propagande révolutionnaire tenait au fait que personne n'était chargé de dénoncer les inexactitudes et les sophismes philosophiques sur lesquels reposent le bolchevisme et le socialisme outrancier.

Nous désirions confier des échantillons des imprimés exposant les principes et les mesures préconisées par les agitateurs à des personnes que leur instruction et leur position rendaient capables et susceptibles de combattre cette propagande insidieuse. Au début de 1919, le censeur en chef de la presse s'est donc procuré des exemplaires de publications bolcheviques types dont la diffusion avait été interdite au Canada en vertu du Code des décrets concernant la censure et de l'Ordonnance concernant les publications en langue étrangère, et il les a envoyés, sous le sceau du secret, aux recteurs des principales universités canadiennes, à quelques journalistes représentatifs et fiables que la question pouvait intéresser, à des caricaturistes, à des hommes de lettres éminents et à des représentants de divers organismes s'occupant de mouvements nationaux de toutes sortes.

Les dossiers de la presse ainsi que ceux de notre bureau indiquent que ces mesures ont donné de bons résultats.

LE RENSEIGNEMENT MILITAIRE ET NAVAL

Le personnel du service de la Censure de la presse n'a jamais perdu de vue que l'un des objectifs et des buts de la Censure en temps de guerre consiste à obtenir des renseignements utiles pour les autorités militaires et navales et d'autres groupes participant directement à la poursuite de la guerre.

[283]

De l'instauration de la Censure jusqu'à la rédaction des clauses de paix, notre bureau a reçu de l'information relative au conflit par l'entremise des diverses ramifications du service et nous avons régulièrement fourni des rapports au quartier général militaire, au ministère du Service naval, à la Police fédérale, à la Gendarmerie royale du Canada et, occasionnellement, aux autorités de la Censure d'outre-mer et des pays alliés. J'ai toutes les raisons de croire que bon nombre des renseignements transmis à notre bureau par la presse et ses diverses agences se sont révélées d'une valeur considérable sur le plan militaire.

DÉMOBILISATION DU SERVICE DE LA CENSURE DE LA PRESSE

Le jour suivant la signature de l'armistice, le 11 novembre 1918, le censeur en chef de la presse a consulté les autorités militaires et navales compétentes du pays sur la nécessité de garder le service de la Censure en activité. Il a aussi communiqué avec les autorités centrales de la Censure d'outre-mer, par câble, et a demandé à être promptement informé de tout assouplissement de la censure que l'on jugerait pouvoir autoriser sans danger. Les premiers câblogrammes arrivés en réponse à cette demande indiquaient clairement que la guerre n'était pas encore terminée et que l'armistice pouvait être abrogé à quelques heures d'avis.

Le 13 novembre, immédiatement après avoir reçu un câblogramme du ministère de la Guerre, nous avons envoyé à la presse un communiqué télégraphique qui levait toutes les restrictions en matière de censure des numéros et des posi-

tions des bataillons pour les troupes se trouvant en France, en Flandre, en Égypte, en Palestine, en Mésopotamie, en Italie, à Salonique et en Afrique orientale.

Le 16 novembre, après avoir reçu un câblogramme du directeur du bureau de l'agence de presse de Londres, nous avons levé toutes les restrictions en matière de censure des renseignements relatifs à la marine marchande.

Le 21 novembre, la réception d'un câblogramme du censeur en chef de l'amirauté nous a permis de lever toutes les restrictions en matière de censure des nouvelles et des photographies de la marine, rétroactivement au 20 novembre.

Il restait donc très peu de restrictions importantes quant à la diffusion des nouvelles.

[284]

Depuis que le service de la Censure de la presse canadienne était établi, on avait affirmé aux rédacteurs en chef et aux directeurs que les restrictions qui leur étaient imposées en matière de publication de nouvelles seraient abolies le plus tôt possible et le censeur en chef de la presse a écrit ce qui suit dans la lettre où il accusait réception des câblogrammes reçus :

Je considérerais comme une faveur spéciale que vous vouliez bien me tenir informé de tous les autres assouplissements des règles de la censure, et ce, dès leur mise en vigueur. Vu le caractère volontaire de la censure de la presse, j'aimerais assurer à celle-ci que les règles de la censure seront assouplies dès que l'on estimera pouvoir le faire en toute sécurité. Par ailleurs, je ne veux pas autoriser un assouplissement qui pourrait être dangereux ou forcer la main des autorités de la Censure ailleurs.

Le chef d'état-major général et le directeur de la police ont alors été consultés et tous deux se sont dits d'avis qu'il vaudrait mieux continuer pour quelque temps d'exercer une censure limitée de la presse au Canada. Certains ont mentionné que sans la Censure de la presse les influences ennemies manœuvreraient sans doute en vue de multiplier les difficultés entourant les négociations des Alliés pour une paix permanente et on croyait qu'il était encore nécessaire de passer sous silence de grands pans de la démobilisation des armées alliées et des arrangements concernant les munitions et le matériel militaire et naval.

De plus, les Allemands venaient de mettre au point une propagande ingénieuse qui visait à priver les Alliés du fruit de la victoire et on pensait que la situation en Russie et dans les Balkans justifiait le maintien d'une organisation de la Censure de la presse. Il fallait aussi tenir compte de la propagande en faveur de l'introduction du bolchevisme au Canada et du fait que toutes les censures en temps de guerre sont en bonne partie subordonnées à la volonté et aux directives des autorités militaires centrales des alliés et les conseils reçus d'outre-mer indiquaient très clairement que les autorités militaires et navales supérieures ne voulaient pas que la machine de la censure alliée reste inutilisée ou soit démantelée avant la consommation d'un traité de paix définitif.

Le 17 novembre 1918, nous avons reçu du directeur du Service de renseignement du ministère de la Guerre un câblogramme qui modifiait les directives précédentes et se lisait comme suit :

[285]

En ce qui concerne le communiqué du 12 novembre dans lequel il était question des numéros et des positions des bataillons, il faut comprendre que la directive s'applique jusqu'au 11 novembre seulement. Cette restriction s'explique par le fait que l'une des parties contractantes peut dénoncer l'armistice à 48 heures d'avis.

La directive modifiée a été communiquée à la presse, conformément au câblogramme.

Le 15 janvier 1919, notre bureau a publié une circulaire (n° 69) qui annulait la note de service confidentielle datée du 16 juillet 1915 ainsi que toutes les circulaires envoyées après cette date par le censeur en chef de la presse du Canada. Leur étaient substituées quelques instructions simples destinées à guider la presse, les éditeurs et les autres intéressés jusqu'à ce que de nouveaux faits se produisent.

FIN DE LA CENSURE DES NOUVELLES

Le 30 avril 1919 prenait fin la censure des nouvelles au Canada qui, avec la collaboration des représentants de la *Canadian Press Limited*, avait été menée sous la direction du censeur en chef de la presse depuis l'instauration du service de la Censure de la presse. On n'a censuré depuis aucun article ou livre publié au Canada dans les langues anglaise ou française.

Les dispositions de la *Loi sur les mesures de guerre*, ainsi que les décrets, les règlements et les règles adoptés en vertu de cette loi, sont demeurés en vigueur comme avant, mais depuis le 15 janvier 1919, leur application relève des éditeurs, des importateurs, des distributeurs et des personnes possédant de la matière censurable. On a continué de prohiber la diffusion au Canada de toutes les publications qui avaient été interdites en vertu des lois concernant la censure.

Le bureau du censeur en chef de la presse à Ottawa est resté ouvert jusqu'à maintenant afin qu'on puisse surveiller les publications imprimées dans une langue étrangère au Canada, s'occuper de la correspondance qu'entraîne le fonctionnement et la démobilisation du service et collaborer avec les autres services gouvernementaux s'occupant d'empêcher l'importation et la diffusion au Canada d'objets étrangers « censurables », comme des imprimés, des films, des illustrations et des disques.

La démobilisation du personnel de la Censure de la presse s'est faite graduellement, allant du début de 1919 jusqu'à maintenant. Au gré de la correspondance et des affaires du service, les responsables et les commis ont été déchargés de leurs fonctions et, récemment, [286] l'effectif a été tellement réduit qu'il a été difficile d'accomplir toutes les tâches que nécessitaient la fermeture définitive du service et la collaboration avec les ministères gouvernementaux qui devront à l'avenir s'occuper de la diffusion d'imprimés censurables, etc.

COLLABORATION MINISTÉRIELLE

Le soussigné ne peut conclure le présent rapport final qu'il aura l'honneur de remettre en qualité de censeur en chef de la presse sans exprimer la profonde reconnaissance qu'il éprouve envers les diverses personnalités qui ont occupé le poste de secrétaire d'État depuis l'instauration du Service, de même qu'à l'endroit du sous-secrétaire d'État et des différents responsables et commis du Secrétariat d'État. M. Mulvey, sous-secrétaire d'État, a témoigné un intérêt actif et très marqué à la Censure de la presse et nous avons toujours pu compter sur ses conseils et sur son indispensable collaboration en ce qui concerne l'établissement et l'administration du service de la Censure. Comme il acquiesçait volontiers à toutes les propositions raisonnables qui lui étaient faites, notre service n'a jamais manqué de personnel ni de matériel pour exécuter son travail de façon satisfaisante. L'ensemble de la machine ministérielle nous a soutenu, notamment en nous fournissant et en entretenant notre matériel et en faisant notre comptabilité, ce qui a évité au personnel de nombreuses tâches ennuyeuses et des difficultés auxquelles il n'aurait pas échappé si la collaboration du chef permanent du Secrétariat d'État et de tout le personnel n'avait pas été si entière et si généreuse.

La Censure de la presse canadienne a bénéficié d'un grand avantage par rapport à la plupart, sinon à l'ensemble des organisations de la censure de la presse établies dans d'autres pays durant la guerre. En effet, on a confié ici l'entière direction opérationnelle du service à une seule personne. Dans la majorité ou l'ensemble des autres pays, aucune personne ou comité n'avait ce pouvoir. Les questions relatives aux nouvelles d'ordre militaire et naval étaient examinées par des censeurs militaires et navals qui faisaient directement affaire avec la presse ou qui donnaient des directives formelles aux responsables du service de la censure de la presse, et les questions concernant les divers services gouvernementaux relevaient directement des censeurs ministériels. Les autorités du service de la censure de la presse nationale apparaissaient donc sous un jour aussi défavorable que possible à la profession dont la collaboration était réellement nécessaire au succès de leur travail. La situation au Canada était très différente [287] car le censeur en chef de la presse avait tous les pouvoirs, sujet évidemment à l'orientation et à l'organisa-

tion ministérielles. Les vœux des autorités militaires et navales et de tous les responsables des ministères gouvernementaux intéressés de quelque façon par la poursuite de la guerre parvenaient au censeur en chef sous forme de demandes et ces personnes donnaient non seulement des explications courtoises et détaillées sur les directives qu'elles souhaitaient faire exécuter par la presse, mais elles laissaient aux autorités de la Censure de la presse le soin de décider des moyens à prendre à cette fin.

MOT DE LA FIN

Dans la circulaire numéro 70 envoyée le 29 avril 1919 aux rédacteurs en chef et aux directeurs canadiens, j'ai entrepris d'exprimer à la presse, dans une certaine mesure, combien le personnel était reconnaissant de la collaboration reçue, de la façon suivante :

Le soussigné croit le moment venu d'exprimer, en son nom et au nom du personnel, le profond sentiment de gratitude que nous ressentons envers la presse du Canada et les milieux de l'édition et de la distribution en général, qui nous ont apporté un soutien loyal et patriotique au cours de ces dernières années de tension et d'inquiétude.

Bien que la Censure de la presse canadienne ait toujours pris en considération le principe particulier aux Britanniques qu'est la liberté de presse et bien qu'elle ait soigneusement évité d'imposer des restrictions aux débats politiques légitimes et aux questions d'ordre public, il a parfois fallu que notre bureau, en raison des exigences du service public en temps de guerre, fasse aux rédacteurs en chef et aux directeurs des demandes que ceux-ci ne pouvaient comprendre à l'époque et auxquelles ils ont pourtant, à quelques exceptions près, acquiescé avec un esprit digne des plus grands éloges.

Quoique le personnel de la Censure de la presse ait toujours considéré de son devoir de ne pas s'ingérer dans le flot de nouvelles sûres, légitimes et utiles et, en fait, s'est évertué à aider les journalistes à obtenir et à transmettre des informations que le public avait le droit de connaître, la Censure de la presse, en sa qualité d'intermédiaire entre les responsables directs de la poursuite de la guerre et la

presse, a exigé de celle-ci et du monde de l'édition en général des sacrifices que l'on n'aurait raisonnablement pas attendus d'eux en temps normal. Ayant moi-même passé les meilleures années de ma vie dans le monde actif du journalisme canadien, je suis fier de témoigner du fait que ces sacrifices ont été [288] consentis avec un empressement digne de la presse libre d'un pays dont les fils ont donné un exemple admirable de service et de sacrifice dans l'armée et la marine.

J'espère avoir dans l'avenir l'occasion d'énumérer quelques-unes des contributions importantes de la presse patriotique du Canada à la victoire durement gagnée sur le prussianisme, mais je dois dire ici que des autorités militaires et navales très haut placées m'ont assuré que la collaboration magnifique de la presse canadienne et, en particulier, le soin incessant avec lequel celle-ci a observé rigoureusement les règles de la Censure concernant les mouvements des trains militaires et les déplacements des troupes ont représenté une aide indispensable au succès du transport des troupes et des provisions militaires en Europe.

On ne saura probablement jamais tout le bien qu'a accompli la presse canadienne en se montrant d'une discrétion à toute épreuve relativement au transfert de grandes quantités de lingots d'or au Canada, à la mobilisation et au transport au Canada de réservistes alliés et d'auxiliaires asiatiques, à la production, au stockage et au transport de munitions de guerre, aux mesures prises pour découvrir et circonvenir les agents ennemis, à la position des troupes canadiennes dans les divers théâtres des opérations, etc.

Fin du texte